

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13643 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 8 DÉCEMBRE 1988

Les subventions à l'agriculture

## Crise commerciale entre les Etats-Unis et la CEE

### Un enjeu fondamental

La guerre commerciale va-t-elle remplacer les affrontements armés d'hier ? On doit se poser la question alors que nous arrivons de Montréal les échos d'une querelle dont l'enjeu est fondamental pour la Communauté européenne : il s'agit de savoir si les Etats-Unis vont se lancer dans une politique d'aide massive à leurs exportations agricoles en représailles de pratiques communautaires qu'ils estiment illégales.

On en est arrivé, mardi 6 décembre, à un point de rupture, les Etats-Unis exigeant de l'Europe qu'elle renonce à ses subventions agricoles.

Ce conflit était inévitable. Alors que le GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs) pose comme règle d'or la liberté du commerce, on ne connaît rien de plus administré que les échanges agricoles. En période d'expansion de ces marchés, nul n'était tenté de jeter la pierre au voisin. Mais l'amenagement des débouchés extérieurs oblige les Etats exportateurs à surveiller chaque geste que pourrait faire un concurrent en faveur de ses agriculteurs.

Pour retrouver sa primauté dans le concert agricole mondial — dont les échanges ne représentent pas moins de 340 milliards de dollars, — l'Amérique redouble de coups contre l'Europe verte.

Si la CEE refuse de baisser brutalement sa garde dans le domaine des subventions aux exportations agricoles, c'est qu'elle ne croit pas un mot du discours libéral américain. De petites phrases en déclarations officielles, on devine que l'administration Bush sera aussi intraitable que l'administration Reagan. Sur le chapitre agricole comme sur celui de la libéralisation des services. Certes, la réduction sensible des déficits américains — budgétaire et commercial — devrait inciter les Etats-Unis à plus de patience à l'égard de leurs partenaires. Mais on estime à Washington que cet assouplissement estage. Or, pour comprimer encore le déficit budgétaire, le président Bush ne pourra se passer du soutien d'un Congrès où les pressions protectionnistes sont très vives.

Le chantage américain annonce ainsi le marchandage que M. Bush sera contraint d'accepter avec le Congrès. Le soutien de ce dernier à un prix : la défense par le successeur de Ronald Reagan de tous les secteurs de l'économie américaine (agriculture, textile, automobile) menacés ici par l'Europe, là par le Japon.

Les possibilités de rétorsion des Etats-Unis sont rendues plus importantes par la loi sur le commerce votée en avril. En vertu de ce texte, la Maison Blanche peut sanctionner sur-le-champ les pratiques jugées déloyales, imposer des taxes et des quotas d'importation. D'abord perçue comme une arme tournée vers le Japon, cette législation vise aussi et d'abord le marché unique de 1993, que les Américains considèrent comme une force commerciale fermée aux compagnies étrangères. Avant d'en faire usage, M. Bush va tenter la discussion. Elle s'exerce déjà dans l'enceinte du GATT à Montréal.

M 0147-1208-0-4,50 F



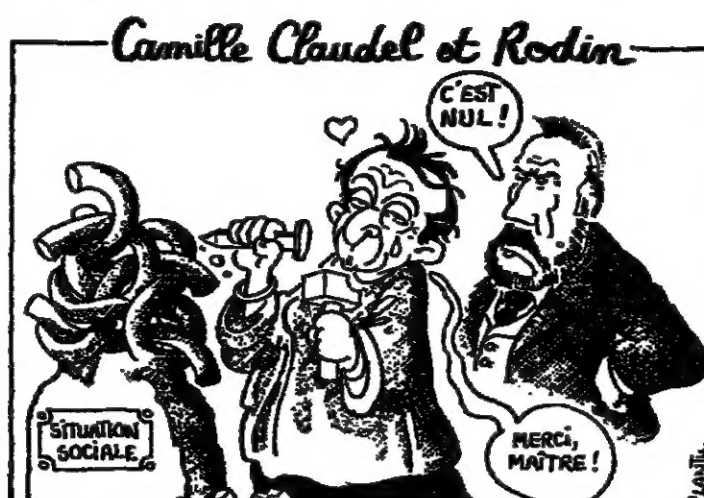
3790147004500 12080

Détente dans les transports parisiens, préavis de grève à la SNCF

## Quatre syndicats de la RATP acceptent les propositions salariales de la direction

Détente à la RATP, menace à la SNCF. Les syndicats « modérés » des transports parisiens ont décidé, mercredi 7 décembre, de signer le protocole d'accord établi la veille avec la direction. La CGT appelait à la poursuite du mouvement. La CGT de la SNCF a

annoncé un préavis de grève de quarante-huit heures à partir du dimanche soir 11 décembre. M. Rocard a invité les syndicats à « réfléchir à ce que peut signifier l'organisation d'un service minimum qui soit en même temps respectueux du droit de grève ».



Les propositions peaufinées par le conciliateur, M. Bernard Brunhes, et exprimées par la direction de la RATP étaient destinées à donner en partie satisfaction aux syndicats « modérés » qui avaient réclamé 300 francs d'augmentation salariale mensuelle pour les 38 500 agents de la Régie. En étalant ces mesures sur un an, en intégrant des primes et en repoussant de deux ou trois mois les augmentations indiciaires, la direction avait pu annoncer qu'elle acceptait les 300 francs demandés, tout en restant dans les limites des enveloppes budgétaires.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 35 et nos informations page 40.)

La première visite en Europe centrale du septennat

## M. Mitterrand à l'épreuve de Prague

M. François Mitterrand commencera jeudi 8 décembre une visite officielle de deux jours en Tchécoslovaquie. Prague est ainsi la première capitale des pays de l'Est visitée par le président de la République, qui a l'intention de se rendre dans la plupart des Etats membres du pacte de Varsovie au cours des prochains mois.

Pourquoi avoir choisi de commencer par la Tchécoslovaquie ? Inévitable question, au moment où M. Mitterrand entame sa tournée dans « l'autre Europe ».

qu'il conçoit comme une mission quasi historique de son second septennat. Une mission délicate à Prague, qui risque à tout moment de se transformer en caution à l'un des régimes les plus réfractaires aux réformes politiques et les plus intransigeants à l'égard de ses opposants.

« Le rapprochement des Européens séparés est l'une des grandes affaires de la fin de ce siècle », estimait récemment le président de la République. Longtemps à la traîne dans ce domaine, la France a beaucoup perdu de son influence culturelle en Europe de l'Est, et a surtout

laissé la RFA occuper pratiquement tout le terrain économique, que les Italiens commencent à leur tour à prendre d'assaut.

La situation nouvelle créée par les changements d'équipe au Kremlin ouvre effectivement des perspectives accrues de dialogue et de coopération avec les pays membres du pacte de Varsovie. Mais ceux-ci — Hongrie, Pologne, RDA, Bulgarie, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS — loin de former un bloc homogène, réagissent très différemment au vent nouveau qui souffle de Moscou.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 5.)

L'ENQUÊTE : guerre civile et famine dans le Sud

## L'exode meurtrier des Soudanais

Un cessez-le-feu pourrait intervenir dans les prochaines semaines pour mettre fin à la guerre civile qui ravage le sud du Soudan depuis bientôt six ans. Après l'échec, ces dernières années, de plusieurs tentatives de négociation, le premier ministre, M. El Mahdi, s'est montré optimiste sur les chances de succès de la dernière initiative (le Monde du 3 décembre) visant à régler le conflit qui oppose les forces gouvernementales à l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS).

KHARTOUM de notre envoyé spécial

Luang se souvient du temps où il était vraiment un homme. Il y a encore deux ans, ce grand Noir de l'éthnie shillouk était caractérisé dans sa terre et dans sa culture, paré des attributs du succès (troupeau de bœufs, famille nombreuse) et respecté. Aujourd'hui, plongé avec bien d'autres dans une vie de misère, Luang végète loin de ses deux familles, et — au diable l'islam ! — note sa déchéance dans le toré-boyau.

Depuis son village natal de Paryang, près de Bentin, province du Haut-Nil, jusqu'au bidonville surpeuplé de Hila Shok, au cœur d'une décharge publique de Khartoum, l'histoire de Luang est banalement dramatique et tristement exemplaire. Sur fond de

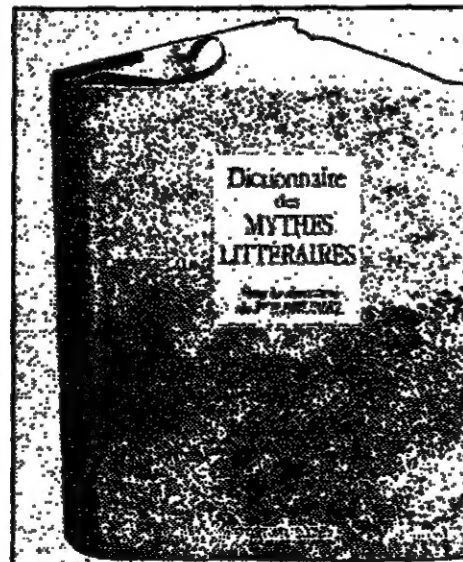
guerre et de chaos, elle illustre une dynamique qui déracine et atomise de plus en plus brutalement les populations du sud du Soudan. « Nous avons fui les Arabes qui attaquaient nos villages, tués et volaient nos troupeaux. Et aussi la guérilla qui demandait trop... » Une nuit, Luang et les autres villageois, incapables de résister plus longtemps, ont tout abandonné, cherchant leur salut dans la fuite. Démunis, allant par des pistes incertaines vers des lendemains incertains, ils entament un voyage mouvementé qui va durer des

mois. De Talodi à Abu Gubeir, puis de Rank à Kosti, le long du Nil, ils montent par groupes, à pied ou en camion (au prix fort) vers le Nord, vers Khartoum. Ils sont encore harcelés par des milices arabes, et six d'entre eux en mourront.

Cela dit, chez les rescapés du sud du Soudan, cette zone de tous les désastres d'où coule le sang noir des grandes ethnies (Dinka, Nuer, Shillouk, Nuba), un tel récit est presque anodin.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(Lire la suite page 8.)



## L'événement de la rentrée

125 mythes littéraires étudiés par les plus éminents professeurs d'Université.

1440 pages / 580 F jusqu'au 1<sup>er</sup> Février 89 ensuite 750 FÉDITIONS DU ROCHER  
JEAN-PAUL BERTRAND ÉDITEUR

Un film de Bruno Nuytten

## Elle, Camille Claudel

« Magie », « génie », ce sont des mots dont en principe on ne se remet pas. Définitifs et démesurés comme des mausolées. Ils accompagnent Isabelle Adjani depuis des semaines, bien avant qu'apparaisse sur les écrans Camille Claudel, le film de Bruno Nuytten qu'elle a voulu, espéré, porté, où elle s'est brûlée, épanouie, révélée.

Ce film de 96 millions de francs produit par Christian Fechner est donc, déjà, un événement médiatique. Aujourd'hui il sort, et l'on sait que c'est, aussi, un évé-

ment cinématographique. Un beau film de nuit et de lumière, de passion et de matière. Qui donne une vie nouvelle à trois héros déjà célèbres, Auguste Rodin, Paul et Camille Claudel.

« Mademoiselle Camille », 4 comme l'appellait Rodin, ne fut pas seulement l'élève et la maîtresse d'un sculpteur considérable, elle ne fut pas seulement la sœur d'un poète considérable, elle fut une rebelle dans sa vie et dans son art, elle fut une guerrière et une victime, elle fut une femme.

Cette femme, Isabelle Adjani fait mieux que la ressusciter. Elle l'incarne.

D. H.

(Lire dans « Le Monde des arts et des spectacles », pages 21 à 23, les articles de MICHEL BRAUDEAU, PHILIPPE DAGEN, MICHEL CURNOT et l'entretien avec ISABELLE ADJANI, recueilli par DANIELE HEYMANN.)

### Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 31 à 33

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 150 l. ; Japon, 90 p. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Roumanie, 235 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,30 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل



## URBANISME

## La force et la forme

par CHRISTOPHE BAYLE (\*) et GILLES RITCHOT (\*\*)

LES grèves dans les transports sont un conflit social mais aussi urbain. Elles sont, le plus souvent, commentées en termes de forces — trois cents travailleurs bloquent un million d'usagers — et non de formes : le déséquilibre de Paris, cette « capitale du désir » qui s'est permis le luxe d'un déséquilibre entre l'est et l'ouest par la création d'un massif de bureaux à l'ouest. La valorisation du foncier a refoulé la fonction d'habitat surtout vers l'est, le sud et le nord étant verrouillés par les aéroports.

Déséquilibre auquel n'est pas étrangère la collectivité publique elle-même qui a mis hors bilan les trois cinquièmes du foncier parisien, contribuant ainsi à resserrer le jeu du marché sur les deux cinquièmes restants. Les villes nouvelles avaient pour objectif un équilibre habitat-emploi. Or elles ont en partie aggravé le déséquilibre qui, enfin, est apparu comme une manière pour la puissance publique de ne pas toucher à la valorisation de Paris... à la hausse ou à la baisse.

On comprend, dès lors, que le RER chargé de résoudre la somme de ces déséquilibres ne puisse à lui tout seul les résorber. Au contraire il se fragilise à mesure que ces derniers s'accroissent. Le conflit, entre les grévistes et leur entreprise interroge non pas les abus du système mais le système lui-même : la forme de Paris. L'ennervement et la fatigue des usagers ne signifient-ils pas que les grévistes ont touché au

mécanisme même de la valorisation foncière ?

Ainsi les arrêts de travail faisant obstacle à la circulation ont les mêmes effets que la flambée du foncier : ils refoulent habitants et logements en dehors de Paris. On est bien face à un conflit de logistique urbaine, faisant intervenir le territoire et les moyens mécaniques, plutôt que face à un conflit de forces. La solution ne peut donc être que sociale et urbaine. Elle passe par une remise en mouvement des forces ou des formes, c'est-à-dire un renforcement des transports et une harmonisation des politiques foncières sur la région urbaine.

Il n'y a pas d'opposition d'intérêt entre les travailleurs des transports et les usagers travailleurs. Pour le comprendre il serait temps d'abandonner une langue de bois qui prétend que le contrôle des forces suffit à conduire l'économie. Si preuve est aujourd'hui faite, par l'absurde, que les formes urbaines existent et que leur rôle dans la mobilisation des forces est essentiel, demain c'est l'ensemble des forces sociales et politiques citoyennes qui peuvent valoriser une nouvelle forme de Paris. Encore faudrait-il poser la question d'un nouveau palier administratif qui associerait compétence en matière de transport et de foncier sur l'ensemble de la région urbaine de Paris.

(\*) Rédacteur en chef de la revue *Urbanisme*.

(\*\*) Géographe, auteur de *Formes urbaines et pratiques sociales*.

## EMPLOI

## Pantoufles publiques, charentaises privées...

par BERNARD MARIS (\*)

JETER la stabilité de l'emploi au visage de personnes qui gagnent quelque 5 000 francs par mois à quelque chose d'un peu inconvenant. Et à certains, qui ajoutent le mot de « sabotage », on voudrait offrir un voyage en ce Balibarni décrit par Swift, où l'on utilise pour la conversation des objets portés comme fardeaux. Ainsi chacun y connaît-il véritablement le poids des mots.

M. Perigot a-t-il la stabilité de l'emploi ? Je parierais volontiers mon propre poste... Cela n'empêche : M. Employé du Tri possède aussi la stabilité de l'emploi, indubitablement. Il est libre de coller à son travail jusqu'à la retraite, laquelle correspond en général, miracle de la statistique, à l'âge moyen auquel il devra quitter cette bonne terre portuse de métiers où l'on brasse des lettres.

Maintenant : M. Cadre Supérieur du Privé a-t-il la stabilité de l'emploi ? Non, il ne l'a pas. Pas tout à fait. Il a environ 2 % de chances d'être licencié, de rester un laps de temps au chômage, et de retrouver un emploi. En moyenne et de façon continue, il est incontestable que 2 % des cadres supérieurs hautement qualifiés sont au chômage, de sorte que M. Cadre Supérieur a la stabilité de l'emploi à 98 %, contre 99,9 % à M. Employé du Tri.

Habituellement nous sommes à entendre vilipender le secteur public, nous imaginons mal le nombre de parasites et de pan-

trouffards qui somnolent dans le privé. La banque, cette future ou plutôt déjà sidérurgie, fut une merveilleuse institution agioteuse, généreuse et douillette : son osmose avec la haute administration montre la similitude d'institutions marquées des signes de la chaleur et des échanges pantoufles-charentaises.

Quelque chose tracasse néanmoins M. Boulanger : si quelqu'un est assuré du poste, il va ne rien faire. Alors que s'il existe une probabilité, même très petite, d'être « viré », « esquivé », il va travailler. Ainsi les chercheurs universitaires : la moitié d'entre eux, accrochés à leur poste comme arapèdes au rocher, ne cherchent plus. Ce à quoi on répondra que l'autre moitié cherche encore, ce qui est proprement inexplicable.

On répondra aussi par la loi de la productivité et du salaire, curieusement ignorée des bons apôtres de l'instabilité et du mouvement brownien : on ne peut fourrer et le salaire et la quantité de travail à fournir. Si l'on fixe le salaire, M. Employé du Tri essaiera d'y adapter son travail. Il est d'ailleurs assez merveilleux qu'à ce salaire il fournisse autant de travail. Probable que ce monsieur, capable de paralyser un pays, vaut plus qu'on ne le dit.

(\*) Maître de conférences à l'université de Toulouse-L.

Quant au chercheur, si on vient à exiger de lui tant de kilos de recherche, il faudra bien lui payer en proportion les stocks de papier accumulés.

La mobilité du travail, le gymnase productif de ville en ville et d'entreprise en entreprise, passionne les cadres qui grimper l'échelle du salaire, de la responsabilité et du consumérisme satisfait. Elle excite moins les bas de gamme. A dire vrai, on n'a encore jamais vu un employé du bâtiment reprocher la stabilité de l'emploi à son collègue des PTT : il estime qu'elle représente un équivalent de salaire, ou peut-être un surcroît de liberté — ce qui est un leurre, bien entendu : comme si l'administration ne savait pas fabriquer aussi sûrement des serfs que le privé...

L'instabilité, le déracinement n'ont jamais donné du bon travail. Les employeurs le savent, qui sont obsédés par la constitution d'un noyau de main-d'œuvre stable et qualifiée. Précher l'instabilité n'est pas faire du bon travail. Mais laisser croire que la permanence d'un poste est une sorte de cadeau, de récompense divine, témoigne d'une irresponsabilité plus grande encore. Plutôt que les *Voyages de Gulliver*, on offrira l'Enracinement aux contempteurs de la stabilité, où ils méditeront cette phrase : le travail physique est une mort quotidienne.

## Au courrier du Monde

## PLAN

## M. Jean-Claude Gaudin et la médiocrité

Après l'article intitulé « La préparation du 10<sup>e</sup> Plan : plus de 51 milliards pour les contrats de plan Etat-régions », M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur nous précise :

Vous écrivez que plusieurs ministres et fonctionnaires ont jugé « médiocre » la copie présentée par la région que je préside.

Si cette critique porte sur la forme du document, je tiens à vous préciser que les documents transmis à Paris l'ont été exclusivement par la préfecture de région et qu'aucune remarque n'a été faite à ce niveau sur ce point. Pour ma part, j'ai toujours indiqué que je me réservais de réexaminer la rédaction du document lorsque l'ensemble des questions de fond seraient tranchées.

C'est en effet sur ces questions de fond qu'a porté le travail commun des administrations de l'Etat et du conseil régional : nous voulons en effet mettre à profit le cadre de ces contrats pour définir une stratégie globale, ambitieuse

et réaliste à la fois, de nature à faire gagner notre région, selon l'expression que j'ai utilisée devant le ministre Hubert Curien, le 7 septembre 1988 à Marseille. « La bataille de l'emploi et de la modernité ».

Sans décrire ici l'ensemble de ce projet, il suffira d'indiquer qu'il contient un programme précis portant sur 3,6 milliards de francs d'infrastructures de communication et 1,4 milliard de francs de crédits d'enseignement supérieur, de recherche et d'équipement concentrés sur les six pôles constituant la « route des Hautes Technologies » pour qu'on comprenne qu'il ne présente en rien le caractère de « médiocrité » qui lui est prêt.

## OUBLI

## Banlieues et gâchis

Dans les nombreux commentaires qui accompagnent la grève de la RATP, on peut s'étonner de ne jamais rencontrer cette simple remarque : la grève rend, bien entendu, encore plus pénible le transport des « banlieusards » vers les lieux de leur travail. Personne ne met en cause la spéculation

immobilière, le prix inaccessible des logements à Paris, qui repoussent de plus en plus loin les personnes condamnées à voyager quotidiennement dans le bruit, la lassitude, les servitudes familiales, sans omettre le coût financier. Cette logique discrète et brutalement efficace est la vraie responsabilité d'un gigantesque gâchis humain et financier. « La gauche » au pouvoir pourrait-elle le dire ?

JEAN-PAUL BRUNEAU.  
(Montlouis-sur-Loire, Indre-et-Loire.)

## ESPRIT

## Certifié conforme

Parce qu'une photocopie n'était pas certifiée conforme, de dangereux trafiquants de drogue sont remis en liberté. Au pays de l'Esprit des lois ne pourrait-on se souvenir que « la lettre tue » (2. Cor. III. 6) ?

ROBERT ELLRODT,  
professeur à la Sorbonne nouvelle.

● PRÉCISION. — L'auteur du texte sur Wei Jingsheng publié dans le *Monde* du 25 novembre, M. J.-J. Gaudin, est vice-président de la Ligue des droits de l'homme de l'Hérault et président des Amis franco-chinois de ce département.

## TÉMOIGNAGE

## Un soldat oublié

par BERNARD DESTREMAU (\*)

Le tireur du char *Lorraine* avait un œil de lynx.

Pour le combat, il fourbissait ses armes, canon et mitrailleuse jumelée avec un soin exceptionnel. On est Jo ? demandai-je à mes camarades. Dans la tourelle en train de vérifier son canon, de compter ses munitions, de manipuler ses appareils de visée.

La difficulté qu'il avait pour s'exprimer réapparaissait parfois dans des moments critiques. Un jour que des giclées de terre provenant de l'explosion d'un obus avaient aveuglé son épiscopo, il voulut me demander de l'essuyer. Rien ne sortait de sa gorge bloquée. Je ne comprenais pas l'inquiétude que reflétait son regard. Alors, il me tendit un gant. Puis fit savoir, en chantant, ce qu'il désirait. En chantant, il ne bégayait pas.

Ce handicap le paralysa dans des circonstances plus solennelles mais moins périlleuses. Avant de lui remettre la médaille militaire, le général qui officiait lui demanda son nom afin de le prononcer distinctement. Le récipiendaire, figé d'émotion, ne put l'articuler. Ce fut son voisin qui répondit à sa place.

(\*) Ancien ministre.

Jo a sauvé la vie de son équipage. Il a fait son devoir de Français dans les djebels tunisiens, puis, avec la 1<sup>re</sup> division blindée, dans les faubourgs de Toulon, de la Méditerranée au Rhin et au Danube. Et pourtant, il a été accusé au désespoir. Pour-être par notre faute à tous.

Jo est rentré à Alger, démobilisé et décoré. Puis notre ancien tireur a été introuvable pendant quarante ans. Il ne répondait à aucun appel. Je suis allé le voir à Ajaccio. Soigné de sa personne, correct et fier, refusant presque tout. De nouveau, un grand silence se fit.

La semaine passée, le fils de notre pilote de char alla se renseigner dans le quartier où nous pensions que notre ami, tout seul, sans parents, sans épouse, sans enfants, vivait paisiblement. Il avait eu des ennemis d'argent, ont dit les voisins. Il avait été malade. Il était menacé d'expulsion.

L'ancien soldat vainqueur de 1945 avait eu sa première défaillance. Il s'était passé un nuage coulant autour du cou. Cela n'a pas fait de bruit. Il ne voulait déranger personne, surtout pas ses amis.

Les héros se cachent pour mourir.

**CHAUMET**  
A LE PLAISIR DE VOUS  
ANNONCER  
L'OUVERTURE A PARIS,  
DE SA NOUVELLE BOUTIQUE  
AU CARRÉ D'OR  
46 AVENUE GEORGE V. PARIS.

**CHAUMET**  
JOAILLIER DEPUIS 1780  
PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO  
12 PLACE VENDÔME 75001 PARIS TEL 42.60.32.62  
46 AVENUE GEORGE V 75008 PARIS TEL 49.92.08.25

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL *Le Monde*  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du *Monde*,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général :  
Bernard Wauts.  
Rédacteur en chef :  
Daniel Verne.  
Correspondant en chef :  
Claude Sauts.  
ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 08  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Téléc. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	MONDIPAR	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

**TARIF VALABLE**  
JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOUVER CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse :  
notifiez-les : nos abonnés aux journaux  
avant leur départ, joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐  
6 mois ☐  
9 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
et d'imprimer.



# Etranger

La visite à New-York de M. Mikhaïl Gorbatchev

## Le chef du Kremlin consacre, par son intervention la volonté soviétique de renforcer le rôle de l'ONU

NEW-YORK  
de notre correspondant

Le discours que M. Mikhaïl Gorbatchev devait prononcer devant l'Assemblée générale des Nations unies, mercredi 7 décembre, était attendu avec la plus grande impatience. Il devait s'agir du premier discours de l'inventeur de la « perestroïka » devant le monde, celui — peut-être — qu'il n'aurait pu prononcer l'an dernier en raison de contingences politiques intérieures. Au-delà du fait que M. Gorbatchev devait offrir « un cadeau de Noël à l'humanité », les Nations unies se trouvent aujourd'hui singulièrement confortées par le choix de M. Gorbatchev dans leur difficile position de « Parlement des peuples ».

« Les temps ont changé et le monde avec eux », nous connaissons maintenant les erreurs que nous avons commises et nous agissons les solutions qui s'imposent à tous ensemble », M. Arbatov, directeur de l'Institut soviétique des études nord-américaines, s'exprime sans détour lorsqu'il affirme, au cours d'une conférence de presse aux Nations unies, que « la certitude des anciens dirigeants soviétiques sur la pérennité de l'antagonisme Est-

Ouest était une erreur », et que « le monde est un, comme sont uniques les préoccupations de l'humanité tout entière ». Le changement de l'attitude soviétique à l'égard de l'ONU, poursuit-il, est dû à ce constat : aucune autre institution au monde ne saurait mieux servir et aider la disparition des blocs, de la guerre froide et des menaces sur la sécurité, la liberté et le bien-être général.

Certes, depuis des décennies, la propagande soviétique donnait à l'ONU un rôle primordial, tout en attendant de voir un tiers-monde très attaché à un forum où sa force numérique lui donne un avantage considérable. Cependant, cet intérêt n'était resté, la plupart du temps, que verbal. Moscou ne payait régulièrement ni ses contributions budgétaires, ni sa part dans le financement des opérations de maintien de la paix. Usant indistinctement du droit de veto au Conseil de sécurité chaque fois que ses intérêts ou ses principes idéologiques étaient tant soit peu menacés, le Kremlin ne faisait rien pour donner à l'ONU le rôle dynamique que les dirigeants de la Pravda glorifiaient pourtant avec ardeur.

Ce double jeu faisait sans doute partie des méthodes généralement utilisées dans ce que les Soviétiques appellent aujourd'hui la période de stagnation. Lorsque M. Arbatov, dans un document distribué il y a quelques jours aux Nations unies, affirme que « les traditions de secret, pour ne pas dire de silence, fossilisées par des années d'incertitude, étaient particulièrement sensibles dans le domaine de la politique étrangère », il enfonce une porte ouverte, mais il ouvre également la voie au changement que le ministre des Affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, avait annoncé dans son dernier discours annuel devant l'Assemblée générale. Brandissant la

devise « Sécurité, confiance et coopération dans le respect des lois », le ministre soviétique avait surpris l'Assemblée par la conviction avec laquelle il a non seulement rendu hommage aux Nations unies, mais surtout ouvert la porte à un élargissement du cahier des charges d'une organisation qu'il souhaite désormais transformer en un véritable centre des relations entre les nations.

Pour appuyer ses dires, Moscou a décidé de régler ses arriérés, dont certains remontaient à 1946. Actuellement, l'Union soviétique demeure redevable de 159 millions de dollars, alors que les États-Unis doivent à l'organisation plus de 500 millions de dollars. Prenant avantage du mépris dans lequel M. Reagan tient l'ONU depuis huit ans, Moscou s'est

présenté comme la force principale du renouveau onusien et la source d'inspiration de la diplomatie multilatérale. Montrant un visage de moins en moins idéologique, l'Union soviétique semble être parvenue à créer l'impression de mener le jeu, de pratiquer la politique de bonne volonté, alors que Washington apparaît toujours, malgré un repentir tardif exprimé en septembre dernier, lointain et méfiant.

### Retour au consensus ?

Bien entendu, ces soudaines déclarations d'amour suscitent des interrogations. Lorsque M. Chevardnadze affirme que « dans le souci de rendre les décisions de l'ONU plus productives », il serait temps d'adopter un nombre croissant de résolutions par consensus », il se rapproche des thèses américaines avec une franchise non seulement étonnante, mais également menaçante pour l'esprit actuel du travail onusien, où le vote majoritaire est sacré. La suppression de la notion majoritaire diminuerait le poids numérique du tiers-monde et donnerait, de facto, un droit de veto à chaque État. Ne s'agit-il pas là d'un baïonnette de Judas ? se demandent certains diplomates du tiers-monde.

Quelles que soient les intentions véritables des deux superpuissances, il est clair — comme cela fut le cas dès 1946 — que la force des Nations unies réside là où est aussi leur faiblesse, à savoir dans l'entente entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'enthousiasme soviétique devrait entraîner un changement d'attitude, si léger soit-il, chez les quatre autres puissances et, par là même, une plus grande efficacité du travail onusien.

CHARLES LESCAUT.

### Quand les Soviétiques découvrent « l'aviation de presse »

Le voyage de M. Gorbatchev est l'occasion d'une autre première : un avion de presse affecté par les autorités soviétiques a été, pour la première fois, mis à la disposition des correspondants étrangers accrédités à Moscou pour les accompagner jusqu'à New-York. Moyennant la coquette somme de 5 000 dollars (près de 30 000 F), soixante-dix d'entre eux ont profité de l'occasion, dont notre confrère du Financial Times. Selon lui, le service était très amélioré par rapport à l'ordinaire de l'Aeroflot, mais les heureux bénéficiaires n'ont pas eu droit aux mêmes facilités que la presse soviétique : cette dernière, transportée à part, avait fait le vol sans escale, tout comme M. Gorbatchev, alors que la presse « bourgeoise » dut faire escale à Terre-Neuve et rater de ce fait les premières conférences de presse.

## Le cinquième sommet en trois ans

La rencontre soviéto-américaine de New-York est le cinquième sommet que tient avec son homologue soviétique le président Reagan, qui aura en ainsi plus de rencontres de ce type que n'importe lequel de ses prédécesseurs. Toutefois, ces cinq rencontres ont toutes eu lieu au cours du second mandat de l'actuel président américain, en un plus ou moins de trois ans depuis 1985. En voici la liste :

● 19-21 novembre 1985 : première rencontre à Genève, aucun accord n'est conclu.

● 10-13 octobre 1986 : sommet de Reykjavik. Une « période » est réalisée sur le désarmement nucléaire, mais on frôle l'échec en

raison de l'initiative de défense stratégique américaine.

● 8-10 décembre 1987 : visite de M. Gorbatchev à Washington. Signature du traité liquidant les missiles nucléaires de portée intermédiaire et moyenne.

● Mai 1988 : première visite de M. Reagan à Moscou.

● Décembre 1988 : dernière rencontre Reagan-Gorbatchev à New-York.

Brejnev avait en pour sa part le même nombre de rencontres bilatérales avec les présidents américains, mais en dix-huit ans de règne (en 1972, 1973 et 1974 avec M. Nixon, en décembre 1974 avec M. Gerald Ford et en 1979 avec M. Carter).

Khrouchchev en avait eu deux en onze ans : une avec Eisenhower en 1959 et une avec Kennedy à Vienne en 1961. Enfin, Staline avait rencontré deux fois Roosevelt (en 1943 à Téhéran et en février 1945 à Yalta) et une fois Truman à Potsdam en 1945. Il faudrait ajouter à la liste les autres sommets multilatéraux tenus par Khrouchchev à Genève en 1955 et à Paris en 1960 (cette dernière rencontre avait en fait avorté d'embolie en raison de l'incident de l'avion américain U-2 abattu au-dessus du territoire soviétique), ainsi que le sommet qui avait clôturé la conférence d'Helsinki en 1975, en présence de Brejnev et de Gerald Ford.

## Mystère et suspense...

NEW-YORK  
de notre envoyé spécial

La mise en scène — soviétique — est parfaite, et les Américains sont bon public. Avant même d'avoir prononcé son discours à l'ONU, avant même d'avoir rencontré MM. Reagan et Bush, M. Gorbatchev avait brillamment accompli la première phase de son opération de relations publiques : arriver majestueusement à New-York, zébré de mystère, et tenir en haleine l'opinion mondiale par un mélange de silence et de « fuites » appropriées.

La scène de l'arrivée était pourtant aussi banale, aussi terre que possible : un avion de l'Aeroflot qui roule sur un bout de piste de l'aéroport Kennedy et puis s'arrête ; une hôtesse qui porte son bonnet rouge avant un homme, en chapeau gris, pardessus gris, qui descend la passerelle, serre des mains, prononce à sa manière un peu filandreuse un petit discours sans relief particulier. A quelques mètres, M<sup>me</sup> Raïssa Gorbatchev, manteau d'astrakan, mine volontaire et sûre d'elle-même.

Toutes les grandes chaînes de télévision, d'habitude très réticentes à sacrifier leurs émissions de l'après-midi, ont diffusé en direct ces images historiques. Le dernier secrétaire général du PC soviétique à avoir mis les pieds à New-York, avant de battre de la chaussure sur son pupitre des Nations unies, s'appelait Nikita Khrouchchev.

Vingt-huit années ont passé, et M. Gorbatchev fait sans doute moins peur, mais inspire un respect suffisant pour qu'on boive ses paroles. On relève qu'il a parlé à l'aéroport de « dynamiser » les relations soviéto-américaines et noté que sa rencontre avec MM. Reagan et Bush ne comporte aucun ordre du jour. Façon, peut-être, de rappeler discrètement que tout est possible, et de raviver un peu le suspense.

### Dans l'attente du « cadeau de Noël »

Ce suspense avait été soigneusement créé les jours précédents par des porte-parole soviétiques qui laissent prévoir une surprise, un « cadeau de Noël ». Mardi, ils étaient soudain devenus totalement muets, tandis qu'une radio hollandaise prenait le relais — son correspondant à Moscou ayant appris « de source informée soviétique » que M. Gorbatchev annoncerait, à New-York, une

réduction de 30 % des forces armées soviétiques.

De son côté, la chaîne CBS (s'appuyant sur trois sources différentes, mais non précises) affirmait que M. Gorbatchev aurait des offres à faire concernant Cuba et l'Amérique centrale. D'autres penchaient plus modestement pour des propositions concernant l'environnement, voire un appel au développement du commerce avec l'URSS.

### Indulgence avec l'« importun »

Bref, sans rien faire d'autre que de paraître, M. Gorbatchev a déjà captivé l'attention de tout le monde. Les Soviétiques font l'événement, le préparent à leur guise, tandis que l'administration américaine ne peut que subir et attendre.

L'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger — qui se multiplie sur les ondes, — laisse passer une certaine irritation. Selon lui, les Soviétiques, s'ils veulent vraiment agir de manière constructive pour améliorer les relations internationales, feraient bien de ne pas abuser des effets de surprise, et, surtout, de ne pas mettre délibérément en difficulté les États-Unis, paralysés par le processus de transition entre les deux présidents. Mais les responsables américains « actifs » s'abstiennent, eux, de manifester la moindre agacement. Tout au plus, M. Bush répète-t-il à qui veut l'entendre qu'à ce stade, il ne négociera rien de précis avec M. Gorbatchev.

Les Newyorkais eux-mêmes semblent témoigner une certaine indulgence à l'égard de l'« importun » qui vient paralyser la ville en pleine préparation de Noël, avec son invraisemblable caravane de quarante-cinq limousines... « Alerte rouge », titre en caractères énormes un tabloïd. D'autres se souviennent que le 7 décembre est l'anniversaire d'une terrible catastrophe : Pearl-Harbor (l'attaque japonaise de 1941). Et on a même inventé un néologisme ad hoc : gorbyslock — quelque chose comme « gorbouchon ». Il y a des gens qui rient, chauffeurs de taxis paralysés, passants bloqués par des barrières, mais d'autres qui se disent prêts à se sacrifier « pour le paix » ; une dame à lunettes est même tout heureuse d'assister à un événement historique si considérable... Et le responsable adjoint de la circulation risque même un pronostic : « J'ai le sentiment que New-York n'en mourra pas ».

JAN KRAUZE.

### La fièvre gagne Wall Street

La rumeur selon laquelle Mikhaïl Gorbatchev s'apprêtait à annoncer une réduction sensible des effectifs militaires soviétiques a provoqué une vive hausse sur les marchés financiers américains, puis internationaux, dans la mesure où cette initiative permettrait de diminuer ultérieurement les dépenses militaires des États-Unis et de contribuer à la contraction de leur déficit budgétaire. En conséquence, le dollar s'est sensiblement affermi, passant de 1,7250 dollar par unité de 1,75 dollar allemand, de 121,50 yens à 121,75 yens et de 5,89 francs à 5,97 F.

A New-York, les cours des bourses du Trésor, très recherchés, ont sensiblement progressé, le rendement de l'emprunt à trois ans chutant de 9,14 % à 8,90 %, tandis qu'à Wall Street, l'indice Dow Jones gagnait 25 points à 2 149. Sans doute, cette bouffée de hausse rencontre-t-elle le scepticisme de nombreux experts, qui craignent à la fois une surchauffe de l'économie américaine, une reprise de l'inflation et une élévation des taux d'intérêt, mais elle donne la mesure des espoirs que pourrait soulever une initiative soviétique dans le domaine de la réduction des forces armées.

### A Vienne

## Déblocage de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

La rencontre de New-York coïncide avec un « déblocage » de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Celle-ci devrait prendre fin avant le 20 janvier avec le règlement des deux dernières principales questions en suspens, estimait-on, mardi 6 décembre, de sources diplomatiques occidentales concordantes à Vienne.

Le différend franco-américain sur les modalités des futures négociations sur le désarmement conventionnel en Europe a été réglé vendredi dernier à Vienne par les délégations des deux pays concernés, s-t-on appris mardi de source sûre. Cette formule de compromis doit être entérinée dans les capitales des pays de l'OTAN et,

mercredi, par le groupe à haut niveau de l'Alliance atlantique à Bruxelles et, jeudi, par les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance réunis à Bruxelles au sein du Conseil atlantique.

M. Dumas, qui devait initialement accompagner M. Mitterrand à Prague dès jeudi matin, a décidé de se rendre à Bruxelles pour régler définitivement le litige au cours d'une rencontre avec M. Shultz. Il gagnera Prague dans l'après-midi.

D'autre part, l'assouplissement de la position de l'URSS sur l'organisation d'une conférence des droits de l'homme, en 1991, à Moscou, a levé le dernier obstacle à la conclusion de la CSCE. Moscou n'a pas endormement renoncé à ce projet, mais n'en fait plus une condition sine qua non.

Selon un projet de calendrier élaboré à Vienne, la conférence finale des ministres des Affaires étrangères des trente-cinq pays de la CSCE pourrait se tenir après la conférence sur l'interdiction des armes chimiques, du 7 au 11 janvier, à Paris, voire avant. Le secrétaire d'Etat américain George Shultz aurait en tout cas exprimé le souhait d'être présent à Vienne pour conclure la CSCE avant l'investiture du président-élu George Bush, le 20 janvier. Il laisserait le soin à son successeur désigné, M. James Baker, d'inaugurer quelques semaines plus tard à Vienne la négociation sur le désarmement conventionnel en Europe.

### Le conflit en Afghanistan.

De passage au Caire où il s'est entretenu avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, M. Iouli Vorontsov a déclaré, le mardi 6 décembre, que la paix était à portée de main en Afghanistan. « C'est l'occasion de ramener la paix en Afghanistan afin de mettre en place un gouvernement qui reflète la volonté du peuple afghan, qui désire vivre dans une nation musulmane », a dit le premier vice-ministre soviétique des Affaires étrangères après avoir rencontré, à Taef (Arabie saoudite), une délégation de la résistance. — (AFP, Reuters.)

### M. Jean Audibert ambassadeur à Alger

M. Jean Audibert, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines et malgaches, va être nommé ambassadeur à Alger en remplacement de M. Bernard Bochet. Le ministre algérien des Affaires étrangères a fait savoir, mardi 6 décembre, que le gouvernement algérien avait donné son accord à cette nomination.

(Né le 28 décembre 1927, M. Jean Audibert est breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer. Après avoir été en poste au Burkina-Faso (ex-Haute-Volta), au Mali et au Sénégal, il

### M. Thomas Pickering prochain ambassadeur des États-Unis à l'ONU

Désigné par M. Bush pour représenter les États-Unis à l'ONU, M. Thomas Pickering, cinquante-sept ans, est l'un des plus brillants diplomates de carrière américains.

Il est actuellement ambassadeur des États-Unis en Israël. A ce poste, il a dû, à plusieurs reprises, exprimer le mécontentement de son gouvernement devant la dureté de la répression du soulèvement palestinien en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza.

Contrairement à ses prédécesseurs aux Nations unies, M. Pickering ne sera pas membre du cabinet dans l'administration Bush. — (AFP.)

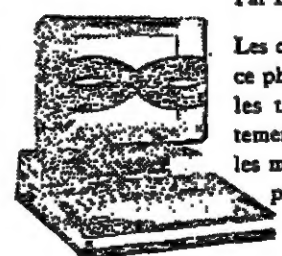
### NATIONS UNIES : mandats reconduits à la tête du HCR et de la CNUCED.

Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), M. Jean-Pierre Hocké (Suisse), a été réélu, le mardi 29 novembre, pour un second mandat de trois ans à la tête de cette organisation par l'Assemblée générale de l'ONU. La durée normale pour cette haute fonction est de cinq ans.

L'Assemblée générale a également réélu M. Kenneth Dzedzi (Ghana) pour un nouveau mandat de trois ans à la tête de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). — (AFP, Reuters.)

## Quand les escrocs se recyclent.

LA CRIMINALITÉ INFORMATIQUE — Par Philippe Rosé



Les coûts et les particularités de ce phénomène, les motivations, les techniques et le comportement du criminel. Enfin, tous les moyens de prévention et de protection face à cette criminalité. « Que sais-je ? » n°2432.

Autres Nouveautés : « LE DROIT CANONIQUE » par Dominique Le Tourneau, n°779 • « L'ETIMOLOGIE » par Charles Brucker, n°1122 • « L'HISTOIRE DU LIBÉRALISME » par Marion Flamant, n°1797 • « L'ESPACE MUSICAL DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE » par Jean-Paul Holstein, n°2375.



COLLECTION « QUE SAIS-JE ? »

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

4 Le Monde • Jeudi 8 décembre 1988 •

JEUDI 8 DÉCEMBRE  
À 20 H 30 SUR **FR**

# CHAMPAGNE CHARLIE



HUGH GRANT  
MEGAN GALLAGHER  
GEORGES DESCRIÈRES  
STÉPHANE AUDRAN

SNK RC Paris B 01663117

**L'HISTOIRE DE CHARLES HEIDSIECK A LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE.**

AVEC LA COLLABORATION DE SOFICA SOFINERGIE • SOFICA CRÉATIONS • EXPANSO • SCÉNARIO JACQUELINE LEFÈVRE • RÉALISATION ALLAN EASTMAN • MUSIQUE COMPOSÉE PAR GEORGE GARVARENTZ

"CHAMPAGNE CHARLIE" PARU DANS  VIDÉO NUMÉRIQUE 







## Proche-Orient

Avant son intervention devant l'ONU à Genève

## M. Arafat reçu à Stockholm en chef d'Etat

M. Yasser Arafat, qui se trouve actuellement à Stockholm, doit se rendre en Autriche les 15 et 16 décembre, au lendemain de son intervention devant l'Assemblée générale de l'ONU à Genève, a annoncé, mardi 6 décembre, le ministre autrichien des affaires étrangères. Par ailleurs, l'agence tchécoslovaque CTK rapporte que des représentants de l'OLP et d'États arabes ainsi que de la gauche israélienne ont ouvert mardi à Prague, une conférence informelle de trois jours.

international l'ancien ministre israélien des affaires étrangères, M. Abba Eban. Cette organisation milite notamment en faveur d'un retrait israélien des territoires occupés, et même si la section américaine est totalement indépendante, ce courant d'idées fait que M. Arafat et ses six collaborateurs n'avaient pas en face d'eux, à Stockholm, des ennemis irréductibles.

De son côté, le ministre suédois des affaires étrangères avait bien précisé, à plusieurs reprises, que la visite de M. Arafat ne devait pas être considérée comme une rencontre entre la Suède officielle et l'OLP. Néanmoins, c'est avec des

marques évidentes de sympathie et tous les honneurs réservés à un chef d'Etat que le leader palestinien a été accueilli à Stockholm. M. Arafat a eu des entretiens avec les principaux représentants du gouvernement : le ministre des affaires étrangères (qui avait eu l'idée de cette rencontre en mars dernier, lors de son voyage au Proche-Orient et qu'il avait ensuite préparée avec l'aide, notamment, de M. Bruno Kreisky), le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, qui a écouté son séjour à Paris et, relevait le quotidien *Dagens Nyheter*, « a contraint le président Mitterrand à modifier son emploi du temps ! », ainsi que le président du Parlement, M. Thage G. Pettersson, qui l'a invité

à déjeuner au Parlement avec des représentants de tous les partis politiques. Seul M. Carl Bildt, le leader conservateur, a décliné l'invitation. « La Suède est en train de se mêler du processus. Je pense que nous devons être prudents », estime-t-il.

Ces attentions particulières pourraient être le prélude à une reconnaissance par la Suède sociale-démocrate de la création de l'Etat palestinien proclamé à Alger. Mais, peut-être, les Suédois attendent-ils aussi, ce qui couronnerait alors leur initiative, que M. Arafat se montre plus explicite qu'à Alger sur la reconnaissance par l'OLP de l'existence de l'Etat hébreu.

FRANÇOISE NIÉTO.

STOCKHOLM  
de notre correspondant

Quel peut être l'impact réel d'une rencontre informelle entre une délégation de l'OLP — même conduite par M. Yasser Arafat — et un groupe de cinq juifs américains qui ne sont mandatés par aucune organisation influente ? Le communiqué officiel du ministère suédois des affaires étrangères, publié mardi 6 décembre dans la soirée, sur l'entretien de deux heures et demie que venaient d'avoir les deux parties, en présence du ministre suédois des affaires étrangères, M. Sten Andersson, s'est contenté d'indiquer que « les discussions ont été fertiles et constructives. Elles se sont déroulées dans un climat amical. Des questions essentielles ont été abordées, et d'importants progrès ont été faits ». Les précisions concernant la nature de ces progrès devaient être apportées lors de la conférence de presse qui clôturait, mercredi, cette rencontre.

Du côté américain, trois des participants, M<sup>me</sup> Rita Hauser, avocate républicaine, M<sup>me</sup> Drora Kass et M. Stanley Sheinbaum, sont membres du Centre international pour la paix au Proche-Orient, dont le siège est à Tel-Aviv, avec pour secrétaire

Selon un rapport international  
La marine américaine est principalement responsable  
du drame de l'Airbus iranien

Montréal (AFP). — La tragédie de l'Airbus iranien abattu le 3 juillet dernier dans le Golfe par le croiseur *Vincennes*, entraînant deux cent quatre-vingt-dix personnes dans la mort, est due principalement aux défaillances de la marine américaine, selon le rapport d'enquête du conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Ce rapport, rédigé par une commission américaine d'experts nommée par le conseil de l'OACI, souligne que les navires américains dans le Golfe « n'étaient pas dotés de moyens permettant de communiquer sur des fréquences VHF autres que la fréquence de détresse aéronautique internationale, 121,5 MHz », utilisées par l'aéronautique civile. Ils n'étaient donc pas en mesure de suivre le trafic radio entre les contrôleurs civils et les avions de ligne dans la région.

Le rapport indique que les navires américains « ont lancé au total onze appels à destination de l'écho radar (vol Iran Air 655) entre 06 h 49 : 39 et 06 h 54 : 47 GMT »

dont sept sur la fréquence de détresse aéronautique militaire de 243 MHz et quatre sur la fréquence de détresse aéronautique internationale de 121,5 MHz. Or, fait remarquer le rapport, « les aéronefs civils n'étant pas dotés d'équipement radio capable d'utiliser la fréquence de 243 MHz, ces appels n'avaient aucune chance d'être entendus » par l'Airbus.

Seul le dernier appel comportait le code approprié, affiché par le vol IR 655, précise le rapport, et était reconnaissable par l'équipage de l'Airbus. Mais il ne s'est écoulé que quarante secondes entre cet appel et le tir des deux missiles qui devaient abattre l'appareil.

Le fait que l'Airbus n'ait pas répondu aux quatre appels sur la fréquence de détresse civile, ni à la radio ni en changeant de route, indique que l'équipage n'était pas à l'écoute de cette fréquence pendant la phase initiale de vol (l'appareil venait de décoller de Bandar Abbas), « soit qu'il n'a pas estimé que les appels s'adressaient à lui ».

L'Internationale socialiste  
entend favoriser  
« un dialogue entre  
Israéliens et Palestiniens »

Le conseil de l'Internationale socialiste, réuni à Paris, a adopté, le mercredi 7 décembre, une résolution sur le Proche-Orient. Ce texte a été adopté par consensus, c'est-à-dire que les représentants du Parti travailliste israélien ne s'y sont pas opposés.

La résolution ne mentionne pas l'OLP, mais se réfère aux décisions prises à Alger par le Conseil national palestinien, décisions qui, indique-t-elle, « peuvent contribuer à un processus de négociations ». Celui-ci suppose, selon l'IS, « la renonciation à toute forme de violence et de terreur par toutes les parties engagées dans le conflit ».

L'IS se prononce pour une conférence internationale sous les auspices des Nations unies et demande à la nouvelle administration américaine « d'engager un dialogue » avec « les Palestiniens et leurs représentants » en même temps que les gouvernements soviétique et chinois sont invités à établir des relations diplomatiques normales avec Israël.

Le texte souligne que le gouvernement israélien doit respecter « strictement les règles de la convention de Genève dans les zones occupées », respecter « les droits de l'homme » et « autoriser les activités des institutions palestiniennes ». Il doit aussi, selon l'IS, « s'abstenir d'établir de nouvelles implantations dans les territoires occupés ».

L'Internationale socialiste se propose d'avoir des discussions avec Israël et tous ses voisins comme avec les Palestiniens et de favoriser « un dialogue entre Israéliens et Palestiniens ». A cette fin, elle organisera des auditions avec toutes les parties à Bruxelles au printemps prochain.

La résolution réaffirme enfin le droit à l'existence et à la sécurité de tous les États de la région. Celui du peuple palestinien à l'autodétermination et, une fois encore, à la renonciation nécessaire à toute « forme de violence ».

● ISRAËL : treize Arabes israéliens soupçonnés d'appartenir au Fath arrêtés en Galilée. — Treize Arabes israéliens soupçonnés d'appartenir au Fath, principale composante de l'OLP, et d'avoir perpétré des attaques contre des Israéliens ont été arrêtés ces derniers jours, a-t-on appris mardi soir 6 décembre de sources policières israéliennes. Les personnes, interpellées dans la région de Haïfa (Galilée) par la police et les forces de sécurité, sont douze Bédouins, dont deux femmes et deux soldats de l'armée israélienne, ainsi qu'un Arabe du village d'Umm-El-Fahm. Un porte-parole militaire a indiqué, par ailleurs, que quatre-vingt-trois « conflits terroristes » palestiniens ont été démantelés au cours des deux derniers mois, entraînant l'arrestation de six cent dix suspects. Soixante-deux d'entre elles opéraient en Cisjordanie, vingt-sept dans la bande de Gaza et quatre étaient composées d'Arabes israéliens. Elles sont responsables de six cent dix attaques, pour la plupart des jets de bouteilles incendiaires contre des véhicules civils ou militaires israéliens, indique-t-on de la même source. La majorité des six cent dix suspects arrêtés appartenait au Fath. — (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

## Asie

CHINE

Un réformateur  
à la tête du PC au TibetPÉKIN  
de notre correspondant

Pékin a remplacé le chef de son administration au Tibet, M. Wu Jingsha, en poste depuis trois ans, par un homme connu pour ses attaches avec la tendance la plus réformatrice du Parti communiste, dans un geste qui laisse transparaître une volonté de sortir de l'impasse de la crise sur le « Toit du monde ». Les autorités ont annoncé, mercredi 7 décembre, la nomination de M. Hu Jintao au poste de secrétaire du comité du PC pour la région dite « autonome », c'est-à-dire de « procurator » chinois à Lhasa. Patron de la province méridionale du Guizhou depuis 1985, M. Hu est très jeune pour un tel poste : quarante-six ans. Il passe pour être proche de M. Zhao Ziyang, chef en titre du PC.

Ce changement de personnel est lié, à n'en pas douter, aux critiques formulées à l'encontre d'une partie du gouvernement local du Tibet après les émeutes de l'automne 1987 et du printemps 1988. Ces derniers mois, deux hauts dirigeants chinois, M. Qiao Guo, « numéro trois » de la

hiérarchie formelle du parti, spécialiste des problèmes de sécurité, et M. Yan Mingfu, chef du département du front uni du comité central, sont allés enquêter sur l'agitation antichinoise qui persiste au Tibet en dépit des mesures de répression adoptées après les émeutes.

M. Yan s'était fait l'avocat d'une approche plus réaliste de la situation au Tibet, en exhortant les responsables locaux « à tous les niveaux » à faire en sorte que les fruits du développement économique puissent être « vus et touchés par le peuple tibétain lui-même » — un aveu implicite des insuffisances du passé. Ce peut être un encouragement pour le dalaï-lama, qui attend toujours une réponse formelle de Pékin à sa proposition de pourparlers. La Chine s'est, jusqu'ici, contentée d'indiquer que cette proposition était « à l'étude ». Un durcissement sensible du ton de Pékin envers le « dieu-roi » exilé suggère, ces dernières semaines, que la direction chinoise envisage sérieusement de s'asseoir face à lui et hausse, en conséquence, le ton.

FRANCIS DERON.

INDE

L'expiation d'un pécheur  
chez les sikhsNEW-DELHI  
de notre correspondant

La même photo apparaît en première page de la plupart des journaux indiens : cela ressemble à un tableau de David retouché par un artiste sikh. Sur le côté gauche, on voit M. Surjit Singh Barnala attaché à un pilier de l'Akhi Takhe, le siège de l'autorité temporelle et spirituelle du sikhisme, situé en face du Temple d'or à Amritsar. M. Barnala porte autour du cou une plaque d'acier sur laquelle sont gravés quelques mots : « Je suis le pécheur. Vous êtes le peuple qui peut me pardonner. » Ancien chef ministre du Pendjab, M. Barnala vient, une fois de plus, implorer le pardon des chefs spirituels de la « communauté des purs ».

Se belle tête surmontée d'un turban est baissée en signe de soumission. A ses pieds, une brochette de « barbes blanches » enturbannées, toutes évidemment recueillies. D'autres, beaucoup d'autres, sont debout, saisis à la main, adonnant le « grand excès », Darshan Singh Jathedar (grand-prêtre), de l'Akhi Takhe, c'est-à-dire peu ou prou Dieu lui-même.

Singh Jathedar a le bras levé, et on discerne dans son regard une lueur de triomphe. L'ancien chef ministre du Pendjab, qui avait déjà été déclaré *tankhaya* (coupable de péché religieux) à plusieurs reprises, et qui avait été excommunié en février dernier pour avoir violé une directive de l'Akhi Takhe, plus généralement pour avoir cru qu'il pouvait faire cavalier seul, est là, repentant, mendiant le pardon suprême.

Le jathedar n'a pas l'intention de laisser passer pareille occasion : M. Barnala, président de l'Akhi Dal (li), l'un des partis de

la nébuleuse sikh, présente sa démission, et pour le reste il va boire la coupe jusqu'à la lie : il récite, consciencieux, des versets sacrés et promet d'accepter son châtiment. Celui-ci va durer dix-huit jours. Pendant cette période, ce « pestiféré » va devoir porter cette plaque d'acier autour du cou, faire moult dévotions, nettoyer le sol de plusieurs temples, cirer les chaussures, laver des ustensiles de cuisine et payer une amende de 1 100 roupies (11). Après seulement, il pourra regagner sa place au sein de l'armée des immortels (Akhal Dai).

Jusqu'à la prochaine fois, bien sûr, puisque M. Barnala est un récidiviste. Cet engagement, qui n'est donc pas le dernier, ne prêche pas à sourire : il se déroule au Pendjab, un Etat où chaque jour des terroristes sikhs, au nom du Khalistan (Etat sikh indépendant), assassinent une dizaine d'innocents. Partant, M. Barnala est arrivé au Temple d'or avec ses gardes du corps armés jusqu'au cou, craignant un verdict plus expéditif. En un sens, le repentir de M. Barnala peut favoriser l'unité politique du sikhisme. Mais comme les partis politiques n'ont aucune autorité sur les immortels armés de kalachnikovs, la victoire du jathedar n'est qu'une victoire à la Pythie.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Une roupie indienne vaut environ 0,50 F français.

● Nouveau surris pour les assassins d'Indira Gandhi. — Les deux sikhs condamnés à mort pour leur participation à l'assassinat d'Indira Gandhi ont bénéficié, mardi 6 décembre, d'un nouveau report de leur pendaison. Le Cour suprême avait déjà reporté leur pendaison le 1<sup>er</sup> décembre. — (AP).

## EN BREF

● JAPON : prochaine visite de M. Chevardnadze. — Le ministre soviétique des affaires étrangères se rendra au Japon du 19 au 21 décembre, au cours d'une tournée asiatique qu'il poursuivra aux Philippines et en Corée du Nord. — (AFP).

● PHILIPPINES : quinze communistes tués. — Au cours d'une opération hélicoptère de grande envergure pour tenter de libérer sept soldats prisonniers des communistes, l'armée a tué quinze guérilleros à Quezon, à 130 kilomètres au sud de Manille. D'autre part, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, la présidente Aquino a déclaré, mercredi 7 décembre, qu'il n'y aurait pas de trêve de Noël cette année. — (AP, UPL).

● VIETNAM : deux peines de mort commuées. — Les autorités ont commué en vingt ans de réclusion la peine capitale infligée à deux bonzes, Thich Tue Su et Thich Tri Siu, a-t-on annoncé récemment, de source officielle, à Hanoï. Les deux moines avaient été condamnés pour « subversion » (le Monde du 27 octobre).

● Le président de la République au Pakistan en 1989. — M. François Mitterrand effectuera une visite officielle au Pakistan l'an prochain, en plus de sa visite prévue en février en Inde, a indiqué, mardi 6 décembre, devant le Sénat, M. Roland Dumas. Le ministre des affaires étrangères a précisé que le chef de l'Etat s'y rendrait « pour y célébrer la tenue d'élections régulières et l'avènement d'un gouvernement démocratique ».

● Le Père François Lefort, lauréat d'un prix international des Droits de l'homme. — Prêtre et médecin, ancien membre du cabinet de M<sup>me</sup> Georges Dufoix, ministre des affaires sociales, le Père François Lefort a reçu, mardi 6 décembre, le prix des Droits de l'homme attribué chaque année par le quotidien *La Croix*. Ce prix de 100 000 F est destiné à récompenser l'action de ce prêtre en Mauritanie où, depuis deux ans, il a créé quatre centres d'accueil d'enfants et dirige un poste de santé dans le sud.

DÉFILÉ  
POUR LA PAIXJEUDI 8 DÉCEMBRE 1988,  
A 18 HEURES  
PLACE  
NOTRE-DAME-DE-PARIS

- OUI A LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN
- PAS DE PAIX SANS CONFÉRENCE INTERNATIONALE
- HALTE A LA RÉPRESSION DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

ASSOCIATION FRANCE-PALESTINE • ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE • COMITÉ FRANCE-JÉRUSALEM AL QUODS • COMITÉ IVRYEN POUR LA PALESTINE • CEDETIM • AMICALE DES ALGÉRIENS EN EUROPE • EXPRESSIONS MAGHREBINES AU FÉMININ • ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS MAROCAINS EN FRANCE • MOUVEMENT DES JEUNES ARABES • UNION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS TUNISIENS • UNION DES TRAVAILLEURS TUNISIENS EN FRANCE • UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS PALESTINIENS • ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DE COOPÉRATION EURO-ARABE • COMITÉ FRANÇAIS POUR LE PATRIMOINE CULTUREL PALESTINIEN • ASSOCIATION DES MAROCAINS EN FRANCE • A.F.R.A.N.-S.A.U.R.E.L. • U.S.I.P. FÉDÉRATION D'EUROPE DES JEUNESSES ITIADIA • ASSOCIATION ATTADAMOUN D'IMMIGRÉS MAROCAINS • CONFÉRENCE MONDIALE DES CHRÉTIENS POUR LA PALESTINE • ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE • COMITÉ DE SOUTIEN DE PARIS



## Europe

GRANDE-BRETAGNE : le vote de la loi antiterroriste

### Les consignes d'abstention données par M. Kinnock provoquent la débâcle dans les rangs travaillistes

LONDRES  
de notre correspondant

Le Parti travailliste a offert, mardi 6 décembre, un affligeant spectacle de désunion. Son chef ne pas apparaître à l'opinion comme coupable de mollesse face à l'IRA, le leader du parti, M. Neil Kinnock, avait donné pour consigne à ses troupes de s'abstenir lors du passage en seconde lecture aux Communes d'une nouvelle version de la loi sur la prévention du terrorisme, alors que les travaillistes avaient jusqu'ici coutume de voter contre ce genre de textes au nom de la défense des libertés. M. Kinnock reste hostile à la clause qui permet à la police de détenir et d'interroger pendant sept jours les terroristes présumés, mais il est favorable à la modification apportée cette année selon laquelle les fonds destinés aux organisations terroristes pourraient être saisis.

Le leader travailliste avait donc décidé une stratégie plus nuancée que l'opposition pure et simple. Si satisfaction ne lui était pas donnée à propos de cette déception préventive de sept jours, il envisageait de revenir au vote négatif lors de la troisième lecture de la loi, au début de l'an prochain. Ces subtilités sont visiblement mal passées dans les rangs de la gauche du parti. Quarante-quatre parlementaires travaillistes ont voté contre, défiant l'autorité du leader, et pour couronner le tout, deux membres du cabinet fantôme ont démissionné de leurs fonctions.

Il s'agit de M. Andrew Bennett, responsable de l'éducation, et de

M. Clare Short, chargée de l'emploi. Les termes utilisés par cette dernière sont particulièrement acerbes. Elle invite M. Kinnock à améliorer son « style de leadership » et se refuse pour sa part à être « bouc-émissaire », considérant que l'obésité aveugle ne doit pas être « le prix à payer » pour l'appartenance au cabinet fantôme. « Les menaces perpétuelles et les accusations renforcées l'image que nous donnons d'un parti divisé, en proie aux chamailleries », conclut-elle.

Avec sa forte personnalité, et son combat permanent contre les valeurs « machistes » au sein du parti, M. Short est elle-même experte en « chamailleries », mais ces propos font beaucoup de tort à M. Kinnock. La démission en juin dernier d'un autre membre du cabinet fantôme, responsable des questions de défense, qui affirmait « n'être jamais consulté » par le leader sur le secteur dont il avait la charge, est encore présente dans les mémoires. Curieusement, M. Kinnock est simultanément accusé de vouloir trancher de tout sans écouter personne et de manquer d'autorité.

L'affaire Ryan

Cette rébellion est venue à point pour détourner l'attention de la situation embarrassante dans laquelle se trouvait le gouvernement à propos du renouvellement de cette loi sur le terrorisme. La Cour européenne des droits de l'homme, dont le siège est à Strasbourg, avait en effet le

29 novembre jugé non conforme à la législation européenne la possibilité de détenir sans jugement pendant sept jours les personnes suspectes de terrorisme. Le secrétaire au Home Office (ministère de l'intérieur), M. Douglas Hurd, a seulement déclaré mardi que le gouvernement prendrait le temps de la réflexion avant de répondre aux arguments de la Cour européenne, mais qu'en tout état de cause cette mesure « était pleinement justifiée dans certains cas pour permettre à la police de mener à bien les enquêtes souvent compliquées en matière de terrorisme ». Le texte gouvernemental a été adopté par 305 voix contre 45.

La polémique se poursuit d'autre part entre Londres et Dublin à propos de l'extradition, réclamée par les autorités britanniques, de M. Patrick Ryan, un présumé irlandais détroqué soupçonné d'être un des « porteurs de valise » de l'IRA. M. Thatcher a déclaré mardi aux Communes que les mécanismes de la procédure d'extradition entre la République d'Irlande et le Royaume-Uni « ne fonctionnaient manifestement pas ». A Dublin, le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a rejeté cette affirmation. Le gouvernement irlandais s'entend à une stricte distinction entre le pouvoir politique et la justice. Il estime que c'est au procureur général de trancher, au vu du dossier présenté par les Britanniques, et que les pressions, d'où qu'elles viennent, sont mal venues.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## URSS

Dans deux romans

### Un nouveau héros de politique-fiction : M. Gorbatchev

L'Union soviétique a souvent servi de terrain à la politique-fiction, mais plutôt par le biais des romans d'espionnage et des hommes du KGB. Aujourd'hui, la « perestroïka » permet de renouveler le genre en l'élargissant : la grande politique, la diplomatie et même la « kromologie » y rejoignent les services secrets. Deux romans récents y contribuent avec quelques succès.

Le premier, *Le Secrétaire général*, est l'œuvre de Thomas Schreiber, chef du service diplomatique de Radio-France internationale et bien connu des lecteurs de *Monde*, et de deux collaborateurs de RFI (1). Dans leur scénario, tout le monde compte pour éliminer du pouvoir le dangereux révisionniste Gorbatchev : des conservateurs du bureau politique à la CIA, en passant par les Albanais et les Bulgares. Seul le Mossad israélien ne joue pas le jeu, il ira même jusqu'à s'offrir aux services secrets de l'OPLP pour faire échouer le complot... Le secrétaire général échappera à un attentat, mais il échouera tout de même, non sans nous avoir servi quelques amusantes péripéties : par exemple, quand il s'installe aux commandes d'un bulldozer pour s'attaquer au mur de Berlin, ou lorsqu'il adapte les sessions du congrès du parti aux

horaires des journaux télévisés américains... Divertissant.

Le second roman est moins échevelé, sauf dans sa conclusion. Béatrix de l'Aulnoit (2) s'est bornée à suivre presque fidèlement les principales péripéties de la vie moscovite des trois dernières années (seuls les noms et les dates ont été quelque peu bouclés) pour nous conduire presque logiquement au dénouement : épuisé par d'incessants combats, écorné par les résistances à la « perestroïka », par les dérapages de la « glasnost » et par les intrigues de l'appareil, le numéro un du Kremlin, en l'occurrence « Gorbys », profite de son séjour en Finlande pour faire défection et passer à l'Ouest.

An total, deux livres de lecture agréable, mais aussi utiles : le premier nous décrit par le menu diverses capitales est-européennes bien connues des auteurs, le second est plein d'enseignements sur la vie de tous les jours à Moscou.

MICHEL TATU.

(1) *Le Secrétaire général*, d'Olivier De Laga, Gérard Grynberg et Thomas Schreiber, Ed. Belfond, 260 p., 98 F.  
(2) *Gorbys passe à l'Ouest*, de Béatrix de l'Aulnoit, Ed. Stock, 255 p., 89 F.

## GRÈCE

### Libération d'un Palestinien accusé d'un attentat terroriste en Italie

Après avoir purgé une peine de trois ans et huit mois de prison pour trafic d'armes et tentative d'évasion, le Palestinien Abdel Al-Zomar Ozzama a été libéré mardi 6 décembre par les autorités grecques. Il a quitté le même jour l'aéroport d'Athènes à bord d'un avion de la compagnie Olympic Airways pour Benghazi, en Libye, destination qu'il avait lui-même choisie.

Contre l'avis de la Cour suprême, le gouvernement grec a refusé d'extrader le Palestinien vers l'Italie, où il est soupçonné par la police d'avoir participé à l'attentat du 10 octobre 1982 contre une synagogue de Rome, attentat qui avait coûté la vie à un enfant de deux ans. Le ministre de la justice, M. Vassilis Rotis, a justifié sa décision en déclarant que les activités incriminées ne relevaient pas du droit commun, mais étaient motivées politiquement par la lutte du peuple palestinien pour son indépendance et sa liberté.

Abdel-Al-Zomar Ozzama, vingt-huit ans, qui appartenait au groupe Abou Nidal, avait été arrêté

à la frontière gréco-turque en novembre 1982 en possession de 50 kilos d'explosifs et de divers systèmes de mise à feu. Il est aussi soupçonné par les polices française et italienne d'avoir été mêlé à d'autres attentats en Europe (le *Monde* des 27 et 28 mars 1985).

La décision du gouvernement grec intervient quelques jours seulement après que les Douze, dont la Grèce exerce actuellement la présidence, se furent de nouveau félicités, lors du sommet de Rhodes, de la condamnation du terrorisme par l'OPLP. Le Conseil national palestinien (Parlement en exil) avait, lors de sa réunion, à Alger, le 15 novembre, réaffirmé « son rejet du terrorisme sous toutes ses formes ».

Ce rejet signifiait clairement que, contrairement aux arguments développés par le ministre grec de la justice, la centrale palestinienne ne considère plus, du moins officiellement, l'utilisation du terrorisme comme faisant partie de leur combat pour la création d'un Etat palestinien.

## Afrique

ANGOLA : après l'échec des discussions de Brazzaville

### M. Fidel Castro dénonce le « manque de sérieux » de Pretoria

Après l'échec des dernières négociations de Brazzaville dû au départ précipité de la délégation sud-africaine, Fidel Castro vient de s'en prendre aux autorités de Pretoria, dont il a dénoncé « le cynisme et le manque de sérieux ». Le chef de l'Etat cubain s'est dit prêt à maintenir ses troupes en Angola « cinq, dix, quinze ou vingt ans si les Sud-Africains cherchent à imposer des exigences inadmissibles ».

L'amertume des Etats-Unis doit être grande devant l'inconséquence de l'Afrique du Sud, a déclaré, à La Havane, Fidel Castro, qui a souligné que, dans cette affaire d'Afrique australe, les « intérêts cubains coïncident avec ceux des Américains ». Le chef de l'Etat cubain a assuré que « personne plus que Cuba n'a le désir que ses troupes rentrent ».

Réagissant à ces propos, le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense, a accusé Fidel Castro de mener « une politique étrangère et militaire obscure ». Il a, d'autre part, reproché à l'Union soviétique de « continuer à déstabiliser l'Afrique australe en y accumulant des armes offensives », alors que les autorités de Pretoria se préparent à « un nouvel esprit de compréhension » dans cette région. Selon lui, les pays de la « ligne de front » (1) disposent de quatre cent mille militaires, deux mille sept cents chars et trois cent trente avions de combat, ce qui empêche l'Afrique du Sud de diminuer ses dépenses en matière de défense.

De son côté, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a confirmé, lors d'une conférence de presse, que c'est le problème de la vérification du retrait des troupes cubaines qui avait fait capoter les discussions de Brazzaville. « Je pense que nous pouvons reprendre les conversations avec des suggestions susceptibles de résoudre ce problème », a-t-il affirmé.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

## MAURITANIE

### Amélioration du sort des détenus politiques

Nouakchott. — Les conditions de détention des détenus négro-africains de Mauritanie se sont nettement améliorées, a déclaré, mardi 6 décembre, à Nouakchott, à son retour d'une visite des deux prisons où ils sont incarcérés, le président de la Ligue mauritanienne des droits de l'homme, M. Ghali Ould Abdelhamid.

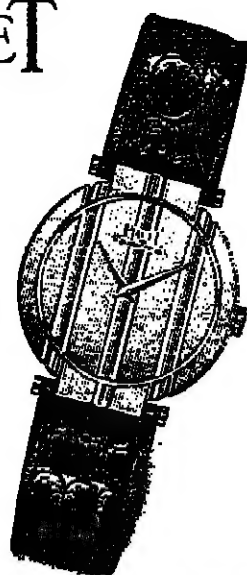
Lors d'une conférence de presse tenue en présence des journalistes qui l'ont accompagné au cours de cette visite à Walata (1 200 kilomètres à l'est de Nouakchott) et Aloun El Atrous (800 kilomètres à l'est de la capitale), le président de la Ligue a dénoncé le décès de trois détenus, annoncé la semaine dernière par Amnesty International. Il a précisé que le journaliste Ibrahim Sarr, l'ingénieur Amadou Moutar Sow et l'ancien ministre Mamadou Bocar Ly « sont bien vivants et bien portants ».

Cette visite, la première autorisée par le gouvernement mauritanien depuis l'arrestation en septembre 1986 des auteurs du « manifeste du Nègre-Mauritanien opprimé » et la condamnation en octobre 1987 de militaires noirs ayant tenté de renverser l'actuel gouvernement, a permis de constater que les détenus « se portent bien et sont maintenant bien traités », a déclaré M. Abdelhamid, prenant à témoin les journalistes qui l'accompagnaient.

La délégation a pu s'entretenir avec les détenus en présence de représentants du gouvernement. Trente et un de ces détenus — les civils — sont maintenant incarcérés à Aloun El Atrous, tandis que trente-deux militaires sont restés à Walata. Ils étaient tous à Walata jusqu'au mois d'octobre, époque à laquelle quatre de leurs compagnons sont décédés dans cet ancien fortin de l'époque coloniale, situé dans cette région désertique au climat très épuisant. L'écritain Tène Youssouf Guédy, l'adjoint au Ba Allassane Oumar, le lieutenant Ba Abdel Ghodouss (extradé d'Algérie au moment du procès pour la tentative de coup d'Etat du 22 octobre 1987) et l'ancien ministre Djigo Tafsirou sont morts de « maladie », selon le médecin légiste dont le témoignage a été recueilli par le président de la Ligue mauritanienne. — (AFP.)

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or

PIAGET



Or 18 carats.  
Quartz, étanche

Aldebert

À Paris: 18, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
6, fg Saint-Honoré  
70, fg Saint-Honoré  
Palais des Congrès, Porte Maillot  
À Cannes: 19, La Croisette  
À Monte-Carlo: 3, av. des Beaux-Arts

(Publié)  
GÉOPOLITIQUE  
AFRICAIN

COOPÉRATION:  
FUGNACITÉ ITALIENNE  
ET IMMOBILISME FRANÇAIS

6 & 8, square Sainte-Croix-  
de-la-Bretonnerie, 75004 Paris  
en vente en librairie ou par correspondance  
contre 90 F au « Livre Poste »  
2, rue H.-Heine 75016 Paris

L'ANGLAIS  
POUR TOUS

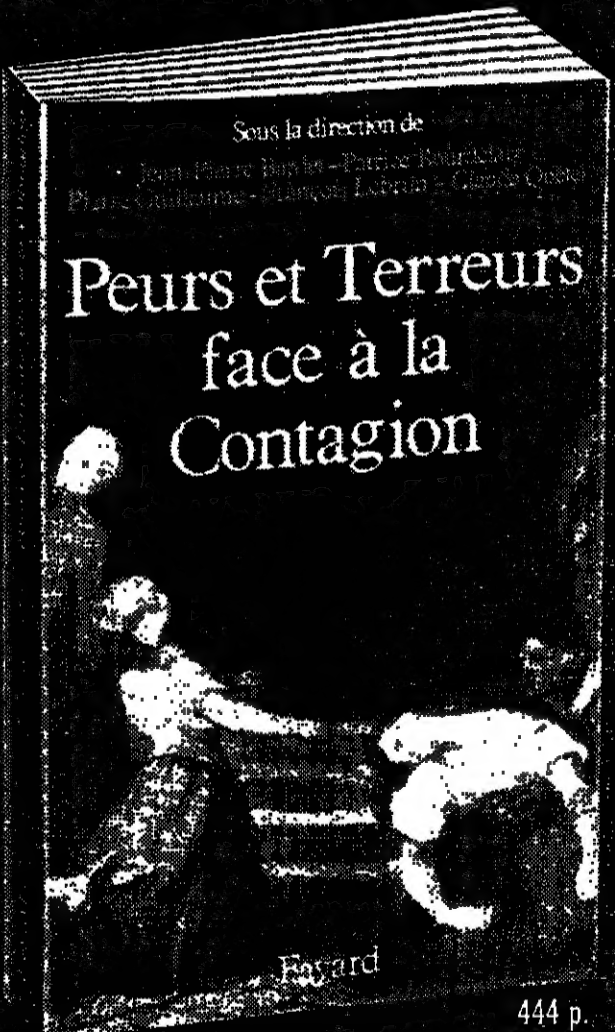
Pour moins de 250 F  
vous pourrez apprendre l'anglais  
ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassettes et un livre  
avec applications en français

Documentation gratuite:  
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)  
8, rue de Berni, 75008 Paris  
Tél. (1) 43-59-80-05

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



444 p.  
130 F.

Une vingtaine de chercheurs se sont interrogés sur l'histoire récente de trois grands fléaux morbides des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles... Qu'ils évoquent le choléra en Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle, le mystère qui entoure les victimes de la tuberculose ou la grande peur de la syphilis, dans chaque cas, les historiens analysent les attitudes des sociétés face à ces maladies. Aux discours médical et politique répond le comportement social dont la plus belle illustration restent la littérature et l'iconographie.

Le Figaro

هكذا من الأصل



## Enquête

Guerre civile et famine dans le Sud

## L'exode meurtrier des Soudanais

(Suite de la première page.)

Le conflit du Soudan a toujours été accompagné de violations des droits de l'homme les plus horribles : viols, pillages, enlèvements, tortures et massacres. Pourtant, dans sa phase actuelle, il atteint des sommets de destruction, et il ne s'agit pas d'actes isolés (...). Le gouvernement et l'armée appliquent une stratégie élaborée. Dirigée contre les populations du Sud, elle vise à détruire tout soutien à l'APLS, écrit récemment la revue américaine *Cultural Survival*.

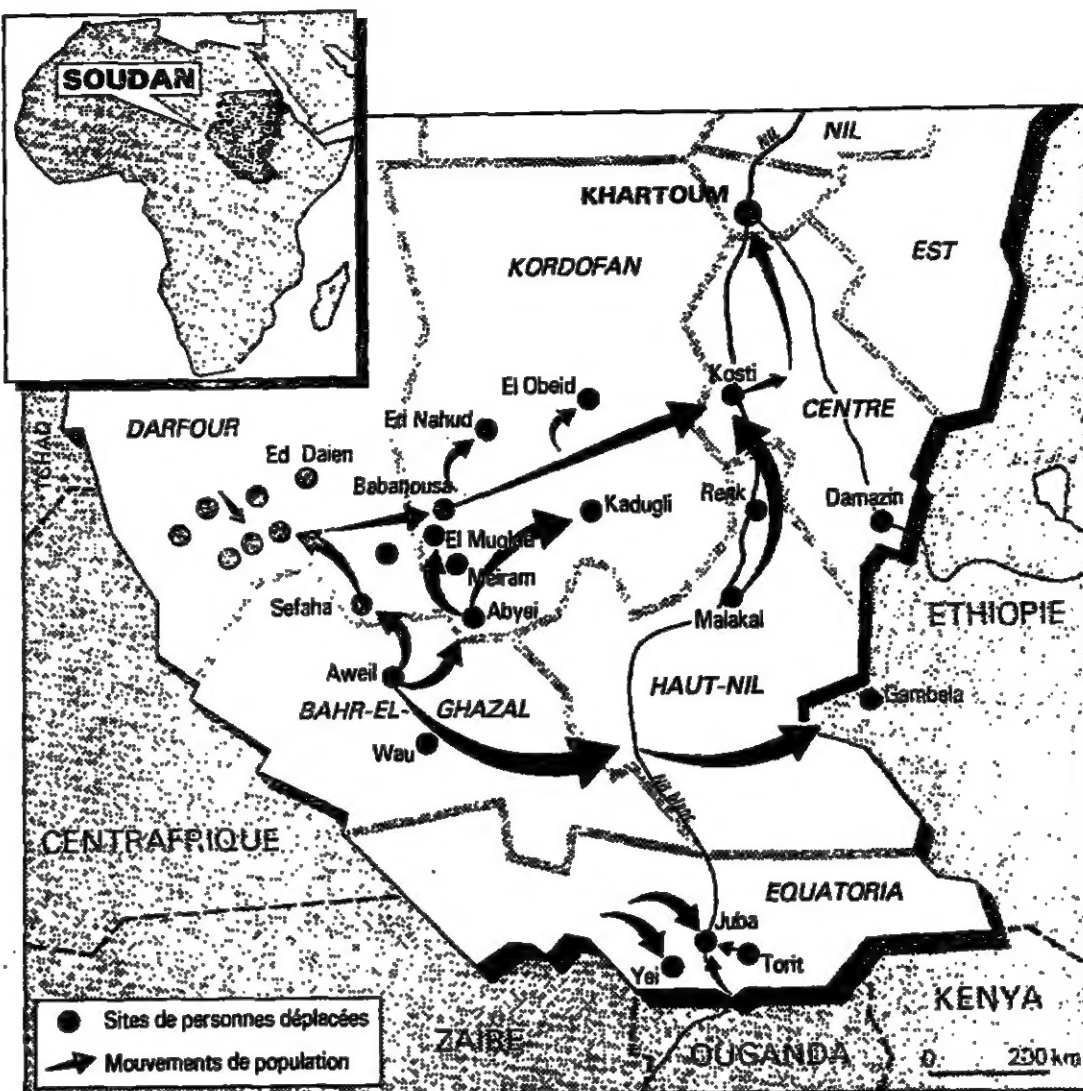
Pour priver le guérillero-poissin-dans-l'eau du soutien populaire dans lequel il prolifère, la stratégie choisie, même si elle est de la terre brûlée. Elle sera appliquée en priorité à la province de Bahr-el-Ghazal, bastion des Dinkas, l'ethnie dominante au sein de la guérilla.

Dès leur arrivée au pouvoir, en 1986, le premier ministre, Sadiq el Mahdi, et ses conseillers ont paru animés par une volonté

connue des tueries, celle qui vit des centaines de Dinkas périr dans les flammes et sous les coups d'une population arabe rizzigat, eut lieu en 1987 à Ed-Daien, dans l'Ouest. D'autres ont suivi depuis. Témoignages oraux et documents établissent les complicités officielles et détaillent, parfois jusqu'à la nausée, les crimes et les actes de cruauté. Certains massacres ne sont pas nés par les autorités, simplement attribués à la guérilla ou à des incidents tribaux isolés.

Par exemple, en septembre dernier, les tribus africaines Fur, établies dans le Darfour, affirmaient dans un communiqué que trente mille des leurs avaient trouvé la mort ces dernières années, victimes de raids des tribus rizzigat. Selon elles, ces tueries seraient parties d'un plan visant à les chasser de la région. En octobre le gouverneur admettait « cinq cents morts » en 1987, à la suite de « conflits ethniques » n'ayant rien à voir avec la guerre civile.

La dynamique de l'exode va connaître également une formidable accélération. Elle viendra



d'otages par les mêmes tribus qui ont semé le chaos dans les villages ; des tribus armées et fanatisées par ceux (...) à qui ont été confiés les plus hauts postes du gouvernement.

Beaucoup, parvenus à bout de forces au bout de l'horreur, mourront en route. D'autres (on parle de trois cent mille) trouveront refuge en Éthiopie après des semaines de marche. Au total, selon les approximations : de un million et demi à deux millions de personnes auraient été déracinées ces dernières années (soit entre le quart et le tiers de la population totale du Sud), près de deux cent mille seraient mortes ; et les prévisions sont pessimistes.

Devant pareil désastre, le salut pouvait-il venir de l'aide internationale ? Elle aurait sans doute permis de « limiter les dégâts », mais ce fut rarement le cas. Pourtant, l'alerte fut donnée à temps : les populations vulnérables identifiées ; des moyens de secours importants (notamment ceux du Comité international de la Croix-Rouge) mobilisés ; les interventions diplomatiques multipliées. Mais, aujourd'hui encore, alors que l'ONU appelle à aider deux millions et demi de victimes, des secours qui n'ont pas cessé d'être urgents restent bloqués. Les autorisations sont accordées au compte-gouttes.

Chaque camp se nourrissant de l'intransigence de l'autre et de la logique de la guerre, les considérations humanitaires paraissent secondaires. La hantise, c'est que l'aide étrangère profite aussi à l'adversaire. Et quand un chef militaire affirme que « donner un sac de grain aux civils du Sud, c'est comme donner un fusil à l'ennemi », il illustre une nouvelle fois l'extrême difficulté qu'il y a, dans un contexte de guérilla, à aider les civils de l'autre côté.

Le gouvernement attribue tous les torts à ses adversaires. « L'existence de la rébellion et les conflits entre tribus dans le Sud sont la cause de tous les maux du Soudan et donnent prétexte à ceux qui veulent porter préjudice à l'image du pays en accusant de violations des droits de l'homme et de pratiques d'esclavage », affirme un diplomate soudanais.

Il ajoute : « La responsabilité de la guérilla dans la famine qui sévit au sud du Soudan n'est pas à démontrer : les bandits de l'APLS ont détruit une partie des infrastructures, ce qui entrave l'acheminement des produits jusqu'aux villageois. Ils ne cessent d'attaquer les convois et de mitrailler les avions qui transportent les secours internationaux aux sinistrés. »

Certes, il y a là une bonne part de vérité. La guérilla gagne la guerre, mais elle perd le peuple. Le gouvernement y est pour beaucoup, mais la guérilla a sa part de responsabilité. Juge un diplomate. Un autre s'exaspère du blocage « politique et émotionnel » que les chefs rebelles opposent à toute aide humanitaire venant du Nord.

Cela dit, les autorités n'ont pas, elles non plus, tellement facilité les secours. Leur indifférence est même parfois troublante. Les cas de convois retardés, bloqués ou détournés par l'armée ne manquent pas. Ni les témoignages affirmant que pendant des mois, dans des secteurs où les civils mouraient de faim (à Abyei, à Wau, à Torit) les militaires ont continué à être ravitaillés. A Juba et ailleurs, les secours semblent avoir alimenté — si l'on ose dire — des spéculations lucratives entre militaires et marchands arabes.

D'autre part, le Sud n'a jamais été déclaré « zone sinistrée » ; les catastrophes humaines de cette moitié-là n'ont jamais suscité à Khartoum un émoi comparable à celui qu'avaient soulevé les inondations survenues dans le Nord en août dernier ; d'ailleurs, malgré des appels répétés, l'aide fournie à cette occasion n'a guère servi à soulager les affres du Sud. On compare aussi les facilités don-

nées aux journalistes étrangers lors des inondations et les restrictions imposées dans la couverture des événements au Sud. M. Angelo Beda, président du Conseil du Sud, résume l'évidence : « Le gouvernement est toujours beaucoup plus lent à répondre aux besoins du Sud, même quand la situation y est bien plus grave. »

Une politique d'affameurs s'ajouterait-elle à la stratégie du dépeuplement ? Sans doute faut-il faire la part des choses : rappeler les priorités et les difficultés inhérentes à la guerre ; souligner l'inertie, la bureaucratie, l'immensité du pays et du sous-développement ; ne pas oublier que les autorités, malgré tout, autorisent des étrangers à circuler et à travailler dans les zones qu'elles contrôlent ; ce qui est rarement le cas du côté de la guérilla. Il convient de faire valoir, enfin, que le « forcing humanitaire » occidental provoque parfois des réactions d'orgueil national blessé et de rejet dans cette ancienne colonie britannique.

## « Ethnocide »

A l'opposé de ces « circonstances atténuantes », tant d'éléments paraissent étayer la théorie d'une « conspiration » contre les populations du Sud, prises globalement, que certains milieux étrangers de Khartoum, et aussi l'Eglise catholique soudanaise, n'hésitent pas à employer les termes de « ethnocide » et de « tendance génocidaire ». Surtout à propos des Dinkas.

« Il ne faut rien attendre de la part d'un gouvernement qui semble avoir retiré jusqu'à la qualité d'êtres humains aux Soudanais du Sud (...) », comme l'a répété le premier ministre : les Soudanais ont déclenché la guerre, qu'ils en supportent les conséquences ! », constate amèrement la hiérarchie catholique.

Les évêques soudanais trouvent d'ailleurs à la politique officielle une allure de guerre sainte, de « jihad ». Ils rappellent que le pays est virtuellement sous l'emprise de la « charia » (la loi de l'islam) et qu'au début de l'année les autorités ont expulsé plusieurs agences chrétiennes « coupables » d'aide aux populations civiles du Sud. Pour eux, « l'exode des Soudanais vers le Nord est une bénédiction pour le Front national islamique et pour l'Umma (partis au pouvoir) qui prévoient d'islamiser ces populations ». Les organisations missionnaires et caritatives islamiques semblent, en effet, renforcer leurs activités dans les bidonvilles de Khartoum et dans les provinces où s'entassent les déracinés du Sud. Mais, quel que soit leur dessein, elles ont beau jeu de faire valoir que les missionnaires chrétiens ne sont pas les mieux placés pour leur faire la leçon sur ce point.

R.-P. PARINGAUX.

## Un projet controversé

SUCIEUSE, avant tout, de sauver des vies, la communauté internationale ne risque-t-elle pas de cautionner au Soudan une « politique humanitaire » contestable ? C'est la question que l'on se posait dernièrement dans les milieux diplomatiques de Khartoum en parlant d'un « plan de réinstallation » pour populations déplacées.

En effet, les autorités seraient prêtes à favoriser le déplacement de l'aide internationale ; surtout si elle permettrait de fixer une partie des réfugiés dans des zones stratégiques en bordure du Sud-Soudan.

Le plan présenterait, pour Khartoum, pas mal d'avantages. Il permettrait d'abord de soustraire une quantité de gens à l'influence de l'APLS, de priver la guérilla de leur soutien et de tirer, militairement et politiquement, avantage de tels développements. Ensuite, ces populations, implantées dans

une région qui est le prolongement du « croissant fertile » soudanais, pourraient constituer un apport à bon marché pour l'économie.

Autre avantage, les nouveaux venus seraient exposés à l'influence culturelle, politique et religieuse du Nord. Enfin, les zones envisagées (au-dessus du fleuve « frontalière » Nord-Sud Bahr-el-Arab, avec base logicienne à Babanussa) pourraient permettre de « dégonfler » Khartoum.

Depuis des mois, ce plan a été discuté, parfois vivement, à Khartoum et à l'ONU. Des organisations humanitaires se sont élevées contre l'idée de transferts de sudistes réfugiés à Khartoum vers les zones de réinstallation envisagées. Citant l'exemple récent de l'Éthiopie, elles ont mis en garde contre les répercussions que ne manqueraient pas d'avoir des « transferts forcés de populations ». R.-P. P.

obsessionnelle d'écraser la guérilla et de récupérer les zones méridionales réputées riches en pétrole. Mais l'heure n'était pas à la reconquête. Au contraire, l'armée de Khartoum accumulait les revers.

## Les antagonismes tribaux

Pour parvenir à leurs fins (à bon marché, car les crédits ont toujours manqué), les successeurs du président Nemeiry avaient à portée de la main un moyen tout trouvé, bien que risqué car difficile à contrôler : les antagonismes tribaux. Ils ne se sont pas privés d'en jouer, à deux niveaux.

D'un côté, on a armé les tribus arabes du Darfour et du Kordofan contre les populations sudistes des provinces adjacentes, le Bahr-el-Ghazal et le Haut-Nil. On transformait ainsi de facto en milices du gouvernement des nomades (Rizzigat, Baggaras, Missarias, Fertit) opposés depuis des siècles aux tribus nilotiques pour le contrôle des pâturages à la limite du Nord et du Sud. Et qui, traditionnellement, les ont considérées comme réservoirs d'esclaves. D'autre part, on encourageait les conflits ethniques au sud. Incitées à prendre les armes contre les Dinkas et leurs alliés, diverses tribus seront ainsi entraînées dans le conflit.

L'architecte de cette politique serait le général Fedulla Burma, ex-gouverneur du Darfour devenu le bras droit du premier ministre pour les questions de défense. Les résultats, en tout cas, sont éloquentes : villages rasés, récoltes brûlées, bétail volé, adolescents capturés et réduits à l'esclavage.

L'exacerbation des luttes tribales amplifie les horreurs de la guerre, à commencer par les massacres et les exodes. La plus

s'ajouter aux quatre grandes causes du dépeuplement, déjà à l'œuvre depuis longtemps, et que Cole Dodge, représentant de l'UNICEF à Khartoum, énumère ainsi : 1) la guérilla, qui progresse vers le Nord et met les populations à contribution sans pouvoir leur garantir en retour un minimum de protection et d'assistance ; 2) l'armée de Khartoum, qui, dans un environnement ethnique hostile, a tendance à se montrer impitoyable ; 3) la dislocation de l'économie et des services ; 4) les calamités climatiques.

## Les campagnes vidées

Or 1987 va être une année de sécheresse mortelle à l'ouest du Nil blanc, et 1988 connaît des inondations catastrophiques. Quant à la guerre, elle s'étend, menaçant toujours plus de gens.

Toutes ces forces maléfiques, dont chacune justifierait à elle seule un départ sans délai, se conjuguent pour vider les campagnes. Par milliers, les paysans vont grossir Juba, Awel, Wau et Malakal, villes-garnisons assiégées et rarement ravitaillées, où ils seront pris au piège pour longtemps.

A Khartoum, où les nouveaux arrivants approchent, dit-on, le million et menacent les grands équilibres, on refuse du monde. Du coup, une multitude, bloquée à la fois par les autorités et par la saison des pluies, se retrouve parquée à mi-chemin, dans des villages hostiles aux confins du Kordofan. (Le Monde du 3 novembre). La Conférence des évêques du Soudan s'indigne : « Ces femmes, ces vieillards, ces enfants sont à nouveau affamés, décimés ou réduits à l'état

## Une assistance multiforme

plus assistée en matière humanitaire et de développement, a vu cette année multiplier les offres de secours émanant de gouvernements, d'organisations internationales et d'organismes privés étrangers.

Pays occidentaux (notamment États-Unis et CEE) ; pays arabes ; agences des Nations unies (PNUJ, UNICEF, OMS, HCR, FAO, etc.) ; organisations caritatives ; organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées dans l'urgence ; chacun, compte tenu de l'aggravation de la situation, s'effort d'augmenter sa participation. Certains ont fait pour cela un véritable forcing pendant des mois. C'est là, des démarches avaient ponctuellement abouti à un renforcement des secours. Mais, dans l'ensemble, un potentiel considérable, susceptible de sauver des milliers de gens, a été longtemps négligé ou sous-utilisé.

Cela dit, l'espoir renaît après l'annonce, la semaine dernière, de

la signature d'un accord entre le CICR et les guérilleros de l'APLS pour l'installation d'un pont aérien de ravitaillement. Cet accord, attendu depuis des mois, intervient quelques semaines après la mise en place, à l'initiative du Programme alimentaire mondial (PAM-Nations unies) d'un premier pont aérien entre l'Ouganda voisin et Juba, la grande ville du Sud soudanais assiégée par la guérilla. Les premiers appareils du Comité international de la Croix-Rouge ont commencé leurs livraisons de vivres dimanche 4 décembre en direction notamment des localités de Wau et Awel, dans la province de Bahr-el-Ghazal, la plus touchée. L'opération n'est cependant prévue, dans l'immédiat, que jusqu'au 10 décembre.

D'autres tentatives se poursuivent. Par exemple, côté français, Médecins sans frontières assiste depuis des mois des Dinkas arrivés dans un état épouvantable à Melram (sud de Kordofan).

Médecins du monde est présent dans les bidonvilles de Khartoum. Le secrétariat d'État à l'action humanitaire, avec le concours du ministère de la défense, est prêt à mettre en place un pont de ravitaillement aérien à partir du Soudan ou de pays voisins : soit dans le cadre du plan d'urgence du CICR, soit en coopération avec les autorités soudanaises, soit en collaboration avec un groupe de donateurs (Nations unies-CEE-Etats-Unis-Japon-Suisse) déjà actif sur place. Enfin, illustration déprimante des aléas du métier de secouriste, l'Association internationale contre le faim (AICF), qui assistait depuis des mois des milliers de Nuers arrivés moribonds à Kadugli (sud de Kordofan), s'est vu dernièrement interdire l'accès du camp où fonctionnait le centre de nutrition pour enfants mis en place par ses soins.

R.-P. P.



# Le guide EURÊKA

## des innovations, brevets, découvertes de l'année

Faut

Qui aurait cru, il y a moins de vingt ans, que les autoradios seraient un jour à code secret ? Que nous les porterions sous le bras comme un baladeur privé de casque ? D'ailleurs, qui aurait imaginé le baladeur ?

Qui aurait supposé que les "puces" (circuits intégrés) deviendraient jetables ?

Soixante pour cent des objets disponibles dans le commerce n'existaient pas il y a dix ans. Un tiers environ des gestes les plus courants (commande à distance pour la télévision, téléphone à touches, Minitel, publiphone à cartes, magnétoscope, calculatrice solaire, etc.) n'auraient pu être enseignés à leurs enfants par les parents des années 70.

Innovations, inventions, créations : la progression, d'arithmétique, devient géométrique. Plus que jamais, l'"honnête homme" a besoin de se tenir informé en temps réel des découvertes ou des trouvailles les plus récentes, et cela dès l'apparition sur le marché des produits nouveaux. C'est à grande vitesse que se modifie autour de nous le paysage des objets. Il est urgent de ne plus le laisser sans surveillance, si nous ne voulons pas consommer idiots.

Le guide *Eurêka* recense quelque 1.500 découvertes, inventions, innovations apparues ou développées en 1988. Elles font déjà ou feront partie des premiers mois de 1989 de notre environnement immédiat.

Une nouvelle vie s'ouvre dans la cité : cartes à mémoire, monétique, shopping télématique.

La médecine, la biologie, l'espace, les énergies nouvelles, les techniques de pointe (laser, supra et semi-conducteurs, intelligence artificielle, hologrammes, robots) ne cessent de nous surprendre et même de nous étourdir.

Plus que jamais, nous avons besoin des cailloux du petit Poucet pour repérer notre chemin dans ce labyrinthe sans cesse redessiné par la science : c'est la raison d'être du guide *Eurêka*.

ROLAND MORENO



Un volume relié, format 195 x 280,  
150 illustrations, 352 pages : 198 F

### L'INVENTAIRE DU FUTUR EST DÉJÀ CELUI DU PRÉSENT

• détecteur de bruits à infrasons • lecteur laser de poche • video-walkman • interrupteur acoustique sans fil • ampoule électrique éternelle • télécopieur de voyage • minitel vocal • carte à mémoire-magnétophone • talkie-walkie sous-marin • aspirateur automatique • palpeur dentaire • hydro-ULM • lampe à farter • cigarette sans fumée • antenne cataphote • barbecue jetable • douche solaire • microscope à rayons X... • • •

DES CENTAINES DE DÉCOUVERTES ET D'INNOVATIONS  
QUI VONT CHANGER VOTRE VIE EN 1989.

belfond éditions

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# Politique

## La censure, le centre et la situation

### Retour au centre

Ce qui se passe depuis une semaine au sein de l'opposition entre le RPR, l'UDF et les centristes est sans doute plus important qu'il n'y paraît de prime abord.

Première constatation : les chiraquiens ont échoué dans leur tentative de déstabilisation du centre. Ils voulaient insidieusement semer la zizanie chez les parlementaires de l'UDF, coïncider ceux de l'UDC. Ils n'y sont pas parvenus. Ainsi, pour la première fois depuis mai 1981, une motion de censure n'est-elle pas cosignée automatiquement par l'ensemble de l'opposition RPR-UDF. Le RPR se retrouve isolé, dans la position de l'arroseur arrosé, ce qui n'est jamais très confortable. On conçoit que malgré leurs sourires officiels ses responsables en éprouvent quelque dépit. Au point d'avoir décidé en guise de représailles, sinon de chantage, de remettre à la semaine prochaine la réunion de la commission Gaudin-Juppé qui devait se tenir mercredi 7 décembre pour la préparation des élections municipales.

Deuxième constatation : les deux groupes de l'UDF et de l'UDC ont fonctionné dans cette affaire en parfaite concertation. Dès le départ, ils ont été d'accord pour repousser les injonctions du RPR. Ils ont été également d'accord pour dire que, dans

cette affaire, ce n'était pas M. Rocard qui les Français leur demandaient de censurer mais plutôt M. Krasucki. Et sans doute auraient-ils été tentés de renvoyer la censure encore plus loin si les élections municipales n'étaient pas dans trois mois. Ensemble encore ils ont admis le principe de voter en fin de semaine la motion de censure.

Mais derrière les subtilités et les contradictions du discours — la censure est inopportune mais nous la voterons — ils ont laissé quand même une petite porte ouverte. Si le gouvernement — ce qui paraît exclu pour le moment — acceptait leur proposition de redéfinir les conditions d'exercice des services publics, en introduisant par exemple la notion de service minimum obligatoire, ils seraient susceptibles de se raviser.

L'adversité étant souvent l'épreuve du courage, UDF et centristes sont donc parvenus à faire bloc, entrant ainsi de fait dans le mode de fonctionnement d'un inter-groupe. Structure qui, au début de cette session parlementaire d'automne, était souhaitée

par beaucoup et que l'on voit se mettre en place presque subrepticement.

Troisième constatation, la plus importante : cet épisode aura mis en lumière deux conceptions de l'opposition. Une opposition rigide, façon RPR, obnubilée par l'alternance, qui repart en 1983 comme en 1981, inspirée par les principes de la guerre bloc contre bloc pour qu'un bon socialiste est un socialiste vaincu. Et une opposition souple, « flexible » pour reprendre le mot de M. Giscard d'Estaing qui entend s'opposer autrement, s'opposer en proposant, persuadée encore que les Français demandent à l'opposition non pas de cogérer les affaires du pays avec les socialistes mais de se montrer avec eux coresponsables des intérêts supérieurs de la nation.

Sur cette ligne, les centristes se sentent moins seuls et ils s'en réjouissent. On assiste effectivement depuis quelque temps au sein de l'UDF à un retour au centre qui ne peut que contribuer à resserrer les rangs. Il y a plus d'un mois, le président du Parti

radical, M. André Rossinot, marquait déjà cette tendance en s'alarmant d'une UDF qui était encore « trop décalée à droite ». Le Parti républicain a emboîté le pas en remettant au goût du jour le concept du libéralisme populaire et en prenant plus de distances avec la génération des quadragénaires RPR. Et bien que ses intérêts personnels le poussent à vouloir ressusciter l'URC, M. Giscard d'Estaing est contraint de suivre le mouvement.

La préparation des municipales qui, sur le terrain, révèle beaucoup de tensions avec le RPR, la fragilité de l'alliance PS-PC, le même désir de faire avancer l'Europe et finalement la même répulsion à l'égard du comportement hégémonique du RPR : les responsables de l'UDF et du CDS doivent bien constater que ce qui les unit est de beaucoup plus fort que ce qui les sépare. « C'est l'évolution des attitudes, expliquait samedi dernier M. Giscard d'Estaing, qui décidera si cette union doit être structurée en une seule grande formation UDF-RPR ou si elle s'organise autour de deux grandes formations distinctes. » L'attitude du RPR à l'Assemblée, le retour au centre de l'UDF permettent plutôt aujourd'hui de privilégier la seconde hypothèse.

DANIEL CARTON.

### M. Raymond Barre ne votera pas la censure

« On n'est pas chaud ! » : ce propos de M. Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine), recueilli mardi 6 décembre dans les couloirs du Palais-Bourbon, résume d'une façon aimable le sentiment des députés UDF et UDC à propos de la motion de censure déposée par le RPR le jour même en fin d'après-midi. UDF et UDC se sont donc trouvés unanimement pour refuser de cosigner le texte préparé par M. Bernard Pons, tout en acceptant de voter dans la nuit de vendredi à samedi prochain cette première motion de censure de la législature. Le président du groupe UDF, M. Jean-Claude Gaudin, a expliqué que le moment n'était peut-être pas le plus « opportun » et que le RPR aurait mieux fait de prévenir ses « alliés », avant d'annoncer à la presse le dépôt d'une motion de censure. M. François Léotard, tout nouveau président du PR, était sur la même ligne et regrettait que MM. Pons et Séguin aient préféré mettre leurs partenaires « devant le fait accompli ».

Cette censure est sur le fond une erreur, car l'opinion publique n'y est pas prête », estimait, quant à lui, M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados), dont l'opposition recoupe parfaitement celle de M. Valéry Giscard d'Estaing. En coulisses, les critiques contre « le coup » du RPR allaient bon train, mardi, à l'Assemblée. Le RPR aura réussi en exploitant de ressouder UDF et UDC dans un même réflexe d'autodéfense envers des pratiques dénoncées, plus d'une fois, de 1986 à 1988. La critique entendue est double, sur la forme et sur le fond. Elle porte tout d'abord sur le texte même de la motion de censure.

Bien que ce soit M. Philippe Séguin (RPR-Vosges) qui en a eu l'idée — ce sera d'ailleurs lui l'orateur principal du groupe RPR, — sa rédaction est due à la plume de M. Pons. « Son texte est nul », protestent en chœur plusieurs députés UDC, qui ajoutent que l'on ne peut faire porter le chapeau des grèves au gouvernement. Nul, semble-t-il, n'a oublié la situation dans laquelle se trouvait, il y a exactement deux ans, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement et des transports, et son ministre délégué M. Jacques Doullaguet (UDF-FR) lors des grèves à la SNCF.

Sur le fond, libéraux et centristes accusent le RPR d'avoir tenté de faire d'une pierre deux coups : la motion de censure suggérée par le « renouveau » M. Séguin étant destinée, selon eux, autant à montrer

que le président du groupe, M. Pons, manquait de pugnacité, qu'à semer la zizanie entre l'UDF et l'UDC.

M. Jacques Chirac s'est félicité, pour sa part, en réunion du bureau du groupe RPR, de cette initiative. Evoquant l'attitude des centristes, le maître de Paris a affirmé que le CDS ne représentait que 6,5 % des suffrages sur la France (et 2,5 % sur Paris, « si l'on ajoute ») et qu'il ne fallait donc pas s'en faire une montagne. « Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de majorité qu'il ne doit pas y avoir d'opposition », a insisté, quant à lui, M. Séguin pour faire justifier la censure.

#### Krasucki ou Rocard ?

« On va la voter, mais nous l'aurons tellement critiquée avant que personne ne sera dupe », prévenait, dans les couloirs, un proche de M. Méhaignerie. Les avis au sein du groupe UDC étaient partagés, mardi en début d'après-midi lors de la réunion du groupe. Les députés centristes qui doivent, sur le terrain, négocier les municipales avec le RPR, étaient enclins à voter la censure. Les élus de la région parisienne y étaient plutôt hostiles. Ils ont pu constater ce week-end que les usagers des transports en commun étaient

plus remontés contre la CGT que contre le gouvernement. « C'est Krasucki et non Rocard qu'il faudrait censurer », a-t-on entendu. L'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, a pris la parole pour mettre en garde contre les manœuvres du RPR : « On se trompe d'objectif en censurant le gouvernement. » Il ne votera pas la censure et l'a confirmé mercredi à Europe 1 : « Je ne souhaite pas faire le jeu de ceux qui n'ont pas d'autre but que de déstabiliser l'économie et de vicier le climat social. »

Le groupe UDC décidait finalement de voter la motion de censure pour coller à l'UDF. M. Méhaignerie devait pourtant tenter, en vain, de convaincre M. Gaudin de suspendre la décision du vote de la censure aux réponses que le premier ministre pourrait apporter à deux questions concrètes posées : sur le service public minimum (le gouvernement est-il prêt à déposer un projet de loi reprenant la proposition de loi Fourcade ?) et sur la réforme de la fonction publique. L'UDC fera une « motion de censure à part », vendredi, en se refusant à utiliser l'argumentation développée par le RPR. « Nous restons une opposition constructive », répètent les amis de M. Méhaignerie qui souhaitent profiter de cette occasion pour aborder ces deux sujets lors du débat. Pre-

mier effet de la mésentente au sein de l'opposition : la commission d'investiture pour les municipales a vu sa réunion repoussée.

Du côté socialiste on s'amuse de l'embarras de l'opposition. « On est loin d'une position commune », a expliqué le porte-parole du groupe M. Jean Le Garrec. « La motion de censure a été créée, inventée et réfléchie par le RPR », a-t-il rappelé. Quant à l'idée de création d'un service minimum en cas de grève dans le secteur public, M. Le Garrec a estimé qu'il y avait bien une réflexion à mener, mais pas « à chaud ». « Il faudrait la faire en concertation avec les organisations syndicales et dans le respect du droit de grève. »

Les députés communistes ayant déjà annoncé leur intention de ne pas mêler leurs voix à celles de la droite, cette première motion de censure devrait donc être rejetée samedi au petit matin. Depuis l'alternance de mai-juin 1988 ce sera la première fois qu'aura lieu, au Palais-Bourbon, un vote de confiance par défaut (dans ce vote seules les voix favorables à la censure sont comptées). Lors de sa déclaration de politique générale le 29 juin (le Monde du 1er juillet), M. Michel Rocard n'avait pas sollicité les suffrages des députés.

PIERRE SERVANT.

### Le texte de la motion

Voici le texte de la motion de censure déposée par le RPR :

Considérant la situation économique de la France, qui depuis dix ans n'a jamais été aussi favorable et qui se caractérise par une croissance soutenue, une inflation maîtrisée dans un contexte de libération totale des prix, une reprise de la création nette d'emplois, et la réalisation, au cours de la présente année, de plus de 60 milliards de francs d'excédents budgétaires ;

Considérant que si cette situation est due à l'effort accompli par tous les Français et à l'évolution de l'environnement international, elle est surtout la conséquence de la politique de redressement mise en œuvre entre 1986 et 1988 ;

Considérant que le gouvernement n'a pas utilisé les possibilités d'action que lui offre cette conjoncture exceptionnellement favorable pour préparer le pays à affronter les redoutables défis qui l'attendent dans les prochaines années, dans la perspective de la mise en application de l'Acte unique européen ;

Que, notamment, le projet de loi de finances soumis au Parlement ne comporte qu'un effort limité de réduction du déficit budgétaire et d'allègement des impôts, et qu'en revanche il prévoit une progression des dépenses publiques sensiblement plus forte que les années précédentes et de nature à obérer l'avenir ;

Considérant par ailleurs la dégradation de la situation sociale, caractérisée par la montée des insatisfactions dans le secteur public et la multiplication des conflits, des grèves et des entraves à la liberté du travail ;

Considérant que, confronté à cette situation, le gouvernement s'avère incapable d'y faire face et de la maîtriser ;

Qu'il s'efforce sans succès de trouver des solutions partielles aux problèmes qui l'assaillent, sans aucune vision globale, et que, en agissant de la sorte, il ne fait qu'aggraver les mécontentements et multiplier les foyers de revendication, avec toutes les contraintes et les difficultés qui en résultent pour les usagers des divers services publics ;

Que, depuis son entrée en fonction, il n'a jamais exposé clairement sa politique qu'il entend conduire, et que cette incapacité à définir et à appliquer une politique tient au fait qu'il ne dispose pas d'une majorité cohérente et que tous les efforts qu'il a déployés pour en trouver une ont échoué ;

Considérant qu'à cet égard la clarification s'impose, que l'intérêt du pays ne saurait s'accommoder de l'insécurité et de l'ambiguïté qu'il importe donc que l'action du gouvernement soit enfin connue et qu'une majorité stable puisse s'exprimer par rapport à elle ;

Conformément aux dispositions de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, l'Assemblée nationale censure le gouvernement.

## Le RPR face aux lézardes de l'opposition

La réunion hebdomadaire du RPR et de l'UDF consacrée à la préparation des élections municipales, qui devait se tenir mercredi 7 décembre, est reportée à la semaine prochaine, à la demande du RPR.

Cette décision est la manifestation d'une certaine irritation des responsables du parti de M. Chirac face aux « prétentions » de leurs alliés, et surtout des centristes, à revendiquer la direction des listes de l'opposition d'une façon jugée excessive, notamment dans les départements de l'Ouest, ce que le RPR traduit d'une formule un peu désobligeante en affirmant que son partenaire « n'est pas prêt sur de nombreux dossiers ».

Le reproche adressé par le RPR aux centristes de ne pas se compor-

ter en « bons camarades » de l'opposition, et même de ne pas être totalement « francs et loyaux », on l'entend fréquemment depuis quelques temps dans les couloirs du Palais-Bourbon. On entend aussi, il est vrai, comme en écho, les centristes et parfois les UDF accuser le RPR d'hégémonie.

Si l'opposition est ainsi traversée de tensions diverses et de brusques accès de fièvre, la cause essentielle vient de l'ambiguïté de l'attitude des centristes à l'égard du gouvernement et par voie de conséquence, envers l'opposition, que dénoncent — à voix plus ou moins basse — des élus de l'UDF. Or, dans un troisième temps, ne voulant pas être à la remorque de ses alliés, le RPR a décidé de réunir un comité central consacré à l'Europe dès le 17 décembre, et de charger M. Balladur d'y présenter un rapport sur le sujet. Si le RPR affirme sa volonté de poursuivre une coopération à trois pour bien montrer qu'il est irréprochable au regard de l'union de l'opposition, il nourrit des doutes quant à l'existence d'une même conviction chez tous ses partenaires.

Beaucoup de responsables RPR sont convaincus que M. Giscard d'Estaing, tant est grand son désir de conduire la liste, n'hésitera pas à faire des pas importants dans la voie de la supranationalité pour s'assurer le soutien des centristes. Or il y a dans cette direction des limites que le RPR n'est pas prêt à franchir, sous peine d'accepter une dérive qui serait pour lui un reniement. C'est ce que signifie le slogan choisi par le mouvement de M. Chirac « Plus de France dans plus d'Europe ! ».

#### L'Europe cactus

M. Giscard d'Estaing ayant décidé début novembre que l'UDF, qu'il préside, mettrait au point sa plate-forme européenne et la soumettrait, le 5 janvier prochain, au RPR, ce dernier a trouvé le calendrier quelque peu désolant. Les dirigeants du RPR y ont vu une sorte de mise en demeure. La maladresse de cette procédure de la carte forcée a donc abouti, dans un premier temps, à la prise de position du RPR le 24 novembre : il acceptait pour la liste européenne de l'opposition pour le scrutin du 18 juin soit conduite par une personnalité UDF, à la condition expresse qu'elle réu-

nisse l'ensemble de l'UDF, y compris l'UDC.

Dans un deuxième temps, M. Chirac a enfoncé le clou en adressant, le 2 décembre, une lettre à tous les parlementaires de l'opposition pour leur rappeler qu'ils avaient soutenu sa politique européenne lorsqu'il était à Matignon, et qu'ils n'avaient aucune raison de briser maintenant cette union (le Monde du 3 décembre). Enfin, dans un troisième temps, ne voulant pas être à la remorque de ses alliés, le RPR a décidé de réunir un comité central consacré à l'Europe dès le 17 décembre, et de charger M. Balladur d'y présenter un rapport sur le sujet. Si le RPR affirme sa volonté de poursuivre une coopération à trois pour bien montrer qu'il est irréprochable au regard de l'union de l'opposition, il nourrit des doutes quant à l'existence d'une même conviction chez tous ses partenaires.

Beaucoup de responsables RPR sont convaincus que M. Giscard d'Estaing, tant est grand son désir de conduire la liste, n'hésitera pas à faire des pas importants dans la voie de la supranationalité pour s'assurer le soutien des centristes. Or il y a dans cette direction des limites que le RPR n'est pas prêt à franchir, sous peine d'accepter une dérive qui serait pour lui un reniement. C'est ce que signifie le slogan choisi par le mouvement de M. Chirac « Plus de France dans plus d'Europe ! ».

L'exigence d'une liste unique de l'opposition, comprenant les centristes, formulée par le RPR est donc — pour le moment — une condition incontournable mais elle doit aussi s'accompagner d'une plate-forme acceptable par tous ses signataires.

De nombreux RPR ont même l'intime conviction qu'une liste unique ne pourra pas voir le jour, tant l'Europe apparaît comme un nouveau « cactus » dans l'opposition. Ils en veulent pour preuve le comportement de plus en plus autonome adopté par le groupe UDC à l'Assemblée nationale, où il se désolidarise fréquemment de l'UDF et du RPR. Ils notent aussi que

M. Giscard d'Estaing est impuissant à stopper cette attitude d'une des formations de la confédération qu'il préside. Ils ont enregistré que devant les Clubs Perspectives et Réalités, samedi 3 décembre, l'ancien président de la République avait, certes, rappelé que l'opposition devait faire preuve de « neutralité », mais qu'il avait aussi fait montre d'une grande compréhension en acceptant que sur certains sujets elle puisse marquer sa « flexibilité ». Ce concept de souplesse a été perçu au RPR comme le signe d'une tolérance résignée mais accrue envers les centristes.

#### Le train Giscard

Dans ces conditions, le RPR montre — c'est le moins qu'on puisse dire — peu d'enthousiasme à accrocher son gros wagon au train qui serait conduit par M. Giscard d'Estaing. M. Balladur lui-même n'est pas le moins réticent ; bien que son nom ait été avancé, et il affirme qu'il n'a pas l'intention d'être candidat à la codirection d'une telle liste. Selon les amis de l'ancien ministre d'Etat, l'alignement du RPR sur des positions trop teintées de supranationalité d'inspiration centriste détournerait les électeurs chiraquiens soit vers l'abstention, soit vers un vote plus « nationaliste » du type Le Pen. Or le RPR se sent en position de force à l'égard de ses alliés lorsqu'il se réfère au sondage BVA-Paris Match (du 16 au 21 novembre), qui le fait bénéficier de 27 % d'intentions de vote contre 14 % pour l'ensemble de l'UDF, toutes tendances confondues.

De plus, l'attitude de l'UDC vers les barrières, vers les centristes déjà au gouvernement et vers M<sup>me</sup> Veil convainc chaque jour davantage les responsables RPR du caractère de plus en plus inséparable d'une liste centriste autonome. Ce sentiment a été exprimé à plusieurs reprises ces dernières semaines devant le groupe parlementaire RPR par des députés qui estiment qu'une « clarification » doit être réalisée avant les municipi-

pales. D'autres, en revanche — comme M. Chirac, — ne veulent rien compromettre avant le scrutin local des 12 et 19 mars, où chaque parti de l'opposition aura besoin de l'autre selon les communes. Néanmoins, l'idée progressive de l'obligation dans laquelle se trouverait le RPR de participer à une liste européenne qui ne comporterait pas les centristes. Dans cette hypothèse, une telle liste, qui drainerait les gros bataillons d'électeurs RPR et ceux de l'UDF non centristes — c'est-à-dire essentiellement le PR, pourrait être conduite par un « ticket » Chirac-Léotard, à condition que ces deux dirigeants dont le siège commun déjà à être fait se décident à franchir... l'obstacle Giscard.

M. Chirac, en remontant au feu, pourrait amorcer son échec à l'élection présidentielle, et M. Léotard pourrait étreindre, par ce baptême, son titre tout neuf de président du Parti républicain. Or l'ancien premier ministre consacre, pour le moment, toute son énergie visible à la préparation des élections municipales de Paris, et ne veut — officiellement du moins — pas en être distrait. Quant à M. Léotard, il n'a toujours pas osé « tuer le père ». Il ne s'agit donc là que d'un schéma parmi d'autres. Car d'autres responsables du RPR pensent que le mouvement gaulliste doit à tout prix « coller » à une liste unique de l'opposition. Ceux-là — comme M. Séguin — rappellent que l'Europe ne leur a jamais été un terrain propice pour jouer et ils assurent qu'on ne partira plus guère de l'élection européenne au-delà du 18 juin. Il convient donc de ne pas y attacher trop d'importance.

Au RPR, et même parfois à l'UDF, on affiche encore, malgré tout, confiance et sérénité pour dire que les centristes feront leurs comptes et qu'ils s'apercevront vite qu'avec une liste autonome, entre celle du PS et celle du reste de l'opposition, ils ne passeront pas très lourd et qu'en conséquence autant la raison que l'intérêt les rendront fidèles à la droite.

ANDRÉ PASSERON.

### M. Perrillat quitte le ministère de l'intérieur

M. Jacques Perrillat, préfet, directeur général de l'administration du ministère de l'intérieur, a été autorisé « sur sa demande » par le conseil des ministres du mercredi 7 décembre à bénéficier du congé spécial. Il quittera effectivement son poste dès qu'un prochain conseil des ministres nommera son successeur.

M. Perrillat, qui est le fonctionnaire occupant le grade le plus élevé de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, quitte la fonction publique pour devenir à compter du 2 janvier président de la Fédération nationale des entreprises à commerces multiples, c'est-à-dire le groupement patronal qui réunit les grands magasins essentiellement parisiens. Il succède à ce poste à M. Lucien Lanier lui aussi ancien préfet devenu sénateur du Val-de-Marne.

Nommé en juillet 1986 par M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, à la direction générale de l'administration, M. Perrillat avait été maintenu à son poste par M. Joxe qui lui avait également confié une mission d'étude sur l'avenir de l'administration territoriale et qui lui

a rendu hommage en lui demandant de mener cette mission à son terme. Toutefois, en raison du changement de majorité, le rôle « politique » du directeur général de l'administration avait été sensiblement réduit depuis le mois de juin au profit du cabinet du ministre.

Proche de M. Chirac qu'il aurait souhaité rejoindre comme secrétaire général de la Ville de Paris, M. Perrillat, né en 1931 à Teniet-el-Haâd (Algérie), est entré en 1955 dans le corps préfectoral et a notamment appartenu à divers cabinets ministériels avant de devenir préfet de la région Ile-de-France en 1982. M. Perrillat n'a jamais caché son engagement politique : conseiller municipal UDR d'Angoulême en 1971, candidat malheureux de ce parti aux élections législatives de 1973 en Charente, il fut élu maire RPR de Blanzac en 1977 et a démissionné de ce mandat pour devenir préfet de l'Essonne en 1980. Il a animé en 1982 l'association des hauts fonctionnaires en service dans les collectivités territoriales qui regroupait ceux qui avaient renoncé à servir l'Etat après la victoire de la gauche.

A. P.



# Politique

## sociale

### M. Rocard ne veut pas soigner le malaise social « à l'aspirine »

Je vous comprends, mais j'ai raison et je tiendrai le cap. C'est, en substance, le message qu'a délivré M. Rocard aux salariés et aux grévistes, mardi 6 décembre à Noisy-le-Sec, lors d'un meeting de soutien à un candidat socialiste pour l'élection législative partielle de la 9<sup>e</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis. Tout en niant l'existence d'un « déficit d'explication » de sa part, le premier ministre s'est employé à justifier longuement sa position, tout en mettant en avant ses premiers résultats.

M. Rocard, d'autre part, devait être reçu mercredi par le bureau exécutif du PS.

M. Rocard a, d'abord, réaffirmé que le gouvernement est « attentif aux préoccupations du monde du travail » en demandant « à quel service [la gauche a le] pouvoir ? si ce n'est d'abord pour corriger les injustices, pour répartir plus équitablement les fruits de la croissance ». « Je ne prends pas autrement », a continué le premier ministre, les « mouvements sociaux qu'ils expriment, je dirais même que je les comprends ».

M. Rocard a, ensuite, répondu à tous ceux qui critiquent sa méthode du « coup par coup » et lui reprochent un manque de pédagogie (ce qui inclut nécessairement certains socialistes, même si le premier ministre a pris soin de ne nommer personne) en jugeant qu'il s'agit de leur part d'une « lourde erreur de diagnostic ». « Ce qu'ils appellent follement », a continué M. Rocard, du haut de leur magistère politique ou médiatique, un déficit d'explication de la part du gouvernement, traduit en fait, de leur part, ce que j'appellerais en retour un « découvert d'analyse » du mouvement social ».

#### Ecouter, dialoguer, négocier

M. Rocard s'est dit qu'il n'est pas « facile de vivre avec 5000 F par mois », mais a rappelé que, pour la dimension « qualitative » des tensions actuelles pour l'emploi, « l'aspect salarial des revendications, qu'a-t-il de commun, entre l'organisation de l'hôpital et celle de la prison, entre le service postal et les transports en commun de la région parisienne ? (...) Ceux qui reprochent au gouvernement de traiter les conflits « au cas par cas » ne font pas penser à ces médiateurs qui procèdent, pour tout remettre de l'aspirine au violent atteint de rhumatisme, à la jeune fille qui attrape une bronchite et à l'enfant qui souffre d'une otite, parce que l'aspirine permet de faire tomber la fièvre ! Outre qu'une distribution généralisée d'aspirine ne règle pas les problèmes de fond auxquels le service public est confronté, ce serait aussi le plus sûr moyen d'accentuer les efforts que les salariés ont consentis jusqu'ici - plus que d'autres - pour l'assainissement économique du pays ».

M. Rocard a saisi l'occasion pour lever un coin du voile du « projet d'entreprise » qu'il prépare précisément pour le secteur public, en précisant que « seule la décentralisation et une plus grande autonomie des unités du secteur public permettront » son évolution vers moins de « rigidité ». C'est « l'objet d'une grande négociation [qu'il a demandé] à chaque ministre, à cha-

que responsable d'entreprise publique, d'engager avec les personnels placés sous son autorité ».

Enfin, tout en soulignant qu'il n'a, lui-même, jamais parlé de « méthode Rocard », le premier ministre a souligné les premiers effets de la « ligne de conduite » de son gouvernement : « Ecouter, dialoguer, négocier, faire tout ce qui est possible sans jamais mettre en péril le long terme, c'est-à-dire la priorité à l'emploi ». M. Rocard a ainsi égrené la liste des conflits sociaux aujourd'hui réglés « et qui auraient parfois duré des mois et des mois », soulignant que « parallèlement, les conditions d'une vie quotidienne plus juste et plus saine sont mises en œuvre ».

Le premier ministre a cité la mise en œuvre immédiate du RMI, la politique du logement pour « limiter les injustices les plus criantes » dues à la loi Mélaing, a souligné la « grande négociation » engagée dans l'éducation nationale, relayée que « pour l'emploi, les premières embellies apparaissent ».

« Bref », a conclu M. Rocard, au milieu des vives difficultés que nous traversons, bien des signes traduisent la mise en œuvre active et risquée des orientations du président de la République ». M. Rocard a terminé en indiquant à ses auditeurs que leur « courage », tout comme le sien, a « de quoi s'employer ».

J.-L. A.

## Le budget des affaires étrangères a été adopté sans opposition

### Au Sénat

L'examen des crédits relevant du Quai d'Orsay est traditionnellement prétexte à débat de politique étrangère.

Cette règle a été respectée, mardi 6 décembre, au Sénat, où le budget du ministère des affaires étrangères (le Monde du 28 octobre) a été adopté à main levée par les socialistes, les centristes, les membres du groupe de la gauche démocratique et M. Maurice Schumann (Nord). Le RPR ainsi que le PC se sont abstenus. C'est également sans difficulté que les crédits du ministère de la coopération (le Monde du 20-21 novembre) ont été approuvés.

Que la diplomatie française ne fasse pas l'objet d'une priorité budgétaire n'est pas en soi une nouveauté. Ce qui l'est plus - et M. Roland Dumas s'est plu à le souligner - c'est que les crédits prévus pour 1989 enregistrent la plus forte progression depuis 1978 : + 5,73 % (en francs courants), + 3,15 % (en francs constants) par rapport à la loi de finances pour 1988.

Comme s'y étaient appliqués les députés, les sénateurs, notamment M. Joël Meunier (Gauche dém., Charente-Maritime), rapporteur de la commission des finances, se sont préoccupés de la situation des personnels des ambassades (le Monde du 20-21 octobre) : les récents mouvements de grève provoqués par la baisse des indemnités de résidence n'ont pas été stériles puisque le gouvernement a promis une remise à niveau à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Huit des dix sénateurs représentant les Français de l'étranger ont également évoqué les difficultés que rencontrent leurs compatriotes expatriés. C'est à M. Edwige Avice, ministre déléguée, qu'il est revenu d'apaiser les inqui-

tudes en promettant de retrouver en cours d'année, si nécessaire, les dotations qui se révéleraient insuffisantes.

Mais le budget, pour nécessaire qu'il soit à une diplomatie, ne suffit pas : « C'est d'abord un acte de volonté », a estimé le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères. Ce dernier a traité des quatre objectifs de la politique française. Après avoir observé que l'un - le désarmement - « a été longtemps, trop longtemps, une entreprise vaine ou suspecte », mais que « les choses sont en train de changer », M. Dumas a insisté sur le développement. Dans ce domaine, il a cité deux urgences : descendre les pays les plus pauvres et faire prendre en charge par la communauté internationale les grands travaux nécessaires pour protéger les hommes et les terres de ces pays contre les catastrophes naturelles. Troisième objectif : couvrir pour les droits de l'homme. Sur ce chapitre, le ministre d'Etat a plaidé « une profession d'avocat obligée » pour la défense des droits définis et reconnus depuis 1789 mais aussi pour « fonder de nouveaux droits », ceux des peuples et ceux de l'humanité « face aux défis et aux pouvoirs de la science ».

C'est essentiellement le premier des objectifs évoqués par M. Dumas la construction de l'Europe - qui a monopolisé le débat. L'ambition de la France, qui assurera à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain la présidence de la Communauté, sera, selon le ministre d'Etat, triple : parachever l'Europe monétaire, faire avancer l'Europe sociale et lancer l'Europe audiovisuelle. Anticiper sur les questions qui devraient lui être posées, M. Dumas a défini l'Europe qu'il souhaite voir se bâtir : pas une

Europe-forteresse repliée sur elle-même dans une sorte de complexe obsidional, mais tendant la main à ceux qui, de l'autre côté d'une ligne de démarcation artificielle (...), veulent la saisir. Cette Europe « doit être ouverte, à-t-il ajouté, au dialogue politique et prête aux contacts culturels et économiques avec l'autre Europe ». Ce qui justifie à ses yeux que la France soit « attentive aux promesses, aux espoirs que fait lever l'expérience menée actuellement en Union soviétique ». Ce propos rejoignait celui qu'a tenu ensuite M. Claude Estier (PS, Paris).

Pour M. Jean Lecanuet (Un. cent., Seine-Maritime), cet « éclaircissement des relations Est-Ouest » tend, à tort, à « réduire notre perception des menaces » alors que « l'évolution des données de la sécurité collective en Europe suppose que nous n'abaissions pas notre garde ».

Même s'il se réjouit que l'Europe ne soit plus ressentie « comme une menace mais plutôt comme une chance », le président de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, craint cette « euphorie tranquillisante ». « Le seul engrenage d'accords économiques successifs » ne suffira pas à faire l'Europe, il y faut, explique-t-il, « une impulsion politique vigoureuse ». Aussi suggère-t-il, pour réduire la disproportion entre l'Etat d'intégration économique européenne et le retard pris par l'intégration politique, la mise en place « d'institutions démocratiques capables de contrôler réellement le fonctionnement » d'un espace de trois cent vingt millions d'habitants.

Le maire de Rouen, qui, au passage, s'est déclaré convaincu que le budget ne permettra pas d'enrayer la dégradation

ANNE CHAUSSEBOURG.

## Les élections législatives partielles

### Le PS bien placé dans la 9<sup>e</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis

M. Michel Rocard a participé, mardi 6 décembre, à Noisy-le-Sec, devant quelque huit cents personnes, à un meeting de soutien à M. Claude Fuzier, maire PS de Bondy, et à M. Véronique Nielertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation. M. Nielertz est la suppléante de M. Fuzier pour l'élection législative partielle de la 9<sup>e</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis, dont le premier tour est fixé dimanche 11 décembre.

Lors des élections législatives générales de juin, M. Fuzier était le suppléant de M. Nielertz, qui avait été facilement réélu. Mais le Conseil constitutionnel a invalidé cette élection, en faisant valoir que M. Fuzier était déjà premier suivant de liste, donc suppléant de facto de M. Marcel Debarge, sénateur PS de Seine-Saint-Denis. C'est pourquoi le « couple » Nielertz-Fuzier, comme l'a dit M. Fuzier lui-même, se présente cette fois dans l'ordre inverse.

M. Nielertz a critiqué mardi cette décision du Conseil constitutionnel, en dénonçant un « curieux fonctionnement des institutions ». La secrétaire d'Etat à la consommation a jugé qu'après avoir annulé pour fraude l'élection d'un député communiste et de deux députés de droite, le Conseil a voulu annuler l'élection de deux socialistes (M. Job Dupont en Meurthe-et-Moselle et elle-même) « pour avoir l'air impartial » tout en « tirant un peu sur les textes ».

M. Fuzier a ironisé sur l'« Imaginatif Conseil constitutionnel », tandis que M. Rocard lui-même, après avoir, dans un lapsus, rem-

placé « civique » par « cynique », a expliqué qu'en utilisant cet adjectif il pensait au Conseil constitutionnel.

Dans cette circonscription de l'ancienne « ceinture rouge » de Paris, où la droite est à peu près hors du jeu (en juin, compte tenu de l'abstention, elle n'avait pas obtenu assez de voix pour maintenir un candidat face à M. Nielertz au second tour), les chances de M. Fuzier de l'emporter sont, sur le papier, très bonnes : au premier tour, M. Nielertz avait devancé le candidat communiste, M. Roger Gochet, maire de Noisy-le-Sec, de près de 10 points. Toutefois, les socialistes ne font pas de triomphalisme et s'emploient à faire campagne afin d'être sûrs de devancer au premier tour un PCF très actif.

Le PS, en effet, peut être victime de la conjonction de deux phénomènes : les difficultés sociales peuvent entraîner une érosion de l'électorat socialiste, ou au moins une nouvelle poussée abstentionniste ; le PCF, lui, s'appuie sur un « socle » qui semble solide et peut espérer tirer les bénéfices de sa mobilisation en faveur des grèves dans cette circonscription où il faisait 25,29 % des voix au premier tour de juin.

Enfin, à la lumière des résultats de l'élection partielle de Meurthe-et-Moselle, où le RPR a enregistré une forte poussée au détriment du FN, le score des amis de M. Jean-Marie Le Pen sera observé avec attention dans une circonscription où, en juin, son représentant, avec 17 % des suffrages, faisait pratiquement jeu égal avec la droite classique.

### Marseille : M. Bernard Tapie devrait être à nouveau candidat

MARSEILLE

M. Bernard Tapie doit faire savoir, le jeudi 8 décembre, s'il sera ou non candidat lors de l'élection législative partielle dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône, rendue nécessaire par l'annulation de l'élection de M. Guy Teissier (UDF-PR).

L'impression prévaut qu'après avoir beaucoup hésité, l'homme d'affaires se mettra à nouveau sur les rangs contre M. Teissier qui, le 12 juin dernier, ne l'avait devancé que de 84 voix. Des dispositions matérielles (location d'un local pour sa permanence, organisation de la propagande) ont déjà été prises à Marseille. M. Tapie, qui s'est livré à de nombreuses consultations, dont celle du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a reçu le soutien de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône et réalise une sorte d'union sacrée autour de sa candidature en obtenant l'appui personnel de MM. Vigouroux, Pezet et Loo, principaux protagonistes de la bataille des municipales au sein du PS.

#### Dialogue renoué

Sur le front des municipales, il semble par ailleurs qu'une certaine évolution se soit produite avec la rencontre, samedi, entre MM. Loo et Pezet, à la demande de ce dernier. Les deux hommes se sont entretenus pendant quatre heures pour tenter de trouver une solution amiable au conflit qui oppose le maire de Marseille, M. Vigouroux, dont M. Loo est le plus précieux soutien au candidat officiel du PS. Si aucun accord n'a pu être

trouvé, il n'en reste pas moins que les fils du dialogue ont été renoués entre les deux camps. M. Pezet n'avait pas eu de discussions avec M. Loo depuis plus d'un an. « Je me félicite », déclare M. Pezet, d'avoir pu aborder en fond les problèmes qui nous séparent et d'avoir pu voir un gros contentieux ».

M. Loo, en l'occurrence, considère que M. Vigouroux est le mieux placé pour l'emporter. Il a proposé à M. Pezet de s'effacer temporairement devant le maire de Marseille qui lui transmettrait ses pouvoirs en cours de mandat. Dans cette perspective, MM. Vigouroux et Pezet constitueraient les listes et élaboreraient un programme municipal en commun. Autres conditions soumises par M. Loo : la redéfinition des rapports avec le PC et une amélioration du fonctionnement de la fédération socialiste « dans le sens d'une plus grande démocratie ».

Dans le cas, cependant, où M. Vigouroux refuserait cet arrangement, M. Loo se rallierait à M. Pezet. « Selon les cas de figure », a commenté M. Loo, je serai candidat sur la liste Vigouroux dans le sixième secteur contre Michel Pezet, ou sur la liste Pezet dans le cinquième secteur, ou je m'abstiendrai de participer à la compétition comme en 1983 ». M. Michel Pezet a jugé ces propositions « complètement inacceptables » en précisant qu'une nouvelle rencontre était prévue avec M. Loo et qu'il aurait également des entretiens avec « d'autres socialistes actuellement partisans de M. Vigouroux ». Le candidat officiel du PS a rappelé par ailleurs qu'il se tenait à la disposition « du maire de Marseille pour des discussions » dans le lieu et à l'heure qu'il souhaiterait. Je

ferai tout jusqu'à la dernière minute, a-t-il affirmé, pour éviter une dissidence ».

En faisant un pas vers M. Loo, M. Pezet a reconnu, en l'occurrence, le rôle majeur du député européen dans le conflit interne au PS. M. Loo, qui continue de contrôler l'ex-dixième section historique des quartiers sud de Marseille - qui a représenté jusqu'à deux mille militants - est le seul qui puisse organiser, grâce à ses réseaux, la campagne de M. Vigouroux. Si le maire de Marseille venait à être privé de son concours, il serait placé dans une situation plus que difficile. Or M. Loo, qui a doublement vécu les graves crises qui ont secoué le parti à la Libération (affaire Ferri-Pisani) et en 1965 (affaire Matelon), ne se résout pas à la faiblesse d'un nouveau déchaînement qui le conduirait à achever sa longue carrière de militant dans la dissidence. D'où l'espoir caressé par M. Pezet de trouver avec lui une solution conforme aux intérêts des socialistes marseillais.

GUY PORTE.

### A Marseille

#### Polémique entre M. Sanmarco (PS) et M. Vidal (PS)

M. Philippe Sanmarco, député socialiste des Bouches-du-Rhône, a estimé, lundi 5 décembre, que les propos tenus le 1<sup>er</sup> décembre par le premier secrétaire de la fédération du PS des Bouches-du-Rhône, M. Yves Vidal, sur la mort de Gaston Defferre constituaient une « réécriture scandaleuse et honteuse de l'histoire ».

M. Vidal, qui s'exprimait lors du premier meeting de soutien du PS à son candidat, M. Michel Pezet, avait attaqué le maire sortant de Marseille, M. Robert Vigouroux, candidat à sa propre succession, en se demandant si « M. Vigouroux et son entourage » n'étaient pas « les véritables traîtres » qui, dans la soirée du 5 mai 1986, avaient « abandonné » Gaston Defferre dans sa dernière bataille politique. « Si ses amis, ses proches, ses intimes avaient été autour de lui à ce moment-là, serait-il mort seul chez lui, serait-il mort ? », avait-il demandé.

Présent au premier rang du meeting de soutien à M. Pezet, M. Sanmarco a indiqué qu'il jugeait « inacceptable » le discours de M. Vidal, à l'heure où il faut, selon lui, « rassembler les socialistes ». « Une telle provocation ne se reproduira pas sans conséquences », a averti M. Sanmarco.

De son côté, M. Vidal a déclaré qu'il était « désolé » que son collègue « dans la franchise et la caractère entier et loyal » ne soit pas « connu dans notre parti », a-t-il souligné - « ait pu se sentir concerné » par son évocation des circonstances de la mort de Gaston Defferre.

## M. René Garrec doit choisir entre son mandat de député et la présidence de l'ATIC

M. René Garrec ne peut demeurer simultanément député du Calvados et président du conseil d'administration de l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC). Le Conseil constitutionnel a, mardi 6 décembre, déclaré ces fonctions incompatibles avec l'exercice du mandat de député.

M. Garrec dispose, depuis la notification de cette décision, d'un délai de quinze jours pour « régulariser sa situation » (art. LO 151 du code électoral). A défaut, il serait déclaré démissionnaire d'office de son mandat de député par le Conseil constitutionnel.

Au nom du bureau de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, son président, avait saisi le 12 octobre le Conseil constitutionnel pour apprécier si M. Garrec se trouvait dans un des cas d'incompatibilités prévus par le code électoral. Elu le 12 juin député (UDF-PR) de la sixième circonscription du Calvados, M. Garrec avait manifesté le désir de conserver ses fonctions de président de l'ATIC

qu'il occupe depuis septembre 1986 (et qui sont renouvelables en 1991).

Après avoir rappelé la genèse de cet organisme de statut hybride - mi-établissement public, mi-association - créé en 1944, qui détient depuis 1948 le monopole des importations de charbon en France, agissant comme une importante centrale d'achat, le Conseil constitutionnel précise qu'une disposition du code électoral (contenue dans l'article LO 146, 9<sup>e</sup> du code électoral, sur l'incapacité édictée par cet article « n'est pas liée à la rémunération des fonctions qu'il vise »).

C'est pourquoi M. Garrec doit choisir entre son mandat de député et la présidence de l'ATIC, organisme puissant et discret qui n'est guère évoqué, comme ce fut encore le cas le 5 décembre au Sénat en présence du ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, qu'à propos de la perpétuation d'importations charbonnières déguisées d'Afrique. Sur ce, en dépit d'un embargo remontant à 1985,

à plusieurs milliards de francs (...), elle possède des participations financières très importantes dans des sociétés françaises ou étrangères.

M. Garrec avait renoncé à percevoir sa rémunération de président du conseil d'administration de l'ATIC et fait valoir qu'il n'était pas rémunéré pour les fonctions qu'il exerce dans les sociétés auxquelles l'ATIC participe. Mais cet état de fait, lui répond le Conseil « ne saurait tenir en échec les dispositions de l'article LO 146, 9<sup>e</sup> du code électoral, sur l'incapacité édictée par cet article « n'est pas liée à la rémunération des fonctions qu'il vise ».

C'est pourquoi M. Garrec doit choisir entre son mandat de député et la présidence de l'ATIC, organisme puissant et discret qui n'est guère évoqué, comme ce fut encore le cas le 5 décembre au Sénat en présence du ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, qu'à propos de la perpétuation d'importations charbonnières déguisées d'Afrique. Sur ce, en dépit d'un embargo remontant à 1985,

MICHEL KAJMAN.

## Rejet d'une requête de M. Roussel (FN)

Bien que la Constitution indique (article 62) que « les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours », M. Jean Roussel, avocat, membre du Front national, candidat malheureux aux élections législatives dans la 3<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, s'était adressé, le 24 novembre, au Conseil pour demander l'annulation d'une décision de rejet d'un recours, formé par lui, après les élections législatives.

M. Roussel s'efforçait de justifier sa nouvelle requête par le fait que « le ministre qui a présenté les

observations du gouvernement en M. Pierre Joxe, et que le 21 octobre 1988, le Conseil constitutionnel qui a rendu cette décision a été présidé par M. Louis Joxe », son père.

Le Conseil, où M. Louis Joxe, mis en cause, n'avait pas souhaité siéger pour cette décision du 6 décembre, se contente, pour rejeter la requête de M. Roussel, d'indiquer qu'elle « tend à mettre en cause la chose jugée par le Conseil constitutionnel » et « méconnaît les dispositions du second alinéa de l'article 62 de la Constitution ».

### EN BREF

● Contrôle des finances de la mairie de Paris. - Le porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Jean Le Garrec, a indiqué, mardi 6 décembre, qu'un amendement visant à rétablir le contrôle de la chambre régionale des comptes sur les finances du conseil municipal de Paris sera discuté lors de l'exa-

men du projet de loi sur la fonction publique territoriale, samedi prochain.

● Le Sénat a adopté, lundi 5 décembre, les crédits du Plan, du secrétariat général de la défense nationale, du Conseil économique et social ainsi que le budget annexé des journaux officiels.

هكذا من الأصل



## Communication

Le débat sur l'audiovisuel à l'Assemblée nationale

### Le renforcement des pouvoirs du CSA devrait satisfaire les centristes

Les députés ont poursuivi, mardi 6 décembre, l'examen du projet de loi sur la liberté de la communication, adopté par le Sénat, défendu par M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, et M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication.

L'examen des articles a donné lieu à un débat particulièrement mouvementé, notamment sur deux des principales dispositions du texte, la composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et la répartition des pouvoirs entre le gouvernement et l'instance de régulation. Ces deux articles avaient été profondément modifiés par le

Sénat, dans un sens tout à fait contraire aux souhaits du gouvernement qui entendait bien, avec le soutien du groupe socialiste, revenir au texte initial. Il a toutefois dû tenir compte des exigences des centristes, qui soumettent leur abstention sur le vote final du projet à l'adoption de plusieurs amendements. Les satisfactions qui lui ont été accordées, principalement sur le renforcement des pouvoirs du CSA, devraient en définitive inciter le groupe UDC à une attitude conciliante évitant donc au gouvernement le recours à l'article 49.3 (engagement de sa responsabilité) sur le vote de ce texte, qui devait intervenir dans la nuit de mercredi à jeudi.

● **Composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).** — C'est de la loi sur la liberté de la communication, la composition du CSA cristallise toutes les passions. « Si le gouvernement l'avait osé, notait, en préambule à la discussion, M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), cet article serait l'article unique du projet, tant il est vrai que celui-ci a pour seul objet de supprimer la CNCL. » Nous voici au cœur du dispositif qui ont élaboré les socialistes pour s'assurer la mainmise directe sur l'audiovisuel, observait M. Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes). « Je n'ai pas confiance dans le CSA », confiait M. Georges Hage (PC Nord). « Il sera une sorte de paravent, derrière lequel se dérouleront des tractations financières (...) et de discrets concubinaires ».

Le débat promettait d'être long — dix-neuf amendements avaient été déposés sur ce seul article —, mais il tourna court au bout de quelques instants. À l'ouverture de la séance de l'après-midi, les députés de l'opposition convergèrent, dans une rare affluence, vers leurs bancs, tandis que les élus socialistes s'attendaient dans les couloirs du Palais Bourbon, pour soucieux d'entendre M. Michel Péricard (UDF, Essonne), défendre un amendement qui modifierait la composition du CSA, en disposant que les neuf membres « désignés » par les trois autorités (président de la République, président de l'Assemblée nationale, président du Sénat) devraient, pour être « nommés » définitivement par décret du président de la République, être d'abord « agréés » par la majorité des membres désignés. M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône), rapporteur du projet de loi, ont beau multiplier les efforts pour prolonger au maximum sa réponse à cet amendement, il ne parvint pas à gagner suffisamment de temps pour qu'une majorité numérique de députés socialistes se retrouvât dans l'hémicycle.

Comble de malchance, la demande de scrutin public déposée

par le groupe socialiste s'était égarée entre les traves et la tribune du président de séance. Elle seule aurait pourtant permis de compenser l'insuffisance en nombre des députés socialistes. À l'annonce du vote par le président, une majorité de mains se leva donc sur les bancs de l'opposition, permettant ainsi l'adoption de l'amendement de M. Pelchat.

Après une suspension de séance, demandée par le groupe socialiste, M. Queyranne, qui en avait profité pour battre le rappel de ses collègues, annonça qu'il demanderait, à l'issue du vote du projet de loi, une « seconde délibération » sur l'article modifié par M. Pelchat ajoutant, dans un sourire, que cet amendement rejoindrait donc bientôt le rang des curieuses juridictions des débats parlementaires.

● **Moyens du CSA.** — Les députés ont adopté un amendement commun à M. Queyranne et à M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) disposant que le CSA « proposerait », lors de l'élaboration du projet de loi de finances de l'année, les crédits nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

● **Répartition des compétences entre le CSA et les fonctionnaires.** — La loi Léotard sur l'audiovisuel, votée en 1986, renvoyait au vote d'une autre loi, le transfert à la CNCL des pouvoirs du ministre des P et T en matière de télécommunications. Sous le précédent gouvernement, cette seconde loi, qui devait retirer à la direction générale des télécommunications son pouvoir de régulation, n'a toutefois jamais vu le jour. Face à l'opposition conjuguée des télécommunications et du ministre qui en a la responsabilité, M. Paul Quilès, M<sup>me</sup> Tasca avait décidé de supprimer, dans son projet, la disposition contenue dans la loi Léotard. Un renoncement qui ne fut du goût ni des centristes ni des députés UDF et RPR, selon lesquels le pouvoir de régulation en matière de télécommunications devait revenir au CSA. Plusieurs amendements déposés en ce sens furent rejetés. Finalement, les députés adoptèrent

un amendement de repli, prévoyant que le CSA exercerait les compétences relatives aux télécommunications attribuées à la CNCL, « jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi, organisant, au plus tard le 31 mars 1990, l'exercice de la fonction de réglementation dans le domaine des télécommunications ».

● **Répartition des compétences entre le CSA et les fonctionnaires.** — La loi Léotard sur l'audiovisuel, votée en 1986, renvoyait au vote d'une autre loi, le transfert à la CNCL des pouvoirs du ministre des P et T en matière de télécommunications. Sous le précédent gouvernement, cette seconde loi, qui devait retirer à la direction générale des télécommunications son pouvoir de régulation, n'a toutefois jamais vu le jour. Face à l'opposition conjuguée des télécommunications et du ministre qui en a la responsabilité, M. Paul Quilès, M<sup>me</sup> Tasca avait décidé de supprimer, dans son projet, la disposition contenue dans la loi Léotard. Un renoncement qui ne fut du goût ni des centristes ni des députés UDF et RPR, selon lesquels le pouvoir de régulation en matière de télécommunications devait revenir au CSA. Plusieurs amendements déposés en ce sens furent rejetés. Finalement, les députés adoptèrent

un amendement de repli, prévoyant que le CSA exercerait les compétences relatives aux télécommunications attribuées à la CNCL, « jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi, organisant, au plus tard le 31 mars 1990, l'exercice de la fonction de réglementation dans le domaine des télécommunications ».

● **Validation des décisions de la CNCL.** — Les députés ont adopté sans état d'âme apparents l'article du projet de loi validant les décisions de la CNCL qui autorisent l'extension des réseaux de la 5 et de la 6. M<sup>me</sup> Tasca a souligné que le gouvernement faisait preuve sur ce sujet, « d'un esprit d'ouverture », mais, à l'issue de la séance, elle a précisé que, « cette ouverture ne signifie pas l'abolition pour le non-respect, par ces chaînes, du cahier des charges ». Les députés ont adopté un amendement disposant que cette validation n'était toutefois « pas susceptible d'ouvrir droit à réparation ».

● **Limitation des coupures publicitaires dans les œuvres cinématographiques.** — Les députés ont adopté un sous-amendement déposé par M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), interdisant la coupure par des spots publicitaires des films, documentaires et fiction diffusés par les chaînes publiques, et un autre sous-amendement du même auteur, limitant à une seule coupure les interruptions dans les films ou œuvres audiovisuelles sur les chaînes privées.

M. Jack Lang avait auparavant rendu hommage à M. François d'Aubert, qui avait déposé un amendement tendant à autoriser les coupures publicitaires que sur les œuvres cinématographiques et audiovisuelles produites en France ou dans les pays de la CEE, afin de mieux rentabiliser leur diffusion. Mais cet amendement ne manquant, selon M. Lang, « ni de force, ni d'audace, ni de finesse » était finalement rejeté.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

● **Le juge Grallier transmet le dossier Michel Droit au parquet.** — M. Claude Grallier, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a communiqué, le 6 décembre, le dossier Michel Droit au parquet pour règlement. Le parquet doit maintenant prendre ses décisions. L'accusation est inculpée depuis le 27 mai de corruption passive. Il lui est reproché d'avoir continué à percevoir des rémunérations du groupe de M. Robert Hersant alors qu'il était membre de la Commission nationale de la communication et des libertés. Le Vex de Châlesmarin, directeur adjoint du groupe Hersant, est inculpé depuis le 12 juillet de corruption active.

P. R.-D.

### « Pauvre Ségolène »

Les convictions sont une chose, la discipline de groupe en est une autre. Il est comme cela des évidences qui s'imposent durement au hasard d'une longue nuit de débat parlementaire. Mme Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres) a reçu, mardi 6 décembre, son baptême de cynisme politique. L'après-midi, dans les couloirs du Palais-Bourbon, elle défendait avec assurance, devant les caméras de télévision, l'amendement qu'elle avait déposé sur la limitation de la violence à la télévision. Sujet consensuel s'il en est...

Dans le même temps, ses collègues du groupe socialiste laissent entendre que cet amendement n'apporterait pas l'adhésion de tous. La discussion en séance publique suivait toutefois tranquillement son cours et l'amendement figurait toujours en bonne place, après l'article 10 du projet de loi : « Les responsables des services de communication audiovisuelle ne peuvent diffuser qu'après 23 heures les émissions présentant un danger pour la jeunesse ou de nature à heurter la sensibilité des enfants et des adolescents. » Il précisait que le futur Conseil supérieur de l'audiovisuel veillerait au respect de cette disposition et en sanctionnerait les manquements.

« Je n'ai pas une tête de mère-la-pudeur », lançait M<sup>me</sup> Royal à l'adresse de ses collègues, mais trop, c'est trop. « La télévision devient un déversoir des séries américaines et japonaises dans lesquelles la violence le dispute à la vulgarité. Nous n'avons pas le droit de former les jeunes générations à l'indifférence face à la violence », concluait-elle, ajoutant aussitôt qu'elle refusait son amendement, contre la promesse de l'instauration d'un « code de déontologie » par les professionnels de l'audiovisuel. Si ce code ne voyait pas le jour, prévenait-elle toutefois, elle reprendrait, sous forme de pro-

position de loi, les dispositions contenues dans son texte.

Les députés de l'opposition, qui avaient applaudi spontanément à son intervention, s'empêchèrent de regretter sa décision de retirer son amendement et proposèrent immédiatement de le reprendre à leur compte. Tout en soulignant au passage, comme le fit avec malice M. Jean-Yves Charnat (RPR, Vienne), que la « majorité relative » n'avait pas été obtenue, les députés de l'opposition, quelques mois auparavant, par un ministre de l'intérieur pourtant peu cher aux cœurs socialistes, M. Charles Pasqua...

Il s'ensuivit une suspension de séance d'une trentaine de minutes. Partie en compagnie des députés du groupe socialiste en victime incomprise, sûre de son bon droit et prête à le défendre contre vents et marées, M<sup>me</sup> Royal regagna l'hémicycle et condamné sans appel, le visage désespérément fermé, le jugement du groupe était tombé.

L'opposition ne désarma pas pour autant et présenta dans une belle unanimité, RPR, UDF, UDC, un amendement reprenant à M<sup>me</sup> Royal. La tâche du gouvernement devenait difficile : il lui fallait rejeter cet amendement sans infliger un désaveu trop criant à l'élite socialiste... Toute en nuances, M<sup>me</sup> Tasca observa donc que M<sup>me</sup> Royal avait eu « raison d'attirer l'attention du gouvernement sur ce problème » mais ajouta immédiatement que le rôle de « contrôle » était dévolu, par les textes, au CSA, et qu'il revenait en conséquence au premier de se montrer en la matière moins timoré que la seconde.

Belle joueuse, M<sup>me</sup> Royal applaudit l'intervention du ministre. Et au scrutin public, demanda dans un dernier élan de malice par le groupe RPR, pas une voix socialiste ne manqua pour rejeter l'amendement...

P. R.-D.

هكذا من الأصل

## Défense

Selon un document parlementaire

### Le coût du futur sous-marin stratégique a dérapé de 19 % par rapport aux prévisions

Un rapport parlementaire donne des précisions inédites sur la dérive des prix enregistrés par le programme français de nouveau sous-marin stratégique lance-missiles, dont le premier exemplaire d'une série de six, baptisé le *Triomphant*, entrera en service à la mi-1994.

« Comment la marine pourra-t-elle supporter, chaque année, un surcoût de cette importance, sans que les autres programmes majeurs indispensables du renouvellement d'une flotte vieillissante n'en subissent les conséquences ? », se demande l'auteur du rapport, M. Xavier de Villepin, sénateur (Union centriste) représentant les Français résidant à l'étranger.

En septembre, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, avait argué de ce dépassement, dont il n'a pas révélé l'ampleur, pour suspendre momentanément la réalisation du projet de nouveau missile sol-sol stratégique, le S-4, qui devait remplacer les missiles enlouis en Haute-Provence et qui, selon ses détracteurs, ferait double emploi avec le programme SNLE-NG. Avant le débat sur le budget militaire pour 1989 au Sénat, M. de Villepin a rendu public, mardi 6 décembre, au nom de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, un état (en francs 1988) des coûts des différents armements nucléaires français et des dépenses pour des programmes spatiaux à des fins militaires.

Signifiée officiellement en 1987, la commande du *Triomphant* porte sur un sous-marin de 14 200 tonnes (au lieu de 8 900 tonnes pour la série le *Redoutable*) capable de tirer seize missiles. Dans un premier temps, après 1994, ces missiles sont du type M-45, équipé de têtes nucléaires TN-75. Ultérieurement, après 2002, le missile sera de la famille M-5, qui sera embarqué sur tous les SNLE-NG, dont chacun des six bâtiments prévus sera mis en chantier à la cadence d'un tous les deux ans et demi après le *Triomphant*.

Des têtes

furives

Par rapport à la charge actuelle du missile M-4 déjà en service sur les sous-marins opérationnels de la classe de l'*Inflexible* la tête TN-75 du missile M-45 sera plus légère et dix fois plus discrète. Ce qui permettra de rendre plus efficaces les aides à la pénétration qui accompagnent le missile pour déjouer la détection d'un adversaire. De son côté, le missile M-5 sera doté de charges « furives », il aura une portée accrue et une précision d'impact supérieure.

Le programme SNLE-NG (sans ses armements) était prévu initialement à 67 milliards de francs. Selon M. de Villepin, il est aujourd'hui estimé (aux mêmes conditions) à 79,8 milliards de francs, soit une hausse de 19 %. Dès 1989, l'incidence budgétaire de ce surcoût est de 900 millions de francs de plus que prévu lors de l'élaboration, en 1987, de la loi de programmation militaire. Entre 1989 et 1991, elle est de 3 milliards de francs environ pour tout ce qui concerne le développement et l'industrialisation du programme SNLE-NG.

Deux séries d'arguments sont avancées pour expliquer ces dépassements financiers. Primo : les évaluations préliminaires des services spécialisés auraient été insuffisantes, comme c'est souvent le cas à propos de projets dont l'exécution s'étale sur des décennies et fait appel à des technologies sophistiquées. Secundo : la réalisation d'un tel programme contraint les techniciens à accomplir des processus en matière de discrétion acoustique, de détection et de qualité des nouveaux matériaux entrant dans la construction des bâtiments.

Le M-5 moins cher

que le M-4

À ces estimations qui se rapprochent aux seuls sous-marins de cette même famille, il convient d'ajouter le coût des diverses armes nucléaires qui seront embarquées à bord.

Le rapport sénatorial indique, à cette occasion, que le programme des missiles M-5 est estimé à 53,1 milliards de francs. Une telle somme peut paraître excessive à beaucoup. En réalité, la mise au point du M-5 s'inspire de l'expérience acquise avec le missile M-4 qui l'aura précédé. Et, donc, l'investissement financier qui lui est attribué devrait être un peu inférieur à celui qui a été consacré à l'actuel M-4, soit 59 milliards de francs selon le rapport sénatorial.

M. de Villepin, qui a puisé ses informations aux meilleures sources du ministère de la défense, en pro-

voque ces évaluations, le surcoût de l'ensemble du programme (dit SNLE-NG, pour sous-marin nucléaire lance-engins de nouvelle génération) devrait être de près de 13 milliards de francs. Dès 1989, il faudra engager 900 millions de francs de plus que prévu

revenir à environ 15 milliards de francs (valeur 1988).

Dans le rapport sénatorial, il est encore précisé, pour ce qui concerne l'espace, que le premier programme Syracuse de transmissions militaires a coûté 2 173 millions de francs, quand le nouveau projet, lancé cette année, de modernisation de ces communications spatiales est évalué à 8,6 milliards de francs. Enfin, le programme Helios de satellite d'observation militaire devrait coûter 6 820 millions de francs.

JACQUES ISNARD.

Après l'acquisition d'avions américains

### Le Koweït a repris ses discussions avec la France pour l'achat de Mirage-2000

La France a renoué le fil de ses négociations avec le Koweït pour la fourniture d'une vingtaine d'avions de combat Mirage-2000, après la décision de cet émirat du golfe Arabo-Persique, en août dernier, d'acquiescer des F-18 américains.

Selon le groupe Dassault-Breguet, qui se refuse à tout autre commentaire, une délégation de industriels français concernés séjourne actuellement au Koweït. Au ministère français de la défense, on admet en privé que les deux pays sont entrés dans « une phase délicate » de la négociation. « Le jeu est difficile », ajoute-t-on de même source, en réponse à des informations faisant état d'une conclusion proche du contrat.

En septembre dernier, après la commande par le Koweït de quarante F-18 aux États-Unis, le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est rendu dans ce pays, de son côté, l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah, est venu à Paris, et il a notamment été reçu à l'Élysée, puis aux affaires étrangères et à la défense.

Depuis, les discussions ont repris entre les deux pays en matière d'armements aéronautiques. Il apparaît aujourd'hui que l'acquisition des F-18 correspond à un marché de remplacement par le Koweït de ses avions anciens, les Skyhawk A-4, d'origine américaine. Il resterait, dans ces conditions, à régler le problème des successeurs du Mirage-F1, que le Koweït a commencé d'acquiescer en 1984 à raison de trente-quatre exemplaires pour équiper sa force de défense aérienne.

Un projet industriel

avec l'Irak

Pour la délégation française, le Mirage-2000 est candidat au remplacement, à terme, des Mirage-F1, contre des concurrents britanniques (le Tornado) et soviétiques (le Mig-29).

Avant de se rendre au Koweït, les représentants français étaient passés en Irak pour des discussions sur des projets d'implantation industrielle visant à la fabrication, sur place, d'avions de combat Mirage-2000 et Alpha-Jet. Ce pays souhaite commander à la France, les Irakiens, à

### Mission réussie pour Atlantis

La navette spatiale américaine Atlantis s'est posée, mardi 6 décembre, à 23 h 36 (heure française) sur la base californienne d'Edwards. L'atterrissage a été parfait et, conformément aux prévisions de la NASA, la présence d'une légère fumée dans un des pods de la navette n'a eu aucune conséquence. En orbite depuis quatre jours, la navette était occupée par cinq astronautes.

Sa mission principale était la mise en orbite d'un très gros satellite militaire Lacrosse de surveillance par radar du territoire soviétique. Ce satellite, dont la valeur est estimée à 500 millions de dollars, était considéré par le Pentagone comme vital pour la sécurité des États-Unis. Deux membres de l'équipage étaient prêts à sortir dans le vide et à intervenir manuellement si des difficultés apparaissaient lors de sa mise en orbite, voire à remplacer le satellite dans la soute de la navette pour le ramener sur terre.

Des sources officielles ont fait savoir que le satellite fonctionnait normalement. Huit missions de navettes sont prévues en 1989, la prochaine devant être, le 18 février, la mise en orbite par Discovery d'un satellite relais de télécommunications qui complètera le système TDRS.

Dans « le Monde de l'éducation » de décembre

### Le drame des enfants fous Grandes écoles : les revers de la médaille

« Il est anormal. » Le diagnostic tombe comme un couperet. C'est alors le choc, puis la honte, le chagrin, ou tout cela à la fois. Le drame des enfants fous est indissociable de celui de leurs familles. Pour quelques-uns qui, désespérés, finissent par abandonner leur fils ou leur fille aux institutions spécialisées, combien de parents se battent jour après jour, avec en tête cette lancinante question : que deviendra mon enfant après notre disparition ? Dans son numéro de décembre, le *Monde de l'éducation* a recueilli leurs témoignages et raconte comment ils ont su recommencer à vivre, une fois l'effondrement surmonté.

Dès la fin de leurs études, les élèves des — très — grandes écoles doivent choisir entre « le courage, le pragmatisme et le planisme », comme dit l'un d'eux. Ce sont les nouveaux aristocrates ; ils se sont connus sur les bancs des classes préparatoires, puis à l'école. Mais ils ont beau se servir les coudes, ils ne sont plus à l'abri des critiques. Le *Monde de*

l'éducation met leur scolarité sur la sellette.

« Les élèves travaillent trop. » Ce cri d'alarme du *Monde de l'éducation* est justifié : ni les lycéens ni les collégiens n'ont encore obtenu le droit aux trente-neuf heures ; ils suivent en moyenne six à sept heures de cours par jour et travaillent deux à trois heures tous les soirs, sans compter le temps de transport ni les distractions le dimanche. Cela n'empêche pas les enseignants de réclamer toujours davantage pour leur discipline. Qui aura le courage de s'attaquer aux cadences infernales ?

Aussi, au sommaire de décembre, trois dossiers : les universités vont enfin avoir leur mot à dire grâce aux contrats qu'elles vont passer avec l'État ; les atouts de la région Languedoc-Roussillon ; le bilan des concours de recrutement d'enseignants. Ainsi que, pour les fêtes, la sélection de livres, de disques, de jouets et de films du *Monde de l'éducation*.



# Société

Le Monde • Jeudi 8 décembre 1988 13

## La quiétude des riverains du surgénérateur de Creys-Malville Superphénix, le monstre apprivoisé

Le redémarrage du surgénérateur Superphénix, situé à Creys-Malville (Isère) et arrêté depuis juin 1987 à la suite de la découverte d'une fuite de sodium, pourrait être décidé dans les prochains jours si le service central de sécurité des installations nucléaires donne un avis favorable. Plusieurs associations genevoises, opposées à Superphénix, ont obtenu le 30 novembre du tribunal administratif de Grenoble la désignation d'un expert chargé de déterminer si les travaux effectués dans la centrale depuis son arrêt la rendent conforme aux conditions de sécurité posées il y a un an par le ministère de l'Industrie. Ce recours n'a pas d'effet suspensif. Si l'autorisation de redémarrage est donnée, le réacteur devrait fonctionner pendant un mois à très faible puissance (3 % de la valeur nominale), puis être couplé au réseau en janvier.

CREYS-MALVILLE (Isère)  
de notre envoyé spécial

De la baie vitrée du salon, on dispose d'une vue imprenable sur le "monstre". De l'autre côté du Rhône, à peine dissimulé par un rideau de peupliers, se dresse l'énorme dôme de béton, flanqué de contreforts orange. Superphénix, la « cathédrale du plutonium », est là, à moins de 300 mètres.

Dans son petit pavillon neuf, construit après la centrale nucléaire, notre homme, cuisinier à Ambérieu, garde son bébé de huit mois pendant que sa femme travaille à l'usine de meubles de Briord (Ain), à quelques kilomètres. « On l'entend ronfler la nuit, dit-il en montrant du doigt la centrale. De 6 heures du soir à 3 heures du matin, chaque nuit. Elle n'est pas complètement arrêtée. On entend aussi les haut-parleurs quand ils appellent du monde. » A-t-il peur pour sa famille ? « Non, mais on se demande comment un truc si cher, si perfectionné, a pu casser au bout d'un an. De ce point de vue, ce n'est pas rassurant. Mais nous n'avons pas à nous plaindre. Les légumes poussent bien. »

Cet habitant de Fléviac (Ain), le bourg le plus proche de la centrale de Creys-Malville (Isère), donne bien le ton de la population riveraine du site nucléaire. On n'a pas peur, mais on se demande ce qu'il y a. Deux chasseurs de sanglier, rencontrés à l'effât dans les premiers contreforts du Bugey, ne cachent pas leur amertume : « Avant la centrale, on chassait les sangliers en bas, à Briord, où ils traversaient le Rhône à la nage. Maintenant, avec toutes ces lumières, ils ne viennent plus. » Mais ces deux hommes, cultivateurs à Marchamp, ont d'autres griefs contre Superphénix. « On n'a pas besoin de tous ces Italiens et de tous ces Boches, marbrent-ils. Tout le monde sait que l'acier italien n'est pas bon. Leur pont rouillé de 200 tonnes a cassé l'année dernière. On aurait mieux fait de demander à des entreprises du coin. »

Comment faire la part de la xénophobie, de la méfiance envers l'inconnu et des reproches très concrets qui sont colportés ici et là ? « Les tuyauteries ont été montées par des Arabes sans qualification, dit l'un, qui tient le renseignement d'un ami qui a travaillé sur le chantier. C'est incroyable ce qu'on a pu bricoler là-dedans », dit un autre, puisant son information à la même source.

Le garage de Rix, un hameau juste en face de Creys, croit volontiers à ces maléfices de départ. Mais ce qui l'ennuie le plus, c'est le manque d'information. « En 1977, j'étais pour la centrale. On n'arrête pas le progrès avec des types à poil qui brillent des slogans avec les cheveux sur les fesses ! Je ne suis certainement pas « écolo ». Mais c'est maintenant qu'ils nous distribuent des dépliantes pour nous dire de nous calfeutrer en cas d'alerte. Si j'avais su ça du départ, moi aussi j'aurais manifesté contre la centrale ! »

Dans le premier cercle de Creys-Malville, il faut bien chercher pour trouver des opposants résolus. Et encore davantage pour découvrir des gens qui ont peur. Yves-François, trente-deux ans, cultivateur à Annecy (Isère), dont les 46 hectares entourent la centrale, s'est toujours battu contre le surgénérateur. Mais il vit heureux à son ombre, avec sa femme — une Japonaise rencontrée grâce à la centrale ! — et ses trois enfants (six ans, trois ans et huit mois). Il songe davantage à se lancer dans l'agriculture biologique qu'à fuir ce que les Genevois appellent « une bombe en puissance ».

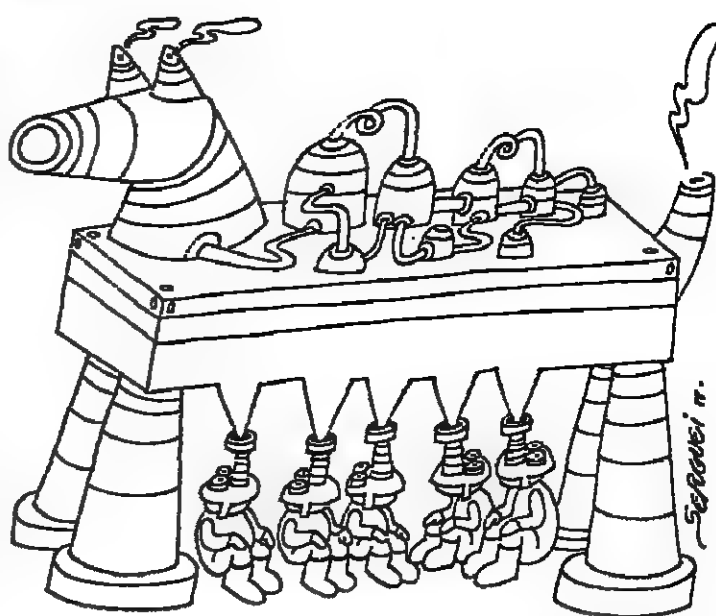
Le paradoxe se vérifie partout : « Ceux qui ont peur, ce sont les Lyonnais ou les Grenoblois, ou encore les Suisses ou les Parisiens. Mais pas nous. » A Saint-Benoît, le couple d'instituteurs, installé depuis trente ans dans l'Ain, ne craint pas le nucléaire : « Tchernobyl et le coup du bœuf, ça l'affiche tout de même mal, reconnaît le mari. Mais pas un parent, ici, ne s'inquiète. » Surpris le saccateur à la main, en

train de tailler ses vignes à flanc de coteau, le viticulteur de Montagnieu ne tremble pas. « Bien sûr, on aurait préféré qu'elle soit plus loin. Mais maintenant, elle est là. Ça n'empêche pas le vin de se vendre ! » Deux contrôleurs laitières rencontrés à Lompnas (Ain) le confirment : aucun éleveur du département ne s'inquiète de Superphénix. « Mais ils redoutent tous l'installation d'un dépôt de déchets nucléaires en Bresse, y compris les élus. »

Plus cher à l'arrêt

Les élus ! Ceux-là n'ont peur que d'une chose : que la centrale ne redémarre pas. Que ce soit Charles Milon à Belley (Ain) ou Alain Moyne-Bressand à Crémieu (Isère), les députés, maires, conseillers généraux, croisent les doigts pour que le feu vert soit donné, et le plus vite possible. « La centrale coûte de toute façon plus cher à l'arrêt qu'en marche », observe le maire de Crémieu. Son collègue de Creys-Malville, la commune d'accueil de Superphénix, fait toute confiance aux « gens qualifiés » pour garantir la sécurité du redémarrage. « Et je ne dis pas ça par intérêt », précise Jean-François Bonnard. Qu'elle démarre ou pas, ma commune touche la même chose : 600 000 F par an ! Julie cagnoite pour une bourgade de 520 habitants !

Le premier magistrat de Morestel (3 400 habitants), la « capitale » du surgénérateur, est encore plus catégorique. « Une technique de pointe est toujours coûteuse, explique Théodore Durand, maire depuis vingt-quatre ans. Il faut aller de l'avant. La centrale, chargée pour trois ans, a été arrêtée sans problème. C'est dire que la sécurité a bien fonctionné. » Cet enthousiasme de technicien ne doit cependant pas



faire oublier que Morestel, qui a touché la plus grosse part des prêts « grand chantier », doit rembourser au moins 1 million de francs par an à la Caisse nationale de l'énergie. Or ce million n'est pas venu cette année car la centrale n'a pas produit. « 1 million de francs, ce sont deux entreprises à trouver », répond le maire, qui se flatte d'avoir déjà rempli sa zone industrielle de 40 hectares. Si par malheur on arrêtait Superphénix, on survivrait. »

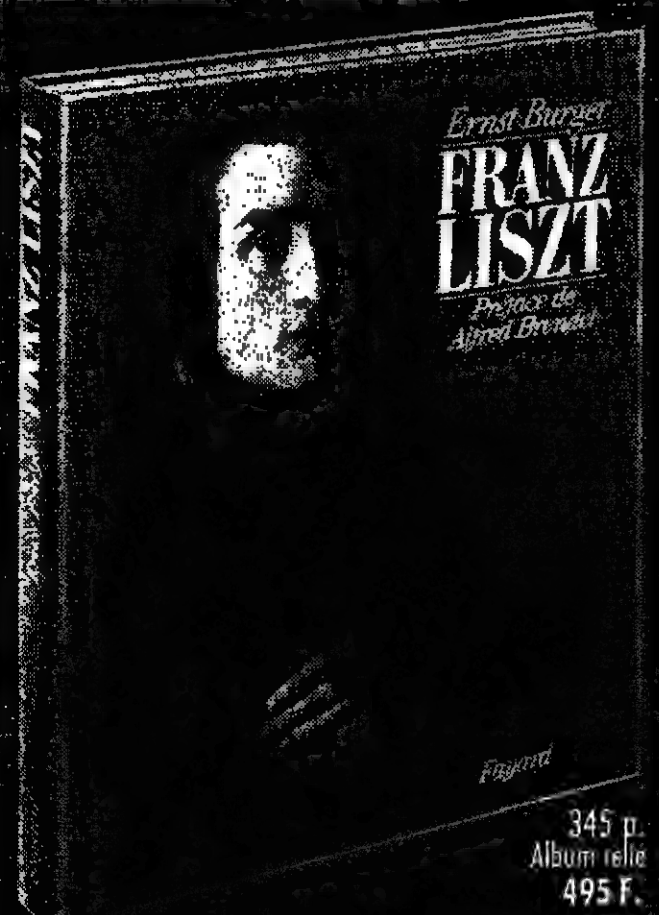
Les élus parlent volontiers gros sous, mais ils se montrent beaucoup plus discrets sur le plan de la sécurité. A la mairie de Crémieu, par exemple, on s'est bien gardé de lire l'épais (135 pages) « Plan particulier d'intervention », prévu pour un accident à la centrale du Bugey, mais pas à Malville. La secrétaire a seulement marqué la page des « missions qui incombent au maire » et

noté que la population, en cas d'accident, devrait être évacuée vers la salle des fêtes de... Morestel, près du surgénérateur. A Morestel, précisément, qui héberge un centre pour personnes âgées de 240 lits, la directrice n'a jamais reçu la moindre instruction pour une éventuelle évacuation. « Il arriverait quelque chose, je ne sais rien », dit-elle.

Des « pavés » chez les maires, des bandes dessinées dans les écoles, des dépliantes chez les riverains d'information, mais rien au-delà du périmètre désigné, et jamais le moindre exercice d'alerte. Que Superphénix, après un redémarrage, connaisse un accident grave, et ce serait une belle pagaille. Même s'il ne s'agit — il faut l'espérer — que d'une fausse alerte.

ROGER CANS.

## LA MUSIQUE CHEZ FAYARD



650 illustrations explorant la vie de Liszt, une chronologie détaillée de tout ce qu'il a fait et écrit, c'est la fantastique "exposition", le monument que nous offre Ernst Burger.

Jacques Lonchamps, Le Monde

Je ne connais pas sur Liszt d'ouvrage plus complet, plus rigoureux, plus séduisant... Un "must".

Isabelle Garnier, Figaro Magazine

## La ferme des « Gaulois »

La ferme des François mérite le détour. Placée juste à côté du surgénérateur, elle abrite plusieurs générations de « Gaulois » défilant à toute-puissance nucléaire. Le père, Maurice, cinquante-neuf ans, est un adversaire résolu de la centrale. Il a sorti dans sa ferme tous les « éclos » et « conservateurs » des années 70, ce qui lui vaut encore des visites de la gendarmerie lorsque la cour déborde de voitures. Mais, depuis 1980, il est devenu un rival d'EDF. Grâce au lien d'une porcherie voisine, il fabrique lui-même son énergie — le biogaz — et produit donc eau chaude, chaleur et électricité, dont il revend une partie à EDF. « Pas besoin de jachère ni de gel de terres, clame Maurice François, on peut consacrer 10 % d'une exploitation à produire une

plante énergétique, par exemple le colza dont l'huile fait un excellent carburant. »

Le fils, Yves, va reprendre l'an prochain l'ensemble de l'exploitation (92 hectares), et il envisage de se lancer progressivement dans l'agriculture biologique — à l'ombre du surgénérateur ! En attendant cette expérience, qui n'est pas regardée d'un très bon œil par le père, la ferme des François pratique déjà l'écologie à son échelle. En épandant le lisier des 6 000 porcs voisins et en en transformant une partie en biogaz, elle évite à la porcherie de rejeter les effluents au Rhône ou de construire une coûteuse station d'épuration.

R. C.

## LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949. Rééditée en 1987 à l'occasion du cent-cinquantième d'Hermès, et gravée, si vous le désirez, à vos initiales.

HERMÈS  
PARFUMS

## Radioactivité

### Tchernobyl n'aura plus jamais d'habitants

Les cent trente-cinq mille personnes qui habitaient dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale de Tchernobyl ne reviendront jamais chez elles. C'est ce qu'a déclaré au Japon le vice-directeur de l'Académie soviétique des sciences, M. Evgueni Velikov. L'académicien a aussi admis qu'un accident sérieux s'était produit en 1957 dans une installation militaire de l'Oural. C'est la première confirmation officielle de cet accident, qui avait été révélé, en 1976, par le biologiste Jaures Medvedev après son passage en Occident. L'accident de l'Oural, explosion dans un réacteur de produits radioactifs, aurait causé une centaine de décès.

## Pollution

### Etat de la Seine : M. Lalonde contre M. Chirac

« Chiche que Jacques Chirac se baigne dans la Seine en 1992 ! Je viendrai avec des serviettes et des antibiotiques. » C'est ainsi que M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a commenté l'opération du maire de Paris lâchant 5 000 brochets dans le fleuve et ses affirmations sur la pureté des eaux.

Selon M. Lalonde, le taux d'épuration de la Seine n'est que de 50 % et non de 70 %, les bassins d'épuration sont loin de traiter la pollution bactérienne (ce qui rend l'eau dangereuse pour les baigneurs) et les brochets ne peuvent se reproduire dans l'état actuel de la Seine.

Quand tout le monde parle de perestroïka...  
...Tours écoute le cœur de l'armée rouge.



26 novembre 88 : lancement de SOYOUZ 7. A bord, un échographe conçu et réalisé à Tours analyse le fonctionnement du cœur des cosmonautes russes et français. La NASA utilise le même.

A Tours la matière grise prend des couleurs.

TOURS

مكتبة من الأصل



## Société

## JUSTICE

Après le décès d'un élève sous-officier

## La Cour européenne de Strasbourg va se prononcer sur une requête visant un médecin militaire

Depuis trois ans, un homme se bat pour connaître toute la vérité sur la mort de son fils, survenue alors qu'il était élève sous-officier à l'école de Saint-Maixent (Deux-Sèvres).

Aujourd'hui, la commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg a accueilli favorablement sa requête, alors que la plainte qu'il avait déposée afin d'apprendre les circonstances du décès avait été rejetée en application du code de procédure pénale.

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

L'article 698-2 du code de procédure pénale est formel : aucun civil ne peut « mettre en mouvement l'action publique » dans l'intention de poursuivre l'armée devant les tribunaux. M. Georges Merle, un Clermontois dont le fils Denis est décédé en 1986 à l'âge de vingt-deux ans, alors qu'il était élève sous-officier à l'école de Saint-Maixent, l'a appris à ses dépens.

La plainte qu'il avait déposée le 22 avril 1986 avait été jugée irrecevable en application de cet article. Mais M. Merle n'a pas renoncé. Après avoir épuisé toutes les voies de recours, il déposait, le 29 janvier

1987, une requête auprès du secrétaire général du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Son avocat, M. Guy Paris, du barreau de Paris, y faisait valoir que les articles 698-1 et 2 du code de procédure pénale (1) étaient en contradiction avec l'article 13 de la Convention européenne, que la France a ratifiée le 2 octobre 1981 et qui prévoit que « toute personne a droit à l'accès à un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ».

Le 7 octobre dernier, la commission européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe a fait savoir que cette requête était prise en considération et que l'un de ses membres établirait un rapport destiné à être transmis à la Cour européenne, pour qu'elle puisse statuer.

Pour M. Merle, c'est une première victoire. Ce père de famille âgé de cinquante ans, employé civil à l'Atelier industriel aéronautique de Clermont-Ferrand, n'est animé d'aucun esprit de vengeance. « D'autres jeunes ne doivent pas connaître le sort de mon fils... », dit-il simplement en expliquant sa détermination.

Une détermination qui lui a permis de reconstruire une succe-

sion de faits, sur lesquels il s'interroge. Le 6 janvier 1986, pour traiter une simple déchirure musculaire que son fils Denis s'était faite au mollet, un médecin militaire de l'école avait procédé à des injections de xylocaïne et de coltramyli. Renvoyé dans sa chambre, le jeune homme perdait connaissance. Ramené à l'infirmerie, il ne recut que des soins mineurs. Ce n'est que bien plus tard que l'équipe du SAMU de Niort fut prévenue. A son arrivée, il était trop tard.

Aujourd'hui, M. Merle attend beaucoup de la commission européenne des droits de l'homme. « Je ne me bats pas contre l'armée... Je veux simplement savoir s'il y a eu une faute médicale, et je suis heureux d'apprendre que la vérité pourra être enfin connue. » A condition que la Cour européenne de Strasbourg lui accorde gain de cause.

JEAN-PIERRE ROUGER.

(1) L'article 698-2 prévoit : « L'action civile en réparation du dommage causé [...] appartient à ceux qui ont personnellement souffert du dommage (...). La partie lésée ne peut toutefois mettre en mouvement l'action publique... ». L'article 698-1 prévoit notamment que « l'action publique est mise en mouvement par le procureur de la République ».

Au tribunal de Marseille

## Plusieurs peines de vingt ans de prison requises au procès de la « pizza connection »

Au terme d'un réquisitoire qui a duré près de huit heures, M. Robert Gelli, substitut du procureur de la République au tribunal de Marseille, a requis des peines de vingt ans de prison, soit le maximum prévu par le code pénal, contre trois des inculpés impliqués dans l'affaire de trafic de drogue dite la « pizza connection » (le Monde du 23 novembre et daté 27-28 novembre). Pour le représentant du ministère public, qui a demandé cette peine, Mario Piazza, Rodolfo Di Pisa et André Manoukian, sont les personnages principaux d'une filière dont Marseille est resté un axe essentiel dans le trafic d'héroïne entre les Etats-Unis et l'Europe.

Contre les autres prévenus, M. Gelli a requis des condamnations allant de quatorze ans de prison à quatre ans de la même peine, distinguant ainsi entre les passeurs occasionnels, ceux qui faisaient partie du réseau et ceux qui avaient la charge de les recruter, tel Joseph Anselmi et Iraj Sadighi.

Commencé devant la 7<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Marseille le 21 novembre, le procès avait été marqué par le suicide de l'un des magistrats qui composaient le tribunal, M. Robert Liberoiti, victime d'une dépression. Les principaux inculpés plaident non coupables et leurs défenseurs vont être ainsi conduits à demander leur acquittement au cours de plaidoiries qui doivent se prolonger jusqu'au 9 décembre.

Jugés pour l'assassinat de cinq clochards

## Deux marginaux sont condamnés à la réclusion perpétuelle par les assises du Var

La cour d'assises du Var a condamné, mardi 6 décembre, à la réclusion criminelle à perpétuité Claude Lecocq et Jean-Claude Boissier, jugés pour l'assassinat de cinq clochards tués à Toulon au mois de décembre 1984 d'une ou plusieurs balles dans la tête par ces deux marginaux qui avaient lancé une « expédition punitive ». Les jurés ont assorti cette condamnation d'une peine de sûreté de dix-huit ans de réclusion, allant ainsi au-delà des réquisitions de l'avocat général, M. Pierre Coriès, qui, dans le cas de Boissier, accusé d'un assassinat et de trois tentatives d'assassinat, n'avait demandé à son encontre qu'une peine de vingt ans.

Au mois de décembre 1984, les deux accusés, tous deux vagabonds, s'étaient associés pour éliminer une « expédition punitive » contre quatre autres marginaux qui, selon eux, tentaient de racketter une de leurs amies, Odette Rebello, vivant de mendicité dans le quartier de la gare de Toulon. Armés chacun d'une carabine, les deux hommes se rendaient dans une villa abandonnée où s'abritaient les quatre hommes, Maxime Martin, Georges Maurillon, Marcel Chasseloup et Thierry Dubem, et les tuaient d'une ou plusieurs balles dans la tête. Par la suite, Claude Lecocq donnait rendez-vous à Odette Rebello dans un square et après lui avoir annoncé

qu'elle était vengée, la tuait par crainte qu'elle ne parle.

Avant cette affaire, Claude Lecocq, considéré comme un « psychopathe alcoolique », avait été condamné onze fois, notamment pour des actes de violence, et interné à six reprises dans des établissements spécialisés pour troubles mentaux. Son complice, Jean-Claude Boissier, déclaré « surdité » par les experts devant les assises, avait eu une vie parfaitement équilibrée et avait créé sa propre entreprise avant de sombrer dans la petite délinquance et la marginalité en raison de débiles conjuguées.

Agitation à l'éducation surveillée. — Le syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), organisme affilié à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), a appelé ses adhérents à un mouvement de grève, les mercredi 7 et jeudi 8 décembre, dans la région parisienne. Le SNPES a décidé ce mouvement pour protester contre « l'asphyxie de l'éducation surveillée », selon les termes d'un communiqué diffusé le 6 décembre.

Le syndicat estime que les négociations entreprises avec le directeur de l'éducation surveillée à la chancellerie, en vue d'améliorations de salaires, d'une amélioration des conditions de travail et la création d'emplois, se trouvent actuellement rompues.

## POINT DE VUE

La réforme de la détention provisoire

## Jean Valjean sous contrôle judiciaire ?

par Jean-Luc Sauron  
Juge d'instruction à Pontlevy,  
secrétaire général de l'Union  
syndicale des magistrats

Le mythe hugolien pèse d'une manière importante sur le nouveau projet de loi du garde des sceaux concernant la détention provisoire. L'idée est double. D'une part, le délinquant a une telle personnalité que, si une enquête la définit mieux, elle éviterait l'incarcération. D'autre part, la prise en compte des potentialités qu'a cet individu de devenir un nouveau M. Madeleine expose la minorité du rôle du casier judiciaire. Jouant le rôle ingrat d'un Javert judiciaire, il me semble nécessaire de rappeler quelques vérités.

Le projet du garde des sceaux repose sur le diagnostic erroné que les juges d'instruction ne tiennent pas compte d'éléments de personnalité pourtant existants. L'enquête obligatoire est censée leur ouvrir les yeux et des « bon sang ! mais c'est bien sûr ! » résonneront alors dans les cabinets d'instruction, précédant de peu la mise en liberté de celui que le juge pensait, à tort, incarcérer.

Hormis quelques notaires, académiciens et autres ministres, la population cible de la justice pénale est proche de ce que l'on appelle le « quart-monde ». 75 % des détenus provisoires n'ont pas d'emploi, 40 % n'ont pas de famille, 36 % n'ont pas de domicile.

## L'exemple anglais

L'enquête de personnalité prévue par le projet de loi ne créera pas les garanties de représentation lorsqu'elles n'existent pas. Mais il y a plus grave. Il laisse entendre que l'incarcération est la solution de facilité. C'est faux. Il est anormal de laisser dehors, avec pour tout visage une poignée de main et de bonnes paroles, des gens déjà désocialisés. Il faut s'atteler à un véritable traitement social de la délinquance. L'opinion publique doit être consciente que des moyens financiers et humains importants doivent être débloqués pour résoudre ce problème. Sait-on qu'il n'y a pas longtemps, chaque contrôleur judiciaire avait en charge quatre-vingt-quatre probationnaires. Enlevés les samedis, dimanches, vacances et fêtes et demandez-vous combien de temps est consacré à chacun ?

Ne devrions-nous pas nous inspirer de l'exemple anglais des « Center Training Day ». Ces centres prennent en charge les sortants de prison dans trois domaines. Ils leur apportent un début de formation professionnelle. Ils les aident à comprendre les complexités de la vie administrative courante. Notre « clientèle » est, en effet, proche de ce personnage du film *Le Père Noël est une ordure* qui recopiait dans les cases d'une feuille de sécurité sociale le modèle placé sous la ligne « Zézette, épouse X ». Enfin, les Anglais ont pris conscience des problèmes psychologiques de certains délinquants. Il ne s'agit pas de déresponsabiliser ou de faire pleurer Margot, mais de souligner que délinquance rime souvent avec cumul de handicaps.

## A Cannes

## Une vieille dame riche héritière dépourvue par deux escrocs

Un couple d'escrocs qui avait dépossédé une vieille dame cannoise, riche héritière de la société Lesieur, M<sup>me</sup> Violette Hillaert, soixante-seize ans, a été inculpé et écroué à la maison d'arrêt de Nice.

Anne Saumbuis, vingt-six ans, dame de compagnie de M<sup>me</sup> Hillaert, avait réussi, avec son ami, Philippe Musso, trente ans, à s'emparer d'une procuration délivrée à son gestionnaire, M. Portendy. Après la mort de ce dernier, les escrocs se sont présentés à la banque pour vider le coffre de la vieille dame en s'emparant notamment de titres et valeurs d'un montant de 12 millions de francs. Les escrocs avaient aussi démantelé l'appartement parisien de M<sup>me</sup> Hillaert emportant toutes les pièces et meubles de valeur pour les stocker chez une parente d'Anne Saumbuis.

Après l'interpellation d'Anne Saumbuis, les policiers ont retrouvé la totalité du mobilier. Au domicile du couple, dans le quartier de la Bocca, à la périphérie de Cannes, les enquêteurs n'ont, en revanche, récupéré qu'une poignée de titres, d'un montant de 11 200 000 F. Le couple a affirmé avoir déjà écoulé 500 000 F de titres manquant et avoir tout perdu au jeu.

Présentée au parquet de Grasse (Alpes-Maritimes), la jeune femme a été inculpée par M. Jean-Paul Renard, juge d'instruction à Grasse, d'abus de confiance et son ami de complicité.

M<sup>me</sup> Hillaert doit être entendue dans les prochains jours. Elle se contente de répondre à ceux qui l'interrogent : « Je n'ai pas très envie de parler de cela. » La vieille dame n'a toujours pas déposé de plainte. Par peur, ou par dégoût ?

## FAITS DIVERS

Volées à Arles, retrouvées en Italie

## Les tribulations de trois tapisseries des Flandres

« Rencontrer l'art comme on rencontre une femme. Pour moi, un musée, c'est le cœur de la vie. » Jean-Maurice Rouquette, Arlésien et conservateur du Musée Réattu depuis trente-deux ans, évoque ainsi ce rêve, dont la première pierre devait être posée jeudi 8 décembre. Cet institut de recherche sur la Provence antique devrait ouvrir ses portes dans trois ans. Avec ses 6 000 mètres carrés, ce musée archéologique sera l'un des plus importants d'Europe.

## ARLES

de notre envoyé spécial

A l'heure où s'édifie le marché unique européen, les différences persistantes entre les législations sur le marché de l'art font le bonheur des trafiquants : le vol initial est blanchi en toute légalité.

Dans la nuit du 26 au 27 avril 1982, la concierge du Musée Réattu avait abandonné sa loge pour visiter un lointain parent. Les plombiers de la mairie, occupés depuis quelques jours à réparer les gouttières du musée, avaient omis de démonter leur échafaudage, contrairement à leurs obligations. Le conservateur lui-même était absent.

Vers 4 heures du matin, des cambrioleurs entrèrent dans le musée après avoir escaladé l'échafaudage. Délaissant les tableaux protégés par une alarme-radar, ils s'emparèrent des *Merveilles du Monde*. Ces cinq pièces constituent la plus complète

Sans attendre, Arles attire de ses feux des millions de visiteurs et même des « monte-en-l'air » qui n'ont pas hésité à cambrioler Réattu. Le temps d'y voler, en 1982, cinq tapisseries des Flandres. Depuis, Jean-Maurice Rouquette et la municipalité d'Arles se battent pour les récupérer, car trois d'entre elles — le *Colosse de Rhodes*, le *Colosse* et le *Temple de Diane* — trônent chez un banquier italien fort de son droit.

un antiquaire de Milan, M. Rinaldi.

Entendu à son tour, cet antiquaire ne se souvient pas précisément de qui lui vendit les trois *Merveilles*. La piste policière s'interrompt.

Le conservateur du Musée Réattu et la municipalité d'Arles persistent dans l'espérance. Ils veulent récupérer leur patrimoine « sans verser de rançon ».

La Centrobanca insiste : elle a bel et bien acheté les tapisseries « mais à quel prix ? », demandant les Arlésiens qui répondent : environ le dixième de leur valeur. Dans ces conditions, l'acquéreur peut-il arguer de sa bonne foi, de son ignorance du vol ? C'est précisément sur cet argument de bonne foi — la preuve à établir — que les législateurs européens tentent d'harmoniser les réglementations. Non sans difficultés, car les droits de propriété, selon les pays, très différents, ainsi que le montre les études du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO (1).

En attendant, la ville d'Arles et la banque italienne continuent leurs discussions pour une « honorable restitution ». Les uns préchent le respect du patrimoine. Les autres ont le souci de conserver une bonne image d'eux-mêmes. Tout cela se passe sur un arrière-fond diplomatique, car on négocie diverses autres restitutions entre la France et l'Italie.

Les *Merveilles du Monde* ont même fait parler d'elles lors du récent sommet franco-italien réuni en Arles, alors que le conservateur faisait visiter aux deux présidents la salle du Musée Réattu où les tapisseries étaient exposées.

Par deux fois, la négociation entre Arles et la banque florentine a été sur le point d'aboutir. Mais rien n'est encore sûr. En septembre dernier, le conseil municipal a confié la défense des intérêts de la ville à un avocat parisien, M. Serge Tchekhoff, pour continuer à suivre l'affaire « par la voie civile ». Le feuillet ouvert en 1982 est loin d'être terminé. Et puis les deux autres *Merveilles* dérobées restent, elles, introuvables.

DANIELLE ROUARD.

(1) Voir notre enquête « Pillage et grand banditisme » (le Monde du 11 août).

## EDITION

Leader européen de la bande dessinée

## Dargaud est racheté par le groupe Ampère

Le groupe Ampère, filiale française de la société holding belge Média-Participations, a acheté mardi 6 décembre les éditions Dargaud. Il prend aussi le contrôle des huit filiales de Dargaud à l'étranger, de Dargaud Presse, Dargaud Films et Dargaud Musique, ainsi que de Dourdan Diffusion Distribution, une société créée à égalité par Média-Participations et Dargaud en janvier 1988. Dargaud réalise un chiffre d'affaires d'environ 350 millions de francs en 1988 mais rencontrait depuis deux ans des difficultés financières qui ont amené Ampère à racheter 36 % de son capital l'an dernier.

Le rachat de la maison d'édition fondée par M. Georges Dargaud, il y a quarante ans, par le groupe Ampère, donne un poids accru à ce dernier dans le domaine de l'édition, et particulièrement dans celui de la bande dessinée. Avec un catalogue

de mille cinq cents titres et une « écurie » de soixante-dix auteurs, Dargaud a vendu quelque douze millions d'albums en 1987. Il détient 50 % du marché français et 40 % du marché européen de la bande dessinée. Son activité presse se fonde essentiellement sur son hebdomadaire *Rustica* (deux cent quatre vingt mille exemplaires vendus, dont 80 % par abonnement), de *Pilote-Charlie* et de *Spor-BD*.

Le groupe Ampère est né en 1985 de la volonté de M. Rémy Montagne. Cet avocat, militant catholique et européen convaincu, fut secrétaire d'Etat à l'action sociale dans le gouvernement de M. Raymond Barre en 1980-1981. Il rachète en 1985 la branche livres des éditions Fleurus. La branche presse, en revanche, échoua à la SPER, la société constituée par Bayard-Presses et les publications Malesherbes (*la Vie*).

Faute de société de distribution, les éditions Fleurus ne sont guère viables. En octobre 1986, le groupe Ampère s'allie avec une maison d'édition belge, Gédéon-Éditions, qui

féderait différents éditeurs spécialisés dans les livres religieux de jeunesse et d'éducation. A cette époque, Ampère se dote à Bruxelles d'une société holding, Média-Participations, au capital de 385 millions de francs belges. Média-Participations est présidée depuis octobre par M. Jean-Paul Pigasse, ancien du groupe Expand, qui fut directeur des rédactions de *L'Express*, lorsque M. James Goldsmith en était le propriétaire.

Depuis, Média-Participations et Ampère ont racheté la maison d'édition belge de bandes dessinées Lombard, pris une participation mineure dans le capital de TF1, lancé la revue *Trente jours*. Pour M. Rémy Montagne, « les médias n'accroissent qu'un intérêt limité et superficiel à ce qui concerne Dieu, la famille, les valeurs chrétiennes ». Le groupe Ampère, « commando de médias participations en France », s'est donné pour objectif de donner à la jeunesse les publications et les livres qui leur fournissent une « présence chrétienne ».

YVES-MARIE LABÉ.



# Le Monde CAMPUS

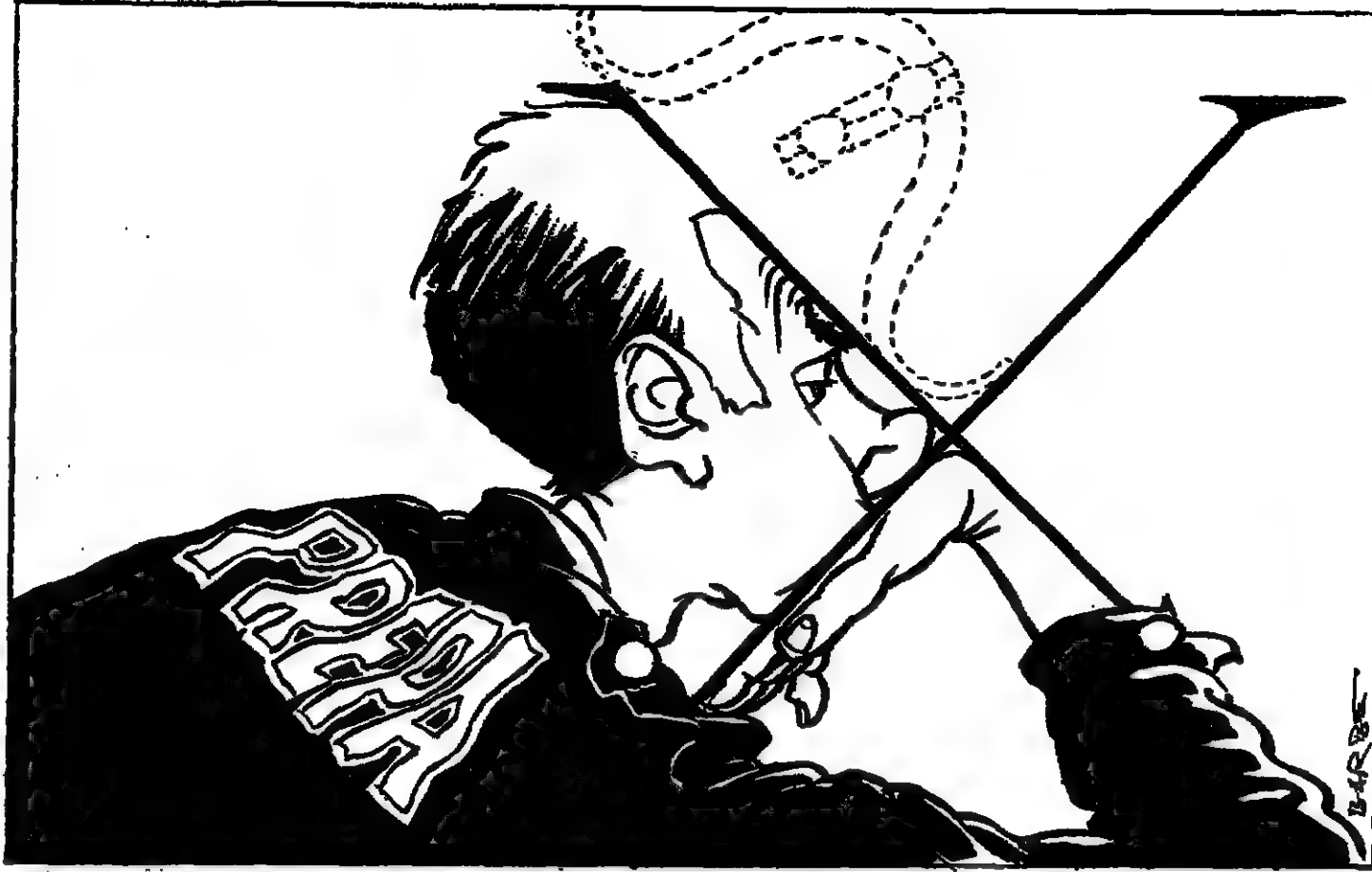
## Bousculades dans les prépas

**Longtemps considérées comme un espace protégé pour l'élite, les classes préparatoires scientifiques connaissent, à leur tour, une forte croissance. Une évolution qui remet en cause leur organisation et leur mission.**

LES classes préparatoires aux grandes écoles apparaissent depuis longtemps comme le secteur le plus verrouillé, le mieux protégé de l'enseignement supérieur français de premier cycle. Recrutement draconien, cocoon spatialisé des lycées, malthusianisme des grandes écoles, autant de mécanismes qui ont permis aux « prépas » d'échapper à l'explosion des effectifs étudiants des quinze dernières années : alors que les flux globaux de premier cycle (universités, IUT, STS, classes préparatoires) ont plus que doublé entre 1970 et 1986, passant de 310 000 à 630 000, les effectifs de prépas ont augmenté d'à peine 50 %.

Ce constat général est d'autant plus vrai dans les classes préparatoires scientifiques. Celles-ci recrutent, pour l'essentiel, dans le vivier des bacheliers C et E, qui ne s'est pratiquement pas étoffé, puisque l'on comptait 35 500 bacheliers de ces deux sections en 1975 et 40 000 douze ans plus tard, en 1986. Devant une telle évolution, il aurait été surprenant que les maths sup et les maths spé modifient leur rythme de croissance.

Les choses seraient-elles en train de changer ? En trois ans, à l'occasion des rentrées 1986, 1987 et 1988, le ministère de l'Éducation n'a pas créé moins de



55 classes de maths sup et maths spé classiques, soit autant que pendant les quinze années précédentes. Si l'on y ajoute les prépas techniques, 58 classes nouvelles ont été ouvertes. Le dégel est spectaculaire et a toutes chances de se poursuivre. En effet l'avenir des classes préparatoires se joue essentiellement avant le baccalauréat.

Et c'est à ce niveau-là que la politique volontariste, engagée par le ministère pour développer les sections scientifiques des lycées et du baccalauréat, commence à porter ses fruits. Depuis deux ans, le flux de bacheliers C, D et E est en nette augmentation : 86 000 en 1986, 89 000 en 1987 et plus de 97 000 en 1988. Or les

évolutions actuelles au niveau des classes de première et de terminale permettent de prévoir que le mouvement va se poursuivre : pour la seconde année consécutive, les effectifs de première S sont en forte augmentation (+ 16 % à la rentrée 1988) ; il en est de même pour ceux de terminales C (+ 16 %) et E (+ 10 %), tandis que les terminales D suivent une évolution plus lente (+ 7 %).

Au total, entre 1987 et 1990, on prévoit au ministère une augmentation de 18 000 bacheliers C, 2 200 bacheliers E et 10 000 bacheliers D, soit une progression globale de plus de quatre ans et de 50 % pour les seuls bacs C, la filière privilégiée d'accès aux classes préparatoires. Pour M. Jean-Louis Overy, inspecteur général, qui suit le dossier des prépas à la direction des lycées, « il va être nécessaire d'organiser l'accueil de 8 000 à 9 000 bacheliers scientifiques supplémentaires en 1989 et de 13 000 à 14 000 en 1990, essentiellement dans les classes préparatoires et les premières cycles universitaires, car il n'est pas souhaitable que les bacheliers des séries générales C, D et E s'orientent vers les formations scientifiques courtes ».

Les classes préparatoires ne vont évidemment pas absorber tous ces nouveaux bacheliers scientifiques. Même si le rythme actuel de création de nouvelles prépas se maintient (environ 35 classes pour les premières années, maths sup et prépa HEC), cela ne permettra, au mieux, d'éponger que 1 500 bacheliers supplémentaires environ. Ce qui, par ricochet, ne va pas aller sans poser de sévères problèmes d'accueil dans les premières cycles des universités.

Mais ce rythme inhabituel de croissance des classes préparatoires scientifiques impose à ces dernières une réflexion d'ensemble sur leurs finalités et leur avenir. L'Union des professeurs de spéciales (UPS) — qui regroupe la quasi-totalité des enseignants de maths et de physique, de maths sup et de maths spé, — devrait commencer à s'atteler à la tâche dès sa réunion exceptionnelle du 10 décembre. Et le ministère de l'Éducation n'exclut pas de

réunir autour d'une table, au printemps prochain, l'ensemble des acteurs (enseignants, responsables d'écoles d'ingénieurs, représentants du monde industriel) pour mieux cerner les besoins de l'économie et les moyens d'y répondre.

### Pas assez

#### d'ingénieurs ?

Au centre de ces réflexions à venir, deux interrogations. Tout d'abord, comment accueillir une population de plus en plus hétérogène et qui s'élargit « par le bas », comme le note de façon laconique un enseignant ? Cela fait quelques années déjà que la plupart des professeurs dressent ainsi le bilan de leurs maths sup : un quart des élèves, les plus brillants, s'en sortent bien ; la moitié s'accroche tant bien que mal ; et un quart ne parvient pas à suivre le rythme et finit par couler (lire ci-contre). A leurs yeux, la perspective d'accueillir rapidement 2 000 à 3 000 bacheliers supplémentaires ne peut qu'accentuer ces disparités.

Tout le problème est donc de savoir s'il faut ou non admettre cette diversité et en tenir compte dans la définition des programmes et du niveau d'exigence des prépas. Question tabou, s'il en est. « Tout le système est actuellement construit sur un dogme, souligne Claude Deschamps, président de l'Union des professeurs de spéciales : celui de l'unité des prépas et des grandes écoles. Tout élève qui entre en maths sup est supposé pouvoir devenir polytechnicien, et les deux années préparatoires sont calées sur le standard du concours de l'X. Est-ce possible, est-ce souhaitable pour tous nos élèves ? » Une première tentative avait été faite en 1973 pour assouplir ce système, mais la création de filières M<sup>1</sup> (mathématiques) et P<sup>1</sup> (physique), supposées un peu moins exigeantes que les filières M et P classiques, a fait long feu. Quelle que soit l'option choisie, la plupart des élèves continuent à vivre comme un déshonneur la perspective de ne pas entrer à Polytechnique.

Les classes préparatoires sont à la charnière de l'enseignement

secondaire et de la formation des ingénieurs. Au-delà de l'évolution quantitative des flux d'élèves qui leur arrivent du lycée, elles doivent donc tenir compte, en second lieu, des besoins et des attentes des grandes écoles et des entreprises. Or là non plus les choses ne sont pas simples. Beaucoup estiment que la France ne forme pas assez d'ingénieurs (14 000 par an actuellement), surtout si l'on fait la comparaison avec nos principaux partenaires. Ainsi, l'Allemagne sort chaque année environ 8 000 ingénieurs de conception de très haut niveau, dont le quart environ prolonge ses six ans d'études par deux ou trois ans de recherche. Mais s'y ajoute un flux de 15 000 ingénieurs de terrain, formés en quatre ans et demi ou cinq ans.

D'autre part, du fait du programme des classes préparatoires, dominé par les maths et la physique, certains secteurs industriels, comme la chimie ou la mécanique, se plaignent de manquer d'ingénieurs bien formés. Enfin, pour une bonne partie de la corporation, les ingénieurs sont viscéralement attachés au modèle de leurs propres études et accueillent avec beaucoup de réticence toute idée de diversification des filières et des profils de formation.

Dans ces conditions, toute évolution ne pourra être envisagée qu'avec la plus grande prudence, reconnaît-on tant du côté du ministère que de l'UPS. Claude Deschamps, qui milite pourtant en faveur d'un assouplissement du système des prépas, estime qu'il faudra « plusieurs années pour transformer les mentalités ». « Une seule chose est évidente : il faudra que ça bouge. Mais si on allait trop vite, on risquerait de casser une machine qui marche bien dans l'ensemble. »

L'équation du changement est d'autant plus complexe à résoudre que les transformations éventuelles devront se faire « à crédits constants et à horaires décroissants ». Le président de l'UPS, professeur de maths spé au lycée Louis-Le-Grand, estime, en effet, que l'on ne peut charger davantage la barque des programmes.

GÉRARD COURTOIS.

(Lire la suite page 18.)

### Un sévère écrémage

ON les imagine sauvés des eaux incertaines de l'incertitude : les bacheliers engagés dans la voie royale des classes préparatoires semblent à l'abri de l'échec, pour peu qu'ils acceptent le bachotage indispensable à la préparation des concours des grandes écoles.

Or il n'en est rien. C'est une évidence depuis toujours pour les élèves de khâgne, qui savent, dès l'entrée en prépa, qu'ils ont moins d'une chance sur dix d'« intégrer », puisque les concours littéraires des écoles normales supérieures (Ulm-Sèvres, Fontenay-Saint-Cloud) offrent environ deux cents places pour trois mille candidats. Les grandes écoles de commerce sont plus nombreuses et plus accueillantes : les dix mille préparateurs (public et privé) de 1987 pouvaient convoiter les quatre mille places offertes par les trente principales écoles (les grandes parisiennes, les ESCA, etc.). Encore convient-il d'ajouter que le foisonnement des écoles privées depuis quelques années démultiplie les débouchés potentiels, même s'ils sont moins prisés.

Mais le plus surprenant est le taux d'échec des élèves de prépas scientifiques (maths sup, et maths spé). Si tous n'entrent pas à Polytechnique, on pense spontanément que la plupart ne passent dans une école d'ingénieurs de moindre rang. C'est loin d'être le cas, si l'on en croit les statistiques régulièrement établies par l'Union des professeurs de spéciales.

### Ostracisme

Une partie des élèves — environ 5 % — décrochent très vite, pendant les premières semaines de maths sup. Soit parce qu'ils n'ont pas le niveau suffisant ou le goût pour le style et le rythme de travail des prépas. Soit parce qu'ils ne sortent pas du bac C et sont soumis à une pression très dissuasive de la part d'enseignants estimant que les bacheliers D, par exemple, ne pourront pas faire le poids. Les exemples abondent de cet ostracisme affirmé et plutôt absurde. A ces démissions précoces, s'ajoutent les exclusions (16 %) ou les départs (4 %) en fin de première année. Ainsi, sur 100 élèves entrés en maths sup (généralistes ou techniques), 75 seulement passent en maths spé.

Mais ces heureux élus ne sont pas au bout de leurs peines. A leur première tentative, ils ne sont que 43 % à réussir un concours et intégrer une école d'ingénieurs : 4 % renoncent et, pour la plupart, poursuivent leurs études à l'université ; 52 % redoublent. Au terme d'une deuxième année de maths spé, 82 % des candidats réussissent un concours.

Au total, sur 100 élèves entrés en classe préparatoire scientifique (généraliste ou technique), 33 intègrent une école après deux années de prépa et 36 après trois années. Soit, au bout du compte, un écrémage de près du tiers. Encore ce chiffre moyen masque-t-il de sérieuses différences entre les prépas classiques (M, M<sup>1</sup>, P<sup>1</sup>) où le taux d'échec est de l'ordre de 26 % et les prépas techniques (T, TA, TB) où il atteint, voire dépasse, 50 %. Ces échecs en prépa n'ont évidemment pas les mêmes conséquences qu'un échec ou un abandon en cours de premier cycle universitaire. Mais l'admission en prépa, on le voit, n'équivaut pas à un passeport garanti pour une grande école.

E. C.

### “Que Sais-je ?” c'est aussi le droit !

Le droit canonique  
par Dominique Le Tourneau - N° 779.

Le juge d'instruction  
par Renaud Van Ruymbeke - N° 2429.

La Déclaration des Droits de l'Homme  
et du Citoyen  
par Jean Morange - N° 2408.

Textes sur les libertés publiques  
par Jean-Claude Masclet - N° 2407.

Le casier judiciaire  
par Christian Elek - N° 2419.

Le droit de la concurrence  
par Yves Chaput - N° 2413.

Textes de droit budgétaire Français  
par Bernard Poujade - N° 2417.

Le droit japonais  
par Jean-Hubert Moitry - N° 2421.

Chaque volume 128 pages - 28 F.



COLLECTION “QUE SAIS-JE ?”  
L'encyclopédie au format de poche

هكذا من الأصل



# Ingénieurs et artistes

**L**ÉONARD DE VINCI était-il d'abord artiste ou ingénieur ? C'est le peintre, le sculpteur, qui est resté à la postérité. Mais les princes de la Renaissance s'attachaient les services de cet « homme universel » avant tout pour ses qualités d'ingénieur militaire. Lui-même ne faisait pas de différence entre ses activités, l'une nourrissant l'autre. Ainsi, il intégrait souvent à sa peinture ses conclusions scientifiques de l'observation du monde (biologie, botanique, anatomie...). Sa pratique technique de l'art le conduisit aussi à expérimenter des matières inédites. Toutes ses initiatives ne furent pas forcément heureuses : la Cène du réfectoire Santa-Maria delle Grazie de Milan faillit, par exemple, connaître une altération définitive. Il a fallu développer, ces dernières années, des techniques de conservation sophistiquées pour sauver la fresque de l'effacement.

Art et technique : le couple a connu de nombreux avatars. La photographie et le cinéma sont des innovations techniques dont l'art a rapidement pris sa part. De même, plus récemment, pour l'informatique. Dans les écoles d'art, on s'initie désormais aux mystères de l'ordinateur, afin que l'image de synthèse devienne un champ de création artistique aussi débridé que les autres. Pour certains compositeurs de musique contemporaine, la logique informatique doit cohabiter avec l'inspiration. La composition musicale par ordinateur fait l'objet d'études permanentes au Centre de recherches acoustiques (IRCAM), cher à Pierre Boulez. De plus en plus, l'artiste tente d'emprunter à l'ingénieur tout ce qui peut favoriser sa créativité, soit en s'associant à lui, dans un travail d'équipe, soit en acquérant lui-même des bases techniques pour servir une œuvre solitaire.

A l'inverse, le jeune ingénieur frais émoulu de son école ne voit guère les applications artistiques de la formation qu'il vient de suivre. Le cursus est généralement dépourvu d'enseignement artistique. Les entreprises qui leur tendent les bras après le diplôme attendent d'eux des talents plus austères. Dans ces conditions, il est étonnant qu'une grande école d'ingénieurs comme Supélec consacre une partie de son forum annuel aux relations entre l'art et l'ingénieur. Cette manifestation, qui rassemble, depuis six ans, une centaine d'entreprises et près de six mille visiteurs-étudiants, a invité, cette année, des artistes et des entreprises pour témoigner de leurs expériences, toujours aux confins de l'art et de la technologie.

## Alliages

### à mémoire de forme

C'est le cas d'Imago, une jeune PMI d'Aix-en-Provence, spécialisée dans les « alliages à mémoire de forme ». Ces nouveaux matériaux, qui perdent, puis retrouvent, leur forme initiale en fonction de la température, sont utilisés par Imago pour la fabrication de thermomarqueurs, des pastilles utilisées dans les secteurs de la distribution et de la santé pour vérifier le respect de la chaîne du froid. Mais l'entreprise aixoise a surtout acquis un début de notoriété pour avoir conçu et réalisé la drôle de sculpture mobile qui servait de symbole à l'exposition « C'est beau la mécanique » du 5 octobre au 27 novembre à La Villette. Autour d'un axe mû par un énorme ressort en matériau à mémoire de forme, cinq sphères en fil d'alliage tournaient, étaient écrasées en passant sous une presse, puis reprenaient leur

**Sculpteurs, musiciens, informaticiens et électroniciens se rencontrent au Forum de Supélec, pour étudier comment la création artistique utilise les sciences de l'ingénieur.**



Le défenseur du temps de l'horloge à automates du quartier de l'Horloge à Paris.

forme initiale en pénétrant dans une boule de verre.

Cet objet d'art, « destiné à mettre en scène les potentiels d'une technologie », avait été conçu par les ingénieurs d'Imago car, pour René-Paul Girones, PDG de l'entreprise, « un ingénieur ne doit pas seulement apporter un plus de technicien ; il doit avoir une dimension artistique dans sa créativité ». Dans cette société d'une dizaine de personnes et d'une moyenne d'âge inférieure à trente ans, les ingénieurs sont intégrés aux séances de créativité, d'un bout à l'autre de la conception du produit. « Trop souvent, un produit est travaillé techniquement, le designer n'intervenant que plus tard, pour l'habiller, regrette René-Paul Girones. Notre philosophie de la création va dans le sens d'un décloisonnement. Cette démarche implique polyvalence et convivialité dans le travail ».

La sculpture de La Villette, haute de 2,80 m, a provoqué la curiosité. Imago, dont ce n'était pas la vocation à l'origine, a reçu, de la part de collectivités locales et d'entreprises, des demandes de réalisation d'autres œuvres du même type. La firme souhaite associer des artistes à sa propre équipe, car, estime la responsable, « pour une création, il faut une double maîtrise : l'imaginaire artistique doit être très proche de la connaissance de l'ingénieur ».

Voilà une affirmation que Jacques Monestier ne contestera pas. Créateur d'automates, cet homme de quarante-neuf ans est artiste, avec une formation d'ingénieur et d'architecte. Chaque jour, dans son atelier de Valmondois (Val-d'Oise), il pense l'art à travers une multitude de technologies. Tout petit, il voulait être « ingénieur de jouets ». Tandis que ses copains allaient au cirque, il visitait le Musée des arts et métiers et les rayons du BHV. Ses études

d'ingénieur, à l'école Breguet, s'achevèrent parce que « ça manquait de poésie », ses études d'architecture interrompues par la Bourse de la vocation en 1965, il garda toujours une double attirance « vers la mécanique et les belles choses ». Grâce à cette Bourse de la vocation, il put transformer une passion ludique pour les automates en un « métier idéal ». Créateur d'automates, pas fabricant, Jacques Monestier insiste sur la différence. Il ne se contente pas de reproduire les techniques anciennes chères à Vaucanson, mais il « invente » ses sculptures animées à l'aide de techniques nouvelles.

## Le défenseur du temps

C'est lui qui, en 1979, a créé « Le défenseur du temps », horloge monumentale du quartier de l'Horloge à Paris. Pour la réalisation de la maquette d'une pendule de huit mètres de hauteur, animée par ordinateur, il s'est associé à un ingénieur informaticien : pour d'autres objets, il a travaillé avec un ciseleur ; mais la plupart du temps, il maîtrise l'ensemble des techniques. « Je n'hésite pas à mélanger plusieurs techniques », dit-il en avouant une formation permanente d'autodidacte. « J'apprends en visitant les salons professionnels et en lisant régulièrement depuis quarante ans Système D. C'est une revue à laquelle tous les élèves ingénieurs devraient être abonnés. Il leur manque le côté pratique, un peu d'artisan. Leurs études, trop théoriques, ne les rendent pas assez ingénieurs ».

Pour Jacques Monestier, « toutes les techniques sont au service de l'idée et non le contraire ». Pourtant, l'artiste qui utilise les techniques modernes est confronté à un problème d'envergure : l'accélération du progrès technique et les excès de la société de consommation. « A une époque où les ordinateurs sont déclarés bons pour la casse au bout de cinq ans, mes œuvres, elles, doivent durer, explique Jacques Monestier. Or les composants électroniques disparaissent comme ils viennent ; des pièces sont introuvables au bout de quelques années. La pérennité des œuvres d'art est menacée. Voilà l'artiste obligé de livrer ses sculptures avec un stock de pièces (d'époque) pour assurer un siècle ou deux de maintenance ».

Ce problème et quelques milliers d'autres, Jacques Monestier y est confronté lorsqu'il réfléchit à l'œuvre de sa vie : une illustration de la lecture intégrale de l'Apocalypse de saint Jean, soit environ deux heures de spectacle dans une salle hémisphérique pouvant accueillir plusieurs centaines de spectateurs. « C'est un projet défilant », admet-il. Grâce au mécénat, une maquette au dixième (1 million de francs) a pu être réalisée en 1984. Dans son atelier, il peaufine quelques monstres de l'enfer, noircit son carnet de croquis, tout en cherchant le financement de cette œuvre gigantesque estimée à 250 millions de francs environ. A ses talents d'artiste et d'ingénieur, Jacques Monestier devra ajouter quelques compétences en marketing.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

# Des innovateurs pour l'industrie

**Créée en 1894 pour fournir à l'industrie des ingénieurs sachant utiliser l'électricité, Supélec se consacre maintenant à l'électronique, à l'automatique et à l'informatique. L'objectif n'a pas changé : former des créatifs.**

**A**U dessus du bureau du directeur, à gauche de l'ordinateur, une vieille affiche sépia éclaire le visiteur. L'Ecole supérieure d'électricité (ESE) a été créée le 3 décembre 1894, pour « donner aux ingénieurs les connaissances pratiques qu'exige l'emploi si étendu de l'électricité dans l'industrie ». Près de cent ans plus tard, l'électrotechnique n'occupe plus que 20 % des enseignements. Le reste est consacré à l'électronique, l'automatique et l'informatique,

toutes ces sciences en « ique » dont l'existence ne pouvait être soupçonnée par la Société internationale des électriciens, lorsqu'elle décida, avant le siècle, d'ouvrir cette école d'application. Par sa relative ambiguïté, le nom de Supélec convient parfaitement à la diversité des formations dispensées aujourd'hui. Il a été adopté par tous, y compris dans les brochures officielles.

Avec ses 40 000 m<sup>2</sup> de bâtiments modernes plantés sur

13 hectares près de Gif-sur-Yvette, au sud de Paris, et ses deux autres campus à Rennes et Metz, Supélec n'a plus grand-chose de commun avec la petite unité ouverte à la fin du dix-neuvième siècle par une société savante au sein du Laboratoire central d'électricité. Au « top 20 » des officines des grandes écoles françaises, elle figure désormais au dixième ou douzième rang. Chaque année, on s'arrache ses promotions de trois cent soixante ingénieurs. Pourtant, le fil originel n'est pas rompu. De sa naissance, elle a conservé deux caractéristiques essentielles : son statut privé et sa vocation d'école au service de l'industrie. Supélec s'en félicite après avoir failli... en mourir.

L'école est restée complètement privée jusqu'en 1964, uniquement financée par les entreprises et les frais d'études des élèves. Afin d'acquiescer un équipement de haut niveau plus en accord avec les nouvelles ambitions de l'école, convention a alors été passée, à égalité de tutelle et de financement, avec les ministères de l'éducation nationale et de l'industrie. « L'une des difficultés de ce système, c'est que le soutien de l'Etat ne peut être indexé sur le coût de la vie, explique Jean-Loup Delcroix, le directeur général de Supélec. A mon arrivée en 1978, j'ai vécu une période de totale irresponsabilité. Les financeurs nous renvoyaient d'une porte à l'autre. De 1978 à 1984, l'école a connu de noires difficultés, liées pour la plupart à l'inflation ».

L'existence même de Supélec a été menacée entre 1980 et 1983, le déficit annuel atteignant parfois 15 millions de francs. « Faute d'être renouvelé, le matériel vieillissait dans des proportions anormales : le personnel, en diminution, était débordé », se souvient le directeur. L'ombre d'une nationalisation a longtemps plané sur Gif-sur-Yvette. Opposé à cette solution, Jean-Loup Delcroix a finalement obtenu « la création, parallèlement au conseil de direction, d'un conseil de gestion où ne siègent que les payeurs, c'est-à-dire les deux ministères et les représentants de l'industrie. Cette structure exerce un audit perma-

nent de l'école, faisant l'évaluation des budgets et leur contrôle ».

Grâce à une clé de répartition introduite dans la nouvelle convention signée en 1987, les deux ministères assurent 61 % des ressources de l'école, EDF 11 %, le reste étant procuré sous forme de « paris » (de 63 000 F chacune) par les entreprises « qui ont toujours considéré cette école comme la leur ». Statutairement, Supélec est donc toujours propriété de la société savante d'origine — devenue avec le temps la Société des électriciens et des électroniciens — et les entreprises pour lesquelles elle a été créée y jouent désormais un rôle actif. En échange de leur apport financier, la vingtaine de partenaires de l'école (1) sont associés, depuis trois ans, à un « programme d'enseignement et de recherche en coopération industrielle » (PERCI). S'agissant de relations de clients à fournisseur, il était important que l'Etat ne siège pas au conseil de coopération industrielle, une instance consultative où la direction et les partenaires industriels discutent les grandes orientations pédagogiques de l'établissement », explique Jean-Loup Delcroix.

## Une école en Lorraine

Cette autonomie pédagogique permet de suivre, de manière souple et rapide, l'évolution du paysage économique et parfois de modifier certaines formations peu adaptées à la réalité industrielle. « Grâce aux industriels, nous nous sommes aperçus, par exemple, que nous faisions fausse route dans le domaine des composants électroniques, se souvient M. Delcroix. Nous formions nos ingénieurs à la technologie, alors que huit sur dix sont amenés à la suite à faire de la conception. L'autonomie de gestion permet, quant à elle, de saisir les opportunités : « Quand on nous a proposé d'ouvrir une école en 1984 dans le cadre de la reconversion de la Lorraine, nous avons travaillé avec des méthodes de PME. En

quinze mois, le champ de blé avait cédé la place à des bâtiments avec professeurs, élèves et programmes ».

Originale par sa structure, Supélec l'est aussi par son recrutement très diversifié. Sur une promotion de trois cent soixante élèves, deux cents sont passés par la « voie royale » des années préparatoires et du concours. Trente ou quatre-vingt sont issus d'ITUT (génie électrique), une vingtaine viennent de l'Université et sont titulaires d'un DEUG. Les autres, ingénieurs d'autres écoles ou maîtres des sciences des universités, sont intégrés directement en deuxième année. « Notre objectif est de fabriquer des ingénieurs créateurs de produits innovants, explique Jean-Loup Delcroix. Des ingénieurs et non pas des gestionnaires. Si nous avons introduit des notions de gestion dans l'enseignement, elles ne prennent jamais le pas sur la formation d'ingénieur. Pas question de développer ici une section sous-HEC. Nous préférons insister sur la notion de créativité. En troisième année, à 60 % la pédagogie est tournée vers des activités créatives contre 40 % vers des activités scolaires ».

Les responsables de Supélec ont foi dans l'avenir, même si, à l'échelle européenne et dans la perspective d'une concurrence internationale, les grandes écoles françaises font souvent figure de petites écoles. « Avec ses mille personnes qui travaillent dans ses laboratoires et ses trois campus, ce n'est pas tellement vrai pour Supélec, estime Jean-Loup Delcroix. Notre taille est comparable à celle du département d'électrical engineering du MIT. Certes, celui-ci est intégré à un campus plus important, mais nous commençons à réfléchir à une association plus étroite avec nos voisins. L'Ecole polytechnique et l'université d'Orsay. Il y a sûrement des synergies à approfondir ».

J.-J.B.

(1) Thomson, Matra, CIT Alcatel, Bull-Cap Gemini-Sesa, ESD, Alstom, Cibles de Lyon, CGE Alsthom, Filergis, etc.

**Le Monde DE L'EDUCATION**

**ENQUETE**

**LE DRAME DES ENFANTS FOUS**

● La vie des familles ● Médecine ou psychanalyse : le débat sur les thérapies ● L'aide des organismes spécialisés ● Peut-on isoler ces enfants ?

**GRANDES ECOLES**

**LES REVERS DE LA MÉDAILLE**

Formation : les faiblesses du système. Grands corps et sélection des élites. Les méfaits d'anciens élèves.

**EVALUATION**

**LES CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS**

Agrégations, CAPES : le bilan et les préparations efficaces aux concours externes et internes.

**PRATIQUE**

Livres, disques, films et jeux : la sélection de Noël.

NUMÉRO DE DÉCEMBRE : 116 PAGES  
En vente chez votre marchand de journaux

Rien

LA BONNE DOCTE  
LE LYCEE SUPERIEUR  
SAINTE-GENEVIÈVE



# Rien ne va plus dans les « épices »

**Explosion des effectifs, réformes incessantes des concours, concurrence effrénée entre écoles... Fortement déstabilisé, l'enseignement de la gestion devra se réorganiser pour affronter la compétition européenne.**

Le petit monde des classes préparatoires et des grandes écoles de commerce est à nouveau bruisé de rumeurs. Il n'y est question que de projets de regroupement, de dissensions, de renversements d'alliance, de négociations en coulisse. Pour s'y retrouver dans les grandes manœuvres en cours, il convient d'abord de résumer les épisodes précédents de ce feuilleton bien français (Le Monde des 17 septembre 1987 et 21 janvier 1988).

Il y a longtemps — une quinzaine d'années tout au plus — 3 000 élèves à peine peuplaient les classes préparatoires commerciales, que l'on appelait encore les « épices ». Une façon délicate de les renvoyer à leurs origines bouillonnantes, loin de l'aristocratie de la rue d'Ulm ou de Polytechnique. A la sortie des prépas, les choses étaient relativement simples : les meilleurs briguaient l'une des trois grandes écoles parisiennes (HEC, ESSEC, Ecole supérieure de commerce de Paris), les autres se rabattaient sur le réseau des Sup de Co provinciales, les Ecoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE), parrainées par les chambres de commerce locales.

Au fil des années, le développement du secteur économique des services et le rôle de plus en plus déterminant des managers dans les entreprises ont provoqué un véritable engouement pour les grandes écoles de gestion. En 1987, le cap de 10 000 élèves de prépas commerciales était atteint (dont près de 6 000 dans les établissements publics), et l'on en prévoit plus de 13 000 l'an prochain. Le ministère de l'éducation n'a pas rechigné à accompagner le mouvement : il a créé 22 nouvelles prépas HEC à la rentrée 1987, 21 à la rentrée 1988 et envisage un rythme équivalent d'ouvertures l'an prochain.

Mais cette explosion brutale des effectifs a bousculé les hiérarchies entre écoles, aiguisé l'émulation — pour ne pas dire la concurrence — entre les trois grandes parisiennes, bientôt rejointes par l'ESCP Lyon et des Sup de Co provinciales de plus en plus entreprenantes. En juin 1987, le système craque une première fois : deux écoles de province (Reims et Rouen) quittent le réseau des ESCAE et son concours commun ; elles décident de se marier avec l'EDHEC de Lille et l'Institut commercial de Nancy, pour se doter d'une banque commune d'épreuves de concours. Ce nouveau réseau, baptisé « Boricom » ne cache pas son ambition : se situer à un niveau intermédiaire entre les quatre grandes et les ESCAE. Celles-ci sont déstabilisées : certaines voient dans cette initiative

s'agglutiner Toulouse, Dijon, Amiens et Tours. Le CERAM (Nice), Bordeaux, Clermont-Ferrand et d'autres seraient en discussion avec Lyon. Marseille, récemment reprise en main par l'ancien directeur de l'ESSEC, Dominique Xardel, se rapprocherait de la bande des quatre d'ECRICOM. Certaines écoles, prises de court, voire de panique, dit-on, frapperait à toutes les portes, pour ne pas risquer de se retrouver en rade. Et chacun s'interroge sur ce que pourrait faire l'ESSEC quand le nouveau directeur général du groupe, M. Castardé, aura pris les commandes en janvier prochain. HEC, pour l'instant, reste au-dessus de la mêlée.

Les principaux intéressés s'efforcent, depuis quelques semaines, de calmer le jeu. « Il n'y aura de reconstitution du paysage que si l'on parvient à trouver une solution globale, dans laquelle aucune école ne sera oubliée », affirme-t-on du côté de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie. Même écho de la part de Bruno Dufour, le directeur de l'école de Lyon : « Il est nécessaire de prendre en compte l'ensemble de la profession, sinon certaines écoles pourraient se retrouver sans épreuves de concours. De toute façon, nous attendons février, une fois terminées les inscriptions de l'année prochaine, pour annoncer quoi que ce soit. » Quant à Jacques Perrin, le directeur de l'ESCP Paris, il s'efforce de couper court à toute ambiguïté : « Nous n'avons jamais hésité à aider, par des conventions pédagogiques, des écoles qui souhaitent progresser. Mais il ne faut pas tout mélanger. En aucun cas, nous ne céderons notre concours et notre diplôme. »

Au-delà de cette agitation, une chose est sûre : d'ici quelques années, le réseau actuel des ESCAE aura vécu. Des discussions tous azimuts ont bien lieu actuellement pour tenter de constituer deux, voire trois regroupements d'écoles de commerce. Et si les contours et le contenu exacts de ces réseaux sont loin d'être définitivement tracés, la reconstitution du système français de formation des managers est inévitable et salutaire. Pour trois raisons.

## Absurde marathon

Tout d'abord, le système actuel du concours des ESCAE est trop complexe et trop coûteux, à la fois pour les écoles et pour les étudiants. La liberté, offerte cette année aux élèves de prépa, de passer autant de concours qu'ils le souhaitent, a provoqué une véritable inflation : jusqu'à présent, ils se présentaient en moyenne à cinq écoles ; en 1988, ils ont tenté en moyenne sept à huit écoles, près d'un millier d'entre eux allant même jusqu'à passer les oraux des seize ESCAE. Absurde marathon ! Mais pour les écoles la situation n'est pas moins délirante : certaines ont dû aller jusqu'à 2 500 admissibles pour recruter 150 étudiants. Comme le dit M. Viala, directeur de l'école de Bordeaux, cela suppose « une logistique démentielle ».

D'autant que la fixation de quotas de places par filière et par école a rendu la gestion de l'ensemble — et en particulier le jeu des désistements — encore plus complexe. Comme le note, non sans humour, Jacques Perrin, à Paris, « une telle anarchie est

pour le moins paradoxale de la part d'écoles de gestion ». Et Jacques Aïa, à Toulouse, ajoute : « Une rationalisation et des regroupements s'imposent, ne serait-ce que pour permettre des économies d'échelle. »

Mais la nécessité de simplifier les concours n'est pas tout. Cette pomme de discorde apparaît même un peu dérisoire, comme le reconnaissent volontiers la plupart des responsables d'école. L'essentiel est ailleurs, s'exclament-ils en chœur. En particulier dans le développement de la recherche, le renouvellement de la pédagogie et son ouverture beaucoup plus marquée vers l'international, le brassage des élèves, enfin la solution du lancinant problème de recrutement des enseignants. Pour Bruno Dufour, à l'ESCP Lyon, « les écoles vont devoir faire, dans les cinq ans qui viennent, autant d'efforts d'investissement en recherche et développement qu'au cours des vingt dernières années. Cela va coûter très cher et imposer des regroupements autour de pôles plus importants ».

Cette taille critique indispensable sera de toute façon rendue nécessaire par l'échéance européenne. Car, vu de l'étranger, le système français manque sérieusement de « visibilité », voire de crédibilité.

Avec un mécanisme de recrutement des élèves totalement atypique, des promotions de diplômés maigrelettes, comparées avec celles des universités ou écoles européennes, et enfin un cursus théorique de quatre ans (un an de prépa plus trois ans d'études) qui échappe aux standards internationaux de cinq années minimum, le haut enseignement commercial français fait bande à part. Or, tous les observateurs admettent que d'ici quelques années, une

quinzaine de pôles d'enseignement de la gestion de calibre international vont émerger en Europe. Ils existent déjà en Allemagne (avec Hambourg, Stuttgart et Mannheim-Bochum), en Grande-Bretagne (avec Manchester, Londres et Cranfield), en Espagne (Barcelone et Madrid), en Belgique (Louvain), aux Pays-Bas (université Erasmus de Rotterdam) ou en Italie (Milan). Rien de tel en France où le potentiel de formation est dispersé dans une trentaine d'écoles — pour ne retenir que les principales, — sans oublier l'Institut d'études politiques et les universités.

L'enjeu des grandes manœuvres actuelles est bien là : qui aura su nouer à temps des alliances assez fortes pour affronter, à armes égales, cette compétition européenne ? Et comme le souligne M. Lebraty, directeur du CERAM (Nice), « face à cette échéance, nos petites querelles franco-françaises sur les problèmes de concours n'apparaissent-elles pas comme un dérisoire combat d'arrière-garde ? »

G. C.

## Concours ESCAE 1989

L'APCCI (Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie) vient de fixer le nombre de places au concours 1989 des ESCAE. De 1 642 places cette année, on passera à 1 801 l'an prochain, dont 766 dans l'option « G », 575 dans l'option « G », 421 dans l'option économique et 39 en option technologique. C'est dans ce cadre-là que les seize ESCAE vont maintenant devoir fixer leurs propres quotas.



**LA INSTITUT CADENELLE**  
Vous avez le bac C, D, A1, B  
Effectuez votre préparation HEC, Ecoles supérieures de commerce

2 classes préparatoires : options générale et générale prime  
4 langues, Anglais, Allemand, Espagnol, Italien  
l'Institut prépare également aux professions de l'entreprise BTS - DEC

du tourisme - hôtellerie BEP - BT - BTS  
du sanitaire et social BAC - BTS + 3<sup>e</sup> année  
Etablissement sous contrat d'association mixte 1/2 pension - boursiers

134, bd des Libérateurs - Les Caillols 13012 Marseille - Tél. : 91-44-00-13.

## LE COMMERCE INTERNATIONAL

était une option...

avec l'

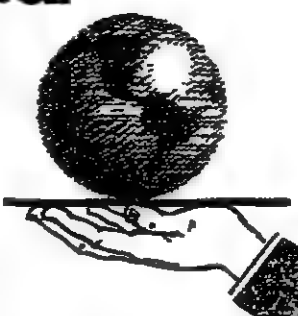


Il devient une formation  
ISCID : INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMERCE INTERNATIONAL DE DUNKERQUE  
Quai de la Citadelle - 59140 DUNKERQUE  
Tél. : 28.66.29.37.  
Accès sur concours après une prépa. HEC ou certaines diplômes BAC + 2.  
Formation en 3 ans en « Joint-Venture » avec U.C.N. INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY.

## L'anglais : une affaire de spécialistes

• **lycées-collèges :** stages linguistiques en Angleterre, en Allemagne et aux USA.  
• **établissements :** stages intensifs et individualisés en cours particuliers, de toute durée à toute période de l'année.  
• **BRISTOL :** stages semi-individualisés, cours par petits groupes.  
• **LONDRES :** stages d'oral intensif par petits groupes.  
ALICE BROWN, Mary Lane - Oxford (England) TM (0184) 243 218  
21, rue Théobaldine - 75015 Paris TM (01) 45 33 13 02  
La référence pour l'excellence en anglais

vous avez le bac A ou B



Prép. H.E.M.I., classes préparatoires aux Hautes Études de Management International, vous prépare aux Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion à vocation internationale.  
\* HEC, ESSEC, ESCP, ISG International

8, rue Picot 75116 Paris - ☎ (1) 42 53 57 92  
Etablissement d'Enseignement Privé

## LA BONNE DIRECTION

ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DIRECTION DES AFFAIRES  
Options : Administration, 2<sup>e</sup> Année



## LE LYCÉE SUPÉRIEUR SAINTE-GENEVIÈVE

A 30 minutes de Paris - Possibilité internat

vous propose une formation de haut niveau

• CLASSE D'INITIATION AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES  
Réorientation - Préparation Sciences-Po et Université  
• HYPOKHAGNE - KHAGNE

Renseignements : (1) 64-33-01-71 et 60-25-10-12  
64, RUE SAINT-FARON, 77100 MEAUX

## LES CARTES D'ENTRÉE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

HEC - ESSEC - ESCP - SCIENCES-PO  
— classes préparatoires annuelles  
— stages de perfectionnement et d'entraînement  
— nombreuses formules

IPESUP - CONCOURS 1988  
HEC + ESSEC + ESCP  
admissibles : 97,4 % - Intégrés : 86,8 %

1<sup>re</sup> classe préparatoire HEC de France  
1<sup>re</sup> classe préparatoire Sciences-Po de France

enseignement supérieur privé  
101-103 rue du Docteur Notre-Dame 75004 Paris  
☎ (1) 43 25 53 30

## Sup de Co Marseille

## OPA\*

SUR L'INTERNATIONAL

### DES RAIDERS RECHERCHES

L'ouverture privilégiée de l'ESC Marseille aux affaires internationales — un nouveau noyau dur l'BA, 30 OPE avec les universités du monde entier — est renforcée par une filière de spécialisation Commerce International qui permet aux élèves de troisième année d'offrir leur profil d'européen. Mais l'international n'est pas seulement une affaire de langues, d'autres filières : Finance - Contrôle de Gestion - Marketing - Communication - Marketing - Vente, Audit - Expertise, Création Reprise d'entreprises, Management international comparé, permettent aux élèves de cultiver le profil tant recherché par les entreprises du "T" renversé "bon partout, excellent dans un domaine".

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE  
ÉCOLE INTERNATIONALE DES AFFAIRES DE MARSEILLE LUMINY  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## La Bretagne s'organise

**L'académie de Rennes tente d'intégrer le développement des classes préparatoires dans une politique d'ensemble des formations post-baccalauréat.**

La Bretagne est en avance sur le calendrier. Particulièrement soucieuse de l'avenir des bacheliers, l'académie de Rennes a déjà mis au point le « schéma de développement des formations post-baccalauréat » que chaque recteur doit présenter au ministre de l'éducation nationale, avant le 15 janvier 1989. Ce rapport d'évaluation et de prospective, qui constituera la base des contrats quadriennaux de développement Etats-universités, englobe le délicat problème des classes préparatoires aux grandes écoles. Dépendant de la direction des lycées, celles-ci font l'objet d'un traitement particulier et relativement ambigu, au plan local : considérées comme des pôles d'excellence qu'il convient de préserver jalousement, elles n'en sont pas moins au second plan des préoccupations régionales.

Les classes préparatoires sont, bien souvent, le fleuron d'une académie, la formation qui assure un trait d'union entre des ambitions régionales et les grandes écoles nationales. Ces classes qui représentent 7 % des formations, bac+2 de l'académie de Rennes, sont légèrement sous-représentées par rapport à la moyenne nationale. Situation qui peut sembler paradoxale, si l'on considère que la région possède un taux de scolarisation très satisfaisant et un nombre important d'écoles d'ingénieurs.

Pour remédier à ce déséquilibre, les responsables locaux souhaitent généralement que le nom-

bre des places offertes en classes préparatoires augmente au même rythme que celui des bacheliers. « D'ici cinq ans, nous devons nous préparer à accueillir environ 11 000 bacheliers supplémentaires dans le premier cycle de l'enseignement supérieur, dont 5 000 dans le premier cycle universitaire, 4 000 en BTS, 1 500 en DUT et 500 en classes préparatoires », explique M. Philippe Grégoire, au conseil régional. L'effectif actuel des 1 950 préparatoires de l'académie devrait donc s'agrandir, et la région s'appuie à faire face à cet accroissement.

### « Tout est imbriqué »

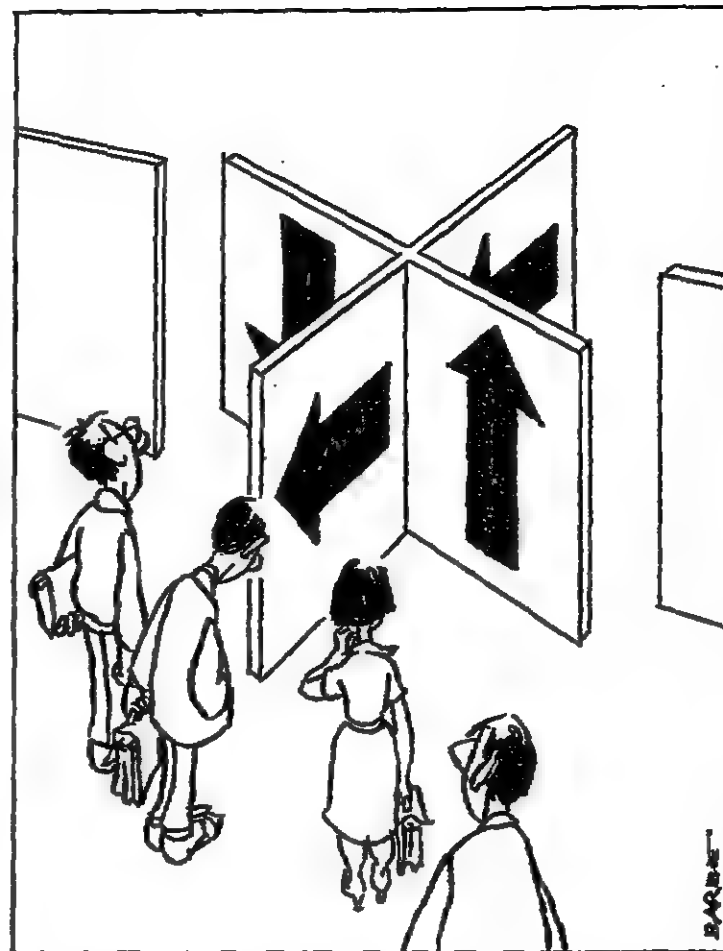
Pour ce faire, le conseil régional compte encourager les initiatives de l'enseignement privé, veiller à la qualité du corps professoral et ne pas céder aux effets de proximité : « Les classes préparatoires doivent faire l'objet de mesures pédagogiques et non de simple confort », souligne M. Grégoire. Il s'agit de filières sélectives qui ont avantage à être concentrées pour être efficaces. « Dans ce domaine, tout est imbriqué », observe M. André Legrand, recteur de l'académie de Rennes, qui souhaite accroître le nombre des bacheliers scientifiques avant de

créer de nouvelles classes préparatoires. « L'effort commencé en 1987 a porté ses fruits, remarque-t-il, puisque nous avons eu 300 bacheliers C supplémentaires à la session 1988. »

M. Legrand souhaite aussi vivement développer les passerelles entre l'enseignement technologique et les grandes écoles. « J'ai proposé la création à Brest d'une classe préparatoire aux études commerciales réservée aux bacheliers G », explique-t-il. D'autre part, nous étudions la possibilité d'une classe préparatoire qui accueillerait les bacheliers F, dès la rentrée 1989. L'harmonisation des formations semble être une préoccupation importante dans une académie dont les responsables ne veulent pas encourager la formation de filières totalement étanches et s'inquiètent du devenir des techniciens.

Ce souci illustre bien l'ambiguïté dont sont frappées les classes préparatoires traditionnelles. Nécessaires et relativement flatteuses, elles ne constituent pourtant qu'une petite partie du réseau post-baccalauréat des régions. Débouchant sur des écoles nationales, elles sont pilotées depuis le ministère de l'éducation nationale et échappent aux autorités locales qui, de toute façon, ne souhaitent pas de déconcentration en la matière.

De façon générale, le problème des classes préparatoires a souvent tendance à s'effacer devant celui, plus vaste, de l'accueil des bacheliers dans les formations supérieures courtes. Les sections de techniciens supérieurs (STS), notamment, qui font partie des lycées, intéressent, au premier chef, les responsables régionaux et les élus locaux. Ces sections, qui conduisent au brevet de tech-



## Bousculade dans les prépas

(Suite de la page 13.)

« Il est anormal que les saupins soient bloqués plus de trente heures par semaine en cours. C'est du gavage. Il faut aérer leurs emplois du temps et leur laisser davantage de temps pour réfléchir par eux-mêmes. »

En dépit de ces prudences, certains commencent à tracer un scénario qui permettrait à la fois de tenir compte de la diversité des bacheliers et de mieux répondre aux besoins de l'industrie. Pas question de créer des maths sup à deux vitesses. Tout le monde est d'accord pour affirmer qu'une telle médecine risquerait de tuer le système. D'autant qu'il serait beaucoup trop aléatoire d'orienter les bacheliers vers telle ou telle filière. En revanche, pourquoi ne pas transformer peu à peu la classe de maths sup en une sorte de grande gare de triage débouchant sur des maths spé au profil plus marqué, certaines pouvant offrir une formation plus poussée en chimie ou en technologie par exemple ? Mais cela supposerait un allègement du programme de maths... perspective iconoclaste, dont rien ne dit qu'elle sera finalement admise par les enseignants et les écoles.

D'autant qu'un déplacement des équilibres en classes préparatoires ne pourrait pas ne pas avoir de répercussions automatiques sur le baccalauréat et les classes scientifiques des lycées. On touche là à un autre tabou. Et toutes les tentatives récentes pour repenser et réformer le bac se sont heurtées à de multiples, subtiles, mais efficaces, levées de boucliers.

Epineuse perspective pour tout ministre de l'éducation.

RAPHAËLE RÉROLLE.

GERARD COURTOIS.

**Le Monde**  
EN BANQUE  
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE  
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL  
OU VOTRE MINITEL  
POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG G. CAM.  
SERVEUR

Tél. : (1) 45-38-70-72

SAINT-MICHEL DE PICPUS  
47, bd de Picpus - Paris  
Tél. : 43-43-87-65

CLASSES PRÉPARATOIRES  
HEC

Option économique  
Option générale  
Télédoublement  
1<sup>re</sup> année - 2<sup>e</sup> année  
Dossiers d'inscription :  
mois de mars 1989.

Comment préparer  
Les Grandes  
Écoles  
de Commerce  
et de Gestion

Comment préparer  
Sciences-Po

Comment préparer  
Les Études  
de Médecine  
Dentaire  
et Pharmacie

1<sup>re</sup> édition  
200 pages  
En Miniparc : 90 F  
Par courrier : 95 F

2<sup>e</sup> édition  
200 pages  
En Miniparc : 90 F  
Par courrier : 95 F

3<sup>e</sup> édition  
200 pages  
En Miniparc : 90 F  
Par courrier : 95 F

Vente en librairie (diffusion Vuibert) ou par correspondance à  
**GROUPE SIGMA ÉDITIONS**  
18-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - (1) 43 25 63 30

VOUS AVEZ  
UN **BAC C** OU **D** OU +  
NOUS VOUS PROPOSONS  
UNE FORMATION INFORMATIQUE  
(8 mois)  
ET  
UN EMPLOI ASSURÉ  
(Analyse d'applications)  
Pour obtenir un dossier d'information téléphonez au (1) 60.72.73.33

**EPSCI**  
Établissement d'Enseignement Supérieur  
Privé reconnu par l'État

L'ÉCOLE DE COMMERCE INTERNATIONALE  
DU GROUPE ESSEC

Les locaux du Groupe Essec à Cergy

Trois années d'études  
largement ouvertes sur le  
monde de l'entreprise.

Un encadrement de cours  
dans de grandes universités  
internationales ou anglaises.

Trois stages et de  
nombreuses missions  
en entreprise.

Compétences, les supports et  
l'équipement pédagogique d'un  
Groupe de 1<sup>er</sup> plan : Le  
GROUPE ESSEC.

La compétence de professionnels  
de Commerce International  
en du monde des  
affaires.

Pour ouvrir les portes d'une carrière internationale  
EPSCI - avenue de la Grande-École, BP 105,  
95021 Cergy-Pontoise Cedex - (1) 30.38.38.00

espace  
**PREPAS**

LE MAGAZINE  
DES CLASSES PRÉPARATOIRES  
AUX GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

- Des épreuves corrigées : Math, Hétérogène, Langues...
- Des analyses thématiques : Droit, Economie...
- Des conseils pour les Oraux, le Face à Face...
- Des entretiens avec : Les Correcteurs...

Abonnement : 85 F  
IDP 24, rue de Lisbonne 75008 Paris  
42.93.21.46

**NIXDORF**  
COMPUTER  
**IETH**

2<sup>e</sup> Cycle de Management informatique  
appliqués au Tourisme et à l'Hôtellerie

2<sup>e</sup> SESSION RENTRÉE 89

L'IETH et NIXDORF COMPUTER s'associent pour former  
des Cadres de haut niveau en gestion et implantation  
informatique dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

FORMATION EN 10 MOIS  
DIPLOME DOUBLE COMPÉTENCE :  
MANAGEMENT ET INFORMATIQUE  
OPTION : Tourisme et Hôtellerie  
Admission : BTS, DUT, DEUG ou LICENCE  
Financement : à 100 % Prêt étudiant

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

INSCRIPTION - APPELÉZ LE :  
**(1) 42 66 66 82**

IETH 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 66 66 82  
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur Européen

**IEMI** INSTITUT EUROPEEN  
DE MANAGEMENT  
INTERNATIONAL

2<sup>e</sup> SESSION RENTRÉE FEVRIER 89  
Cycle accéléré aux étudiants de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>  
cycle voulant changer d'orientation  
sans perdre une année

1<sup>er</sup> CYCLE  
2 ans de formation  
européenne de  
Management  
international  
en alternance  
études et stages  
européens  
Londres Barcelone,  
Stuttgart New-York

2<sup>e</sup> CYCLE  
LICENCE EUROPÉENNE DES  
AFFAIRES  
avec le centre de  
management aux  
affaires de Genève  
10 mois de management  
et de missions  
professionnelles  
européennes

ADMISSION  
1<sup>er</sup> CYCLE : BAC (toute série)  
ou 1<sup>re</sup> année classes prépa  
ou universitaire  
2<sup>e</sup> CYCLE : Jeunes cadres,  
licence, DEUG, DUT, BTS ou  
diplôme étranger équivalent.

FINANCEMENT A 100 % - PRET ETUDIANT

INSCRIPTION  
APPELÉZ LE :  
**(1) 42 66 66 82**

IEMI : 71 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS  
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN





# L'ESPRIT DE CONQUETE

## ETRE PRESENT ET PARTENAIRE SUR LES MARCHES PORTEURS

Depuis 8 ans, nos partenaires sont : en Europe, les Universités de Stuttgart, Lancaster, Dublin, Madrid, Venise - en Amérique du Nord, Georgia State University, Drexel, et University of Washington - en Amérique Latine, Universidad del Pacifico de Lima - au Japon, les Universités de Kobé, d'Osaka et Chuo.

Aujourd'hui, c'est le marché chinois - un accord est signé avec l'Université de Shenzhen - et l'ouverture sur une Europe plus vaste qui inclut : les pays nordiques - la Norvège, Norwegian School of Management d'Oslo, la Suède, Université de Lund, la Finlande, Helsinki School of Economics - mais aussi la Suisse, Ecole des Hautes Etudes Economiques et Sociales de Saint-Gall, et l'Autriche, sans exclure les possibilités d'accords avec les pays de l'Europe de l'Est dans lesquels des réformes sont en cours pour la formation à la gestion, l'URSS et la RDA notamment. Au total une Europe de 600 millions de consommateurs.

## RENOUVELER LES FORMATIONS ET CRÉER LES OUVERTURES TECHNOLOGIQUES

Nos initiatives pédagogiques nous rapprochent des grandes écoles scientifiques. Des binômes ingénieurs/gestionnaires associent l'ESCP à l'Ecole Centrale de Paris et TELECOM Paris. Dans le cadre d'une option "Marketing des biens de haute technologie" les étudiants des 3 écoles travaillent ensemble sur des projets de développement proposés par les Etats-Majors de grands groupes industriels tels que Thomson ou l'Aérospatiale. Nous élaborons des programmes en commun : le Mastère spécialisé en Management de la Qualité lie l'ESCP, l'Ecole Centrale de Paris et l'Ecole Spéciale des Travaux Publics. Une quinzaine d'étudiants, issus d'horizons divers (ingénieurs, gestionnaires, juristes, architectes, pharmaciens) bénéficient des compétences, des expériences et des moyens

offerts par les 3 établissements. L'ESCP contribue à la création d'un réseau de pôles technologiques dont un exemple est donné par ses échanges avec l'Université Polytechnique de Madrid qui regroupe une dizaine d'écoles d'ingénieurs parmi les meilleures d'Espagne.

## TRANSMETTRE ET EXPORTER NOTRE SAVOIR-FAIRE EDUCATIF

En Asie, l'ESCP dirige le projet de création d'une grande Ecole de management dans le cadre de l'Asian Institute of Technology de Bangkok.

En Afrique, l'ESCP a initié la création de l'Ecole Supérieure des Sciences Sociales et Economiques

de Douala, de l'Université de Sciences Economiques d'Abidjan et du Centre National de Perfectionnement à la gestion de Niamey, et participe aujourd'hui à leur développement.

## DIVERSIFIER LES VOIES D'ACCES A L'ESCP: COMPETENCE + EXPERIENCE

Notre volonté et notre ambition sont de favoriser la rencontre et l'enrichissement réciproque des cultures, des compétences et des expériences. Les élèves issus des classes préparatoires étudient, au cours de leur scolarité, aux côtés d'ingénieurs, de médecins, de littéraires, de diplômés d'universités étrangères, ayant intégré l'école après des concours spécifiques d'admission parallèle. Actuellement 5 voies d'accès. Le cursus ESCP permet aujourd'hui aux étudiants qui le souhaitent de bénéficier, entre la 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année de scolarité, d'une année d'expérience professionnelle en entreprise, en vue d'enrichir leur parcours personnel et de rendre celui-ci plus proche des normes éducatives de l'Europe en devenir.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11  
Tél. : 43.55.39.08



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

هكذا من الأصل



كذا من الأصل

# Vingt-cinq ans d'échanges franco-allemands

**Deux manifestations célèbrent, cette semaine, le vingt-cinquième anniversaire de l'OFAJ et du DAAD. Malgré beaucoup de bonne volonté, de part et d'autre, bien des efforts restent à faire pour rapprocher les deux cultures.**

« **L**a coopération universitaire franco-allemande n'est qu'une énorme dérogation. Si l'on s'en tenait aux textes en vigueur dans chacun des deux pays, aucun échange ne serait possible entre les deux systèmes universitaires. » Directrice de l'office allemand d'échanges universitaires (DAAD) à Paris, M<sup>me</sup> Alexandra Hauck en a la preuve tous les jours. Sa mission consiste justement à mettre un peu d'huile dans les rouages administratifs, pour faciliter les échanges entre professeurs et étudiants français et allemands.

Créé en 1963, le bureau parisien du DAAD a certes pu constater des progrès en un quart de siècle. Avant cette date, les relations étaient rares, presque exclusivement le fruit d'initiatives individuelles. Les étudiants qui franchissaient la frontière faisaient figure de pionniers. La signature du traité de coopération par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer ainsi que la création de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) ont eu pour effet de dynamiser la coopération entre les deux pays. Contrairement à l'OFAJ, qui a peu à peu réduit son activité dans le domaine universitaire, dans les années 70, pour limiter à 10 % de son budget ses actions de rapprochement des universités, le DAAD ne s'est pas écarté de son objectif initial : « Être un carrefour d'informations et de contacts entre les universités françaises et allemandes. »

Sous l'impulsion de son premier directeur, M. Hansgerd Schulte, il a mis en place des programmes de bourses individuelles, puis d'études intégrées. Outre cette aide financière, le DAAD a contribué à informer les Français sur les possibilités d'études en Allemagne — et inversement — par l'édition de guides et de répertoires. Enfin, l'une de ses tâches les plus précieuses est sa contribu-

tion à l'assouplissement des cadres administratifs pour favoriser la mobilité dans l'enseignement supérieur. L'antenne parisienne du DAAD a, par exemple, toujours milité pour des accords d'équivalences de diplômes. Son action a été facilitée par son statut. Bien que financé à 90 % par le ministère des affaires étrangères allemandes, le DAAD est un organisme de statut privé au conseil d'administration duquel siègent toutes les universités allemandes. Cette relative indépendance a permis de régler bien des

allemands et leurs collègues français. « Aujourd'hui, plus de 360 boursiers allemands, anciens stagiaires à l'ENA, occupent des fonctions de premier plan dans leur pays », note M<sup>me</sup> Alexandra Hauck. Les relations entre historiens des deux pays, inexistantes il y a quinze ans, sont aujourd'hui fort dynamiques. Les étudiants français en philosophie qui mûrissent un projet personnel de troisième cycle sont les bienvenus à Berlin ou à Munich. Les mathématiciens allemands, à l'inverse, prennent parfois volontiers le chemin des universités françaises.

## Chaque réforme creuse l'écart

Cependant, l'énorme majorité des échanges porte encore sur les études de culture générale et de langues. Plus de 68 % des étudiants français en Allemagne

Actuallement, ils ne sont plus que 11 %. La proportion est la même en Allemagne où le français est concurrencé par l'anglais. Mais la difficulté majeure est ailleurs : dans la différence des structures universitaires entre les deux pays.

« Les deux systèmes sont en réforme permanente depuis trente ans et chaque réforme a contribué à creuser un peu plus l'écart », observe M. Reinhard Meyer-Kalkus, directeur adjoint du bureau parisien du DAAD. De chaque côté du Rhin, des lois-cadres ont été adoptées sans concertation ni prise en compte de l'expérience du voisin. Dans l'organisation des universités, dans le déroulement des études, dans la délimitation même des disciplines, rien ne coïncide. Ce sont les grandes écoles qui se montrent les plus frileuses, malgré la création, dès les années 50, d'un bureau de liaison qui devrait encourager les échanges. « Il n'y a pas plus de quatre-vingts ingénieurs français en Allemagne, c'est choquant ! », s'exclame M. Reinhard Meyer-Kalkus.

Pour modifier cette situation, il faudrait s'attaquer aux règlements, bousculer les commissions des titres, autant de « vaches sacrées » dans le deux pays. Les visites en Allemagne du comité français d'évaluation et les demandes d'information du ministère allemand, ainsi que la création récente d'un collège franco-allemand, y suffiront-elles ? A la veille de 1993, un observateur patenté comme le DAAD constate plus de différences que de convergences entre les deux partenaires. Des programmes communautaires comme Erasmus peuvent certes accélerer certaines évolutions (plus de souplesse dans l'université française, moins d'autonomie jalouse chez les allemands), mais il manque encore trop de piliers communs à l'édifice. Le premier serait l'échange de professeurs entre les deux pays. Or, c'est une pratique encore rare, toujours par la faute de structures peu adaptées. « Tant que cette lacune ne sera pas comblée, on pourra rester sceptique sur l'évolution rapide du volume des échanges », estime M. Reinhard Meyer-Kalkus.

JEAN-JACQUES BOZONNET.



problèmes entre universitaires, sans trop se préoccuper des gouvernements.

Actuellement 3 600 Allemands sont en formation en France et 2 600 Français en Allemagne. En 1970, il n'y en avait guère plus de 1 500 de chaque côté. Certains programmes ont été des réussites ; notamment celui pour les juristes

fédérale sont issus des facultés de lettres. En gestion, sciences économiques, médecine, droit, les effectifs stagnent à un niveau ridicule. L'un des obstacles à l'accroissement des échanges est sûrement la langue. « Dans les années 60, environ 30 % des Français choisissaient l'allemand en première langue », note M<sup>me</sup> Alexandra Hauck.

## Un outil de la réconciliation

CHACQUE année, les sondages le confirment : pour les jeunes Français, l'Allemagne de l'Ouest est la meilleure amie de la France. La réciprocité est vraie : outre-Rhin, la France a défroncé les États-Unis dans le cœur des jeunes Allemands. De tels résultats ne peuvent que réjouir l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) au moment où il célèbre son vingt-cinquième anniversaire. En permettant à plus de cinq millions de jeunes Français et Allemands de se rencontrer — qu'il s'agisse de jeunes scolaires, d'étudiants, de professionnels, de sportifs ou d'artistes — cet organisme cofondé par les deux gouvernements en 1963 et géré paritaire depuis 1967 est un outil éminent de la réconciliation et de la coopération entre les deux pays. Le baromètre des relations étant apparemment au beau fixe, la mission de l'OFAJ n'est-elle pas remplie ? Les échanges bilatéraux ne devraient-ils pas céder le pas aux relations multilatérales de 1993 ?

Ce sont des questions que Daniel Groscolas se posait en prenant ses fonctions de secrétaire général de l'Office. A la veille de terminer son mandat de cinq ans et de céder son poste, selon la loi de l'alternance, à un successeur allemand, sa religion est faite : « Vingt-cinq années de coopération ne sauraient donner des préjugés et des idées reçues qui reposent sur des siècles d'histoire. L'OFAJ reste un lieu privilégié d'apprentissage des relations internationales et

son rôle d'équilibre des échanges entre les deux pays est important. Les Allemands sont en effet plus demandeurs que les Français. Si nous n'avions pas une action régulatrice, 75 % des rencontres se feraient en France. De plus, si l'Europe ne se limite pas à la France et à l'Allemagne, elle a besoin d'une structure franco-allemande forte. »

### Plus

de 1 600 jumelages

Signe de cette vigueur réaffirmée, le budget de l'OFAJ, en constante érosion depuis 1983, a connu un coup de fouet salutaire cette année, avec une augmentation de près de 7 %. Malgré cet effort des deux gouvernements, l'étiage de 1983 (40 millions de deutsche marks) n'a pas été retrouvé. « A l'époque, le problème était de consommer tout le budget. Il n'y avait qu'une vingtaine de jumelages entre communes françaises et allemandes. Aujourd'hui, il y en a plus de 1 600. C'est dire si les besoins ont augmenté, tandis que la masse budgétaire s'amenuise », remarque Daniel Groscolas. Victime de son succès, l'OFAJ doit donc faire des choix. En 1989, la priorité sera accordée aux échanges scolaires pour des élèves qui n'ont pas encore choisi leur langue vivante. En faveur des voyages pour les élèves de CM2 (LV1) et de cinquième (LV2), l'OFAJ souhaite

susciter leur intérêt pour la langue allemande, à travers une expérience vécue. La seconde priorité budgétaire visera les échanges entre jeunes professionnels, car il est, paraît-il, difficile de trouver des entreprises acceptant des stagiaires de l'autre pays.

Après avoir été longtemps la terre de lance des relations franco-allemandes pour la jeunesse — exemple quasi unique auquel se réfèrent aujourd'hui de nombreux pays —, l'OFAJ a assisté, depuis un an, à la naissance de plusieurs structures pour l'échange de jeunes entre la France et l'Allemagne, telles que le Collège franco-allemand ou le très récent conseil culturel. « Nous nous réjouissons de cette multiplication des initiatives », déclare Daniel Groscolas. Toutefois, il va falloir réfléchir à l'harmonisation de tout le dispositif, faute de quoi les organisateurs d'échanges internationaux s'y perdront. »

La recherche de cette cohérence est à l'ordre du jour du colloque organisé par l'OFAJ à Paris, du 9 au 11 décembre. Le fait que cette réunion se trouve en concurrence, le 8 décembre, au même endroit, avec le colloque de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) confirme la nécessité d'une réflexion d'ensemble. Daniel Groscolas veut surtout y voir « l'illustration de l'intensité de la coopération franco-allemande ».

J.-J. B.

## Deux colloques à la Sorbonne

— JEUDI 8 DECEMBRE à 17 heures, salle Louis-Liard. Cérémonie du vingt-cinquième anniversaire du bureau du DAAD à Paris. Avec M. Théodor Berchem, président du DAAD, Franz Pfeiffer, ambassadeur de RFA en France, et Daniel Laurent, premier vice-président de la conférence des présidents d'université. Conférence de M. René Remond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, sur « le dialogue franco-allemand et les universités ».

— VENDREDI 9 DECEMBRE à 9 h 30, au grand amphithéâtre. Séance de clôture du colloque « L'OFAJ à vingt-cinq ans. Bilan et perspectives ». Avec le professeur Gerhard Kiersch, doyen de l'Institut d'études politiques de l'université de Berlin.

Signalons d'autre part que l'université Paris-III et le centre de recherche sociétés et cultures des pays de langue allemande aux dix-neuvième et vingtième siècles organisent, les 15 et 16 décembre, au centre universitaire d'Asnières (94 av. des Grésillons, 92600 Asnières) un colloque intitulé « Sept décennies de relations franco-allemandes », avec un hommage à Joseph Rovin.



## L'ordinateur nouveau est arrivé

L'ORDINATEUR est né il y a quarante-deux ans, à Princeton, aux États-Unis. Il a été inventé par une équipe animée par le mathématicien John Von Neumann. C'est pour cela que l'on donne aussi le nom de « machines de Von Neumann » aux ordinateurs actuels. Quant au nom d'« ordinateur », qui n'existe d'ailleurs qu'en français, il a été imaginé par le grammairien Perret pour IBM France, qui l'a mis ensuite dans le domaine public.

Le premier ordinateur commercial digne de ce nom date de 1950 : c'est l'UNIVAC 1, utilisé pour le recensement américain. C'est une machine à lampes triodes. Depuis, les ordinateurs ont fait des progrès spectaculaires : leur puissance croît sans cesse, leur prix diminue aussi, leur fiabilité augmente (les ordinateurs ne se trompent plus de nos jours, ce sont leurs programmes qui comportent des erreurs), leur consommation électrique décroît avec la taille. Le moindre micro-ordinateur est beaucoup plus puissant que l'UNIVAC 1, beaucoup moins cher et plus fiable.

Peu ou prou, toutes ces machines sont sur le modèle de Von Neumann : les opérations commandées par le programme se font les unes après les autres — on dit aussi « en séquence ». L'invention et les progrès des circuits intégrés — les « puces » — ont permis tous les progrès évoqués. Cependant, les besoins en puissance sont toujours plus importants : par exemple pour prévoir le temps à plus longue échéance, pour simuler la vision, pour les différentes applications de l'intelligence artificielle.

Là, on arrive presque en butée : si on veut des machines encore plus puissantes, il faut dépasser l'exécution en séquence, pour obtenir que les différentes opérations nécessaires soient faites en même temps — « en parallèle ». Le parallélisme est déjà utilisé dans les ordinateurs géants tels que les CRAY : mais il est insuffisant — 64 opérations identiques à la fois sur les CRAY — : les ordinateurs de demain seront massivement parallèles.

C'est un sujet sur lequel les informaticiens travaillent beaucoup. Les premières réalisations apparaissent, sous forme d'unités centrales d'ordinateur interconnectées comme des atomes d'un cristal. C'est le cas du « Transputer » commercialisé par Inmos, ou encore de la « Connection Machine » imaginée au MIT et dont il existe quelques exemplaires dans le monde : elle possède 65 536 processeurs élémentaires. C'est aussi le cas des machines à « réseaux neuronaux », dont la structure s'inspire de l'interconnexion des neurones dans le système nerveux des mammifères : dans ces machines, la puissance de traitement, au lieu d'être localisée dans une unité centrale, est répartie dans l'ensemble du système.

Les ordinateurs jouent un rôle de plus en plus important dans la science et ses applications. On en trouve souvent des échos dans la revue *La Recherche* : celle-ci rend régulièrement compte des derniers progrès de la science, et, de plus en plus souvent, l'informatique joue un rôle déterminant dans ces progrès.

La *Recherche* vient d'ailleurs de consacrer un numéro spécial aux « Nouveaux Ordinateurs ». On y trouvera des articles sur les ordinateurs dont l'architecture s'écarte de plus en plus du modèle de Von Neumann : machines massivement parallèles, machines spécialisées dans la vision, machines cellulaires... L'Europe des ordinateurs, le avenir des mémoires de masse, les micro-ordinateurs de l'an 2000 sont également évoqués dans ce numéro particulièrement recommandé à ceux qui s'intéressent à l'évolution de ce domaine.

WLADIMIR MERCOUROFF.

« Les Nouveaux Ordinateurs », *La Recherche*, numéro spécial, n° 204, novembre 1988.

### ECONOMIE

#### Eléments d'analyse monétaire

par Françoise Rautava.  
Plus particulièrement destiné aux étudiants qui souhaitent s'attacher aux informations statistiques du Rapport du Conseil national du crédit, du Rapport sur les comptes de la nation, ou aux Statistiques annuelles de la Banque de France, ce mémento donne une place prépondérante à la présentation des instruments d'analyse monétaire, et à la démonstration des lois et théories.  
\* Dalloz, Mémentos Dalloz, 147 p., 66 F.

### EDUCATION

#### Le musée de classe, une ouverture sur l'imaginaire

par Claude Rey.  
Quel est le rôle des musées de classe ? Quels problèmes posent leur mise en place et leur fonctionnement ? Comment analyser une œuvre d'art avec des enfants ? Cette réflexion sur le musée à l'école, et sur les œuvres plastiques ou graphiques qui peuvent y trouver place, est complétée par un exemple de démarche pédagogique adaptée à des élèves de CM1 et de CM2.  
\* Armand Colin, collection « Pratiques pédagogiques », 159 p., 98 F.

#### Modèles pour l'acte pédagogique

par C. Altrès, J. Fojé-Crétien, N. Maes-Chanagay.  
Sur la base d'une approche pluridisciplinaire, les auteurs traitent le domaine de la pédagogie en alternant l'analyse d'exemples, et la modélisation de démarches adaptées à l'enseignement, et à l'apprentissage.  
\* Les Editions ESP, collection « Sciences de l'éducation », 223 p., 125 F.

### GESTION

#### Leaders sans frontières, le défi des différences

par J. Razin, F. Canclay, L. Rodgers, D. Xurdel.  
Quatre spécialistes développent un nouveau concept, le « manage-

ment interculturel », qui est utilisé par les entreprises multinationales afin de valoriser la spécificité culturelle de leurs filiales, ou de leurs partenaires à l'étranger.  
\* McGraw-Hill, collection « Manager », 175 p., 135 F.

### LITTÉRATURE

#### Maupassant Miroir de la nouvelle

textes réunis et présentés par Jacques Locante et Bruno Verrier.  
Actes d'un colloque qui s'est tenu en 1986 au Centre culturel international de Carisy, sur trois thèmes croisés : Maupassant, la nouvelle et la prosodie littéraire de la réécriture.  
\* Presses universitaires de Vincennes, collection « L'Insigne du texte », 284 p., 120 F.

### PHILOSOPHIE

#### La Liberté,

par Jean-Luc Guichet ;  
Le Droit, par Christophe Abenour ;  
La Vérité, par Gérard Pothier ;  
L'Histoire, par Christian Raby ;  
Théorie et expérience, par Pierre Klen.  
Cinq premiers titres d'une nouvelle collection intitulée « Philosophie », et dont la vocation est de présenter, dans un format de poche, les grandes notions du programme de philosophie des classes de terminale.  
\* Calvost, collection « Philosophie », 34 F.

#### La philosophie au vingtième siècle,

par Jean Lecomte.  
Cette introduction raisonnée à la philosophie contemporaine de Frege à Levinas est accompagnée d'un index thématique, d'un glossaire, d'une bibliographie, de repères chronologiques, ainsi que de nombreux extraits de textes fondamentaux.  
\* Hatier, collection « Philosophie au présent », 203 p., 64 F.



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

« Camille Claudel », un film de Bruno Nuytten

### Et son nom lui fut rendu



C'est une histoire de patience et de passion. Une aventure de près de quatre années. Un budget de 96 millions de francs. La persévérance et l'opiniâtreté d'une comédienne qui se bat pour autre chose que pour un rôle. Le premier mise en scène d'un grand directeur de la photo, Bruno Nuytten. C'est une prise de risques énorme, sur tous les plans, industriel, artistique, émotionnel, qui trouve aujourd'hui sa récompense avec la sortie d'un film lyrique et monumental.

Camille Claudel, le dernier grand événement cinématographique de l'année, raconte la vie « interdite »

en pleine course, massacrée par trente années d'asile psychiatrique, de celle qu'on a trop longtemps prise seulement pour la sœur de Paul Claudel et la maîtresse d'Auguste Rodin. Le Larousse du vingtième siècle l'ignore, mais elle était pourtant un sculpteur à part entière, une femme qui a transgressé tous les tabous même les siens propres. Isabelle Adjani est partie comme une guerrière et comme une sœur à la rencontre de Camille. Elle a fait mieux que la trouver. Mieux que l'interpréter. Elle l'incarne.

D. H.

### « Moi, Camille Claudel »

**A**VANT, bien avant que Camille Claudel, de Bruno Nuytten, parvienne au public, Isabelle Adjani se voyait offrir une gerbe d'articles aux titres définitifs : *Vertige*, *Enigme*, *Génie*, *Magie*... Des mots très lourds pour une jeune femme de porcelaine, fragile et solide comme la porcelaine, incandescente et gaie, qui dit : « Tout cela ressemble beaucoup à du matériel néo-romantique. On a pu lire dans un journal : « Les socquettes d'Adjani sont dans toutes les mémoires... » Ce genre de très long article rétrospectif ne devrait-il pas se terminer par : « Et dire que maintenant, elle est à Fleury-Mérogis ? »

Isabelle Adjani rit quand elle a peur en mettant sa main devant sa bouche comme lorsqu'on pousse à la messe. C'est une forme de courage. Elle rit beaucoup ces jours-ci. Camille est enfin sur les écrans. Et Camille Claudel, c'est elle.

« Le plus beau dit-elle, serait qu'à travers mon nom, elle regarde le sien. C'est le plus grand service que Bruno me permettrait de rendre à sa mémoire, ce serait, en tout cas, la moindre trahison.

« Ce qui me touche le plus en elle, c'est qu'elle n'a travaillé que sur son intimité, qu'elle a fait ce que son frère a appelé de « la sculpture intérieure ». Intimité qui crée le spectacle de son œuvre, et qui la consacre différemment. Moi, je me vis comme ça, aussi. Entre deux films, entre deux rôles, l'intimité est comme une masse vivante, en mouvement, en vibration, en énergie, mais qui n'a pas son lieu d'être, son lieu d'existence. Pour moi, évidemment, ça dépasse la conscience tout court... »

« Les épreuves réelles qui ont jalonné ma route vers Camille ont représenté un long voyage de trois à quatre années. Elles n'ont fait que renforcer mon désir de vaincre et de passer outre aux difficultés. Je les trouvais assez logiques. Elles se sont succédé, superposées.

« L'attitude d'Anne Delbée d'abord, qui avait publié *Une femme*, la biographie de Camille Claudel, et qui se considérait pro-

#### Dans son enfer et son paradis

« Et puis Rodin... Si Depardieu ne faisait pas le film, pour Bruno et moi le film ne se faisait pas. Mais Gérard, qui tournait alors *Sous le soleil de Satan*, avait l'intention de prendre une année sabbatique. Je suis allée le voir. Nous avons parlé une nuit, une nuit entière, la plus étrange qui soit. Il y a eu une panne d'électricité dans cette auberge froide de la mer du Nord, où il passait de manière très mortifiante son tournage. Nous avons terminé aux bougies comme deux espèces de fantômes... Je suis arrivée à le persuader, à le convaincre. Bouleversée par son état qui était d'une douleur folle, incompréhensible pour qui que ce soit d'autre, je veux dire pour tous les gens qui n'aiment pas ce qu'on fait, ou ne savent pas ce qu'on est.

« Pendant ce temps aussi « la rumeur » sur ma maladie, sur

mon SIDA, vivait son épanouissement total. Nous cherchions un producteur avant que Christian Fechner, qui était la dernière personne que nous puissions imaginer pour prendre ce sujet et s'en éprendre, intervienne. Nous envisagions, Bruno et moi, de commencer à faire travailler des techniciens, costumiers et décorateurs... Nous ne parvenions à rien. Les gens disaient froidement : « Pas la peine de vous intéresser à cette affaire, ça ne se fera jamais. De toutes façons, elle va crever en cours de route. »

« On était dans un climat cauchemardesque, impossible à cerner, fou. Ça renforçait mon lien avec Camille, j'étais poussée vers quelque chose de noir, de terriblement apeurant. En même temps, j'éprouvais la conviction assez folle de vivre une initiation. Pour entrer dans Camille, il fallait passer par là, ça ne faisait, pour moi, aucun doute.

« Il y a eu fulgurance dans l'approche. On s'est cogné l'une dans l'autre. Elle a été pour moi un pensement vivant qui empêchait que les épreuves initiatiques que je subissais me blessent profondément. Quand je l'ai eu rejointe dans son enfer et dans son paradis, il n'y a plus eu de problèmes entre nous. Les scènes les plus violentes ont été tournées au début, la chronologie était à l'intérieur.

« Comme la folie. J'ai déjà joué beaucoup les folles, *Adèle H.*, *Possession*, *l'Été meurtrier*... Mais la folie de Camille est la plus humaine, la moins pathologique. « Ne pense pas folie, pense fatigue », me disait Bruno.

« Camille transgresse tous les tabous, même les siens propres. Parce qu'elle a aussi des ambitions assez conventionnelles. Elle a envie d'être mariée. Elle a envie de choses dont on se passerait pour elle, tellement on la trouve hors la loi et différente. Elle existe hors des clichés dont elle a besoin pour se rassurer et s'assurer qu'elle n'est pas aussi différente qu'elle est. On a beau souhaiter les choses les plus pâlissantes, les plus affaiblissantes, les plus invisibilisantes, quand ça n'est pas fait pour vous, ça n'est pas fait pour vous [rires]. Oui, c'est très curieux d'être sans arrêt

remise en face de soi-même par un personnage...

« C'est pour ça que lorsqu'on me dit : « Est-ce que Camille Claudel a laissé des traces en vous, on ne doit pas pouvoir échapper facilement à un rôle pareil ? » Je réponds : « Cela ne peut pas laisser de traces qui n'existaient pas. Les traces sont antérieures. Le mien serait d'une humilité suspecte. »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

(1) Un projet assez avancé avait à l'époque été monté par Claude Chabrol pour Isabelle Huppert.

#### Deux expositions

**S**IGNE des temps : deux expositions consacrées à Camille Claudel se tiennent en même temps. La première, au musée d'Orsay, réunit autour de l'Age mûr les éléments qui permettent de connaître la genèse du groupe. On y voit Camille au travail, cherchant une structure de composition, hésitant entre plusieurs attitudes et recomposant des années durant ce monument à ses amours mortes. La seconde, qui réunit des pièces parfois peu connues, quelques-unes d'autant plus singulières que plus tardives, témoigne du résent engouement du marché de l'art pour une artiste qu'il avait jusqu'alors absolument négligée.

Ph. D.  
\* Musée d'Orsay, jusqu'au 9 janvier.  
\* Galerie H. Oudermatt-Ph. Cazeau, 85, bis rue du Faubourg-Saint-Honoré, jusqu'au 31 janvier.

Le 21 décembre  
le Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio France  
joue pour 15 millions de réfugiés

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés / HCR  
« Créé en 1951, présent dans 90 pays, le HCR :  
- protège les personnes qui ont dû fuir leur pays du fait de leurs opinions politiques, croyances, race ou origines.  
- s'assure que les États signataires respectent la Convention de Genève.  
- aide les réfugiés à retrouver une vie digne en toute sécurité.  
En 1989, année du bicentenaire de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, 15 millions d'êtres humains sont réfugiés.  
HCR France, 159, av. Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY/SEINE.

**LA VEUVE JOYEUSE**  
de Franz LEHAR  
(version de concert)  
Direction Marek JANOWSKI, avec le Chœur de Radio France et notamment Felicity LOTT et Siegfried JERUSALEM.  
Théâtre des Champs-Élysées à 20 h.  
avec les concours de Radio France. Président du Comité d'honneur : Rolf LIEBERMANN.

Radio France

« Réservez dès maintenant au  
(1) 39.58.73.36 - (1) 47.20.36.37  
ou au Théâtre des Champs-Élysées.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

CINÉMA

« Camille Claudel »,

# Vive la tyrannie des sentiments



pour qu'elle lui donne ainsi tant de vigueur, d'intensité et tant d'elle-même sur le fil d'un rasoir où bien peu s'aventurent si loin.

Un petit jeune homme, Paul Claudel (Laurent Grevill), court affolé dans la nuit, vers un pensionnat de filles. Sa sœur Camille a fugé. Nous sommes à Paris en 1885. Où est Camille ? Dans un chantier, au fond d'une tranchée, elle a trouvé un filon de terre à modeler qu'elle pioche à mains nues et fourre dans une valise en carton. Sa famille, des plus bourgeoises, n'est pas enchantée par sa vocation pour la sculpture, ni son admiration pour ce forcené lubrique de Rodin, dont elle veut devenir l'élève. Rodin lui rend visite en coup de vent, jette un œil à ses premières œuvres (« Du rhinocéros, du granit, vous aimez le dur, M<sup>lle</sup> Claudel »), hésite, finit par la prendre comme apprentie, lorsqu'il reçoit la commande officielle de la *Porte de l'enfer*. Une apprentie, chez lui, c'est une manœuvre qui passe souvent à la casserole. Camille, écourtée, s'en va. Il la rattrape et lui parle de son art : « Le hasard de l'incendie... » Amusez-vous, leurs relations passent le cap des bonnes espérances. Victor Hugo meurt, le père Claudel (Alain Cuny) invite Rodin à la campagne, il vient avec sa compagne, Rose, et raconte l'histoire de sa sœur aimée, quittée, morte de chagrin. « Moi aussi, je m'arrêterai », dit Camille. C'est un avertissement sans frais. Il n'y en aura pas beaucoup d'autres. Rodin et Camille font scandale dans le monde, que Camille n'aime pas. Elle accepte encore tout, d'avoir, de subir la fureur meurtrière de Rose, parce qu'elle est en pleine ferveur créatrice avec ce maître qu'elle est peut-être en passe d'égaler. Jusqu'au jour où elle le somme de choisir, sa femme ou elle. Il n'en demandait pas tant, certes, mais comme ce moindre amour paraît lâche...

Entre-temps, Paul a lu Rimbaud, s'est converti, il fréquente Schwob et Debussy, il va partir en Amérique, diplomate avec l'appui de Rodin qu'il hait. Si la ten-

dresse presque incestueuse qui le lie à sa sœur est bien indiquée, en revanche le jeu de Laurent Grevill est d'un profil trop bas, trop étroit. Claudel, à cet âge, avait, selon ses contemporains, un rayonnement, une emprise déjà très remarquables et beaucoup plus d'éclat dans le regard.

La tutelle de Rodin devient insupportable (« Tu dois renoncer à tes idées. Tout vient de moi. Tu dois te soumettre. Jaloux ? Toi, tu donnes tort à la vie ») et Camille se révolte, dans une scène fantastique de violence où elle dénonce la lâcheté, l'opportunisme politique de son grand homme. Il bat en retraite, sous l'orage (« Je ne veux plus la tyrannie des émotions »), elle tombe malade. On ne racontera pas le glissement de Camille vers la folie, ses idées de persécution, ses imprécations sous les fenêtres de Rodin, son ivrognerie, ses chaus et ses lettres pleines de crottes de chat au ministre des beaux-arts, sa rage autodestructrice. Adjani qui a beaucoup donné dans le registre de la folie, de *Adèle H.* à *Possession*, trouve ici ses accents les plus bouleversants, une justesse de ton qui dépasse, il faut bien le dire, ce qu'on attend d'une identification, même d'un immense talent.

On ne saurait pour autant sous-estimer la prestation magnifique de Gérard Depardieu, c'est un si grand comédien qu'il s'impose aisément dans la peau, sous le chapeau et la barbe du redoutable Auguste. Il est parfait, évidemment, lui aussi. On a presque envie de dire que dans son cas, c'est moins grave, moins déchirant. Il est d'ailleurs curieusement, fort intelligemment, absent de la colossale promotion médiatique du film.

Toute l'interprétation, du reste, est excellente, aussi bien le marchand Biot (Philippe Clément) que la mère (Madeleine Robinson), même si l'on aurait volontiers abrégé la lecture de *Tête d'or* par Alain Cuny en voix off. Et certainement demandé aux pompes d'intervenir sur la musique de Gabriel Yared (qui illustre à merveille l'expression « floc de

musique », comme on disait « torrents de larmes », au dix-huitième siècle). La seule question qui reste en suspens est de savoir si l'on pouvait faire l'impasse sur les trente années d'internement de Camille, jusqu'à sa mort, le 9 octobre 1943. Devant l'indiscutable réussite du choix retenu par Nuytten et Adjani, on se gardera d'y répondre hâtivement.

Reste un film que l'on peut juger parfois trop lent sur quelques gestes, trop elliptique sur certains épisodes (et pour le moins indulgent avec la famille Claudel, notamment le grand poète catholique). Mais comment raconter une vie, deux ou trois vies mêlées, sans déborder par moments, être sec par ailleurs, et du reste ce n'est jamais pesant ni pompeux. Avec de tels héros on pouvait le craindre, avec de telles œuvres surtout. Mais la sculpture est ici superbement montrée dans tout ce qu'elle emporte de physique, de la terre qu'on pétrir au marbre qui vole en éclats, aux jeux de la lumière surtout (Nuytten a trouvé en Pierre Lhomme un second digne de lui) quand on fait tourner le modèle sur le plateau de travail, à la recherche de l'angle juste. On découvre une Adjani plus costauda, brutale, qu'à l'ordinaire (même si elle n'est pas allée jusqu'à se faire le vrai visage de pocharde de Camille avant l'internement), plus sensuelle aussi quand elle trouve d'elle-même, d'un mouvement de plongée, son dos nu offert, la pose de la *Danaë* de Rodin.

Les décors sont d'une grande beauté, l'atelier, la campagne des Claudel, la « folie » à l'abandon de l'avenue d'Italie, le dernier tandis de Camille où elle se claquemure avec ses chats, ses bottes, ses statues qu'elle casse, dans une splendide cour d'un hôtel du quai Bourbon, toute la reconstruction du Paris de l'époque est parfaitement soignée. Ce qui n'était pas inutile pour donner une assiette solide au mystère qui nous pour un temps les amours et les fureurs de trois génies.

MICHEL BRAUDEAU.

## La vérité des chiffres

Pas de noirs secrets dans le budget de *Camille Claudel*. C'est un film cher, qui fut difficile à monter. Isabelle Adjani en est réellement coproductrice. Sa société, baptisée Liith, avait, avant que Christian Fecner ne devienne le financier principal, investi dans le projet près de quatre millions de francs en achats de droits, préparation et cachets versés à plusieurs scénaristes et adaptateurs du livre de Reine-Marie Paris, petite-fille de Paul Claudel. Voici les détails du financement :

Films Christian Fecner .....	24 800 000 F
Fecner distribution .....	8 000 000 F
SORCAS .....	15 000 000 F
(Ce qui représente une des sommes les plus importantes versées à ce jour par des sociétés d'investissement privées.)	
Films A2 Coproducteur .....	7 000 000 F
Antenne 2 : droits de première diffusion du film .....	4 000 000 F
Antenne 2 : coproduction de la série télévisée de quatre heures dont la diffusion n'est pas prévue avant deux ans .....	12 000 000 F
Antenne 2 : droits de première diffusion de la série .....	12 000 000 F
Avance sur recettes, obtenue avant l'arrivée d'Isabelle Adjani à la présidence de cette instance .....	3 500 000 F
Subvention aux industries de programmes .....	4 000 000 F en 1987
Soutien sélectif dont 3 000 000 F récupérables .....	5 000 000 F en 1988
(Ces subventions accordées par une commission du Centre national du cinéma sont destinées à promouvoir des œuvres télévisuelles complémentaires de réalisations cinématographiques. Des sommes identiques ont été allouées notamment à <i>Jean de Florette</i> et <i>Manon des Sources</i> .)	
Fonds de création audiovisuelle (subvention « arbitraire », dite « aide directe » accordée par le ministre de la culture, à l'époque François Léotard, à des œuvres de prestige) .....	1 000 000 F
Total .....	86 300 000 F

GALERIE CLAUDE BERNARD

7-9, Rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS  
Tél.: (1) 43 26 97 07

LOUIS PONS

œuvres récentes

à partir du mardi 13 décembre

KAREL APPEL

RÉTROSPECTIVE 1937-1988  
Peintures, Sculptures, Couaches

PARIS ART CENTER

36, rue Falguière - 75015 Paris  
Tél.: (1) 43.22.39.47

Du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

JEAN-PIERRE ALAUX

Peintures - Sculptures

Jusqu'au 31 décembre

10h30 - 19h (Lundi 14h) - Fermé Dimanche

GALERIE D'ART DE LA PLACE BEAUVAU

94, Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél.: 42.65.66.98

LE GALLERIE

LACOURIERE FRELAUT

6 au 23 décembre

KERMOAL

"Voyages au Quotidien"

23, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie

75004 PARIS - Tél.: 42.74.02.30

atem

36, rue Pierre-Curie

93170 Bagnolet

ÉNUMÉRATIONS

de Georges Aperghis

du 24 novembre au 18 décembre

Jeudi, vendredi, samedi, 21 h.

Dimanche 17 heures

Reservations: 43-64-77-18 et 3 FNAC

Galerie Katia Granoff

recherche tableaux par

PIERRE LAPRADE

AMEDEE de la PATELLIERE

92, Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél.: 42 65 24 41

GALERIE DINA VIERNY

36, rue Jacob, 75006 Paris - Tél.: 42 61 32 83

GILIOLI

Peintures

Jusqu'au 30 janvier

BERNHEIM - JEUNE

83, fbg St Honoré 27 Av. Matignon

HUMBLLOT

Jusqu'au 22 décembre

PROSCENIUM

35, rue de Seine, 75006 Paris

43.84.92.01

SASSINOT DE NESLE

Costumes pour le cinéma et le théâtre

JUSQU'AU 30 DECEMBRE

6 décembre - 14 janvier

Michaux

Galerie Lelong

13, rue de Teheran, Paris 8<sup>e</sup>

GALERIE GUIOT

18, av. Matignon - Paris 8<sup>e</sup>

42 66 65 84

ADDARI

Jusqu'au 5 janvier.

6 décembre - 14 janvier

Alechinsky

Muraux

Galerie Lelong

14, rue de Teheran, Paris 8<sup>e</sup>

Trois héros au miroir



de Bruno Nuytten

# Mademoiselle Camille, sculpteur

Camille Claudel, sœur de Paul et maîtresse de Rodin ? A trop parler de ses amours, on finirait par oublier ses œuvres.

**C**AMILLE CLAUDEL est une invention récente. Un siècle entier a passé sans que l'on s'avisât de son rôle. Le Larousse du vingtième siècle, critérium de toute gloire publique, l'ignore, lui qui détaille la carrière de « l'autre Claudel », Paul.

A cette négligence de la postérité, tout contribue : le silence des contemporains de Rodin, lesquels, à l'exemple de Mirbeau, évitent de la nommer, le silence des biographes, peu tentés de parler de l'intimité de Montfauve, et la célébrité de Paul, de ce frère écrasant qui n'a rien écrit de sa sœur entre 1905 et 1951. Il l'avait étrangement défendue auparavant, l'opposant à Rodin dont toutes les figures « ont la tête en bas comme si elles arrachaient des betteraves avec les dents et la croupe braquée vers les autres sublimes ». Il poursuivait : « Il y a là évidemment un symbole que tous les esprits préoccupés des grands problèmes modernes, féminisme, art démocratique, etc., ne sauraient méconnaître : celui d'un pauvre diable de derrière tout bête avec ses deux grosses joues pathétiques (...). Ces diatribes ont peu servi la cause de Camille, mais elles ont posé le problème d'une certaine façon : en termes de crise passionnelle et non de sculpture.

On n'en est plus sorti. Il y a eu d'abord, en 1984, la *Camille Claudel* de Reine-Marie Paris, petite-fille du poète. Une exposition au Musée Rodin — évidemment — la même année, la revue médiatique et la parution du *Dossier Camille Claudel*, de Jacques Cassar, ont achevé de changer la réputation en triomphe et la vie de Camille en légende.

Il n'y avait eu là qu'une redécouverte, comme l'histoire de l'art

et le goût contemporain en ont connu, du Greco aux orientalistes, de Vermeer aux pompiers, si ce retour de la sœur oubliée n'avait tourné au règlement de compte posthume. Claudelisme, féminisme et rigorisme moral aidant, Camille est devenue l'anti-Rodin. Son *Age mûr* aurait mieux valu que le *Balsac*, et il aurait été temps d'inverser la hiérarchie et de hisser Camille au-dessus de son infidèle et possédant amant.

L'histoire de la sculpture moderne n'a que faire de ces revanches, et Camille Claudel n'a nul besoin de compassion pour exister, sculpteur singulier, excellent praticien dont il serait aussi vain de nier le talent que d'exagérer le rôle. Quant à l'histoire de ses relations artistiques avec Rodin, quoique compliquée de sentiment et de fureur, elle se réduit à une difficulté comme toute banale dans l'histoire : l'élève d'un maître illustre s'efforce d'éviter le pastiche et de définir son style et ses sujets propres.

Quand Camille choisit de se placer sous l'autorité de Rodin, en 1884, elle choisit celui qui s'est imposé dans le scandale et la lutte, scandale de *l'Age d'airain*, accusé de n'être qu'un surmoulage, lutte pour obtenir la commande de la *Porte de l'Enfer* par l'Etat. Elle choisit l'artiste qui a imposé sa pratique de modelage en force, celui qui piole les corps à la fantaisie de ses visions et celui qui, mieux que ses rivaux naturalistes et mieux que Carpeaux, continue le romantisme en sculpture.

Camille, enfant d'une famille « artiste », jeune fille lettrée et avertie des enjeux esthétiques, ne peut ignorer cela. Elle commence donc par « rodiniser ». Ses œuvres des années 80, têtes, bustes et nus, certains très réussis, s'inscrivent dans la logique de son professeur. Comme lui, elle bâtit ses groupes par agrégats de corps se confondant. Les contours des figures

cèdent à l'élan du doigt qui les presse les uns contre les autres. La fonte en bronze du *Sakountala* de 1888, qui montre la retrouvaille de deux époux au Nirvana, porte à son paroxysme cet art de la fusion — l'art qu'exalte semblablement le *Balsac* de Rodin en 1886.

*L'Age mûr* lui-même, dans lequel il est d'usage de voir l'allégorie d'un Rodin déchiré entre la muse Camille et la « vieille maîtresse » Rose, exprime, dix ans après, en 1898, le drame claudelien en style rodinien. La figure volante de la tentatrice grimace s'inspire des apparitions dantesques de la *Porte de l'Enfer*, à laquelle Camille a travaillé comme aide. L'anatomie de l'homme apparaît comme la version décharnée et malade de l'Age d'airain. Si Camille répond point par point à son ennemi intime, ils parlent la même langue artistique. Si rupture et guerre il y a entre les amants, les sculpteurs ne peuvent se séparer.

Mais « Mademoiselle Camille », comme disait Rodin, tempère progressivement son rodinisme tout au long des années 90, en dépit du contre-exemple de *l'Age mûr*. Elle introduit des nouveautés et prend quelque liberté par rapport au « patron ». Elle expérimente d'autres matériaux que le marbre et le bronze et taille ses *Bavardes* dans l'onyx. Polychromie, pierres veinées et polies, espace clos, composition conçue pour une vision en plongée, sujet satirique et presque naturaliste : voici la meilleure Claudel, loin du symbolisme et de son emphase.

Ce goût du réel désagréable, du trivial, de l'obscène parfois, lui inspire dès 1893 sa *Cloche*, figure de vieillarde tendineuse et sèche, à mi-chemin des « transis » médiévaux et d'un expressionnisme à la Munch. Le modèle n'a rien de rodinien, délivré de l'amour du volume rond et de la courbe. Camille trouve alors un



Camille Claudel : « l'Age mûr », bronze, détail de mains.

style personnel, en même temps qu'une thématique qui lui appartient en propre, celle du tragique morbide.

Si incompatibilité il y a entre Camille et Rodin, elle tient à ce point : l'un fuit le drame, l'autre s'en nourrit. Rodin magnifie l'érotisme et la fécondité et Camille prend la décrépitude et la haine pour motifs. Quand Rodin, inspiré par la fin de leur liaison, exécute son *Fugit Amor*, il exécute l'une de ses plus belles œuvres galantes. Les corps ne se fuient pas, ils demeurent plaqués l'un à l'autre et les jambes se mêlent. Nul drame là-dedans, en dépit du titre et de l'allusion biographique : le désir, pas la douleur.

Rodin n'a guère de dons pour le funèbre. Romantisme et symbolisme n'y changent rien. A lui les nymphes à perpétuer, les naïades à surprendre, les modèles à posséder et la splendeur des chairs.

A elle les images de déchéance et de mort. A elle l'obsession du macabre, qui finit par l'inciter à détruire ses œuvres dans l'atelier de l'île Saint-Louis. A lui la boulimie de création qui l'incite à multiplier les tirages et à réutiliser fragments et chutes.

Cherchant à exprimer une inspiration funèbre, si profonde qu'elle a tourné à la psychose après 1900, à l'aide d'un langage sculptural qui bannit le funèbre par définition, Camille Claudel est allée jusqu'au degré où la contradiction a fait éclater son œuvre et l'a anéanti.

Quant à Rodin, il est demeuré de son côté, celui de la volupté et des pensées sereines. Mais il n'est pas formé que la seule de ses œuvres fortement tragique soit les *Bourgeois de Calais*, conçu et exécuté alors que Camille était tous les jours dans l'atelier. Les visages et les corps éplorés de ces suppliants conservent en eux un peu de la violence douloureuse et du sens du tragique de « Mademoiselle Camille ».

PHILIPPE DAGEN.

## Trois héros au miroir

Gérard Depardieu ressemble-t-il à Rodin ? Oui. Et Isabelle Adjani à Camille Claudel ? Extérieurement pas tellement. Là, bien sûr, n'est pas l'essentiel.

**C**AMILLE CLAUDEL, le film, est l'histoire d'une différence, orlans : Claudel, mort à quatre-vingt-sept ans, et Rodin, mort à soixante-dix-sept ans, perdent jusqu'à la fin leur liberté d'agir, de sculpter, d'écrire. La vie de Camille, au contraire, est « interdite » en pleine course : elle va rester détraquée trente ans en salle psychiatrique, jusqu'à sa mort.

Le film, dans sa ligne générale, s'aligne sur la position de la famille Claudel : c'est Rodin le plus responsable. En maintenant Camille dans l'emploi de « maîtresse complémente », sans vouloir l'épouser, il lui a fait perdre courage. Mais le film est d'abord l'image des trois héros.

Depardieu donne un Rodin stupéfiant de vérité. Visage, regard, tenue du corps, gestes, « aura », tous les signes qu'invente Depardieu recourent les photos, portraits peints ou dessinés, et témoignages (sauf bien sûr celui de Claudel qui écrit : « un démon qui flaire la merde avec un nez énorme comme la racine d'une trompe, comme un groin de cochon » — c'est ici la jalousie délirante qui parle).

Entre Isabelle Adjani et Camille Claudel, la conformité extérieure, la ressemblance de visage ou de corps, n'est pas aussi flagrante.

Disons d'une part que la ressemblance n'est pas nécessaire au film, et d'autre part qu'Isabelle Adjani apporte la composante essentielle : l'intelligence de Camille, sa flamme, son ascendant.

Mais voici : Camille est avant tout montrée, connue, dans les revues et les livres, par une photographie, prise par l'artiste César quand Camille avait vingt ans, photo tellement flatteuse, par des incidences d'éclairage et, semble-t-il, par des retouches, qu'elle n'est pas vraiment ressemblante.

Certes cette photo donne la beauté du regard et la force de caractère de Camille Claudel, mais pas ce qui, dans ses traits, frappait les témoins : un très long nez droit, qui avançait loin en avant du visage, et un menton fuyant. Ce qui lui donnait un air ingrat, de profil, de trois-quarts.

Rodin, sur les bustes si beaux qu'il a faits d'après Camille, n'a pas « triché » le visage, et une chose, au Musée Rodin, est troublante : tous ces portraits, même ceux qui datent des jours de bonheur des deux amoureux, sont tragiques.

Par ailleurs Camille boitait un peu, et elle avait, comme son frère, une voix rauque, ou, comme dit d'elle Jules Renard : « un parler aux lourdeurs paysannes ».

Le troisième larron de l'histoire, Paul Claudel, interprété par Laurent Grevill, est, lui, ressemblant aux photos de l'époque, aux bustes faits par sa sœur.

Enfant, il s'est senti très proche d'elle, qui menait d'ailleurs le petit garçon à la baguette. Il est



Gérard Depardieu — Rodin — et le premier marbre sculpté par « Mademoiselle Camille ».

resté sous sa coupe jusqu'à l'adolescence, et quand elle est tombée amoureuse de Rodin, il en a souffert, de jalousie, de déception. A partir de Noël 1888, à partir de la conversion de Claudel, c'est une condamnation morale sans pitié qui s'ajoute à la jalousie.

Et voici où le drame se noue : Paul Claudel, lui aussi, connaît de son côté l'enfer de la libido. En avril et mai 1905 le voici, revenu en catastrophe de Chine, qui court, en Belgique, en voiture, à la poursuite d'une femme, Rose Vecht, qui a accouché, cinq mois plus tôt, d'une fille de lui. Dans cette course-poursuite de ville en ville, ôdémite, Paul est accompagné du mari de Rose (Rose s'est enfuie avec un troisième homme). Finalement Claudel cesse le chase. Et les mois d'été 1905, avec qui le retrouvons-nous dans les Pyrénées, où il essaie de retrouver son équilibre ? Avec Camille.

Ce mois d'août 1905, Claudel publie son premier grand texte sur sa sœur : *Camille Claudel*, sculpteur, et, désormais, dans nombre de pièces et de poèmes, Claudel

va laisser plover une confusion entre Rose en Camille, les deux femmes qu'il aime, les deux « coupables ».

Dans le film, après une rupture entre Camille et Rodin, nous voyons Camille et Paul partager le même logement, ce qui n'a pas été prouvé. Et là, dans le film, Camille avoue à Paul qu'elle a subi un avortement.

C'est l'un des points restés inconnus de la vie de Camille Claudel. Des témoins disent qu'elle a subi deux avortements. Selon d'autres, Camille Claudel aurait eu, de Rodin, deux fils : Rodin se serait occupé financièrement de leur éducation, sans les reconnaître (il n'avait pas non plus reconnu le fils qu'il avait eu de Rose Beuret — à ce propos, rappelez que Rodin tombe amoureux de Rose Beuret en 1884, l'année de la naissance de Camille).

Paul Claudel a cru, lui, à la thèse de l'avortement, car, voyez ce qu'il écrit en 1939 à une femme qui lui a dit avoir connu la même épreuve : « Sachez qu'une personne de qui je suis très pro-

che a commis le même crime que vous et qu'elle l'expie depuis ans dans une maison de fous. Tuez un enfant, tuez une âme immortelle, c'est horrible ! C'est effrayant ! »

Claudel intègre à Claudel, par une alliance ténébreuse de jalousie et de vengeance, faisant enfermer sa sœur pour qu'elle « expie » son « crime », et pour qu'elle expie, par là même, sa liaison avec le monstre Rodin ! Comme souvent les jaloux, Claudel pense que sa Camille a été victime d'une « possession ».

A son directeur de conscience, l'abbé Daniel Fontaine, curé de Clichy, il écrit, quinze jours avant l'interdiction de Camille : « Quant à ma pauvre sœur, je serai sans doute obligé d'aller à Paris pour la faire mettre dans une maison de santé. Dans le fond je suis persuadé que comme la plupart des cas dits de folie, le sien est une véritable possession. Il est bien curieux en tout cas que les deux formes presque uniques de la folie soient l'orgueil et la terreur, délire des grandeurs et délire de persécution (je ne parle pas de l'érotisme fréquent). C'a été une grande artiste et son orgueil, son

mépris du prochain, étaient sans limites. » Et Paul Claudel ajoute ceci : « J'ai tout à fait le tempérament de ma sœur, quoique un peu plus mou et révérencieux, et sans la grâce de Dieu mon histoire aurait sans doute été la sienne ou pire encore. »

Ces deux lettres, sur l'« expiation » et sur la « possession », sont ce que Claudel a avoué de plus net, de plus déconcertant, sur les trente années d'intermède de Camille. Et il retrouvera son intégrisme, au lendemain de la mort de Camille, dans une lettre à son beau-frère (le mari de sa sœur Louise) : « Camille a terminé sa longue vie de déceptions et de souffrances. Le poids du génie est lourd à porter pour une femme !... Me consoler est que ces trente ans de souffrance lui ont certainement valu l'accès d'un séjour meilleur. L'humain m'a dit qu'elle communiait souvent dans des sentiments de grande pitié. »

Comme des dizaines de milliers d'internés psychiatriques dans les années 1943 et 1944, Camille Claudel, à l'asile de Montdévignes, était morte de faim.

MICHEL COURCENOT.

هكذا في الأصل



## EXPOSITIONS

Sélection du mois  
de la photo

**BRASSAI.** « Paris le jour, Paris la nuit ». Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3<sup>e</sup>. Jusqu'au 8 janvier. Voir aussi « Paris tendresse », FNAC Forum.

**SPLÉNDEURS ET MISÈRES DU CORPS.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16<sup>e</sup>. Jusqu'au 31 décembre.

**DESTINATION L'ORIENT.** Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16<sup>e</sup>. Jusqu'au 16 janvier.

**HELMUT NEWTON.** « Nouvelles images ». Espace photographique de Paris, Forum des Halles, Paris-1<sup>er</sup>. Jusqu'au 29 janvier 1989.

**CRÉATEURS DE MODE.** Créateurs d'images. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli, Paris-1<sup>er</sup>. Jusqu'au 31 décembre.

**JOHNSON.** « Ziegfeld folies ». Galerie Octant, 3, rue du Marché-Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>. Jusqu'au 10 décembre.

**FORUM DU REPORTAGE.** AFP, CONTACT, GAMMA, MAGNUM, SIPA, SYGMA, VU, RAPHO, BP/Centre Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. Jusqu'au 6 février.

**GEORGES ROUSSE.** « Embrassements récents ». Galerie Farideh Cadiot, 77, rue des Archives, Paris-3<sup>e</sup>. Jusqu'au 20 décembre. Voir aussi Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

**E.-J. BELLOCO.** « Storyville Portraits ». Galerie J. et J. Donagy, 57, rue de la Roquette, Paris-11<sup>e</sup>. Jusqu'au 10 décembre.

**BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA.** VAN DER ZEE, GORDON PARKS, COREEN SIMPSON. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris-1<sup>er</sup>. Jusqu'au 15 janvier 1989.

**LUCIEN HERVE, DOISNEAU, FLEIG.** Grande salle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. Jusqu'au 22 janvier 1989.

**ALLIANCE PHOTOGRAPHIQUES 1934-1940.** Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 24, rue Pavée. Jusqu'au 9 janvier.

## Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

**ALVARO AALTO.** De romantisme national à l'architecture victorienne. Centre d'information Cci. Entrée : 22 F. Jusqu'au 23 janvier.

**CHATEAUX BORDEAUX.** Histoire et reconquête des architectures de la civilisation du vin. Galerie du Cci. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 février.

**DESCHAMPS PAR GUY DELA-HAYE.** Grand foyer. Entrée : 22 F. Jusqu'au 9 janvier.

**ODYSSEUS ELYTIS.** Galerie du forum. Entrée : 22 F. Jusqu'au 6 février.

**ENSEMBLE D'ENSEMBLES.** Musée national d'art moderne. Entrée : 22 F. Jusqu'au 27 mars.

**FORUM DU REPORTAGE.** Forum. Entrée : 22 F. Jusqu'au 6 février.

**SITE ET SABLE.** Atelier des enfants. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 janvier.

**JEAN TINGELY.** 1954 - 1987. Grande galerie - 9 étages. Entrée : 30 F. Du 8 décembre au 27 mars.

**WORLD PRESS PHOTO 1988.** Galerie de la BPI. Entrée : 22 F. Jusqu'au 16 janvier.

**Musée d'Orsay**

1, rue de la Boétie (40-40-48-14). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h.

**L'AGE MUR DE CAMILLE CLAUDEL.** Exposition dossier. Entrée : 23 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 5 janvier.

**CONCERT.** Elliott Carter

Ensemble Intercontemporain

Direction : Pierre Boulez

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

Ensemble Intercontemporain

**L'ARCHITECTURE HOSPITALIÈRE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.** L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. Exposition dossier. Entrée : 23 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 janvier.

**CÉZANNE.** Les années de jeunesse 1859-1872. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 décembre.

**DESSINS D'ALEXANDRE HESSE.** Photographies arts graphiques - exposition dossier. Entrée : 23 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

**L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.** Exposition dossier. Entrée : 23 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

**RUES ET CANAUX DE VENISE - LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA.** Photographies arts graphiques - exposition dossier. Entrée : 23 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

**Palais du Louvre**

Entrée provisoire sur le quai des Tuileries (42-60-39-26). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h.

**PEINTRES REMBRANESQUES AU LOUVRE.** Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.

**REMBRANDT ET SON ÉCOLE.** Dessins du Musée du Louvre. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 janvier.

**Musée d'Art moderne de la Ville de Paris**

11, av. du Président-Wilson (42-29-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h.

**LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE.** Sélection de photographies à partir des collections du Musée. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

**SIGMAR POLKE.** A.R.C. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 décembre.

**VYVA DI ROSA.** Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 décembre.

**SPLÉNDEURS ET MISÈRES DU CORPS.** 1968-1988. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 janvier.

**ALICE SPRINGS.** Portraits récents. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

**Grand Palais**

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Elisekower

**MAC 2000.** Balcons (42-56-45-08). T.l.j. de 12 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 décembre.

**MOI ET LES AUTRES.** Portraits de JACQUES-HEINRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.l.j. sf mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

**Cité des sciences et de l'industrie**

30, av. Corentin-Carlier (46-42-13-13). Mar. jeu. ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h à 20 h. Fermé le lundi. Performances pendant le week-end.

**CITÉ JOUETS 89 - SÉLECTION VILLETTE.** Point jeunesse, niveau 0. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier.

**LE CUR TOUJOURS.** Espace Marie Curie. Entrée : 30 F. (Clé passe). Jusqu'au 4 janvier.

**LA VIGNE ET LE VIN.** Espace Diderot. Entrée : 30 F. (Clé passe). Jusqu'au 30 janvier.

**Musées**

**1918. L'ANNÉE DE L'ARMISTICE.** Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-66-66). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. (gratuit dim.). Jusqu'au 31 décembre.

**PAUL ARADIE.** Architecte 1872-1984. Musée national des Monuments Français, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-73-55-74). T.l.j. sf mar. de 9 h à 18 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 janvier.

**LES ANNÉES U.A.M.** L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

**POUPÉES AMÉRICAINES.** 1840 - 1985. Musée des Arts décoratifs, centre du verre, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 mars.

**LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER.** Musée Jean-Jacques Henner, 23, rue de Valenciennes (47-63-42-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

**GEORGES ROUSSE.** Caisse nationale des monuments historiques, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-32). T.l.j. sf jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier.

**LE SYMBOLISME DANS LES COLLECTIONS DU PETIT PALAIS.** Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 18 h 45. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 février.

**LE TEMPS DE LA VILLE.** Maison de la Villette, 30, av. Corentin-Carlier (42-78-70-00). T.l.j. sf lun. mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 mars.

**UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE.** Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F. dim. : 9 F. Jusqu'au 30 avril.

**VRAI OU FAUX ?** Copies, lettres, talismans. Bibliothèque Nationale, catins des Médailles et Médailles, 58, rue de Valenciennes (47-63-42-73). T.l.j. sf dim. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 janvier.

**LES ANNÉES 1918-1919.** Photographie africaine en 1914-1918. Hôtel national des Invalides, Cour d'honneur, place des Invalides (45-55-92-30). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 janvier.

**Centres culturels**

**ALVARO AALTO 1898-1976.** Architecture et design. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-39-26). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h.

**BRASSAI.** Paris le jour, Paris la nuit. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier.

**CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE.** Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-50). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. 13 F. (dim.). Jusqu'au 13 février.

**LES CHÂMPES-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER.** Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-89-04-91). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 15 janvier.

**LES CITÉS OUBLIÉES DE L'INDUS.** Archéologie du Pakistan. Musée National des Arts asiatiques - Grimaldi, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-55). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 15 F. pour l'exposition seule, 22 F. comprenant la visite du musée. Jusqu'au 30 janvier.

**COULEURS DU TEMPS.** Photographies aéronautiques et autres. Hôtel Buren, 77, rue de Valenciennes (47-03-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 février.

**LES CROQUIS ET L'ANGOUROUS.** Peintures des aborigènes d'Australie. Musée national des Arts africains et océaniques, salle Australie, 293, av. Daumesnil (42-89-04-91). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 janvier.

**CRÉATEURS DE MODE, CRÉATEURS D'IMAGES.** Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h 30 à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

**DES GRANDS CHÂTIERS.** Hier. Photographies. Dessins. Musée de l'Architecture et de l'Urbanisme, 107, rue de Valenciennes (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h à 18 h 30 à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**GERD BONFERT.** Apparitions. Galerie Institut, annexe Coudé, 31, rue de Condé (42-36-09-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 9 janvier.

**BRASSAI.** Paris tendresse. Espace Forum des Halles, annexe 3, porte Lescaut (40-26-27-45). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 31 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-1988. Carré jusqu'au 30 décembre.

**LE CHIFFRE.** Multiples approches dans l'art contemporain. 1960-19



# ARTS ET SPECTACLES

## THÉÂTRE

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

**TOUT EST COMÉDIE.** Espace ACNAV. Salle du puits qui parle (dim. soir, lun., mar.). 20 h 30; dim. 14 h 30 (7).

**TOUTO 2 OU UN PETIT POU PLUS TARD L'EMME SOUS ALTE.** (46-06-11-90) (dim. soir), 20 h 30; dim. 16 h (7).

**C'EST DIMANCHE.** Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19), mer., sam., dim., lun., 21 h; jeu., ven., 21 h 30 (7).

**TON BEAU CAPITAINE.** Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15), Théâtre Gémier (dim. soir, lun.), 20 h 30; dim. 15 h (7).

**TÊTE D'OR.** Odéon (42-35-70-32) (lun.), 19 h 30; dim. 14 h 30 (8).

**LA TRAVERSÉE AU-DESSUS DU NIAGARA.** Théâtre (46-70-21-55) (dim. lun.), 20 h 30 (9).

**EN FACE OU LA CHANSON PERDUE.** La Bastille (43-57-42-14) (lun.), 19 h 30; dim. 18 h (9).

**LA CAGNOTTE.** Comédie-Française, Salle Richelieu (40-15-10-15), Salle réservée samedi et lundi. Dimanche 14 h; mardi 20 h 30 (10).

**ADIEU MONSIEUR TCHÉKOV.** Espace européen (42-93-66-66) (dim.), 22 h 15; sam., 15 h (12).

**CHERCHÉ-TOUT C'EST SIBIRIAT.** Espace européen, Matinée des Premières (48-26-45-00), mer. 20 h 30 (13).

**PERMIS DE VIVRE** (pour le logon des délégués, abbé Pierre), 18 h 30 (13).

Ne sont pas joués le mercredi, 0 : Hors

**Les autres salles**

**AMARILLO.** CENTRE CULTUREL DE ROSE-CROIX (42-74-35-35). D. Les paradiers prennent l'envol : mer. 20 h 30.

**AMANDIERS DE PARIS** (43-66-42-17). Wonderful Casting : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU** (42-08-77-71). Avant : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

**ARCAÏNE** (43-38-19-70). Baudelaire : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim., lun.

**ARLEQUIN** (45-89-43-22). Un pré vert, un tournant, deux boules de billard. Spectacle assuré si bon public : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**ARTISTIC-ATHÉVAINS** (48-06-36-02). Djebe : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ARTS-HÉROÏQUE** (43-57-32-23). O. Les Enfants du Soleil : 20 h 30 (sam., lun.). Rel. dim., lun.

**ATALANTE** (46-06-11-90). Touto 2 ou un petit pou plus tard le même jour : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ATELIER** (46-06-49-24). Baby Boom : 21 h, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

**ATHÈNE-LOUIS JOUVET** (47-42-57-27). Salle C. Bérard. O. Le Drame de la vie : 19 h (Jeu., ven., sam. dernière).

**BATACLAN** (47-00-30-12). D. Match d'improvisation : lun. 21 h.

**BOUFFES PARISIENS** (42-06-60-24). Une éclipse : 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

**CAPÉ DE LA DANSE** (43-57-05-35). O. Blanche-Neige : 20 h (Jeu., ven., sam. dernière).

**CARRÉ SILVIA MONFORT** (45-31-35-34). O. Les Deux Jumeaux vengeurs : 20 h 30 (Mar.), 16 h. Rel. dim., lun.

**CARTOUCHE** (43-28-97-04). O. Les Brûlés : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

**CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA LAQUAIRE** (43-74-99-41). O. La Ronde : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

**CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL** (43-74-24-08). Thermidor. Tournées d'après la mort de Robespierre : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

**CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPESTE** (43-28-36-36). Salle II. Le Bal de Vénus : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45). Ah! Ca rira, ça rira, ça rira : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

**CENTRE GEORGES POMPIDOU** (42-74-42-19). Grande salle. O. C'est dimanche : 21 h (Sam., dim., lun.).

**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60). D. Karagöz ou la légende humaine : Jeu., ven., sam. 20 h 30.

**CINQ DIAMANTS** (45-80-51-31). D. Rencontres : Jeu. 20 h 30, dim. 17 h.

**CIRQUE D'HIVER** (48-78-75-00). Auris : 14 h et 17 h 30, sam., dim. 14 h et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h. Rel. lun., jeu.

**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-89-38-69). Grand Théâtre. Passion Marionnettes géantes : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar. Le Ressort, Henry Brizard : sam. 20 h 30. Rel. dim., lun.

**COMÉDIE DE PARIS** (43-61-00-11). Voltaire's Folies : 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (42-37-37-21). Une femme sans histoire : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). Les Dilectes du baiser : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. Nicomède : 14 h, dim. 20 h 30. O. Le Legs suivi par le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30. D. La Cagnotte : mar. (abt. avant-première) 20 h 30, dim. 14 h. Fin de partie : Jeu. 21 h.

**COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT** (40-15-00-15). D. La Folie du sage. Cycle Fous et Bouffons au XVIIIe siècle : lun. (dernière) 18 h 30.

**DAUNOU** (42-61-62-14). D. Monsieur Mameur : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

**DÉJAZET-T.L.P.** (42-74-20-50). Le Tour du monde en quatre-vingt jours : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

**DEUX ANES** (46-06-10-20). Le Cadeau du père François : 21 h, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

**DIX-HUIT THÉÂTRE** (43-36-47-47). Le Gardien : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15, mar. 20 h 30 (10).

**ELBORADO** (42-93-60-27). Rêve de Vienne : 14 h 30, Jeu., ven., sam., dim. 14 h 30, dim. 18 h, sam. 20 h 30.

**ELBORADO (Frac)**. O. Permis de vivre (pour le logement des délégués) Abbé Pierre : 18 h 30, Jeu., ven., mar. 18 h 30, ven., mar. 13 h.

**ESPACE ACNAV (SALLE DU PUIT)** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**ESPACE** (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

**ESPACE ACTEUR** (42-62-35-00). Le Prince travesti : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

**ESSAIEN DE PARIS** (42-78-46-42). Salle II. Les Accusés : 19 h.

**MAIRIE STUART** (45-08-17-90). Le Monte-Plais : 18 h 30. Rel. dim., lun. La Théâtre : 20 h 30. Rel. dim., lun.

**MAIRIGNY** (42-56-04-41). Lescau fait l'œil à Mairigny : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

**MATHURINS** (43-45-90-00). La Femme à contre-jour : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

**MATHURINS (PETITS)** (43-45-90-00). La Femme à contre-jour : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

**MICHEL** (42-65-35-02). Pyramide pour s'ins : 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.



## CINEMA

## La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

## MERCREDI

L'Honorable Catherine (1942), de Marcel L'Herbier, 16 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: On the Night of the Fire (1939, v.o.), de Brian Desmond Hurst, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder: Nora Helmer (1973, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## JEUDI

La Charette Fantôme (1939), de Julien Duvivier, 16 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Poison Pen (1939, v.o.), de Paul Stein, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder: l'Allemagne en automne (1978-1977, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## VENDREDI

Tartarin de Tarascon (1943), de Raymond Bernard, 16 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Caligula (1940, v.o.), de Thérèse Dickinson, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder (v.o. s.t.f.), Lily Marleen (1981, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## SAMEDI

Après la réputation (1983, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique (v.o.):

Dangerous Moonlight (1941, v.o.), de Brian Desmond Hurst, 17 h; The Man in Grey (1943, v.o.), de Leslie Arliss, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder: Lola, une femme allemande (1981, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## DIMANCHE

Hommage à Rainer Werner Fassbinder: Théâtre en transe (1981, v.o. trad. simultanée), de Rainer Werner Fassbinder, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: le Médailleur (1945, v.o.), de Bernard Knowles, 17 h; A Canterbury Tale (1944, v.o.), de Michael Powell et Emeric Pressburger, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder (v.o.): le Secret de Veronica Voss (1982, v.o.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## LUNDI

Relâche.

## MARDI

Sous les yeux d'Occident (1936), de Marc Allégret, 16 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Brève rencontre (1945, v.o.), de David Lean, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder (v.o.): Je veux seulement qu'on m'aime (1975, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## MERCREDI

Sous les yeux d'Occident (1936), de Marc Allégret, 16 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Brève rencontre (1945, v.o.), de David Lean, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder (v.o.): Je veux seulement qu'on m'aime (1975, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## JEUDI

Après la réputation (1983, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique (v.o.):

Dangerous Moonlight (1941, v.o.), de Brian Desmond Hurst, 17 h; The Man in Grey (1943, v.o.), de Leslie Arliss, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder: Lola, une femme allemande (1981, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## DIMANCHE

Hommage à Rainer Werner Fassbinder: Théâtre en transe (1981, v.o. trad. simultanée), de Rainer Werner Fassbinder, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: le Médailleur (1945, v.o.), de Bernard Knowles, 17 h; A Canterbury Tale (1944, v.o.), de Michael Powell et Emeric Pressburger, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder (v.o.): le Secret de Veronica Voss (1982, v.o.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## LUNDI

Relâche.

## MARDI

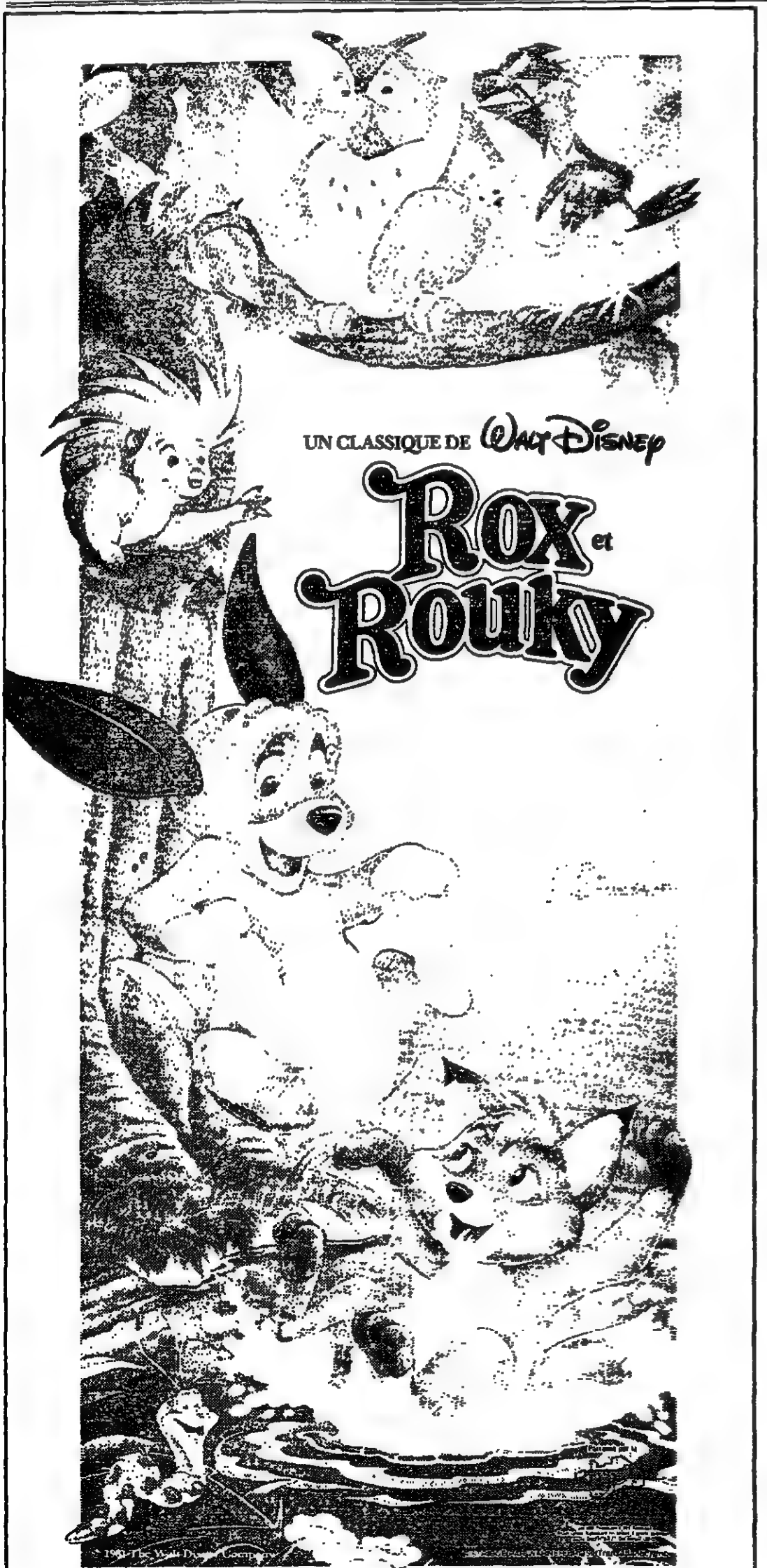
Sous les yeux d'Occident (1936), de Marc Allégret, 16 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Brève rencontre (1945, v.o.), de David Lean, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder (v.o.): Je veux seulement qu'on m'aime (1975, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## MERCREDI

Sous les yeux d'Occident (1936), de Marc Allégret, 16 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Brève rencontre (1945, v.o.), de David Lean, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder (v.o.): Je veux seulement qu'on m'aime (1975, v.o. s.t.f.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h.

## JEUDI

Après la réputation (1983, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique (v.o.):



UN CLASSIQUE DE Walt Disney

Rox et Rouky

D'après le livre de DANIEL P. MANNIX. Réalisé par ART STEVENS, TED BERMAN, RICHARD RICH. Coproduit par WOLFGANG REITHERMAN, ART STEVENS. Producteur exécutif RON MILLER. TECHNICOLOR®

VF: UGC ERMITAGE - REX - UGC OPÉRA - UGC MONTPARNASSE - UGC DANTON UGC LYON BASTILLE - UGC GODELINS - MISTRAL - UGC CONVENTION 3 SECRETAN - FORUM LES HALLES - GAMBETTA - PATHÉ CLICHY et dans les meilleures salles de la périphérie.

## DIMANCHE

Le Cinéma géorgien: les Hariberies (1973, v.o. s.t.f.), d'Elizer Chingelidze, 14 h 30; le Corbeau (1981, v.o. s.t.f.), de David Tskitishvili, l'incantation (1967, v.o. s.t.f.), de Tengiz Abuladze, 17 h 30; le Repentir (1984, v.o. s.t.f.), de Tengiz Abuladze, 20 h 30.

## LUNDI

Le Cinéma géorgien: le Voyage d'Alkali Tsereteli en Russie (1912, v.o. s.t.f.), de Vassil Amashukeli, 14 h 30; le Père du soldat (1916-1917, v.o. s.t.f.), d'Alexandre Tsutsouava, 14 h 30; les Bergers de Tschkheidze (1976, v.o. s.t.f. - 1ère partie), de Soso Tchikidze, 17 h 30; les Bergers de Tschkheidze (1976, v.o. s.t.f. - 2ème partie), de Soso Tchikidze, 20 h 30.

## MARDI

Relâche.

## MERCREDI

Les Années sombres 1938-1948: Après-guerre: Actualités de l'époque, Antenne 2, 14 h 30; Jacques Becker, 14 h 30; Jeune public: le Voyage de Bédouin (1953) d'Henri Gruel, Un geste de la butte (1963) de M. Delbecq, 14 h 30; Actualités de l'époque, Antenne 2, 16 h 30; Henri Diamant-Berger, Actualités de l'époque, Antenne 2, 18 h 30; Les Dames du bois de Boulogne (1944) de Robert Bresson, 18 h 30; Actualités de l'époque, Rendez-vous de juillet (1949) de Jacques Becker, 20 h 30.

## JEUDI

Les Années sombres 1938-1948: Aller au cinéma sous l'occupation: Actualités de l'époque, Goutti Mains rouges (1943) de Jacques Becker, 14 h 30; Actualités de l'époque, Lumière d'été (1942) de Jean Gruel, 14 h 30; Actualités de l'époque, le Corbeau (1943) de Henri-Georges Clouzot, 18 h 30; Cinéma sous: Fais divers (1923) de Claude Autant-Lara, Yves (1927) d'Alberto Cavallotti, 20 h 30.

## VENDREDI

Les Années sombres 1938-1948: Une avant-guerre: Actualités de l'époque, Entente cordiale (1939) de Marcel L'Herbier, 14 h 30; Maman ou la paix pour moi (1907) de Marcel Opéris, 16 h 30; Actualités de l'époque: le Paradis perdu (1939) d'Abel Gance, 18 h 30; Actualités de l'époque, Ils étaient sans sépulture (1939) de Sacha Guitry, 20 h 30.

## SAMEDI

Les Années sombres 1938-1948: la Délicie: Actualités de l'époque; Actualités de l'époque, le Traité (1973) de Pierre Granier-Deferre, 14 h 30; Actualités de l'époque: le Bassin de France (1983) de Jean Gruel, 16 h 30; le Temps défilé (1985) de Pierre Beuchot, Un balcon en forêt (1979) de Michel Mitrani, 18 h 30; Actualités de l'époque, le Capitaine Corcoran (1961) de Jean Renoir, 20 h 30.

## DIMANCHE

Les Années sombres 1938-1948: Vers les beaux jours: le Jour et l'Heure (1962) de René Clément, la Libération de Paris (1944) d'un collectif, 14 h 30; Pages d'histoire (1966, v.o.) de Louis Eostev, la France libérée (1948) de Sergueï Yutkevitch, 16 h 30; la Libération de Paris (1944) d'un collectif, Papy fait de la ré-

## LUNDI

Relâche.

## MARDI

Les Années sombres 1938-1948: Vers les beaux jours: le Jour et l'Heure (1962) de René Clément, la Libération de Paris (1944) d'un collectif, 14 h 30; Pages d'histoire (1966, v.o.) de Louis Eostev, la France libérée (1948) de Sergueï Yutkevitch, 16 h 30; la Libération de Paris (1944) d'un collectif, Papy fait de la ré-

## LES FILMS NOUVEAUX

MÉPHISTO DIT LA NOUÏE. Film

français de Bernétt Studio

Galaud, 9 (45-54-01-76).

CAMILLE CLAUDEL. Film français

de Bruno Nuyten: Gaumont Les

Halls, 1\* (40-26-12-12); Gaumont

Opéra, 2\* (47-42-60-33); 14

Juillet Odéon, 6\* (43-25-59-83);

Bretagne, 6\* (42-22-57-97); Publicis

Saint-Germain-des-Près, 1\* (43-27-52-37);

Pagode, 7\* (47-05-12-15); La

Pagode, 7\* (47-05-12-15); Gaumont

Champs-Élysées, 8\* (43-59-04-67);

Publicis Champs-Élysées, 8\* (43-59-04-67);

76-23; 14 Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-81); Les Nations, 12\* (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44); Gaumont

Albion, 14\* (43-27-54-50); 14

Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-22-46-01);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71); UGC

Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

UGC Maillot, 17\* (42-42-27-71);

tance (1983) de Jean-Marie Poiré, 18 h 30; la Louque nuit (1963) de Paul Schan, Des Terroristes à la retraite (1985) de Serge Mosco, 20 h 30.

## Les exclusivités

A BOUT DE COURSE (A. v.o.): L'ac-

couché, 6\* (45-44-57-94).

ACHÈVE KEBIR (S. v.o.): Forum

Orient Express, 1\* (42-33-42-26);

Cosmos, 6\* (45-44-28-80); Le Triomphe,

8\* (45-62-45-76); 14 Juillet Bastille, 11\* (45-57-90-81).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al., v.o.):

Saint-André-des-Arts II, 6\* (43-26-80-25).

L'AMATEUR (Pol., v.o.): L'Entrepre-

neur, 14\* (44-43-41-63).

AUX FRONTIÈRES DE L'AUBE (\*)

(A. v.o.): UGC Montparnasse, 6\* (45-74-94-94).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.): 14 Juillet

Odéon, 6\* (43-25-59-83); Gaumont

Ambassade, 8\* (45-59-19-08); UGC

Opéra, 9\* (45-74-95-40); Gaumont

Elysées, 14\* (43-35-30-40); Convention

Saint-Charles, 15\* (45-79-33-00); v.f.:

Favreux, 13\* (43-31-56-86); Images, 19\* (45-22-47-94).

BIG (A. v.o.): UGC Normandie, 6\* (45-63-16-16).

BIRD (A. v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6\* (43-26-58-00).

BLACK M&amp;C 2 (Fr.): George V, 8\* (45-63-41-46); Favreux, 13\* (43-31-56-86); Pathé Montparnasse, 14\* (43-20-12-06).

LE CHEMIN DU SERPENT (Se. v.o.):

Épée de Bess, 6\* (43-37-37-47).

CROCODILE DUNDEE II (A. v.o.):

Reiz, 2\* (42-36-83-93); UGC Mont-

parnasse, 6\* (45-74-94-94); George V, 8\* (45-63-41-46); Parnasse Opéra, 9\* (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44); Pathé Montparnasse, 14\* (43-20-12-06); Convention Saint-

Charles, 15\* (45-79-33-00); Pathé

Clichy, 18\* (45-22-46-01); Pathé

Clichy, 18\* (45-22-46-01).

DANS LES TÉNÉRES (Esp. v.o.):

Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Utopia Champollion, 5\* (43-26-84-45);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);

Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);















# Le Monde INTERNATIONAL

## union européenne de radiodiffusion

association professionnelle des organismes de radio-télévision de service public

souhaite engager

### un rédacteur (m/f)

(francophone)

pour le Service des publications de son Centre technique.

Le candidat retenu participera à l'édition de toutes les publications techniques de l'UER : Revue de l'UER, Specifications, Rapports techniques, Normes, Recommandations, etc. Ces documents sont publiés dans les deux langues officielles de l'Union et le titulaire du poste sera plus particulièrement responsable de leurs versions françaises. Il devra faire quelques traductions en français.

Les candidats devront faire preuve :

- d'une excellente connaissance du français (francophones de naissance);
- de leur capacité à rédiger en un style clair et concis;
- d'une vaste connaissance des techniques de radiodiffusion et des télécommunications;
- d'une très bonne connaissance de l'anglais.

Les qualités suivantes servent un avantage :

- expérience : du traitement de texte;
- de la rédaction technique;
- de l'édition classique ou « desktop publishing »;
- connaissance d'autres langues européennes;
- capacité de dessiner des projets d'illustrations techniques.

Les candidats doivent noter que le Centre technique de l'UER déménagera de Bruxelles à Genève pendant l'été 1989. Celui qui sera retenu devra prendre ses fonctions à Bruxelles le plus rapidement possible et se réinstaller ensuite à Genève avec son service.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées avant le 13 janvier 1989 au Directeur du Centre technique de l'UER, avenue Albert Lancaster 32, B-1180, Bruxelles.

La CHUV, Centre hospitalier universitaire vaudois, situé à Lausanne, Suisse, au bord du lac Léman, est un hôpital de 1 200 lits.

Pour compléter ses équipes de soins dans les différents services de

**MÉDECINE et ses spécialités**  
**PÉDIATRIE et CHIRURGIE PÉDIATRIQUE**  
**GYNÉCOLOGIE et OBSTÉTRIQUE**  
**CHIRURGIE et ses spécialités**

Il cherche des

**INFIRMIERS (IÈRES) D.E.**

au bénéfice d'un minimum de 6 mois d'expérience professionnelle.

Si vous êtes :

- Désireux (se) d'élargir votre champ d'activités;
- Attiré(e) par le changement et la nouveauté;
- Disponible pour une année;
- Agé(e) de moins de 30 ans (autorisation de séjour).

Vous trouverez dans nos services :

- Une activité variée centrée sur la personnalisation des soins;
- Un travail en équipe;
- Des possibilités de logement;
- Un restaurant d'entreprise;
- Un salaire mini. de 3 300 F/s, brut à partir de juil. 89 jusqu'en oct. 89.

Les engagements pourraient intervenir à partir de juil. 89 jusqu'en oct. 89.

Envoyez à :

**COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS**

Mont-Paisible, 16 - CHUV, CH - 1011 LAUSANNE

en joignant une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé, copies de diplômes et certificats d'emplois.

Délai de postulation : 15 décembre 1988 au plus tard.

Des entretiens de candidature seront organisés à Lausanne et à Paris; vos serrez, serrez(e) individuellement.

BCEOM Société Française d'Ingénierie



Pour traduction de documents et correspondances à caractère technique, recherche URGENT :

**TRADUCTEUR (TRICE)**

**CONFIRME (E)**

(français, anglais, espagnol)

Diplômé(e) d'une école de traduction, expérience minimum 5 ans, connaissant bien le domaine des infrastructures (routes, ouvrages d'art, ports, ...)

Prérez d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo 3x4, 88/85 à J.M. GLASMAN (D.R.H.) BCEOM - 15, square Max-Hymans - 75741 PARIS Cedex 15

BCEOM



Dans le cadre d'une mission d'assistance technique auprès d'une compagnie publique de transports urbains (bus-outocars) au PAKISTAN, nous recherchons :

## INGENIEUR ECONOMISTE DES TRANSPORTS

(ref. 88/33)

Responsable de la mission (4 experts), il sera plus particulièrement chargé d'une mission de conseil auprès de la direction de la compagnie dans les domaines de l'exploitation et de la planification.

Pour ce poste, nous attendons la candidature d'ingénieurs (ENPC, CENTRALE, ESTP ou EITE) + spécialisation en économie des transports. Expérience mini. 7 ans dans les transports acquise en partie à l'étranger. L'anglais doit être parfaitement maîtrisé.

## EXPERT EN GESTION

(ref. 88/69)

Mission : « mettre en place et développer les outils de gestion permettant de déterminer le résultat d'exploitation des différentes lignes et de l'ensemble de la compagnie. » proposer des procédures de contrôle de consommation (carburant, pièces, main d'œuvre...). Il assurera la formation de ses homologues locaux. Gestionnaire confirmé (DEC, ESSEC, Sup.de Co), expérience en audit, conseil ou société de transports urbains. Anglais impératif.

La mission est d'une durée d'un an (sur 89), basée dans un grand centre urbain. Conditions habituelles liées à l'expatriation, garanties sociales complètes. Les candidatures (lettre manuscrite C.V. + photo) sont à adresser à :

BCEOM - J.M. GLASMAN (D.R.H.)  
15, square Max-Hymans  
75741 PARIS Cedex 15  
(merci de préciser la référence du poste choisi)

# M E D E C I N

## DIRECTEUR MEDICAL REGIONAL AFRIQUE OCCIDENTALE ET MAGHREB

**CIBA-GEIGY**, 2<sup>ème</sup> laboratoire pharmaceutique mondial recherche un Médecin - Directeur Médical Régional. Responsable de l'ensemble des activités médicales et scientifiques sur ce secteur, le Directeur Médical Régional aura à superviser, conseiller, assister un certain nombre de Directeurs médicaux locaux et devra assurer lui-même, sur les territoires qui n'en sont pas pourvus, la fonction de Directeur médical local :

- mise en place et suivi des essais cliniques en liaison avec les médecins expérimentateurs
- enregistrement des produits
- diffusion des informations au marketing
- participation aux séminaires, relations publiques, publications...

Le médecin recherché est diplômé d'une faculté de Médecine francophone, avec si possible, de bonnes connaissances dans les domaines de l'épidémiologie et de la santé publique. Il possède une solide expérience de l'industrie pharmaceutique (développement, recherche ou formation...) et des pays en voie de développement.

Compte-tenu de la diversité et du niveau des contacts à entretenir, il doit avoir une excellente communication, une forte stabilité émotionnelle, une grande adaptabilité. Parfaite connaissance des langues française et anglaise indispensable.

Ce poste est basé à Casablanca.

Envoyer C.V. détaillé avec photo à la Direction Médicale Pharma International, CIBA-GEIGY CH, 4002 BALE (SUISSE).

**CIBA-GEIGY**

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Nous ouvrons une inscription de professeur ordinaire de philosophie générale (épistémologie et problématique). Titulaire d'un doctorat en lettres, docteur d'Etat, habilitation au titre équivalent. Bénéficiaire en fonction le 1<sup>er</sup> sept. 89. Les lettres de candidature, avec C.V. et liste des publications, doivent être envoyées avant le 16 janv. 89 au Doyen de la Faculté des Lettres, Université de Lausanne, CH-1015 Lausanne.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la même adresse. 1841-21/892-45-521.

Au pair en Allemagne, près de Francfort.

Nous cherchons une jeune fille parlant allemand ou anglais pour garder notre fille d'un an.

Famille Hübner, Nordseeweg 11, D-6382 Friedrichsdorf.

L'ECOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours un poste de

## PROFESSEUR EN ÉLECTROTECHNIQUE

Date d'inscription : 28 février 1989

Entrée en fonction : Automne 1989 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste au :

Secrétariat général de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne - CE - Etablissements 1015 LAUSANNE, SUISSE.

## EUROCONTROL



THE EUROPEAN ORGANISATION FOR THE SAFETY OF AIR NAVIGATION Central Route Charges Office at Brussels

### ADMINISTRATIVE ASSISTANT (no BA/BS)

(M.F. AGE: 21-35)

**FUNCT:** Verification and reconciliation of debtors accounts. Analysis, credit control and collection of outstanding receivables. Liaison with various National Administrations.

**QUALIF:** Advanced level of secondary educ. or equiv. prof. exp. gained in an int. environment/private sector. Excellent oral and written exp. in English or French. Good knowledge of other languages is an advantage. Basic knowledge of E.D.P./wordprocessing related to accounting and credit control. Initiative - Imagination and Zeal.

**APPLY:** Application forms to be returned before 31.12.88 to and obtainable from: EUROCONTROL, DIV. PF 1, 72 Rue de la Loi, B-1040 Brussels.

RESEAU FRANÇAIS DE DISTRIBUTION DE MICRO-INFORMATIQUE Gammes : I.B.M., APPLE et COMPAQ. Plus de 250 personnes. Plus de 250 Millions de FF de C.A. en 1987.

RECRUTE :

pour l'expansion de son réseau au niveau européen des

**DIRECTEURS NATIONAUX**

pour la GRANDE-BRETAGNE Réf. MG 01

l'ESPAGNE Réf. ME01

l'ALLEMAGNE Réf. MA01

les PAYS-BAS Réf. MP01

Mission : après une période de formation de quelques mois aux méthodes de la société en France (au siège parisien et dans certaines agences de province), ils ou elles prendront en charge l'implantation du réseau de distribution dans le pays concerné : recrutement, recherche de locaux, mise en place des procédures commerciales et administratives, développement des ventes, etc. Profil : âgé(e) de 30 à 45 ans. Ils ou elles seront de préférence de la nationalité du pays choisi mais parlant et lisant parfaitement le français. Ils ou elles auront une parfaite connaissance et une bonne pratique de la vente des produits technologiques aux sociétés, dans ce pays. Une compétence dans le domaine de la micro-informatique serait un atout très important.

Envoyer curriculum complet à : W. SWEERTS publicité, 31, Champs-Élysées - 75008 PARIS sous réf. du pays demandé.

## Le Monde CADRES

Le Centre d'Informations financières recherche pour ses agences de Paris et de Lyon des

**CONSEILLERS COMMERCIAUX (R.F.)**

— Contact à haut niveau ;

— Formation assurée ;

— Rémunération attractive. Tél. : 45-53-20-00 p. 181.

**SOCIÉTÉ DE PRESSE**

cherche pour ses revues professionnelles

**UN JOURNALISTE**

diplômé d'école de journa-

lisme, 6 ans d'exp. Dynamique et volontaire.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo et

rémunération s/r 8 041. Le Monde Publicité, 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

**LYCÉE PRIVÉ SOUS CONTRAT**

recherche

**PROFESSEURS SCIENCES ÉCONOMIQUES**

niveau maîtrise, serrez complet, 42-74-78-82.

**STÉ IMMOBILIÈRE**

rech. commerciale et niveau

Administrateur de biens. Envoyer C.V. à M.B.T.G., 42, av. Victor-Hugo, 10<sup>e</sup>.

## ELECTRONIC

30 personnes, fabricant matériel sonorisation et éclair. scénique, recher-

chent un

**CONSEILLER COMMERCIAL**

— Formation assurée ;

— Rémunération attractive. Tél. : 45-53-20-00 p. 181.

**SOCIÉTÉ DE PRESSE**

cherche pour ses revues professionnelles

**UN JOURNALISTE**

diplômé d'école de journa-

lisme, 6 ans d'exp. Dynamique et volontaire.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo et

rémunération s/r 8 041. Le Monde Publicité, 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

**LYCÉE PRIVÉ SOUS CONTRAT**

recherche

**PROFESSEURS SCIENCES ÉCONOMIQUES**

niveau maîtrise, serrez complet, 42-74-78-82.

**STÉ IMMOBILIÈRE**

rech. commerciale et niveau

Administrateur de biens. Envoyer C.V. à M.B.T.G., 42, av. Victor-Hugo, 10<sup>e</sup>.

## DEMANDES D'EMPLOIS

**BRESIL, MISSION EXP.** Jeune retraité négociant, introduit milieu art. São Paulo, ch. 25 performance. Ecrire sous le n° 8000.

**LE MOINE PUBLISSE** 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

Hormis, 30 ans, niveau maîtrise d'économie, justifié de cinq années d'expérience dans la vente, étudie toutes propositions sérieuses.

Tél. : 30-51-07-40.

24 ans. Titul. d'une maîtrise en droit des affaires. Exp. 6 mois. Rédacteur juridique dans la fonction publique. Recherche : poste d'expert, libéré ou salarié. à Thomas Bouquet, 30, av. de Paris, 75000 Versailles.

39-50-50-78.

**capitales propositions commerciales**

Possède partie de fabricant d'appareils de pompes à eau et moto-pompes en Europe. Cherche pour France un distributeur bien doté, p. ex. de commerce technique de pompes. Offrons haute qualité et prix favorables. Contacter : Armementvibrant, Zone Hort Goubert, 1000 Tournai, Tél. 064, 1849481 8886-211.

**automobiles**

**ventes**

**(moins de 5 CV)**

Voir RB, 5 p. TR, 4 CV, man- che, p. métal, boîte 5 vit.

ess.-pl. av. Orig. de bord, 14 000 km, 14 000 km, 14 000 km.

Tél. : 69-98-91-40 p. 411.

Après 18 h. 69-24-18-57.

**J. HOMME TRILINGUE** Exp. commerce internat. Traductions, TEX, GESTION, COMMANDES. Tél. : 42-42-53-00.

Chercheur-acc. économ. économique, recherche emploi gestion, prix de revient. Tél. : 49-20-78-02.

**SECRÉTAIRE**

Dactylo-facture expé- rimentée rech. emploi stable. Mensuel dédité : 7.000 F net.

Tél. : 49-04-43-41.

**J.F. 29 ans, traductrice** tach. russe, française, russe lang. matern., russe cherche emploi traduct. ou mission temporaire accompagnée. Ecrire sous le n° 8043.

**LA PRINCE PUBLISSE** 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

J.F. 28 ans, D.E. économie, inf. / acc. économ. rech. emploi France ou étranger. Etudier les pros.

Tél. : 69-57-51-84.

Americaine, professeur d'anglais diplômé, ch. emploi : cours d'anglais, niveau scolaire, universitaire, affaires.

Tél. : 45-29-51-85.

Un chef d'équipe de protec- tion rapprochée, sérieux et efficace, réf. recherche employeur français étranger, court et long terme. Cerveau 93-45-98-88 / 93-46-18-63.

Chercheur-acc. économ. économique, recherche emploi gestion, prix de revient. Tél. : 49-20-78-02.

**J.H. 29 ans, mait. 6e, Po.** DEA Socio., Po., qualité de chef d'équipe de protection rapprochée, sérieux et efficace, réf. recherche employeur français étranger, court et long terme. Cerveau 93-45-98-88 / 93-46-18-63.

Chercheur-acc. économ. économique, recherche emploi gestion, prix de revient. Tél. : 49-20-78-02.

**ENSEIGNANT ÉLECTRONIQUE, MICRO-PROCESSEURS, SOFT ET HARD**

Ch. emploi mait. de pré- formation, 45-97-52-21.

## L'AGENDA

Antiquités

**POUR JAPON et USA**

**ACHETONS A VOTRE PRIX**

**STATUES BRONZE,**

**LAMPES et VASES**

**GALLIE-BADIN-LALIQUE**

**ET TOUT OBJET D'ART.**

**43-87-92-80**

62, bd Malesherbes, 8<sup>e</sup>.

Paiement comptant. Tout déplacement gratuit.

**Cours**

Prof. agrégé. Ecole normale sup. donne cours français, latin, grec, philo, allemand, 18 rue de la République.

Tél. : 47-50-81-02.

**HUITRES**

**LES HUITRES DE FRANCE**

Les 9 et 10 décembre, vente exceptionnelle de coquilles et fautes. Nombreux modèles en cuir et tissu. Per exemple : 3 pièces entières, décapotable : 2 480 F.

Canapé 3 places cuir pleins fleur anthr. 9 500 F au lieu de 17 400 F.

Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.

**L'ENTREPRENDRE DU CANAPÉ**

Les 9 et 10 décembre, vente exceptionnelle de coquilles et fautes. Nombreux modèles en cuir et tissu. Per exemple : 3 pièces entières, décapotable : 2 480 F.

Canapé 3 places cuir pleins fleur anthr. 9 500 F au lieu de 17 400 F.

Venez vite pour avoir le choix, tous les modèles sont disponibles.

**Enseignement**

**ENSEIGNANTS**

Vous êtes intéressés par l'enseignement de nos enfants ? Vous souhaitez aider les « laissés pour compte » de l'éducation nationale, c'est possible ! Céder vos propres soutiens scolaires. Je peux vous aider car vous tourez- ser mon livre « Comment créer un centre de soutien scolaire de A à Z ».

70 F avec « Assistance télé-phonique permanente ». M. Chaperon, BP 41 53, 88044 Perpignan.

**Pensions**

**de familles**

**SKI DE FOND HAUT JURA**

3 h de Paris par T.G.V.

Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. maxi) dans ferme du Jura, confortables, menuiserie récente, chère avec A.D.B. w.c., table d'hôte, cuis. équipée et libre, petit maison cult. au feu de bois. Ambiance sympathique. De 2.050 F à 2.590 F par pers. et semaine 12 compris, par- son complète + vis. mont- tor et matériel de ski. T. : 019 65-62-02-91 ou écrire : La Cote d'Azur, 25000 MONTREUIL.

**Vacances**

**Tourisme**

**Loisirs**

SKI familial en terre « Le Chauchet » 38930, 75-34-45-72, pers. comp. en gîte de France, 115 F. Réduction pour enfants.



# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes appartements ventes appartements ventes

**2<sup>e</sup> arrdt (REX) PRES**  
Ravissant studio, cuis., salle d'eau, w.c., chauffage central, imm. sur rue. - 240 000 F.  
**MGH - 43-87-71-55**  
38, bd Badgouin, 75017 Paris.

**3<sup>e</sup> arrdt MARAIS GRAND DUPLEX**  
85 m<sup>2</sup>, cuis. équipée, s. de b. b. 2 ch. b. b., belle déco. 1 700 000 F. 46-41-11-00.

**MARAI**  
dans bel imm. de caract., très beau état, avec meub. n. n. cuis. équip., s. de b. 800 000 F. 46-41-11-00.

**TRANS OPÉRA**  
Tél. : 43-45-23-15.

**5<sup>e</sup> arrdt MONGE 85 m<sup>2</sup> +**  
3 pces, balcon, cuis., b. b., s. de b., 2 ch. b. b., 100 000 F. 43-36-17-38.

**CLAUDE-BERNARD**  
Récemment gd studio, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 740 000 F. 43-25-97-18.

**LUXEMBOURG**  
Séjour + 2 ch. b. b. en duplex, 11 cont., carré, 1 800 000 F. 43-25-97-18.

**CENSIER**  
Bel imm. p. de t. 2 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 900 000 F. 43-25-97-18.

**SAINT-GERMAIN**  
180 m<sup>2</sup> + 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 800 000 F. 43-25-97-18.

**CLAUDE-BERNARD**  
Séjour + 2 ch. b. b. en duplex, 11 cont., carré, 1 800 000 F. 43-25-97-18.

**MONGE**  
dans imm. p. de t. 2 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 750 000 F. 43-36-17-38.

**P. ESTRAPADE, 5 P.**  
4<sup>e</sup> étage, soléil, cuis. 40 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., 1 500 000 F. 46-46-26-25.

**CLAUDE-BERNARD**  
Séjour + 2 ch. b. b. en duplex, 11 cont., carré, 1 800 000 F. 43-25-97-18.

**PRES INSTITUT**  
Dern. ét. de l'opéra, 2 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 300 000 F. 43-45-23-15.

**RUE ST-BASILE**  
Immense duplex, 100 m<sup>2</sup>, 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 500 000 F. 46-46-26-25.

**CHERCHÉ-MIDI**  
Avec cour. et jardin, 100 m<sup>2</sup>, 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 500 000 F. 46-46-26-25.

**VAVIN, 5 pces, park.**  
3 200 000 F.  
**45-44-22-36.**

**QUAIS 2 PIÈCES**  
Vue Seine et Louvre  
**45-44-22-36.**

**ST-PLACIDE, 4 pces, 80 m<sup>2</sup>.**  
bon état, 1 900 000 F.  
**45-44-22-36.**

**FLEURUS**  
Spacieux 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**RECHERC. APPTS TTES SURFACES**  
**45-44-22-36.**

**FACE LUXEMBOURG**  
6 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 800 000 F. 43-25-97-18.

**7<sup>e</sup> arrdt CH-DE-MARS**  
Près de bel imm. rev. et tap. scell., 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**SOCIÉTÉ-RAIP**  
220 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**SAC ST-GERMAIN**  
Dern. ét. de l'opéra, 2 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 300 000 F. 43-45-23-15.

**R. ROUSSELET 2 P.**  
45 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
62, rue d'Anvers, 5 pces, 119 m<sup>2</sup>, 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**CANAL ST-MARTIN**  
Possibilité commerciale, 100 m<sup>2</sup>, 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**LOUIS-BLANC**  
4 pces, 100 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**11<sup>e</sup> arrdt RUE DE LAPPE**  
Près Opéra Bastille, 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**SAINT-AMBOISE**  
2-3 pces, 70 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**VOLTAIRE**  
Local comm., 120 m<sup>2</sup>, en 2<sup>e</sup> ét., 2 000 000 F.  
**TRANS OPÉRA**  
Tél. : 43-45-23-15.

**BD RICHARD LENOIR**  
4 pces, 100 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**TRANS OPÉRA**  
Tél. : 43-45-23-15.

**12<sup>e</sup> arrdt PORTE DORÉE**  
Imm. ancien, 1<sup>e</sup> ét., 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**M. LEDRU-ROLLIN**  
2 pces, 45 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**AV. DAUMESNIL**  
Dans imm. p. de t. 2 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**CH-DE-MARS**  
Près de bel imm. rev. et tap. scell., 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**SOCIÉTÉ-RAIP**  
220 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**SAC ST-GERMAIN**  
Dern. ét. de l'opéra, 2 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 300 000 F. 43-45-23-15.

**R. ROUSSELET 2 P.**  
45 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
62, rue d'Anvers, 5 pces, 119 m<sup>2</sup>, 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**CANAL ST-MARTIN**  
Possibilité commerciale, 100 m<sup>2</sup>, 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**LOUIS-BLANC**  
4 pces, 100 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**11<sup>e</sup> arrdt RUE DE LAPPE**  
Près Opéra Bastille, 3 pces, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**SAINT-AMBOISE**  
2-3 pces, 70 m<sup>2</sup>, 2 ch. b. b., cuis. équip., s. de b. 1 200 000 F. 46-41-11-00.

**LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS**

15 maisons de grand luxe à deux pas du golf de St-Nom-la-Bretèche

Fenêtrées (78) Dans un site remarquable, clos de murs, Les Nouveaux Constructeurs réalisent 15 superbes maisons à l'architecture exceptionnelle.

Maisons de 6 à 7 pièces de 180 à 207 m<sup>2</sup>

Villa St-James - rue de Poissy - 78810 Fenêtrées.

Tél. : 30.54.31.21

Nous concevons des espaces de vie.

**COURCHEVEL**

A Courchevel 1550, au pied des pistes du domaine des 3 Vallées, "Les Bruges", une résidence de haut standing avec une vue remarquable. De très beaux appartements avec cuisine indépendante et balcon à partir de

458.000 F\*

Veuillez m'envoyer votre documentation "Courchevel"

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. dom. : \_\_\_\_\_ Tél. bur. : \_\_\_\_\_

**Spic Loisirs**

IMMOBILIERE S.A. 100000 F. 43-45-23-15

75, avenue Marceau 75116 PARIS

Tél. : 47.23.00.67

**PLUS PLUS PLUS MEDITERRANEE**

Sur la plage - Vue sur VOTRE MAISON + TERRASSE + GRAND JARDIN

163.000 F\*

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

Tél. : 78.93.06.68

**L'IMMOBILIER ESPAGNOL A PARIS**

**COSTA DEL SOL CANARIES MARBELLA TENERIFE**

**LUCIA POU PROPERTIES ET ARCO ORGANIZACION EXPOSENT :**

villas, appartements, locaux commerciaux, terrains.

Les 8 et 9 décembre, de 14 h à 19 h et les 10 et 11 décembre, de 10 h à 19 h.

A l'hôtel MERCURE 27, avenue des Ternes, PARIS 75007.

Tél. : 47-66-49-18.

**LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS**

15 maisons de grand luxe à deux pas du golf de St-Nom-la-Bretèche

Fenêtrées (78) Dans un site remarquable, clos de murs, Les Nouveaux Constructeurs réalisent 15 superbes maisons à l'architecture exceptionnelle.

Maisons de 6 à 7 pièces de 180 à 207 m<sup>2</sup>

Villa St-James - rue de Poissy - 78810 Fenêtrées.

Tél. : 30.54.31.21

Nous concevons des espaces de vie.

**COURCHEVEL**

A Courchevel 1550, au pied des pistes du domaine des 3 Vallées, "Les Bruges", une résidence de haut standing avec une vue remarquable. De très beaux appartements avec cuisine indépendante et balcon à partir de

458.000 F\*

Veuillez m'envoyer votre documentation "Courchevel"

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. dom. : \_\_\_\_\_ Tél. bur. : \_\_\_\_\_

**Spic Loisirs**

IMMOBILIERE S.A. 100000 F. 43-45-23-15

75, avenue Marceau 75116 PARIS

Tél. : 47.23.00.67



هكذا من الأصل

bureaux

**VAR**

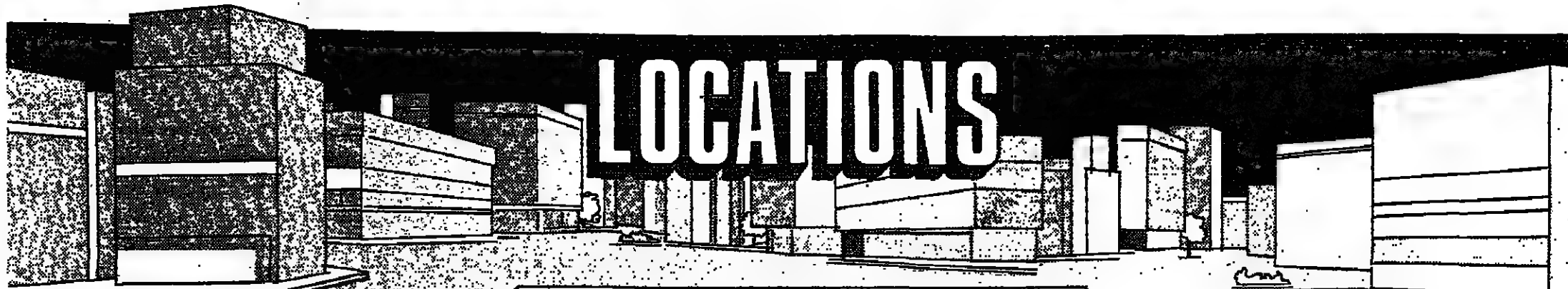
Très belle propriété. Vue exceptionnelle panoramique imprenable.  
Surface totale 13 036 m<sup>2</sup>, surf. maison 310 m<sup>2</sup>, 7 pièces,  
séjour 41 m<sup>2</sup>, salle billard 32 m<sup>2</sup>. Cuisine équipée, 2 salles de bains,  
2 w.-c. Garage-cave 133 m<sup>2</sup>. Grand patio. Nombreuses possibilités.  
5 km sous route Paris-Nice, 15 minutes golf 18 trous.

**Prix : 1 700 000 F**  
(facilité de paiement)

**Téléphone : 84-78-70-98 (le soir).**



REPRODUCTION INTERDITE



# LOCATIONS

## LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnie d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites  
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,  
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
<b>PARIS - 4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>91 - ESSONNE</b>				
3 Pièces	8 370		18, rue Quincampoix	Imm. XVII <sup>e</sup> , rénové	2/3 Pièces	3 400	OUI	La Chesnay, 27, r. de Versailles	Vis./r.-v.
93 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	1 376		SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.-v., Duplex	65 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	475		AXA 40-75-59-24	
<b>PARIS - 9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					4 Pièces	5 282	OUI	Rocquencourt, 13, r. des Erables	Appt stand. av. balc., pêche Ctre comm., Parly II et tennis
3 Pièces	5 700	OUI	8, rue Pigalle	Proche Trinité	98 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	1 181		SGI/CNP 47-42-17-61	
78 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	643		AXA 40-75-59-24	Vis./r.-v.	5 Pièces	10 700	OUI	Saint-Germain-en-Laye	Vue dir. s./parc, chauff. indiv. électr.
<b>PARIS - 12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					107 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	1 567		GCI 40-16-28-68	
3 Pièces	5 200	OUI	94, av. Michel-Bizot	Imm. récent, chauff., eau chaude ind. électr.	4 Pièces	8 250	OUI	Saint-Germain-en-Laye	Imm. récent
65 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	430		PRÉBAIL 43-48-74-00	Vis./r.-v.	84 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	800		19 ter, rue des Bouffiers	
4 Pièces	5 600	OUI	62, cours de Vincennes		4 Pièces	4 290	OUI	VERNEUIL-sur-Seine	Maison indiv. avec cheminée et jân privatif
87 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	1 080		AGF 42-44-00-44		97 m <sup>2</sup>	354		4, allée Frédéric-Chopin	
3 Pièces	5 350	OUI	8-10, rue Jules-César	Vis./r.-v.	5 Pièces	4 992	OUI	SGI/CNP 47-42-17-61	
81 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	930		AGF 42-44-00-44		93 m <sup>2</sup>			Villepraux, 8, av. de la Maladrerie	Maison indiv. avec cheminée et jân privatif
<b>PARIS - 14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					5/6 Pièces	6 048	OUI	SGI/CNP 47-42-17-61	
4 Pièces	6 900	OUI	66 bis, av. Jean-Moulin	Imm. neuf, gde terrasse, tél. mar./sem. 11-19 h	121 m <sup>2</sup>	3 582	OUI	SGI/CNP 47-42-17-61	
86 m <sup>2</sup> , RC	800		PRÉBAIL 45-40-55-66		4 Pièces	4 22		Verneuil	Chauff. indiv. électrique
<b>PARIS - 15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					85 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage			10-12, bd de la Libération	
3 Pièces	5 918	OUI	45, rue d'Alenay	Vis./r.-v.				GCI 40-16-28-68	
72 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	990		AGF 42-44-00-44	Dble séjour, 1 chambre				AGF 42-44-00-44	
<b>PARIS - 16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>				
Studio, 3 <sup>e</sup> étage	4 800	OUI	4, r. F.-David (angle r. Gros)	Imm. neuf, haut stand., chauff. ind., vis./r.-v.	2 Pièces	2 780	OUI	Bois-Colombes	Vis./r.-v.
3 Pièces	11 800		SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand., chauff. ind., vis./r.-v.	46 m <sup>2</sup> , RC	419		50-56, av. Charles-de-Gaulle	
68 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	780		4, rue F.-David (angle rue Gros)	Imm. neuf, haut stand., chauff. ind., vis./r.-v.	4 Pièces	9 908	2	AXA 40-75-59-24	
5 Pièces	17 000	OUI	SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand., chauff. ind., vis./r.-v.	127 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	1 984		Soudagne, 2, rue du Chêne	Vis./r.-v.
129 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	1 100		4, r. F.-David	Imm. neuf, haut stand., chauff. ind., vis./r.-v.	3 Pièces	2 237		SGI/CNP 47-42-17-61	
3 Pièces	6 078		82, rue Lauriston	Imm. neuf, haut stand., chauff. ind., vis./r.-v.	68 m <sup>2</sup> , RC	858		Colombes, 32, rue du Bourard	Vis./r.-v.
81 m <sup>2</sup> , RC	914		SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.-v.	4 Pièces	5 600	OUI	AXA 40-75-59-24	
2 Pièces	4 900		24, av. de Versailles		86 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	706		Courbevoie, 3, place Charas	Vis./r.-v.
63 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	748		SAGGEL 47-42-44-44		55 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	3 900	OUI	AXA 40-75-59-24	
2/3 Pièces	4 750		136, quai Louis-Biérot		51 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	887		Levallois, 58-60, rue Rivey	Vis./r.-v.
60 m <sup>2</sup> , RC	976		SAGGEL 47-42-44-44		4 Pièces	6 930		AXA 40-75-59-24	
<b>PARIS - 17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					77 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	858		Neaillly, 41, bd Cdt-Cherrot	Vis./r.-v.
3 Pièces	5 150		48, bd des Batignolles	Chauff. collectif	Studio	4 080		SAGGEL 47-42-44-44	
92 m <sup>2</sup> , RC	1 138		GCI 40-16-28-71		51 m <sup>2</sup>	594		Neaillly, 18, r. Ernest-Delaunay	Libre de sta. Prox. Bois de Boulogne et métro Port-de-Neaillly
2/3 Pièces	7 400		185-187, bd Malesherbes	Prox. place Wagram	3 Pièces	5 080	OUI	Puteaux, 12, square Léon-Slum	Vis./r.-v.
86 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	1 702		SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.-v.	78 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	1 250		AGF 42-44-00-44	
<b>PARIS - 18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					4 Pièces	5 990	OUI	Rueil-Malmaison	Maison indiv.
3 Pièces	4 824	OUI	40, av. de Saint-Ouen	Vis./r.-v.	113 m <sup>2</sup>	348		31, allée Marcel-Jouhaud	
66 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	1 087		SAGGEL 47-42-44-44		Studio	2 900		SGI/CNP 47-42-17-61	Vis./r.-v.
<b>PARIS - 19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					40 m <sup>2</sup> , RC	300		Saint-Cloud, 1, square Clotilde	
3 Pièces	3 000	OUI	14, rue de Cambril	Libre au 31-01-89	3 Pièces	5 550	OUI	SAGGEL 48-08-90-36	Vis./r.-v.
66 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	1 222		AXA 40-75-59-24		72 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	800		Saint-Cloud, 2-5, sq. Ste-Clotilde	Vis./r.-v.
4 Pièces	4 380	OUI	3, villa Coriel	Double living, 2 chambres	2/3 Pièces	4 800		AGF 42-44-00-44	
80 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	800		PRÉBAIL 43-48-74-00		70 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	900		Shirvan, 745, av. Gai-Laclair	Vis./r.-v.
<b>PARIS - 20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					3 Pièces	3 550	OUI	Shirvan, 10, rue des Postillons	Pet. imm. de parc boisé, chauff. en +, vis./r.-v.
4 Pièces	4 578	OUI	18, rue Laffranc	M <sup>e</sup> Pre-de-Sagnolet	62 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	788		SAGGEL 48-08-90-36	
88 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	1 434		SGI/CNP 47-42-17-61	Libre de suite	5 Pièces	6 000	OUI	Suresnes, av. G.-Pompidou/	Vis./r.-v.
<b>78 - YVELINES</b>					100 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	1 500		S.-de-Rothschild	
2 Pièces	2 000	OUI	Fontenay-le-Fl., 5, r. Pasteur	Vis./r.-v.				AGF 42-44-00-44	
60 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	590		AXA 40-75-59-24						
3 Pièces	3 992	OUI	La Chesnay						
75 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	844		11, rue des Deux-Frères						
			SGI/CNP 47-42-17-61						
<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>					<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>				
4 Pièces	3 252		Pierrefitte, 52-64,	Vis./r.-v.	4 Pièces	5 480	2	Cachan, 34, av. Carnot	Vis./r.-v.
88 m <sup>2</sup> , 12 <sup>e</sup> étage	1 230		52-64, av. du Général-Gallieni		88 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	850		AGF 42-44-00-44	
3 Pièces	3 000	OUI	AGF 42-44-00-44						
68 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	500		Neaillly-sur-M., 26, r. F.-Maurice	Balcon, chauff. indiv. gaz					
<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>					<b>95 - VAL-D'OISE</b>				
4 Pièces	5 480	2	Neaillly-sur-M., 26, r. F.-Maurice	Vis./r.-v. Pr parking : 205 F/mois	2 Pièces	2 090	OUI	St-Gratien, allée des Raguenats	Vis./r.-v. Pr parking : 205 F/mois
88 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	850		PRÉBAIL 43-48-74-00	Maison indiv. av. cham. et jardin privatif	56 m <sup>2</sup> , 12 <sup>e</sup> étage	900		AGF 42-44-00-44	
					5 Pièces	4 918	OUI	Montmorency, 5, r. de l'Océane	
					101 m <sup>2</sup>	509		SGI/CNP 47-42-17-61	

**CACHAN**  
Belle résidence, avenue Carnot  
à 200 m du RER

هكذا من الأصل



## Paris

## Les Grands Prix de la Ville

Huit Grands Prix couronnant des œuvres artistiques, scientifiques et techniques devaient être décernés le mercredi 7 décembre à l'Hôtel de Ville par Jacques Chirac. Les dotations financières varient de 25 000 F à 50 000 F.

**ROMAN : Philippe Sollers.** — Né en 1936 à Talence près de Bordeaux, Philippe Sollers fit une entrée remarquée en littérature en 1960 avec un court récit, *Le Delfin*, et un premier roman *Une curieuse solitude* qui reçurent les louanges conjointes de Mauriac et d'Aragon. Depuis lors, l'animateur de la revue *Tel quel* puis de l'*Infini* n'a jamais cessé d'occuper le devant de la scène littéraire, se frottant à tous les styles et à toutes les idéologies. Son dernier roman, *Les Folies françaises* (Gallimard), jette un regard à la fois ironique et gourmand sur l'ensemble de son œuvre.

**ESSAI ET CRITIQUE : André Thirion.** — Né en 1907 à Baccarat, André Thirion a fait partie du groupe surréaliste dont il s'est séparé dans les années 30. De cette expérience, il a dressé le bilan dans *Revolutions sans révolution*, en 1972 (Laffont), et dans *Révolutionnaires* en 1987 (Le Pré aux Clercs). Il a écrit plusieurs romans, du *Grand ordinaire*, son premier livre, en 1943 (réédité chez E. Laffont en 1970) à *Béatrice*, en 1975 (Laffont). Il a réuni quelques-uns de ses textes dans *L'Eloge de l'indocilité*, en 1973.

**MUSIQUE : Georges Aperghis.** — Né à Athènes en 1945, Georges Aperghis est venu à Paris en 1963. Il s'est tourné rapidement vers le théâtre musical où il s'est montré un pionnier et un infatigable expérimentateur, inscrivant au milieu d'une production abondante, mais inégale, quelques chefs-d'œuvre : *Histoires de loup*, *Libetod*, ou ses récentes *Ennuies*.

**ART DRAMATIQUE (Prix Gérard-Philipe) : Dominique Valadié.** — Elève au Conservatoire dans les classes de Marcel Bluwal, Pierre Debache et Antoine Vitez, Dominique Valadié a joué dans plusieurs

pièces de Molière montées au Théâtre national de Chaillot. Cette comédienne aime les rôles difficiles et ambigus. Avec Alain Françon elle a interprété *Hercule* Abel Bardin présenté à Avignon en 1985 puis *Hedda Gabler*, d'Ibsen à l'Athénée. Elle a enfin tenu le rôle de la Lune dans *Le Soulier de satin*, mis en scène par Antoine Vitez à Avignon.

**PEINTURE : Christiaa Boltanski.** — Né à Paris en 1944, Boltanski a pris pour sujet l'exploration ironique de la mémoire et de l'histoire par le biais de l'image et de l'assemblage. Son œuvre a évolué vers l'utilisation conjointe de la sculpture et de la photo qu'il anime par la lumière et le mouvement. C'est l'un des artistes français parmi les plus connus à l'étranger. Il enseigne à l'Ecole des beaux-arts de Paris.

**ROMAN HISTORIQUE (Prix Solà-Cabialat) : Diane Ribardière.** — Née en 1916 à Tours, Diane Ribardière, historienne, a publié quatre livres : *Franciska*, roman-reportage sur la vie d'un collège de Düsseldorf en 1936 (Fayard), *Hurlupapin*, chronique d'un village haut-poitevin au milieu du siècle dernier (France-Empire), *Les Lionnes de Dieu*, biographie de deux Françaises reines de Pologne (France-Empire) et *la Princesse des Ursins* (Perrin), récemment paru. Elle prépare une biographie de M<sup>me</sup> de Maintenon.

**SCIENCES : Claude Manus et Gérard Mainfray.** — Né en 1927, M. Claude Manus, diplômé de l'Ecole polytechnique de Lausanne, est chef du service de physique atomique au Commissariat à l'énergie atomique.

Né en 1935, M. Gérard Mainfray est ingénieur au Centre d'études nucléaires de Saclay (CEA).

Ces deux chercheurs, qui travaillent ensemble, ont développé des méthodes d'ionisation par plusieurs photons, permettant une meilleure connaissance des atomes.

**TECHNIQUE : M. Edgar Hugues.** — Né en 1915, M. Edgar Hugues a fait des études d'optique et a fondé le Centre d'études, de recherches et de calcul optique, société qui construit des appareils principalement pour le cinéma et la télévision.

Salle reconstituée, acoustique meilleure

## Le Châtelet rénové

Le Châtelet rouvrira le 17 décembre. Un Châtelet rénové : les architectes ont profité d'une intersaison à peine prolongée pour améliorer considérablement le confort des spectateurs. L'an prochain, de mai à septembre, une deuxième tranche de travaux complètera ces premiers aménagements.

Théâtre municipal — comme son jumeau d'en face, le Théâtre de la Ville, — le Châtelet appartient à la Ville de Paris. En saison normale, il vit de ses recettes propres et des subventions municipales, les deux se partageant en moitié, ce qui correspond à un taux relativement faible de subventions (51 millions de francs en 1989). Salle à vocation populaire, le Châtelet tente d'élargir les goûts de son public, et aussi de mieux répondre aux exigences nées de son lieu d'implantation : ainsi la saison qui débute dans quelques jours verra-t-elle, parmi les nouveautés, la présentation de concerts classiques, d'une durée de quarante-cinq minutes, à la mi-journée, dans le foyer, avec possibilité de déjeuner sur place.

Mais le Châtelet souffrait de mauvaises conditions de visibilité et d'acoustique. Si la scène offre des possibilités multiples avec son légendaire élévateur, la salle est mal conçue. Plus exactement, ses directeurs successifs, pour augmenter sa capacité, lui ont fait subir des transformations qui ont multiplié à la fois le nombre de sièges et celui de places « aveugles ». Sur les deux mille deux cents places théoriques, seulement mille cinq cents répondaient à des critères acceptables de visibilité. Les autres débouchaient sur une forêt de piliers ou ne donnaient la vue que sur le quart inférieur de la scène. Désormais, la capacité totale sera de mille neuf cents places seulement, mais toutes seront bonnes. Surtout quand, en septembre prochain, la seconde tranche de travaux prévue pendant l'été 1989 sera terminée.

Les places « aveugles » ont été supprimées par un remodelage de la corbeille, qui constitue d'ailleurs un retour aux plans d'origine, lorsque le Châtelet fut construit en 1860. Sous ce premier étage, qui a été reculé, les places du rez-de-chaussée auront désormais une bien meilleure visibilité. D'autant que neuf piliers ont été enlevés et que vingt supplémentaires seront l'an prochain. La

penne du sol a été modifiée et les sièges sont maintenant disposés en quinconce. Tous sont orientés... vers la scène, ce qui n'était pas le cas pour les places sur les côtés de la corbeille.

L'acoustique du Châtelet était réputée morte, c'est-à-dire que le son était « mangé » par les matériaux trop absorbants du plafond, par la moquette du sol et par les sièges « tout tissu ». Le sol est maintenant revêtu d'un beau bois sombre comme le revers du dossier des sièges. Le plafond, ce sera pour l'an prochain. Mais, d'ores et déjà, le gain acoustique est considérable.

Pour éviter les bruits parasites, une équipe chaque porte d'accès à la salle et une loge a été aménagée derrière une grande vitre où les retardataires se regroupent en attendant la fin de l'acte. Une loge spéciale, elle-aussi au rez-de-chaussée, accueillera les handicapés.

Enfin, le chauffage est désormais discret et efficace : il se diffuse imperceptiblement au pied des sièges des spectateurs. L'an prochain, le froid complètera le chaud : ainsi la salle sera-t-elle climatisée en toute saison.

## Une nouvelle programmation

Avec ses aménagements, qui coûteront à la Ville de Paris 46,6 millions de francs au total (22,5 millions cette année), le Châtelet deviendra une vaste salle confortable. Le théâtre pourra voguer vers sa nouvelle programmation, dont la saison 1988-1989 dessine les premiers traits. C'est une combinaison de grands cycles musicaux (Malher cette année, musique française l'an prochain), de trois coproductions lyriques par an qui seront montées avec Genève, la Scala de Milan, Amsterdam ou Lyon : cette année, *le Couronnement de Popée* de Monteverdi avec Genève, l'an prochain *Fidelio* avec la Scala de Milan. Ces coproductions commenceront leur carrière à Paris et la continueront avec la ville associée. Des spectacles « grand public » présenteront des artistes comme Charles Trenet (du 17 au 31 décembre prochain), des comédies musicales auxquelles le nom et le lieu du Châtelet restent liés, de la danse, outre les concerts du dimanche après-midi et les midis musicaux au foyer, trois jours par semaine.

CHARLES VIAL

## Le Carnet du Monde

## Naisances

— François et Deborah FURET sont heureux de faire part de la naissance de

Charlotte.

Paris, le 28 novembre 1988.

— Brigitte JULIEN

et Serge DAVIDOUX, ont la joie d'annoncer la naissance de

Julie.

le 2 décembre 1988.

19, rue Raymond-de-Temple, 94300 Vincennes.

— Nathalie LABOURDETTE, Jean-Louis DOUBLET,

et Quentin, sont heureux de faire part de la naissance de

Geneviève.

le 18 novembre 1988.

— Le 17 novembre 1988,

est arrivé

Yann, Olivier, Guillem, Alexandre,

fils de Bernard BAROUCHE

et de Françoise, née Porzier,

et frère de François.

## Décès

— M<sup>me</sup> Michel Berruella,son épouse, M<sup>me</sup> Sylvaine Berruella,sa fille, M<sup>me</sup> Bouchier,sa belle-mère, M. et M<sup>me</sup> Azoulay-Rives,

son beau-frère et belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel BERRUELLE,

survenu le 2 décembre 1988, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le 9 décembre, à 11 heures, en la basilique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) et sera suivie d'une inhumation dans le caveau de famille de Saint-Denis.

Ce présent avis tient lieu de faire-part.

99, rue Victor-Hugo, 92270 Bois-Colombes.

— Le président Et tous les collaborateurs, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel BERRUELLE,

secrétaire général du groupe CRIT SA,

survenu le 2 décembre 1988, à l'âge de cinquante-deux ans.

et vous prie d'assister au service religieux le 9 décembre, à 11 heures, en la basilique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

CRIT SA, 2, rue Tolmeuse-Lautrec, 75017 Paris.

— Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie Et ses collaborateurs,

ont le grand regret de faire part du décès de

M. Jean ERICARD,

professeur honoraire de l'université,

survenu le 4 décembre 1988.

— M<sup>me</sup> Rita Aymerio, Et les familles Salandini, Mazzoleni et Orrelli,

ont la grande tristesse de faire part du décès, après une brève et douloureuse maladie supportée avec foi et courage qui couronne une vie empreinte à l'honnêteté, dignité et sens du devoir, de

docteur Renato CARNEVALE,

médaille d'argent sur le champ,

membre de l'Académie européenne des sciences et arts et des lettres,

qui s'est éteint le 30 juin 1988, à Gênes (Italie).

Une pensée de reconnaissance à la ville de Paris, où il a su être apprécié et stimulé dans son art, et à tous ceux, artistes, critiques et membres d'académies qui lui ont été amis.

— M<sup>me</sup> Gérard Fourrier, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Fourrier,M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Fourrier, M<sup>me</sup> Gienn et Enriell,M. et M<sup>me</sup> Robert Hauscomat et leurs enfants,

M. Lucien Naudé et ses enfants,

M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Woestem, Les familles Barth et Pailhoux,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard FOURRIER,

leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, neveu, cousin, parent et ami,

passé au repos le 5 décembre 1988, à l'âge de soixante-quatre ans, en son domicile, à Eaubonne.

La cérémonie religieuse célébrée le jeudi 8 décembre 1988, à 11 heures, en l'église Notre-Dame d'Eaubonne, avenue de Budebheim, sa paroisse, sera suivie de l'inhumation au cimetière d'Eaubonne (Val-d'Oise).

29, rue Joseph-Bethanod, 95600 Eaubonne.

— On nous prie d'annoncer la mort de

Bernadette FUSTIER,

née Charroton,

le 5 décembre.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Ses parents et amis qui le délaissent pourront se retrouver en sa mémoire le dimanche 11 décembre, à 17 heures, dans le studio Claude-Mazodier, au lieu-dit La Cour-des-Miracles, 4<sup>ter</sup>, quai Jean-Jacques-Rousseau, La Muette (sur la quasi de la Seine, à 400 mètres de la montée de Chaulons). L'Ensemble vocal de Lyon y chantera.

De la part de Michel Fustier,

4, rue Chamfort, 69100 Villeurbanne Et de Caroline (Harris), Jacques, Pierre et Cécile (Simon).

— Le comité de l'Amicale juive des anciens résistants (AJAR), très touché par la mort de son camarade

Albert GOLDMAN,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

médaille militaire, croix du combattant de la Résistance,

exprime à sa famille ses sincères condoléances.

(Le Monde du 5 décembre.)

— Amicus-Pol.

M<sup>me</sup> Marie Hugot,M<sup>me</sup> et M. Michel Dombre et leurs enfants,

Joëlle, Anne-Laure, Emmanuel, Les familles Hugot, Dombre, Lebrun, Guillon, Bouget, Garies, André,

ont le regret de faire part du décès de

M. Marins HUGOT,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 4 décembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu à Ammanasse dans la stricte intimité familiale.

— M. et M<sup>me</sup> Van Wach, M<sup>me</sup> Adrienne Viennet,M<sup>me</sup> François, Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Fernande LECLERCQ,

née François,

survenue le 4 décembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 7 décembre 1988, en l'église du Cour-Immaculé-de-Marie, 1 bis, rue de Nanterre, à Surannes, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Claude Marx, Brigitte et Jean-François Rullière,

Xavier et Laurent, ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline RULLIERE,

née Calas,

survenue le 4 décembre, à Cannes.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale à Avignon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

355, avenue du Golf-Mougins, 06250 Cannes.

— Les familles Hartmeyer, Seuhier et Carvin,

Et ses amis, ont la grande peine de faire part du rappel à Dieu, de

M<sup>me</sup> Monique SAULNIER-HARTMEYER,

survenue le 3 décembre 1988.

Une messe sera célébrée le jeudi 8 décembre, à 11 heures, en l'église d'Hermival-les-Vaux (Calvados) où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière d'Hermival-les-Vaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Marie-Louise Hartmeyer,

1, rue Gambetta, 68000 Colmar,

M. et M<sup>me</sup> Aimery Caivin, 93, rue Joseph-Guillonneau,

14100 Lisieux.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Wieber et leurs enfants,M. et M<sup>me</sup> Pierre Allume et leurs enfants,M. et M<sup>me</sup> Michel Wieber et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles WIEBER,

directeur d'agence honoraire de la Société générale et compositeur,

survenu le 5 décembre 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 9 décembre 1988, à 11 heures, en la chapelle des franciscains, à Saint-Germain-en-Laye.

14, boulevard Victor-Hugo, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du Journal.

7, r. des Indes, 75002 Paris Cedex 08.

Tél. 01 42 52 52 52.

Renseignements. Tél. 42-47-95-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 70 F

Abonnés (avec justificatif) 60 F

Communications diverses 52 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de bannière). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

## Remerciements

— Vittorio Pedrazzoli remercie ceux qui se joignent à sa grande douleur lors des obsèques de

François PLUCHART,

écrivain, critique d'art, professeur,

qui ont eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 1988.

## Anniversaires

— Le docteur BENDJELLOUL

aurait eu quatre-vingt-cinq ans cette année.

Il nous a quittés il y a trois ans et demi.

Nous pensons toujours à lui.

— Nous pensons avec ferveur à

Elisabeth BUFNOIR

née 6 décembre 1908.

— Il y a dix ans, le 8 décembre 1978,

Hélène FROSTIN, née Hambourg,

disparaissait.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

— Il y a onze ans,

Borisa (Borja) GIMETHONIGOVA

s'en est allée.

Une pensée affectueuse est demandée pour elle, de tous ceux qui l'ont connue et aimée.

## Avis de messes

— Une messe sera célébrée le jeudi 8 décembre 1988, à 11 heures, en l'église Saint-André (centre) à Saint-André (Nord), à la mémoire de

président fondateur de la Compagnie générale de chauffage, M. Léon DEWAILLY,

décédé le 28 novembre 1988 et inhumé le 2 décembre à Mougins (Alpes-Maritimes).

De la part de sa famille Et des membres de la société.

Il n'y aura pas de condoléances. L'offrande en tiendra lieu.

## Soutenances de thèses

— Université Paris-III, le vendredi 9 décembre, à 9 h 30, salle Bourjac, M<sup>me</sup> Masako Shimizu : « Malaises et le Japon ».

— Université Paris-I, le vendredi 9 décembre à 15 h 30, M<sup>me</sup> Brigitte Ringadon, née Narasim : « Les forces de maintien de la paix des Nations unies. Aspects récents ».

— Université Paris-VIII, le lundi 12 décembre, à 9 heures, salle G 201, M. Sylvain Queney : « Les lieux de vie sont-ils une alternative à l'échec des institutions médico-éducatives traditionnelles ? ».

— Université Paris-II, le lundi 12 décembre à 9 h 30, salle des Consoles, M<sup>me</sup> Ioanna Anastassopoulou : « La multinationalisation des entreprises. Le cas des entreprises grecques ».

— Université Paris-III, le lundi 12 décembre, à 14 heures, salle Bourjac, M. Abdallah Ahmed : « Essai sur l'histoire de la littérature arabe au Kurdistan méridional (de 1820 à 1920) ».

— Université Paris-I, le jeudi 15 décembre à 14 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Eric Rondopierre : « Une esthétique de l'indifférence. Le passage de l'écrit à l'image dans un texte fronton de Marguerite Duras : « Les yeux verts », n° 312-313 des Cahiers du cinéma ».

— Université Paris-I, le vendredi 16 décembre à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Syng-Ho Kim : « La question de Port-Hamilton (1885-1887) dans le contexte de la politique étrangère des grandes puissances ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 7 décembre 1988 :

DES ARRÊTÉS

• Interdisant, en application de l'article L. 552 du code de la santé publique, la publicité pour un objet, un appareil ou une méthode présentée comme bénéfique pour la santé lorsqu'il n'est pas établi que ledit objet, appareil ou méthode possède les propriétés annoncées.

## PROTÉE

38, rue de Seine Paris 6<sup>e</sup>

Tél. : (1) 43 25 21 95

## FICHET

jusqu'au 8 décembre



# Économie

Le Monde • Jeudi 8 décembre 1988 35

## SOMMAIRE

■ Climat de crise à Montréal après les deux premières journées de la session ministérielle du GATT (lire p. 37).

■ La poursuite de la grève à la RATP a conduit le premier ministre à évoquer les nécessités d'un service minimum dans les transports publics (lire ci-contre).

■ M. Paul Quilès ouvre le débat sur la place du service public de la poste et des télécommunications (lire ci-dessous).

■ Le gouverneur de la Banque de France s'inquiète de la progression de l'endettement des ménages (lire p. 37).

## POINT DE VUE

### P et T : un débat pour le service public

Par Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace

La poste et les télécommunications occupent une place essentielle dans la vie de la nation. La poste transporte plus de 17 milliards d'objets chaque année et gère 28 milliards de comptes. France Télécom assure le service de 27 millions de lignes téléphoniques. Plus de 450 000 personnes aux qualités professionnelles reconnues mettent en œuvre un chiffre d'affaires de 181 milliards de francs, comportant 35 milliards d'investissement par an. Ces deux branches des PTT constituent, en fait, le plus grand service à caractère industriel et commercial de France.

Pourquoi en parlerait-on à la « une » des journaux seulement lorsque telle ou telle partie du dispositif se bloque comme ces jours derniers ? Ou quand les agents manifestent leur hostilité face aux menaces contre leur statut, comme l'an passé ? Des services aussi performants méritent mieux que cet hommage « en creux ». La France est déjà entrée dans la société de communication qui caractérise cette fin de siècle ; elle s'apprête à aborder le grand marché unique européen. Elle doit, pour cela, compter sur ses services publics.

Dans cette perspective, la place du service public de la poste et des télécommunications dans notre pays est un thème qui justifie un débat devant

l'opinion pour que soient mieux comprises les vrais enjeux.

J'ai décidé de lancer ce débat. Pour cela, j'ai fait appel à une personnalité connue pour son attachement à une conception à la fois exigeante et dynamique du service public : M. Hubert Prévot, conseiller-maître à la Cour des comptes, qui a notamment exercé les fonctions de commissaire général au Plan de 1981 à 1984. Il sera mon délégué pour préparer et organiser cette vaste consultation.

#### Améliorer la vie quotidienne

Celle-ci permettra, au cours des prochaines semaines, l'expression de la « demande de services publics » que les divers secteurs de l'opinion adressent à la poste et aux télécommunications. Les organisations syndicales seront évidemment entendues, ainsi que les représentants des usagers-clients, les dirigeants d'entreprise, mais aussi les responsables politiques, nationaux ou locaux. Au terme de cette première phase d'auditions, les questions les plus marquantes pour le service public de la poste et des télécommunications seront soumises à une série de débats publics, permettant à la fois d'éclairer l'opinion et de faire progresser les idées.

Quelles idées ? Je ne souhaite pas enfermer dans un cercle un débat qui doit au contraire ouvrir des perspec-

tives. Je crois cependant que quatre axes de réflexion devront dominer ces échanges collectifs.

1) Des services immergés dans la société comme la poste et les télécommunications doivent améliorer la vie quotidienne des Français. Cela passe par une adaptation diversifiée de leur offre de prestations et de produits. On connaît le caractère véritablement explosif des technologies des télécommunications ; on connaît aussi la politique de personnalisation et de contractualisation menée par la poste dans les domaines du courrier et des produits financiers. Comment, face à une demande sociale en mutation, adopter une stratégie de produits à la fois offensive et proche des préoccupations des gens ? Plus concrètement encore, il s'agit de montrer la capacité de la poste et des télécommunications à faciliter en toutes circonstances l'accès de tous au service public, d'améliorer les conditions d'accueil, de renforcer la transparence des procédures et des règles de tarification.

A ces différents titres, l'apport des élus locaux au débat sera très précieux : ils constituent, par leur « proximité » avec le secteur public, qu'ils connaissent bien, un lien indispensable avec la société.

2) La modernisation économique et le renforcement de la compétitivité des entreprises françaises forment le second thème fort de ce débat. Nombreux sont les chefs d'entreprise qui ont compris que la facture « poste » ou « télécom » est aussi un investisse-

ment, illustrant la part prise par la communication interne et externe dans leurs activités. Comment prolonger cette relation commerciale en un véritable partenariat destiné à apporter l'efficacité maximale à notre appareil productif ?

Le secteur industriel des télécommunications est en lui-même un pôle de développement de notre économie, illustré par son effort de recherche et ses performances à l'exportation. Il nous faudra trouver les moyens les plus adaptés pour permettre au service public d'accompagner les efforts de ses entreprises.

3) Pour répondre à ces défis, la poste et les télécommunications doivent illustrer au plus haut point la notion de « service public entraînant » que j'ai mis en exergue dès ma prise de fonctions. Cette expression rend compte de la qualité de nature de ces organismes : placés sous statut d'administration, ayant une vocation de service public, mais aussi une activité d'entreprise, ils doivent concilier des impératifs en apparence contradictoires.

Le document préparatoire au X<sup>e</sup> Plan (1989-1992) met bien en relief cette spécificité de services publics voués à la production de biens et services marchands et souligne la nécessité où ils se trouvent d'adopter leur cadre et leur mode de gestion. Quelle forme doit prendre cette recherche d'une plus grande autonomie de gestion tout le monde ou presque reconnaît la nécessité ? La réponse doit, de toute façon, renforcer l'adhésion des agents et intégrer leur volonté compréhensible de maintenir les garanties fondamentales liées à leur statut.

#### Réglementation et concurrence

4) Enfin, le service public de la poste et des télécommunications doit se préparer, notamment dans la perspective européenne, à vivre autrement les rapports entre réglementation et exercice de la concurrence. Il est nécessaire d'organiser de manière rationnelle les fonctions de régulation des activités des secteurs de la poste et des télécommunications et les fonctions d'exploitation. Selon quelles modalités l'Etat doit-il exercer sa mission de régulation dans des domaines aussi stratégiques que les réseaux et les services de télécommunications ou l'exercice de l'activité postale ?

La nécessité d'opérateurs publics forts en Europe a été soulignée par la France en matière de télécommunications. Il en est, en fait, de même dans le domaine postal, où une coopération active se met en place au plan européen. Quelles alliances et quelles stratégies ces opérateurs devront-ils mettre en œuvre pour participer activement à la construction d'une Europe consciente de son identité, dans un monde marqué par un mouvement de déréglementation qu'il faut savoir maîtriser ?

Beaucoup de questions, et d'importance, mais toutes sous-tendues par une conviction : la poste et les télécommunications et les personnes qui y travaillent possèdent en elles-mêmes le ressort suffisant pour répondre aux aspirations de la société française.

Le débat peut commencer. (Les interventions sont de la rédaction du Monde.)

FRANÇOISE VAYSSÉ

### Coup d'envoi

Le Parlement en discussion justement à propos du Conseil supérieur de l'audiovisuel. En septembre dernier, le gouvernement avait promis d'ici à la fin 1989 une nouvelle loi qui devait organiser « les fonctions de réglementation et d'exploitation des télécommunications en France ». Il s'agissait de la Communauté pour 1993 visant à distinguer clairement l'instance qui exerce le pouvoir réglementaire dans les télécommunications (autorisation d'émettre, agréments de matériels...) de celle qui se charge de l'exploitation des réseaux, à savoir France Télécom (nouveau nom donné à la direction générale des télécoms).

Sans le dire officiellement, le débat sur la concurrence dans les télécoms était ouvert, et en parallèle la question du statut de France Télécom posée (le Monde du 14 octobre 1988). Mercredi soir, les députés ont amendé ce texte : la loi promise est repoussée au 31 mars 1990 et elle n'organiserait plus que la « fonction de réglementation ». Toute allusion à la question de l'exploitation, et donc à France Télécom, est gommée, pour ne pas « agiter le chiffon rouge » face au personnel des administrations concer-

nées, qui élira ses représentants en mars 1989. Vague, dans sa première formulation, ce texte est encore plus prudent dans sa seconde. Toute la question est pourtant de savoir si le gouvernement aura le courage politique de faire évoluer France Télécom, enserré dans des contraintes juridiques, financières et de gestion du personnel qui risquent de l'handicaper face à des concurrents aux mains plus libres. Les télécommunications dépassent aujourd'hui largement le simple téléphone pour véhiculer des données informatiques et des images, et il conviendrait de mettre l'organisation à jour.

(M. Hubert Prévot, qui vient d'être chargé d'une mission sur la poste et les télécommunications, a été commissaire général du Plan de 1981 à 1984. Né le 2 octobre 1926 à Neuilly-sur-Seine, ancien élève de l'ENA et ancien administrateur civil au ministère de l'économie et des finances, il a choisi de servir le syndicalisme, en prenant la poste (de 1974 à 1981) de secrétaire confédéral de la CFDT. Ami de Michel Rocard, Hubert Prévot a été membre du bureau national du PSU de 1967 à 1971, avant d'adhérer au Parti socialiste. Depuis son départ du commissariat au Plan, il était conseiller-maître à la Cour des comptes.)

## Détente dans les transports parisiens

### Quatre syndicats appellent à la reprise du travail

(Suite de la première page.)

Très vite, on a pu penser que cinq syndicats se laisseraient persuader d'accepter ce compromis. Quatre d'entre eux avaient déjà donné une réponse positive : FO encadrément, le Syndicat autonome traction, très influent chez les conducteurs, la CGC et les indépendants. Un autre, le Syndicat autonome du personnel technique, devait donner selon toute vraisemblance son accord. En additionnant les poids respectifs de ces organisations, on approchait de 20 % des voix obtenues aux dernières élections professionnelles.

Très vite, aussi, la CGT (46,73 % des voix) avait fait savoir que 80 % des salariés consultés rejetaient le protocole d'accord et que le mouvement de grève devait se poursuivre.

La réponse des quatre syndicats dit « modérés » était donc déterminante. En effet, autant qu'on puisse y voir clair dans une situation syndicale fort émetée, FO exécution, la CFDT, la CFTC et les autres autonomes représentent environ 35 % des voix exprimées. Ils auraient dû indiquer, le 6 décembre, à 18 heures, leur position. En fait, à 20 heures, leurs représentants se trouvaient dans le bureau du directeur général de la RATP, M. Michel Rousset, pour demander des « éclaircissements » sur le protocole

d'accord et repoussaient au 7 décembre toute décision. Ils avaient même tenté de trouver une position d'accord avec la CGT.

#### Le mécontentement de la base

Si l'a bien jeté le trouble dans l'esprit de nombreux grévistes, le protocole ne règle pas tout. En globalisant la négociation, la direction a court-circuité les ouvriers d'entretien du RER, qui avaient ouvert le conflit et réclamaient une augmentation substantielle (1 000 francs mensuels). De même, le protocole était incapable de satisfaire les autres corporations souffrant d'un sentiment de frustration comme les machinistes des bus. Certains agents refusaient aussi d'entendre leurs délégués affirmant que l'intégration de certaines primes dans leur salaire représentait une amélioration significative, notamment pour la retraite.

Il n'est donc pas étonnant que ce mécontentement et cette incompréhension de la base aient été entendus par les quatre syndicats « modérés ». Les résultats des votes dans les établissements exprimaient ces hésitations. Certes, les ateliers d'entretien de Montrouge, de Massy et de Rueil-Malmaison ont voté, mardi, la

reprise du travail. Pourtant, à Boissy-Saint-Leger, le premier atelier en grève, ainsi que dans les établissements d'entretien du métro de Choisy, Fontenay et Saint-Ouen, des majorités de 70 % à 80 % avaient opté pour la poursuite du mouvement.

Cette cacophonie s'est traduite pour les usagers par des variations surprenantes dans le service. Le 6 décembre, deux lignes de métro étaient fermées au trafic et les sections extrêmes de la ligne A du RER fonctionnaient aux heures de pointe. Le 7 au matin, l'amélioration était nette aussi bien dans les bus (63 % contre 40 %) que dans le métro. La ligne A du RER devait être rouverte totalement dans l'après-midi et même la ligne B rouvrir ses portes entre Donfert-Rochereau et Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Mais une amélioration ne signifiait pas la reprise et des retours de flamme restaient possibles.

En tout cas, la CGT n'a pas perdu de temps dans sa stratégie de tension sociale catégorielle. Au moment où paraissait s'amorcer une baisse de tension à la RATP, elle déposait un préavis de grève de deux jours à la SNCF à partir du dimanche 11 décembre à 20 heures, afin de saluer à sa manière la reprise des négociations salariales...

ALAIN FAUJAS

### Les propositions salariales de la direction

Les propositions salariales de la direction de la RATP sont, comme d'habitude, très complexes, comportant des augmentations générales et des mesures catégorielles. Les augmentations générales sont de 1,1 % au 1<sup>er</sup> mai et autant au 1<sup>er</sup> décembre, au lieu du 1<sup>er</sup> mars et du 1<sup>er</sup> novembre, ce qui a permis de gagner de la masse salariale (1) pour améliorer les augmentations catégorielles suivantes au 1<sup>er</sup> janvier 1989 :

— les 6 700 ouvriers auront 8 points (2), dont 1 prélevé sur les primes (au lieu de 5 points net) ; les 750 salariés des ateliers du RER travaillant sur matériel interconnecté auront en plus une prime mensuelle de 100 F ;

— les 3 000 agents (ouvriers, techniciens, cadres et maîtrise) des trains recevront une prime exceptionnelle de 600 F ;

— les 3 500 conducteurs de trains auront 8 points, dont 3 par intégration de primes (au lieu de 5 points prélevés en totalité sur les primes) ;

— les 10 000 machinistes des autobus bénéficieront de la

même mesure (au lieu de 5 points, dont 3 prélevés sur les primes) ;

— tous les autres salariés (cadres, employés, techniciens, maîtrise) auront 6 points, dont 3 par intégration de primes — mesure entièrement nouvelle.

D'autre part au 1<sup>er</sup> janvier 1990, tous les salariés gagneront 4 points (dont 2 seront prélevés sur les primes. Cette augmentation sera comptée sur 1990).

— Enfin, au 1<sup>er</sup> janvier 1989, tous les salariés de la RATP bénéficieront d'une avance d'un an sur les augmentations d'échelon accordées à l'ancienneté ; cela représentera un gain de 150 F pour un machiniste débutant. Cette avance représentant environ 1 point de masse salariale sera incorporée dans le GVT.

(1) Le total représente 3,13 % en masse, dont 0,8 % pour les mesures catégorielles au lieu de 3,07 %, dont 0,64 %.

(2) 1 point vaut 30 F environ.

## Postes et transports

### Les difficultés d'un éventuel service minimum

Pour la deuxième fois, M. Michel Rocard a évoqué publiquement la nécessité de définir un service minimum pour certains services publics. Le premier ministre, lors d'une réunion électorale en Seine-Saint-Denis, le 6 décembre, a même proposé que les syndicats réfléchissent à ce thème et puissent esquisser des solutions. Une méthode qu'il préférait, manifestement, à l'intervention législative du gouvernement ou des parlementaires, pressés par l'opinion. Ce faisant, M. Michel Rocard va plus loin que M. Michel Delebarre, ministre des transports, qui s'était lui aussi, et très prudemment, interrogé sur le service minimum, lors d'une réponse à une question orale à l'Assemblée nationale. D'une certaine façon, également, il se saisit de la perche tendue par M. Jean-Pierre Gualazzi, secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires autonomes (FGAA), qui avait fait état de ses préoccupations à ce sujet et avancé quelques hypothèses.

#### D'insolubles problèmes techniques

Ritournelle habituelle, dès qu'un service public paralyse la France, la question du service minimum n'est pourtant pas facile à régler. Sous des formes diverses et sans remettre en cause le droit de grève, des dispositions allant dans ce sens existent dans les services de santé et les hôpitaux, à EDF-GDF où les coupures d'électricité doivent être épargnées aux établissements stratégiques, dans les hôpitaux. De la même manière, les grèves sur les chaînes publiques de l'audiovisuel n'empêchent pas la publication quotidienne de bulletins d'information et des journaux télévisés. A l'éducation nationale, les établissements scolaires sont supposés rester ouverts pour pouvoir recevoir les élèves, sous la responsabilité des directeurs.

En revanche, il n'existe rien de tel pour la distribution du cour-

rier, aux PTT, pas plus pour les transports en commun, qu'ils soient aériens ou ferrés, avec la SNCF et la RATP, par exemple.

Dans ces cas, la mise en place d'un service minimum poserait d'insolubles problèmes techniques. Comment, et sur quels critères, peut-on sélectionner dans les sacs postaux le courrier indispensable ? Il serait difficile de choisir entre les particuliers et les entreprises, et tout aussi risqué d'opérer un tri en fonction de la valeur d'obliteration, selon les tarifs à deux vitesses.

Partiellement, un service minimum pour le trafic banlieue de la SNCF, pour le RER et le métro amène naturellement à s'inquiéter des risques encourus par les usagers. On l'a bien vu la semaine passée avec la fermeture des lignes A et B du RER. La décision de la direction a été prise non seulement en raison du manque de rames entretenues, mais parce que l'on frôlait l'accident grave à tout moment. Les voitures surchargées, les mouvements de foule dans les stations, au bord des quais, faisaient craindre des bousculades, des chutes sur les voies. On redoutait même que des voyageurs ne grimpent sur les tampons, entre deux voitures.

Continuellement à la limite de ses possibilités d'exploitation, la situation de la ligne A résume à elle seule le risque. Quand on fonctionne au maximum, comment peut-on définir un minimum, compatible avec la sécurité ? On peut d'ailleurs estimer que le maintien de la navette, à certaines heures, comme cela est pratiqué depuis la fin de la semaine dernière, constitue une première réponse.

Mais les usagers ne sont sans doute pas prêts à considérer cela comme un authentique service minimum. Il faudra beaucoup d'imagination, et de sens des responsabilités, pour répondre à l'invitation du premier ministre. Et il n'est pas certain que les syndicats puissent le faire seuls.

ALAIN LEBEAUCHE

### La CGT dépose un préavis de grève à la SNCF

Un préavis de grève a été déposé à la SNCF, par la Fédération CGT des cheminots. Il couvre la période allant du dimanche 11 décembre à 20 heures au mercredi 14 décembre à 8 heures. Les actions, elles, se dérouleront le lundi 12 et le mardi 13 décembre.

C'est le lundi 12 que se poursuivront les négociations salariales pour 1989, à la SNCF. Lors de la troisième rencontre le 1<sup>er</sup> décembre, la direction avait formulé ses dernières propositions qui prévoyait une augmentation en niveau de 2,2 % avec une revalorisation de 1 % au 1<sup>er</sup> mars et de 1,2 % au 1<sup>er</sup> septembre. De plus, la série de mesures comprend une augmentation d'un demi-point

d'indice et 0,4 % de la masse salariale, consacrés aux mesures catégorielles.

La CGT juge ces propositions insuffisantes et affirme que « les cheminots disposeraient d'un pouvoir d'achat encore plus faible en 1989 qu'en 1988 ». Elle rappelle les pertes de pouvoir d'achat cumulées ces dernières années et fait observer que les cheminots, comme tous les assurés sociaux, verront leurs cotisations vieillesse relevées de 1 % l'an prochain et le prélèvement de 0,4 % sur les revenus impossibles à être prorogé. « La CGT fera tout pour qu'un tel accord ne vote pas le jour », conclut la CGT dans un communiqué.

هكذا من الأصل



## Économie

## ÉTRANGER

## Selon le rapport annuel du Comité d'aide au développement

## Le Japon est en passe de devenir le premier pays pour l'assistance au tiers-monde

Dépassant le simple bilan de l'aide publique accordée au tiers-monde, le rapport 88 du Comité d'aide au développement (CAD) (1) dégage les grandes tendances qui domineront les années 90 : l'irrésistible percée du Japon, la réorientation des priorités du soutien financier aux pays en développement, la nécessité de mieux planifier les flux de capitaux à moyen terme. Trois thèmes à la mesure d'une « époque de mutation exceptionnellement rapide » mais aussi d'une « ouverture » avec l'espoir d'un règlement des conflits régionaux, souligne le président du CAD, M. Joseph Wheeler.

## Des chiffres à relativiser

Le plus frappant en cette fin d'année quatre-vingt demeure sans conteste la consécration du poids financier japonais. En 1987, l'aide du Japon a atteint 7,45 milliards de dollars, en hausse de 13,5 % en termes réels. Compte tenu des engagements pris lors du sommet des nations industrielles à Toronto, en juin dernier — une enveloppe de 50 milliards pour la période 1988-92 — les Japonais dépasseront les États-Unis et lui raviront la première place de donateur — en 1988 ou en 1989.

Ces chiffres globaux doivent être maniés avec prudence. En pourcentage de son produit national brut

(PNB) le Japon ne consacrait, l'an dernier, que 0,31 % de son revenu à l'aide publique au tiers-monde, moins que la moyenne de 0,35 % des pays du CAD. Mais sa remontée est impressionnante. Il y a vingt-cinq ans, cette part n'était que de 0,16 %.

Cette ascension rend d'autant plus spectaculaire le repli parallèle des États-Unis. L'aide publique au développement représentait 0,58 % du PNB en 1962. En 1987 elle n'était plus que de 0,20 %. La « faible priorité » accordée par les Américains à ce type de soutien constitue une « déception » souligne M. Wheeler qui préconise la généralisation d'une approche adoptée par de « nombreux membres » du CAD : orienter les efforts budgétaires en faveur du tiers-monde selon une stratégie à moyen terme.

Satisfait de voir le pragmatisme l'emporter sur « les vieux débats idéologiques », le président du CAD estime par ailleurs que, tout en continuant à accorder la priorité à l'Afrique, l'idée d'une distinction plus précise entre « pays pauvres et populations pauvres » devrait faire son chemin. La pauvreté ne connaît guère de frontières et s'il faut continuer de lutter pour réduire le nombre de ceux qui sont condamnés à survivre — un cinquième de la population mondiale actuellement — il faudra tenir compte de la situation de la population vivant dans des

pays ne figurant pas sur la liste des « moins avancés » comme l'Inde ou la Chine, l'Indonésie, les Philippines ou le Nigeria. Donner une plus large part à l'éducation et notamment à l'enseignement primaire et secondaire, se pencher sur les problèmes d'environnement : autant de nouveaux objectifs fixés à l'aide publique.

Encore faudrait-il parvenir à rendre plus efficaces les sommes allouées. Sur ce thème, les pays membres du CAD ont entériné, mardi 6 décembre une série de « principes » pour mieux coordonner et améliorer le processus complexe aboutissant à l'octroi de crédits publics. Ces bonnes intentions ne peuvent masquer l'atténuation des flux financiers dont bénéficie le tiers-monde. En dollars et à prix constants l'aide publique au développement a baissé de 4 % en 1987. Pour les pays du CAD qui représentent à eux seuls 80 % de ce type de soutien, le recul a été limité à 1 % et les sommes allouées ont représenté 41,5 milliards de dollars. Après avoir progressé, en moyenne annuelle, de 4,5 % durant la période 1975-81, leur effort s'est effrité même si, comme l'espère l'organisation, une progression de 2 % par an jusqu'à vers 1990 — reste probable.

(1) Le CAD réunit 18 pays industriels et l'Organisation de développement et de coopération économique (OCDE).

## Les droits du plus riche

DEPUIS trois ans déjà, le balancier nippo-américain évolue en faveur de Tokyo. La flambée du yen et l'accumulation d'excédents extérieurs ont permis au Japon d'accéder au rang enviable de premier créancier mondial. Dans le même temps, les États-Unis s'enfoncent dans des déficits dont l'enjeu s'est concrétisé par une triste place de premier débiteur au monde. Ce nouvel équilibre entre les poids lourds de l'économie internationale n'a pas fini de provoquer tensions et suspensions mutuelles.

En décembre Washington, cette année ou l'an prochain, pour devenir le principal fournisseur d'aide publique au tiers-monde, les Japonais ne feront que confirmer un rôle de premier plan acquis en 1987 auprès des organismes multilatéraux comme le FMI ou la Banque mondiale (BIRD). Le rapport annuel du CAD rappelle que, dès cette année-là, Tokyo assurait 21,6 % de l'apport global des pays industriels à ces organismes, les Américains 21,1 %. Un écart appelé à se creuser.

Ce tournant, chacun le sait instinctivement sans encore en mesurer toutes les implications. Entre le soulagement et les accusations d'arrogance qui commencent à fuser, les partenaires de Tokyo hésitent. Certains ont applaudi lorsque, sortant d'une longue réserve, les Japonais ont lancé leur propre plan d'allègement de la dette du tiers-monde lors de l'assemblée annuelle du FMI, en septembre. En revanche, l'agacement évident des États-Unis en dit long sur les réticences de Washington à voir son frère ennemi lui prendre une part de leadership ou, pire encore, lui imposer, même discrètement, des solutions dont l'initiative lui échappe.

Le partage du pouvoir semble moins gênant lorsqu'il s'agit de demander au Japon — et aux Européens — d'aider les États-Unis à piloter le dollar à la baisse puis à le stabiliser, l'orienter certains Japonais. A l'égard du tiers-monde, l'attitude américaine est pour le moins paradoxale. Après avoir demandé haut et fort que Tokyo recycle une part des surplus accu-

mulés afin d'alléger le fardeau de l'aide accordée par les autres pays industriels au tiers-monde, Washington réplique à en payer le prix : faire un peu de place au Japon. Car il ne s'agit plus uniquement de commerce ou de finance mais bien de poids stratégique envers les pays en développement.

La promesse japonaise d'accorder 50 milliards de dollars entre 1988 et 1992 a pu être tranquillement applaudie. Mais lorsque le gouvernement Takeshita demande, au sein des instances multilatérales comme le FMI et la Banque mondiale un droit de vote correspondant mieux à l'effort consenti, les Américains entraînent les pieds.

Les tests ne vont pas manquer : à l'horizon de 1990, les fonds

octroyés à condition privilégiée aux pays les plus démunis par le BIRD contera par les banques régionales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine donneront lieu à d'instructives passes d'armes. Sans exclure les arrière-pensées mercantiles de l'assaut de générosité de ce nouveau riche asiatique, il faudra compter : puissance régionale hier, le Japon confirmera sa place de puissance internationale demain.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

## DEMAIN

Un supplément sur l'économie japonaise : la force de la richesse.

## Aide publique au développement en 1987

	En % du PNB	En milliards de dollars
ÉTATS-UNIS	0,20	8,88
JAPON	0,31	7,45
FRANCE	0,51	4,48
RFA	0,39	4,39
ITALIE	0,35	2,62
PAYS-BAS	0,98	2,09
CANADA	0,47	1,89
ROYAUME-UNI	0,28	1,86
SUÈDE	0,88	1,38
NORVÈGE	1,09	0,88
DANEMARK	0,88	0,86
BELGIQUE	0,49	0,69
AUSTRALIE	0,33	0,63
SUISSE	0,31	0,55
FINLANDE	0,50	0,43
AUTRICHE	0,17	0,20
N.-ZÉLANDE	0,26	0,09
IRLANDE	0,20	0,06
TOTAL CAD	0,35	41,53

Source : OCDE

## REPÈRES

## Assurance-maladie

## Relative stabilité des dépenses

L'évolution des dépenses de santé est restée relativement modérée en octobre, selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, qui, en raison de la grève des FTT, ne dispose encore que de résultats provisoires. En rythme annuel, les dépenses progressaient fin octobre de 6,1 % (4,3 % à prix constants), contre 5,8 % fin septembre. Seuls les remboursements de médicaments paraissent s'accroître (+ 6,4 % contre + 4,7 % fin septembre) par suite des correctifs apportés au plan

Séguin sur les remboursements à 100 %. En revanche, de la progression des autres prescriptions (auxiliaires médicaux, analyses biologiques) restait la même qu'en septembre, de même que les versements aux établissements hospitaliers publics. Une certaine décelération apparaît même pour les honoraires médicaux (10,9 % contre 11,4 % fin septembre), à la fois en raison d'efforts de tarification et de baisse de tarifs s'éloignant dans le temps) et par baisse de volume.

Comparées aux prévisions des comptes de la Sécurité sociale, les dépenses sont inférieures sur presque tous les postes, mais nettement supérieures pour les médicaments.

## Conjoncture

## Révision en hausse de la croissance des pays industriels

Le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, a annoncé, mardi 6 décembre à Montréal, une révision en hausse de la croissance des sept principaux pays industriels. Celle-ci atteindra 4,25 % en 1988 et non 4 %, comme l'organisation le prévoyait à la fin du mois de septembre. L'inflation, en revanche, n'a pas été revue en hausse et reste estimée à 3,2 %.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

## COLLECTION ANALYSES DE SECTEURS

## Vient de paraître

- Le secteur bancaire en Europe
- Les industries de l'imprimerie : concurrence européenne
- L'industrie européenne de la biscuiterie - panification
- Les surgelés : production et distribution
- Les grands magasins : Europe, États-Unis, Japon

## A paraître

- Les compagnies d'assurances en Europe
- Les industries de l'équipement automobile en Europe
- Les tours opérateurs en Europe
- Les agences de publicité dans le monde

## COLLECTION STRATEGIES ET STRUCTURES COMPAREES

## Vient de paraître

- Les grands groupes de presse dans le monde
- Les sociétés civiles de placement immobilier
- Les constructeurs de poids lourds dans le monde

## A paraître

- Les leaders de la chaussure en Europe
- Les leaders de la brasserie en Europe

## COLLECTION ANALYSES DE GROUPES

## En cours de parution

- Près de 100 groupes européens étudiés : analyse stratégique, économique, financière, boursière.

Ces études sont en vente à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Pour en recevoir gratuitement la présentation, tél. : 42 61 51 24.

BNP

## La BANEXI

Banque d'Affaires du Groupe BNP

a initié les rapprochements et contribué à la conclusion des négociations concernant les sociétés

## JOUCOMATIC

(470 MF de chiffre d'affaires)

Société spécialisée dans les composants pneumatiques et les électrovannes

acquise par EMERSON ELECTRIC (USA)

## JEAN-JACQUES

(700 MF de chiffre d'affaires)

Producteur de yaourts et du B.A. au Bifidus Actif et négociant de fromages

acquis par ROQUEFORT SOCIÉTÉ

BANEXI

## OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE ENTRE OLIVETTI-LOGABAX ET OLIVETTI

Le Groupe Olivetti propose aux actionnaires d'Olivetti-Logabax une Offre Publique d'Échange qui permettrait de reporter leur investissement dans la filiale française sur la société mère. Cette Offre Publique d'Échange, qui a débuté le 29 novembre et se termine le 27 décembre 1988, donne la possibilité aux actionnaires d'Olivetti-Logabax, dont 88,23 % du capital est déjà contrôlé par Olivetti International, d'échanger la totalité des actions non détenues par elle contre des actions ordinaires Ing. C. Olivetti & C. S.p.A. coté sur la Bourse de Paris, à raison de six actions ordinaires Olivetti S.p.A. pour une action Olivetti-Logabax.

Cette offre est cohérente avec la nouvelle structure du Groupe Olivetti (trois sociétés distinctes par secteur de marché/produits) qui se reflète dans l'organisation de ses filiales étrangères. Au sein d'Olivetti-Logabax, deux structures dédiées à la bureautique d'une part et à l'infor-

matique et aux réseaux d'autre part opéreront de façon indépendante, sous l'autorité opérationnelle des unités de compétence de la Maison-Mère. Une telle évolution rend moins significative et nécessaire la coexistence sur le marché boursier français de plusieurs entités (Maison-mère et Filiales). À l'issue de cette Offre Publique d'Échange, Olivetti-Logabax demandera sa radiation du Second Marché.

Cette Offre Publique d'Échange permettra aux actionnaires de recevoir en échange de leurs titres Olivetti-Logabax des titres d'une société cotée à Paris comme à Bruxelles, Genève, Francfort, Milan et Vienne. Il est aussi à noter que, à cause de la croissance plus élevée des secteurs de l'informatique et de la bureautique au niveau mondial dans les deux dernières années, la rentabilité du Groupe Olivetti a été supérieure à celle de la filiale française.

Une note d'information ayant reçu le visa de la C.O.R. n° 88-460 en date du 29.11.88 est tenue à la disposition des actionnaires au siège social de la Société Olivetti-Logabax Cédex 69 - 92047 Paris La Défense.

OLIVETTI sur Minitel composer le 36-16 LMBOURSE puis CERUS

olivetti

LOCCASION  
OU JAMAIS  
DE PASSER  
À LA MICRO

8950 F



# Économie

## COMMERCE INTERNATIONAL

### La conférence ministérielle du GATT

## Le dossier agricole donne lieu à une vive empoignade entre Européens et Américains

MONTREAL  
de notre envoyé spécial

Les Etats-Unis et la Communauté se sont vivement heurtés sur l'agriculture au cours des deux premières journées de la session ministérielle dite « à mi-parcours » de l'Uruguay round, qui se tient du 5 au 8 décembre à Montréal dans le cadre du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs). Mardi 6 décembre, M. Richard Lyng, le ministre américain de l'Agriculture, a brutalement annoncé la couleur : « Le GATT devrait déclarer illégales les subventions qu'accorde la Communauté pour exporter ses produits agricoles vers les pays tiers », a-t-il expliqué, révélant ainsi le peu de cas que faisait l'administration américaine de l'engagement pris en 1986 à Punta del Este de rechercher une méthode équilibrée où chacun acquitterait son dû pour assainir l'agriculture mondiale.

Le commissaire européen chargé des affaires agricoles, estimant que la discussion dans ces conditions avait guère de sens, a alors quitté la salle. L'incident, même s'il n'a pas eu de suites, témoigne du fossé qui sépare la position des Etats-Unis de celle de la CEE. « J'ai pu constater que la position des Etats-Unis était très fermée, et qu'on pouvait s'interroger sur les chances d'arriver à un accord », estimait mardi M. Henri Nallet, le ministre français de l'Agriculture.

De fait, un négociateur américain rappelait au même moment que tout compte fait l'Uruguay round était prévu pour durer jusqu'à la fin de 1990 et qu'un échec à Montréal ne serait guère qu'un contretemps sans gravité. Un langage qui laisse perplexes quand on se souvient de l'insistance avec laquelle les porte-parole de Washington réclamaient il y a peu de temps encore des résultats tangibles pour cette réunion « à mi-parcours ». C'est, il est vrai, presque la règle dans ce genre de rencontres : la tension monte au cours de la première phase des pourparlers. Et il reste deux jours pleins aux quatre-vingt-dix ministres présents à Montréal pour rapprocher les points de vue. Trouver un compromis autre que de pur habillage entre les thèses américaines et communautaires constituera cependant une performance de taille.

### Imparités sur leur position

Les Etats-Unis campent en effet, imparités, sur leur position initiale : il faut décider l'élaboration complète des subventions accordées à l'agriculture d'ici dix ou à la rigueur quinze ans. Faute de d'entente sur un tel objectif à long terme, ils refusent de débiter des mesures d'effet plus immédiat que préconise la CEE pour entamer le processus d'assainissement des marchés et consolider le raffermissement des cours. Cette tactique du tout ou rien déconcerte la Communauté, mais aussi certains pays du groupe de Cairns (1), tels l'Australie ou le Canada. Ces derniers ne voient pas pourquoi faire ainsi la fine bouche devant des mesures à court terme qui, conçues par la CEE comme une première

étape, auraient comme résultat de grossir les recettes des pays exportateurs.

« Que veulent exactement les Etats-Unis ? », se demandait M. Henri Nallet. « Sur le point de quitter l'administration, face à un Congrès supposé hostile à tout programme d'assainissement qui impliquerait des sacrifices aux « farmers », la position maximaliste à laquelle ils s'accrochent est encore pour eux la plus confortable. Car ils seraient incapables d'imposer des mesures à court terme », commentait un fonctionnaire de la Commission européenne. MM. Richard Lyng et Clayton Yentler, le ministre de l'Agriculture et le représentant spécial du président pour les négociations commerciales, s'ingénient eux-mêmes à brouiller les cartes, en faisant valoir en privé qu'il ne leur est pas possible d'envisager de mettre l'administration Bush dans l'embarras, alors qu'ils sont sur le point de quitter leur poste. De fait, la désignation mardi par le président Bush, en pleine session du GATT, de Mme Carla Hills pour succéder à M. Yentler au poste de représentant spécial pour les négociations commerciales n'est de nature ni à renforcer la main de ce dernier ni à éclairer les Européens sur ce que cherchent vraiment les Etats-Unis.

### Les trois points de la Communauté

La position de la Communauté tient en trois points :

1. Elle refuse d'envisager la suppression complète des subventions accordées aux paysans, une solution jugée irréaliste, mais elle est prête à débiter d'un programme progressif de réduction du soutien aux agriculteurs.
2. La réduction du soutien devra porter sur l'ensemble des aides à l'agriculture, et pas uniquement sur les subventions à l'exportation. Les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et d'autres, qui jusqu'ici n'ont guère agi pour maîtriser leur production, doivent prendre en charge une part du fardeau.
3. La Communauté entend faire reconnaître et prendre en compte ce qu'elle a fait depuis 1986 pour réformer sa politique agricole commune et réduire ses excédents. Selon les calculs de la Commission européenne, le soutien accordé aux agriculteurs de la CEE a été réduit de 12 % à 15 % depuis 1986, et la mise en œuvre des « stabilisateurs » agricoles décidée par le conseil européen en février 1988 entraînera une diminution supplémentaire de 5 % à 6 % d'ici à 1990. Ce total d'environ 20 % doit en quelque sorte figurer au crédit de la CEE.

### D'autres embêches

Cette position a été réaffirmée avec force par les Douze, qui se sont mis d'accord sur une série d'amendements à apporter à un texte préparé par le groupe de négociations agricoles du GATT afin de servir de base aux débats de Montréal. Un document qui comportait des dérivés jugés dangereux, et que la Commission comme les Etats membres n'ont pas voulu laisser passer.

« La cohésion communautaire a joué comme jamais », a constaté, très satisfait, M. Henri Nallet. Cependant, le blocage du dossier agricole préoccupe le camp européen, où l'on hésite sur la manière d'interpréter l'attitude américaine. Quel qu'il en soit, en redoublant, en cas d'échec, la mise en chantier accélérée à Washington d'un farm bill par lequel les Etats-Unis s'arrogeraient le droit de régler leurs difficultés agricoles par des décisions unilatérales.

La négociation sur la libéralisation des échanges de services — un

### RFA

### Légère hausse du chômage

En données brutes, le nombre des chômeurs s'est légèrement accru en RFA pour atteindre, en novembre, 2,09 millions de personnes, annonce l'Office du travail. Le taux de chômage par rapport à la population salariée s'établit ainsi à 8,1 %, contre 8 % en octobre et 8,5 % en novembre 1987. Cette petite hausse est attribuée par le président de l'Office, M. Heinrich Franke, à des facteurs « uniquement saisonniers ». Hors variations saisonnières, « la tendance à l'amélioration de l'emploi » s'est poursuivie le mois dernier, avec 2,21 millions de chômeurs, contre 2,23 millions en octobre et 2,25 millions en novembre 1987.

des quatre grands chapitres du rendez-vous de Montréal — paraît, elle aussi, semée d'embêches. Aux réticences traditionnelles de plusieurs pays du tiers-monde, qui craignent que l'opération ainsi projetée ne profite exclusivement aux pays industrialisés, est venue s'ajouter une nouvelle dispute entre la Communauté d'une part, les Etats-Unis et le Japon d'autre part. Quelle forme doit prendre une telle libération ? Les Japonais, les Américains, répondent qu'ils sont prêts à accorder le « traitement national » aux banques, aux compagnies d'assurances ou à toute autre entreprise de services de pays partenaires du GATT qui voudraient s'installer chez eux.

« Le « traitement national » ne suffit pas ; ce qui compte, c'est l'accès effectif aux marchés », a expliqué M. Jean-Marie Rausch, le ministre français du commerce extérieur. Telle est en effet la position de la CEE, qui, à la veille du grand marché sans frontières de 1993, redoute de se faire duper. Serait-il sage, en effet, d'ouvrir un marché de trois cent cinquante millions de consommateurs aux entreprises américaines ou japonaises, pour se satisfaire en contrepartie d'un « traitement national » en principe non discriminatoire, mais néanmoins, l'expérience le prouve chaque jour, bien incertain ?

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Treize pays, producteurs agricoles, faisant valoir qu'ils ne subventionnent pas leurs exportations.

## CONJONCTURE

### Devant la progression des crédits à la consommation

## La Banque de France veut surveiller l'endettement des ménages

Les ménages français, dont le taux d'épargne diminue régulièrement depuis des années, s'endettent de plus en plus. La progression des crédits à la consommation, dits de trésorerie, est encore de 22 % l'an, après les augmentations de 33 % en 1987 et de 40 % en 1986 et ce rythme peut engendrer des situations difficiles. En conséquence la Banque de France va étudier la mise en place d'un dispositif de surveillance de cet endettement, actuellement très mal connu puisque les crédits consentis aux particuliers ne sont pas centralisés, pas plus en principe que les incidents de paiement, à la différence de ceux des entreprises, tous consignés à la Centrale des bilans auprès de l'Institut d'émission.

Il s'agirait de mettre en fiches soit la connaissance des engagements globaux des ménages — objectif très large et très ambitieux, — soit, mesure plus limitée, la centralisation des impayés. Selon M. de Larosière, gouverneur de la Banque de France, c'est une « action de surveillance à caractère macro-économique et pas seulement un outil donné aux établissements de crédit pour déceler les mauvais payeurs ».

Le projet, qui sera discuté avec la profession et soumis à la Commission nationale informatique et liberté (CNIL) ne revêtira pas un caractère inquisitorial mais devrait permettre de mieux maîtriser le phénomène de l'endettement. Interrogé

sur la possibilité de limiter le crédit à la consommation en cas d'excès, M. de Larosière a rejeté tout recours à l'encadrement sélectif et quantitatif de ce crédit. En revanche, il recommandera aux établissements d'être plus conscients de ce phénomène et d'éviter toute publicité trop agressive, notamment auprès des jeunes.

Ce faisant, il rejoint les préoccupations de Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, qui, au début de novembre, a demandé au comité des usagers des services bancaires, présidé par M. Denis Kessler, et au Conseil national de la consommation, une étude sur l'endettement des Français, certes encore moins important qu'à l'étranger, mais qui, dans certains cas, peut devenir préoccupant.

### Une croissance contenue de la masse monétaire

L'Association des sociétés financières (ASF) qui regroupe les établissements de crédit spécialisés a mis en route depuis octobre dernier un centre professionnel des incidents de paiement, auquel participent trente-cinq établissements, représentant 70 % de l'endettement des particuliers et dont le fichier contient déjà un million de noms, avec l'accord de la CNIL et donc, en principe, celui des associations de consommateurs.

M. de Larosière a indiqué par ailleurs que le rythme global des cré-

dits, après une accélération en début d'année, tendait à se stabiliser après la fin du trimestre sur une tendance annuelle de 11,8 %. En revanche, le rythme de progression des seuls crédits bancaires reste proche de 17 % par an, plus important que prévu.

En ce qui concerne la progression de la masse monétaire M2 (monnaie en circulation, dépôts à vue, placements à vue, tels que livrets de Caisse d'épargne et de banques) elle aura respecté en 1988 les objectifs fixés en début d'année, soit 4 % à 6 % par an.

Cette performance a été obtenue en dépit d'une croissance plus rapide que prévu du produit intérieur brut (PIB), 3,5 % en volume et 7 % en valeur en 1988, contre une estimation initiale de 2,2 % et 4,8 %. Si la masse M2 n'a pas augmenté davantage, c'est en raison d'un net renforcement de la vitesse de circulation de la monnaie, phénomène classique en période de croissance de l'économie. Il est prévu pour 1989 une progression du PIB de 5 % en valeur, dont 2,6 % en volume, en restant par rapport à 1988. L'objectif de croissance de M2 restera fixé de 4 % à 6 %, la politique monétaire de la Banque de France devant lui permettre de rester vigilante pour éviter tout dérapage de nature à relancer l'inflation et à dégrader encore davantage la balance commerciale.

FRANÇOIS RENARD.

(Publicité)

## ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ Contrat d'épandage aérien Programme de Lutte contre l'Onchocercose Afrique de l'Ouest



L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) procèdera prochainement à un appel d'offres concernant la fourniture d'hélicoptères et d'avions, ainsi que des moyens d'appui et des services nécessaires à la poursuite des opérations d'épandage aérien menées par le Programme de Lutte contre l'Onchocercose en Afrique de l'Ouest. Ce Programme est actuellement mis à exécution par l'OMS dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Une base aérienne est située à Odienné (Côte d'Ivoire) et une seconde à Kara (Togo).

Les opérations consistent à appliquer des quantités précises de larvicide sur les cours d'eau où se trouvent les gîtes larvaires des mouches qui transmettent l'onchocercose. Les circuits à effectuer en vol, les cours d'eau à traiter et le type et la quantité de larvicide à appliquer sont définis dans un plan hebdomadaire dont le strict respect conditionne le succès des opérations. Des hélicoptères seront également utilisés pour la surveillance des cours d'eau. La longueur totale des cours d'eau à traiter et à surveiller dans la zone d'application du Programme pendant la durée du contrat est de l'ordre de 50 000 km pendant la saison des pluies, les opérations s'effectuant sur un kilométrage réduit pendant la saison sèche.

Jusqu'à présent, les hélicoptères Hughes 500D et E et les avions Turbo Thrush ont donné de bons résultats pour ces opérations, mais d'autres modèles d'hélicoptères ou d'avions présentant des performances semblables ou supérieures et possédant les caractéristiques requises pour ce type d'exploitation seront également pris en considération. Le carburant sera fourni par l'OMS.

Cinq formules de larvicide sont actuellement utilisées dans les cours d'eau de la zone considérée, mais d'autres pourraient être adoptées pendant le cours de l'exécution du contrat. Il sera donc essentiel de pouvoir mettre au point et fournir du matériel d'application qui soit compatible avec les formulations de larvicide utilisées et qui convienne aux besoins évolutifs du Programme.

Le prochain contrat portera sur une période de trois ans (1990-1992) et nécessitera, chaque année, une flotte de quatre hélicoptères du mois de janvier au mois d'avril, effectif qui sera porté à six hélicoptères de mai à décembre plus un ou deux avions chaque année selon les conditions qui seront précisées dans l'appel d'offres. Un minimum garanti de 55 heures de vol par mois par hélicoptère tenu de rester opérationnel et de 50 heures de vol par mois par avion tenu de rester opérationnel, sera payé pour la durée du contrat. L'Organisation pourra demander la mise en service d'hélicoptères supplémentaires, jusqu'à un maximum de cinq appareils, pour faire face à tout moment à l'accroissement éventuel des opérations pendant la période couverte par le contrat, la rémunération étant alors calculée sur la même base que pour les hélicoptères de l'effectif de base mentionnés plus haut. Un hélicoptère et un avion supplémentaires devront également être tenus prêts à assurer les remplacements en cas de nécessité. Enfin, un avion de liaison devra être disponible pendant toute la durée du contrat, la rémunération, au service de l'Organisation, étant calculée sur la base d'un minimum de 25 heures de vol par mois.

Seules les entreprises capables d'assurer les opérations d'épandage aérien dans le cadre du Programme de Lutte

contre l'Onchocercose sans compromettre le succès continu du Programme seront invitées à soumissionner. Ces entreprises devront par conséquent :

1. avoir une structure de gestion d'une efficacité éprouvée, capable d'assumer la responsabilité de l'ensemble des opérations aériennes requises ; l'Organisation ne pourra accepter les offres émanant de consortiums ayant une structure de gestion complexe et il ne sera possible de sous-traiter une partie quelconque du travail qu'avec son accord préalable ;
2. avoir non seulement suffisamment de personnel (pilotes, ingénieurs et personnel au sol), mais aussi le matériel et les moyens financiers voulus, pour assurer la maintenance d'une flotte opérationnelle pouvant atteindre 12 hélicoptères et 3 avions, en des lieux situés loin de leurs bases ;
3. être bien établie et reposer sur des bases financières solides ;
4. avoir acquis une expérience appréciable en matière d'opérations d'épandage aérien de grande envergure visant à lutter contre les vecteurs en Afrique ou dans d'autres pays tropicaux en développement ;
5. avoir une expérience éprouvée en matière de mise au point de matériel d'épandage spécialisé ;
6. disposer d'un personnel administratif, de pilotes et d'un personnel d'entretien parlant français couramment et capables de s'exprimer convenablement en anglais, ou l'inverse ;
7. être capable d'établir des contrats d'une durée minimale d'un an avec les pilotes et d'entretenir une réserve de pilotes expérimentés, en sus de l'effectif strictement nécessaire pour les opérations aériennes.

Les entreprises qui souhaitent soumissionner sont invitées à écrire à l'adresse indiquée ci-dessous, en mentionnant sur l'enveloppe « Contrat d'épandage aérien OCP » ; elles devront donner à l'Organisation suffisamment d'informations pour prouver qu'elles remplissent bien les conditions requises, formuler, le cas échéant, leurs propositions de sous-traitance et préciser sous quelle forme elles se proposent d'effectuer le versement des garanties de soumission, de bonne exécution et de paiement, respectivement égales à 10, 25 et 20 % du montant prévu du contrat.

Tous ces renseignements, qui demeureront strictement confidentiels, devront être donnés en anglais ou en français et parvenir à l'Organisation avant le 16 janvier 1989.

Les entreprises ayant adressé une réponse jugée satisfaisante seront invitées à soumissionner et recevront un appel d'offres détaillé. Elles seront conviées à assister à des réunions d'informations sur les lieux d'exécution du Programme pendant la semaine commençant le 13 février 1989.

Il importe de noter que l'adjudication ne s'effectuera pas uniquement sur la base des coûts, mais qu'elle tiendra également compte de la valeur technique de l'offre soumise.

Monsieur l'Attaché de Liaison  
Programme de Lutte contre l'Onchocercose  
Organisation mondiale de la Santé  
1211 Genève 27  
Suisse

Jusqu'au 16 janvier 1989  
à LA RÉGIE À CALCUL

**L'OCCASION  
OU JAMAIS  
DE PASSER  
À LA MICRO**

La T3000 de TOSHIBA  
Le micro-ordinateur  
portable, autonome  
et compatible

La MALETTE MAGIQUE WORKS  
Le logiciel intégré  
Microsoft-WORKS et  
tout le nécessaire  
pour débiter

+ 1/2 journée de formation

Un financement immédiat  
sur place par CREDITO sur Carte Aurore

2000F TTC  
= 8950F TTC

LA RÉGIE À CALCUL  
65 bd St-Germain, 75005 Paris  
Tel. : (1) 43.25.68.88

هكذا من الأصل







## Marchés financiers

## BOURSE DU 7 DECEMBRE

**Cours relevés  
à 14 h 52**

[illegible]

## Comptant

**(sélection)**

**SICAV** (sélection)

(selection)

## 6/12

[illegible]

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 7/12	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 7/12	COURS prix.		COURS 7/12
			Achat	Vente						
Exco-Us (S 1)	5.887	5.854	5.700	6.200	Or fin (libre en devises)	81500	81600	Coupoir	281	
ECU	102	7.104			Or fin (en lingots)	81750	81350	Coupoir	118	
1000 1000	341	341	351	361	Or fin (en lingots)	81750	81350	Coupoir	118	
Banque (100 G)	10.303	15.287	15.700	18.700	Pièces brutes (100 H)	350	475	Coupoir	360	
Pays-Bas (100 H)	302.880	302.580	232.500	212.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	350	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (200 H)	500	500	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	Pièces brutes (100 H)	472	471	Coupoir	63	
1000 1000	382.880	382.580	342.500	312.500	P					

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ★ : marché continu

**PUBLICITÉ**

**45-55-91-82, poste 4330**

\_\_\_\_\_



هكذا من الأصل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
5 M. George Bush a complété l'équipe économique de sa future administration. 6 M. Arafat reçu à Stockholm en chef d'Etat. — Chine : un réformateur à la tête du PC tibétain. 7 Grande-Bretagne : le vote de la loi antiterroriste.	10 La censure, le centre et la situation sociale. 11 Au Sénat, le budget des affaires étrangères. — Elections législatives partielles : M. Bernard Tapie à nouveau candidat à Marseille.	12 Le renforcement des pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel devrait satisfaire les centristes. 13 La quiétude des rivières du surgénérat de Creys-Malville. 14 Plusieurs peines de vingt ans requises au procès de la « pizza connection ».	21 à 23 Camille Claudel, un film de Bruno Nuytten : un entretien avec Isabelle Adjani. <b>DÉBATS</b> 2 Emploi : « Pantouffes publiques », par Bernard Maris.	35 La poursuite des conflits sociaux. — Point de vue : P et T, un débat pour le service public, par Paul Quilès. 36 La Banque de France et les crédits à la consommation. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 30 à 33 Carnet ..... 34 Météorologie ..... 29 Radio-télévision ..... 29 Expositions ..... 24 Spectacles ..... 25 à 28	● RATP : le point haut par heure sur le trafic ..... AVIS ● JUDO : gagnés deux places pour le Master de Bercy ..... JUD ● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille ..... BOURSE 36 15 Tapez LEMONDE

## Le conflit à la RATP

### Détente dans les transports parisiens

C'est finalement à 13 h 30 le mercredi 7 décembre, après une ultime entrevue avec la direction de la RATP, que les quatre syndicats dits « modérés » (CFDT, CFEC, FO, exécution et machinistes automobiles), qui avaient fait front commun pour obtenir 300 F (dix points) d'augmentation pour tous les salariés en 1989, ont finalement accepté qu'ils signaient le protocole d'accord mis au point avec la direction dans la nuit de lundi à mardi.

Ils ont, néanmoins, déclaré que cet accord « ne répondait pas à toutes les aspirations des salariés », mais ils ont rejeté sur la CGT la responsabilité de la situation, expliquant qu'ils lui avaient demandé d'établir avec eux « des propositions chiffrées et claires susceptibles de recueillir l'adhésion de tous les agents ». La CGT ayant rejeté cette « démarche unitaire » et refusé ainsi de « renforcer l'action », ils ont « pris leurs responsabilités à l'égard des usagers comme à l'égard des salariés ».

De son côté, le directeur général de la RATP se félicitait de cette signature, a appelé les agents de la RATP à « reprendre le travail le plus vite possible pour que cesse le dommage causé aux habitants de la région parisienne ». Pour les autobus, s'il indiquait, la reprise aurait un effet très rapide ; le retour à la normale serait un peu plus long pour le réseau ferré, mais deux at-

liers ayant repris le travail, on pourrait revenir très rapidement au service des samedis et dimanches, même si quelques points durs pouvaient subsister sur les lignes équipées de voitures à pneus.

Avant même que soit annoncée cette signature, une certaine détente s'était manifestée mercredi matin sur les transports parisiens.

— Sur le RER, les lignes A et B étaient toujours arrêtées, à l'exception des services réduits aux heures d'affluence sur la ligne A, entre Nation et Boissy-Saint-Leger d'une part, Torcy de l'autre, ainsi qu'entre Aubert et Saint-Germain-en-Laye, sur la ligne B entre Denfert-Rochereau et Saint-Rémy-Léonville.

— Dans le métro, quatre lignes fonctionnaient normalement vers 9 heures (3, 7, 9, 12), trois (5, 6, 10) à 85-95 %, quatre (4, 8, 13, et surtout la 1, partiellement interrompue) étaient très perturbées, deux (2 et 11) totalement interrompues, faute de matériel.

— Sur le réseau des autobus, le trafic était assuré à 63 % en début de matinée. Aucun dépôt n'avait été bloqué. Deux dépôts (Lagny, Gonesse) fonctionnaient normalement, quatorze entre 60 % et 75 %. Trois seulement fonctionnaient à nettement moins de la moitié de la normale.

(Lire nos informations page 35.)

### Reprise à l'atelier de Rueil-Malmaison

Le travail a repris mercredi 7 décembre au matin, dès 7 h 30, à 100 %, à l'atelier RATP de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) où sont réparés et entretenus un tiers environ des rames de la ligne A du RER.

Cette décision a été prise mardi soir au terme d'une journée marathon, au cours de laquelle les salariés ont tenu plus de cinq heures d'assemblées générales, reportant d'heure en heure leur décision et laissant filtrer des informations contradictoires. Vers 16 heures mardi, les représentants du personnel ont eu une longue entrevue avec le chef de centre, en liaison téléphonique avec la direction générale de la RATP. Ils ont obtenu la levée de toutes les sanctions disciplinaires et la promesse d'une « ouverture immédiate de négociations spécifiques aux ateliers de réseau ferré », notamment sur le paiement des jours de grève.

Curieusement, les représentants syndicaux et les délégués du personnel ont catégoriquement refusé de s'expliquer devant la presse, niant même qu'une reprise du travail ait été décidée. Les raisons de cette attitude résident vraisemblablement dans le climat de demi-défaite et d'amertume qui a marqué, ici, la reprise : les agents n'ont pas obtenu ce qu'ils souhaitaient mais ont dû

finalemment s'incliner, victimes d'une évidente lassitude de leur base.

La reprise d'un trafic minimum sur la ligne A est techniquement possible dans un délai de deux ou trois jours, mais elle ne serait que de courte durée si l'atelier de Boissy-Saint-Leger décidait, de son côté, de poursuivre la grève.

FRANÇOIS ROLLIN.

## Un séisme en Arménie aurait fait de nombreuses victimes

Un violent tremblement de terre de magnitude 7 s'est produit mercredi 7 décembre à 11 h 45 (heure locale, 8 h 45 heure de Paris), dans le nord de l'Arménie, faisant un nombre indéterminé de morts et de grands dégâts, a déclaré à l'Agence France-Presse un journaliste de l'agence arménienne de presse Armepress. Selon des sources informées à Erevan, capitale de la République d'Arménie, plus de 100 personnes auraient trouvé la mort. Le journaliste d'Armepress a déclaré que cinq ou six régions d'Arménie, situées près de la frontière avec la Géorgie, ont été touchées par ce tremblement de terre. Les villes de Leninakan, Kirovakan, Spitak et Stepanavan ont été, notamment, endommagées.

L'Agence soviétique Tass n'avait pas encore publié de détails sur la catastrophe à 12 h 30 (heure de Paris).

Rappelons que le couvre-feu est imposé dans un tiers de l'Arménie, y compris dans les régions du Nord, à la suite des affrontements récents entre Azéris musulmans et Arméniens chrétiens.

Selon le U.S. Geological Survey, l'épicentre aurait été situé à 80 kilomètres au sud-ouest de Tbilissi, capitale de la Géorgie, donc à 120 kilomètres au nord-est d'Erevan. Il est ainsi très probable que la Géorgie, elle aussi, ait été très durement touchée (AFP, Reuters, UPI.)

### M. de Wissocq remplacé à la tête de la COGEMA

M. François de Wissocq, PDG de la COGEMA, sera remplacé par M. Jean Syrota, directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie, selon le *Canard enchaîné* du mercredi 7 décembre. Tant au ministère de l'Industrie qu'au siège de la COGEMA, on se refusait mercredi à tout commentaire, mais l'information de l'hebdomadaire était confirmée au *Monde* par d'autres sources.

Le mandat de M. de Wissocq vient à expiration en juin prochain, mais M. Fauroux, ministre de l'Industrie, a décidé « d'accélérer » son remplacement selon l'hebdomadaire. M. de Wissocq, nommé président en 1984 de la filiale du commissariat à l'énergie atomique chargée de l'uranium et du retraitement, se verrait reprocher d'avoir perdu 259 millions de francs l'an passé à la suite de mauvais placements sur le MATIF, réalisés par M. Jean-Marc Aleotti, financier, recherché depuis.

### Au conseil des ministres La mise en œuvre du RMI

Le premier ministre a demandé, mercredi 7 décembre, au conseil des ministres, l'autorisation d'engager la responsabilité de son gouvernement en vertu de l'article 49-3 de la Constitution, si nécessaire, sur deux projets de loi actuellement en discussion au Parlement, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le collectif budgétaire.

Le conseil des ministres a entendu ensuite une communication de M. Claude Evin sur la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion.

M. Evin a souligné que cette disposition, approuvée par le conseil des ministres du 13 juillet, adoptée par le Parlement le 30 novembre dernier, et dont les textes d'application, actuellement soumis à l'examen du Conseil d'Etat, seront publiés au *Journal officiel* au plus tard le week-end prochain, va être appliquée très rapidement. Les premiers versements pourront intervenir à la fin du mois de décembre, sous forme d'avances. Les organismes privés pour accompagner l'insertion se mettront en place au début de 1989. Le président de la République se rendra lundi 12 décembre à Belfort, la ville dont M. Chevènement est le maire, dans une région qui a eu une action-pilote dans ce domaine.

Enfin, le conseil des ministres a nommé M. Bertrand Fragonard, délégué interministériel au revenu minimum d'insertion.

### Nomination de préfets

Le conseil des ministres du 7 décembre a procédé aux nominations suivantes dans le corps préfectoral :

● M. Gérard Deplace, préfet de la Haute-Savoie, est nommé directeur de l'administration du territoire et des affaires politiques au ministère de l'Intérieur, en remplacement de M. Mansillon, nommé préfet de l'Ain.

● M. Bernard Gauthier, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Haute-Savoie.

● M. Jean Thiebaut, délégué national à la lutte contre la délinquance, est nommé préfet de police pour les départements de Corse.

● M. Arsène Lux, préfet délégué pour la police auprès du préfet des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet hors-cadre et il sera remplacé à son poste par M. Marcel Morin, jusqu'alors préfet délégué pour la police auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse.

● Augmentation du nombre des détenus au 1<sup>er</sup> décembre. — Le nombre des détenus dans les prisons françaises s'élevait à 45 792 au 1<sup>er</sup> décembre alors que le chiffre était de 43 352 au 1<sup>er</sup> novembre. Sur ces 45 792 personnes (43 698 hommes et 2 094 femmes), 24 322 sont des condamnés définitifs, et 21 470 se trouvent juridiquement en détention provisoire, soit qu'ils n'aient pas encore comparu devant une juridiction de jugement — tribunal correctionnel ou cour d'assises — soit, s'ils y ont comparu, en raison des appels ou pourvoi en cassation qu'ils ont interjetés ou formés et dont le caractère suspensif fait qu'ils ne peuvent être considérés comme des condamnés.

● SKI ALPIN : Coupe du monde. Le Luxembourgeois Marc Girardelli a remporté, mardi 8 décembre, le slalom de Sestrières (Italie), première épreuve de la saison.

Le numéro du « Monde » daté 7 décembre 1988 a été tiré à 507 272 exemplaires

## Sur le vif Incapables

Vous, je sais pas, mais moi j'en ai marre, vraiment marre, ras le bol ! On est là à ruminer nos ennuis, nos problèmes, nos soucis, depuis des semaines sur des quais bondés, bloqués dans des embouteillages géants, traînant les pieds dans le froid, dans les flaques, sur des kilomètres de trottoirs noirs de monde. Et on dit rien. Et parce qu'on dit rien, on ne fait rien, nos princes, rien de rien. Ils règnent, ils ne gouvernent pas. Ils planent, ils survolent en Mirage, en hélicoptère ou en Concorde, ils traversent en voitures de fonction entourées de motards, nos festes et nos misères.

Ils palabrent ; ouais, on pourrait peut-être envisager un service minimum, faut voir, faut réfléchir. C'est ça, prenez tout votre temps, nous on n'est pas pressés ! Ils pleurnichent : on peut rien faire, on est bloqué par la grille des salaires. Si on verse des sous aux infirmières, ça va réveiller les huissiers des ministères. Ben, faites-le sauter, bon Dieu, cette putain de grille toute rouillée, toute pourrie. Qu'est-ce que vous attendez ? C'est pour ça qu'on vous a confié nos affaires, c'est pour que vous les prenez en main. Là, maintenant, tout de suite. Au lieu de vous défilier laissant pourrir la situation histoire de préserver la vôtre.

Et l'autre, là, le Jacques, qui a le culot de réclamer qu'on lui confie les problèmes de la circulation. C'est moi, c'est moi le maire de Paris ! Et c'était qui, le premier ministre pendant les grandes grèves de 1986, dis, chéri ? Quelles mesures t'as prises pour les régler quand t'avais tous les pouvoirs, on peut savoir ? Là aussi, là encore, on cause, on discute, on envisage : et si on interdisait le stationnement et si on augmentait les péages ? Et si on fermait les centres-ville aux bagnoles et si on construisait des autoroutes souterraines... Et si ma tante avait des roues, ce serait un autobus !

C'est de notre faute, aussi. Qu'est-ce qu'on se demande quand on les a engagés, ces commis, en mal dernier ? Aucune promesse, aucun programme, aucun engagement précis. Mon Mimi s'est contenté d'envoyer à certains d'entre nous, moi je l'ai même pas reçue, une belle lettre bien polie, bien propre, pas une tache, pas une rature, pour nous demander de le garder. Et on a dit : OK. La prochaine fois, faudrait peut-être mettre la barre un peu plus haut et leur faire faire la dictée de Pivot.

CLAUDE SARRAUT.

## Des œuvres de Freud seront publiées en URSS

Plusieurs ouvrages de Sigmund Freud seront publiés en 1989 à Moscou. Les œuvres du père de la psychanalyse n'avaient plus été éditées en URSS depuis les années 20, Freud étant considéré comme « réactionnaire » et « contre-révolutionnaire » par les tenants de l'idéologie stalinienne.

C'est à l'occasion de la visite d'un groupe de psychologues français en URSS que l'annonce de la prochaine publication des œuvres de Freud a été faite par M. Mikhail Yarovitch, un responsable de l'Institut de l'histoire des sciences naturelles et des techniques, qui dépend de l'Académie des sciences. Ce dernier nous a confirmé que trois maisons d'éditions moscovites — la Science, Prométhée et Instruction publique — allaient publier en 1989 l'introduction à la psychanalyse, ainsi que des ouvrages choisis de *Léçons de psychanalyse* et *Rêves*. Un troisième ouvrage, intitulé *La Psychologie de l'inconscient*, composé d'extraits de l'œuvre de Freud, paraîtra également en 1989. Ces volumes seront destinés à un large public puisque leur tirage atteindra trois cent mille exemplaires.

En juillet dernier, un article publié par le quotidien moscovite *Komsomol*, intitulé « Bonjour docteur Freud », avait évoqué l'hypothèse d'une publication prochaine des œuvres de Freud en URSS.

mais, au dire des responsables des principales maisons d'édition, celle-ci semblait improbable avant plusieurs années.

Selon le docteur Roland Broca (hôpital psychiatrique de Préfontaine, Aisne), qui dirigeait la délégation des psychologues français, des œuvres de Jacques Lacan pourraient également être prochainement traduites et éditées en URSS. Plus de cent vingt personnes pratiqueraient actuellement l'analyse freudienne à Moscou sans être inquiétées.

F. N.

OFFREZ-VOUS UN BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur.

COUTURES MESURE 2 150 F

à partir de 600 F VESTONS 1 400 F

3 000 pièces

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

PARDESSUS sur MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Pour choisir Macintosh, où trouver le plus vaste espace d'exposition de Paris ?

INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26 rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> • 42 72 26 26

SVM SCIENCE & VIE MICRO

MICRO-INFORMATIQUE :

LES OUTILS POUR DÉBUTER

Le guide de vos premiers pas en : traitement de texte, calcul, gestion de fichiers, micro-édition, graphisme, communication, jeu, éducation, programmation et musique.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Un dossier sur tous les disques CD-ROM.
- Les logiciels intégrés Framework III et OPEN Access II Plus au banc d'essai.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE